

Rapport RSE de Bolloré Logistics



POWERING SUSTAINABLE LOGISTICS*

Programme des engagements développement durable
Rapport d'avancement 2019 • 2020



Thierry EHRENOGEN

Président-Directeur Général
de Bolloré Logistics

Toutes nos activités et nos équipes traversent depuis plusieurs mois une situation sanitaire sans précédent à l'échelle mondiale. Les impacts sur la vie quotidienne de chacun et sur les entreprises sont immenses. La reprise sera longue et difficile, avec des conséquences sur certains secteurs plus que d'autres. Dans notre industrie, l'aérien en particulier subit de plein fouet les effets de la crise actuelle. S'il est difficile aujourd'hui d'estimer quelles seront les répercussions à moyen terme, il est très probable que cette pandémie déclenchera aussi des changements durables dans notre façon d'agir, de nous comporter et de fonctionner. Et c'est peut-être de cet aspect positif dont il faut se saisir maintenant. Face à ce contexte inédit, n'est-il pas meilleur moment pour reconsidérer notre modèle et appréhender sa durabilité sur le long terme ?

Notre première préoccupation a été, et demeure, la préservation de l'intégrité physique de tous nos collaborateurs, que nous assurons grâce à une gestion de crise efficace. Nous avons aussi repensé notre façon de travailler, que ce soit par le biais du télétravail ou pour trouver des solutions de transport alternatives liées notamment aux restrictions de vols passagers. Notre objectif métier reste la continuité de nos activités partout dans le monde, et ce malgré de fortes contraintes logistiques, ce qui nous permet de remplir une mission fondamentale, l'acheminement de biens essentiels sur tous les territoires, tels que les équipements médicaux. Depuis mars, nous avons organisé le transport de 1 milliard de masques. Cette crise nous aura permis de renforcer notre chaîne de valeur grâce à l'engagement exceptionnel de tous nos collaborateurs, femmes et hommes, qui se sont mobilisés partout dans le monde pour offrir à nos clients des solutions sur-mesure avec des plans de continuité adaptés et évolutifs tenant compte des dispositions prises par les autorités dans chaque pays où nous opérons. Et les nombreux témoignages des clients que nous recevons en retour nous incitent à continuer en ce sens pour tendre vers l'excellence opérationnelle et nous renforcer.

Avant l'apparition soudaine de la pandémie, nous avons entrepris de nombreux projets qui ont vu le jour l'année passée. En 2019, nous avons démarré le programme du TMS CargoWise One dans notre réseau. Nous avons lancé notre premier B.Lab Center à Puteaux, un espace de co-création conçu pour accélérer la digitalisation de la chaîne logistique en se basant sur les nouvelles technologies (Blockchain, Intelligence Artificielle, Robotique et Internet des objets). À la suite de cette inauguration, un deuxième centre a été ouvert en décembre à Singapour, au sein du Blue Hub, notre nouveau complexe logistique, qui intègre de nombreuses composantes écologiques.

Malgré un contexte difficile et de multiples incertitudes, nous nous concentrons sur l'avenir avec plusieurs projets qui devraient bientôt aboutir. Ainsi, après avoir finalisé l'acquisition d'une nouvelle filiale en Suède en début d'année, nous allons continuer à développer notre réseau mondial avec de nouveaux partenaires notamment dans les pays baltes. En parallèle, nous accompagnerons la montée en puissance de notre offre 4PL grâce à PRISM et nous poursuivons le déploiement du programme One TMS.

Nous restons centrés sur l'innovation comme axe de développement, dans lequel la supply chain durable occupe une grande place. C'est l'objet même de ce rapport d'avancement du programme RSE, « Powering Sustainable Logistics ». Depuis son lancement en 2018, nous avons renforcé nos engagements, notamment face aux changements climatiques, pour nos activités en propre, et avons mis l'environnement au cœur de nos approches marchés, à l'instar du programme sur l'offre supply chain durable, lancé depuis quelques mois et regroupant nos experts internes de toutes les régions du monde.

En tant qu'acteur global de la supply chain, il est de notre rôle d'agir de façon responsable tant dans la conduite éthique de nos affaires que dans notre manière d'appréhender les enjeux environnementaux, sociaux et sociétaux liés à nos activités.

Pour fédérer les collaborateurs autour du programme RSE, nous avons démarré début 2020 AcTogether, un challenge interpays permettant de relier la stratégie globale à l'action locale et de donner l'opportunité à chaque collaborateur d'agir pour des objectifs communs de développement durable. Nous poursuivons aussi nos engagements sur le long terme dans les territoires où nous opérons, en réalisant chaque année des investissements importants afin de soutenir nos activités, développer de nouvelles infrastructures et favoriser l'accès à l'emploi des populations locales. Enfin, nous continuons d'avancer avec nos partenaires au sein de notre écosystème, avec nos clients, nos fournisseurs et les acteurs économiques locaux pour réaliser ensemble ce qui compte vraiment pour tous.

1	PRÉSENTATION DE BOLLORÉ LOGISTICS, ACTEUR GLOBAL DU SECTEUR TRANSPORT ET LOGISTIQUE	7	2	ENGAGEMENTS RSE DE BOLLORÉ LOGISTICS : INTÉGRATION DES ENJEUX AU CŒUR DES MÉTIERS ET DES OPÉRATIONS DE L'ENTREPRISE	53
1.1	Filiale du Groupe Bolloré	8	2.1	Assurer une pratique des affaires éthique et responsable dans notre chaîne de valeur logistique	54
1.1 1	Présentation du Groupe Bolloré	9	2.1 1	Garantir le respect des droits humains pour tous	60
1.1 2	Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10	2.1 2	Prévenir la corruption et le trafic d'influence	66
1.2	Bolloré Logistics, acteur majeur du secteur transport et logistique	12	2.1 3	Déployer une politique d'achats responsables	71
1.2 1	Présentation de Bolloré Logistics et de ses activités	13	2.1 4	Garantir la sécurité des systèmes d'information par un renforcement de la cybersécurité de Bolloré Logistics et celle de ses partenaires et clients	76
1.2 2	Une politique RSE structurée dans un programme engageant	27	2.1 5	Garantir la protection des données dans le cadre d'une digitalisation croissante des activités	78
			2.1 6	Maintenir le système de procédures opérationnelles et le système de contrôle pour renforcer l'efficacité de ses opérations	79
			2.2	Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
			2.2 1	Être un employeur attractif	85
			2.2 2	Garantir un recrutement en toute transparence	87
			2.2 3	Développer les compétences et l'épanouissement personnel	89
			2.2 4	Favoriser le dialogue social	93
			2.2 5	Promouvoir la diversité, l'inclusion sociale et l'égalité professionnelle femmes-hommes	96

2.2 6	Garantir la santé et la sécurité au quotidien pour les collaborateurs et les fournisseurs de proximité	99	3	AUTRES INDICATEURS ESG ET ÉLÉMENTS DE REPORTING	161
2.2 7	Favoriser le bien-être des collaborateurs	107	3.1	Note méthodologique relative au reporting	162
2.3	Offrir à nos clients des solutions supply chain durables	108	3.1 1	Note méthodologique du reporting social	163
2.3 1	Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense	116	3.1 2	Note méthodologique du reporting environnemental	164
2.3 2	Contribuer à la lutte contre le changement climatique, à l'amélioration de la qualité de l'air et à la préservation du capital naturel	120	3.2	Autres indicateurs ESG	166
2.3 3	Fournir un haut niveau de qualité de service pour la performance de la supply chain des clients	144			
2.4	Renforcer les relations avec nos parties prenantes sur les territoires	150			
2.4 1	Mesurer les impacts	153			
2.4 2	Développer et promouvoir l'emploi local	154			
2.4 3	Investir dans l'économie locale	155			
2.4 4	Valoriser l'esprit de solidarité des équipes	156			





1

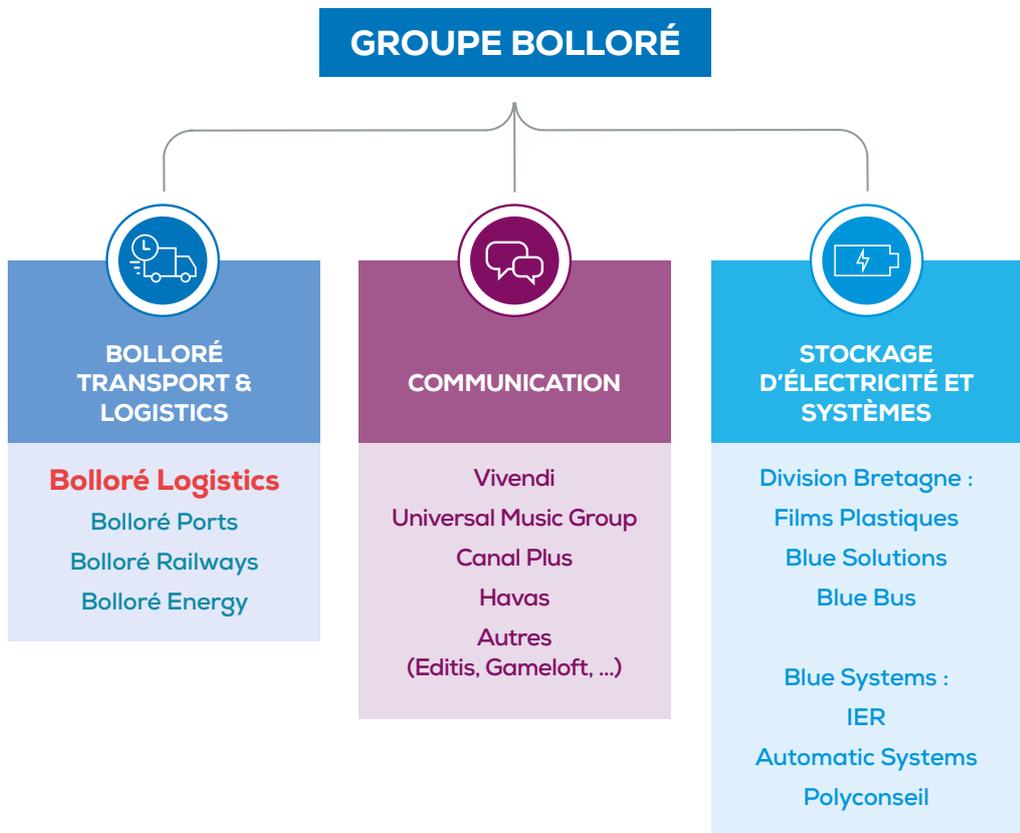
**PRÉSENTATION
DE BOLLORÉ LOGISTICS,
ACTEUR GLOBAL
DU SECTEUR TRANSPORT
ET LOGISTIQUE**



1.1

Filiale du Groupe Bolloré

Bolloré Logistics est l'une des quatre business units de la Division Bolloré Transport & Logistics. Bolloré Transport & Logistics est l'un des trois pôles d'activité du Groupe Bolloré.





1.1

1 PRÉSENTATION DU GROUPE BOLLORÉ

Créé en 1822, le Groupe Bolloré, avec 84 000 collaborateurs et un chiffre d'affaires de 24 843 millions d'euros en 2019 est coté en Bourse. Depuis sa création, il est toujours contrôlé majoritairement par la famille Bolloré. La stabilité de son actionnariat lui permet de mener une politique d'investissement à long terme.

Grâce à sa stratégie de diversification fondée sur l'innovation et sur le développement à l'international, il occupe aujourd'hui des positions fortes dans chacune de ses trois activités : le transport et la logistique, la communication, le stockage d'électricité et les systèmes.

En Afrique, le Groupe Bolloré investit 150 millions d'euros par an. Il y est implanté depuis plus de cinquante ans au travers de son vaste réseau d'infrastructures portuaires, ferroviaires et de son réseau logistique. Le concept des Bluezones y a été déployé, adossé à l'expertise de l'activité de Blue Solutions et à la présence sur le terrain des équipes de la division Transport. Ces nouveaux espaces complètement autonomes en production, stockage et distribution d'énergie solaire sont sortis de terre là où les réseaux sont défaillants ou inexistants.

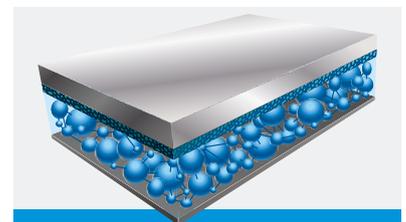
La culture d'entreprise et les valeurs du Groupe Bolloré, sa volonté de répondre aux attentes de ses parties prenantes et d'être un acteur d'un développement responsable, se traduisent aujourd'hui dans les quatre axes d'engagements de sa politique RSE (Responsabilité sociale d'entreprise) :

- Innover pour faire face aux grands enjeux environnementaux;
- Fédérer et protéger les femmes et les hommes, première force de l'entreprise;
- Agir avec intégrité dans la conduite de nos affaires et promouvoir les droits humains;
- S'engager à long terme pour le développement des territoires.

Une stratégie basée sur la diversification, sur l'innovation et sur le développement à l'international

Le groupe Bolloré est signataire du Pacte Mondial des Nations Unies depuis 2003.

Le groupe Bolloré, qui répond au questionnaire sur le changement climatique du CDP, a rejoint la « A-list » en 2020. Les enjeux et la stratégie RSE du groupe Bolloré sont présentés dans le Document d'Enregistrement Universel 2019 disponible sur bollore.com.



Bolloré Transport & Logistics fait partie des grands groupes de transport dans le monde, avec plus de 36 000 collaborateurs répartis dans 109 pays sur tous les continents où il exerce ses activités dans les ports, la commission de transport et les chemins de fer. Il est aussi un acteur important de la logistique pétrolière en France et en Europe.

Le pôle Communication du Groupe Bolloré repose principalement sur sa participation dans Vivendi avec : Universal Music Group, leader mondial de la musique, Groupe Canal+, n°1 de la télévision payante en France, Havas, l'un des premiers groupes mondiaux de publicité et de conseil en communication, Editis, deuxième groupe d'édition français, Gameloft, leader dans les jeux vidéo sur mobile.



Fort de sa position de leader mondial des films pour condensateurs, le Groupe Bolloré a fait du stockage de l'électricité un axe de développement majeur. Il a mis au point une technologie unique de batteries électriques Lithium Métal Polymère (LMP®) produites par sa filiale Blue Solutions. À partir de la batterie, le Groupe s'est lancé dans l'autopartage, les véhicules électriques et les systèmes à travers sa marque Blue Systems et dans les solutions de stockage d'énergie (Bluestorage). En 2019, le groupe a investi plus de 49 millions d'euros de recherche et développement pour servir la transition énergétique. Depuis le lancement de cette activité, 1,3 milliard d'euros ont été investis.

2 UNE GOUVERNANCE RSE MATRICIELLE UNISSANT LES DIFFÉRENTS NIVEAUX DE L'ORGANISATION

La gouvernance RSE est articulée sur les trois niveaux de l'organisation :

- Au niveau du groupe Bolloré pour les sujets : éthique, anticorruption, droits humains, social, risques financiers et extra-financiers, plan de vigilance, achats responsables et mécénat

- Au niveau de la division Bolloré Transport & Logistics pour la déclinaison des sujets droits humains et social, la Direction des Ressources Humaines étant commune à toutes les business units de Bolloré Transport & Logistics

- Au niveau de la business unit Bolloré Logistics, les sujets QHSE et environnement sont pilotés directement en cohérence avec la politique générale du Groupe Bolloré. Les équipes de Bolloré Logistics participent et contribuent directement aux autres sujets que sont : l'éthique, anticorruption, droits humains, social, risques financiers et extra-financiers, plan de vigilance, achats responsables et mécénat.

Les politiques et plans d'action définis par le Groupe et par la division Bolloré Transport & Logistics sont déclinés par chaque business unit et adaptés aux spécificités des métiers.

Deux organes composent la gouvernance RSE du Groupe : le Comité éthique - RSE et anticorruption, et la Direction RSE Groupe.

Le Comité éthique- RSE et anticorruption du Groupe Bolloré

Sous l'autorité du Président du Comité, nommé par la Présidence du Groupe Bolloré, ce Comité est composé du Président-directeur général du Groupe, du Directeur général, du Directeur général adjoint, du Directeur administratif et financier Groupe (également Vice-Président du Conseil d'administration), du Directeur du contrôle de gestion Groupe, du Directeur juridique Groupe, du Directeur des ressources humaines Groupe, du Directeur de la conformité Groupe, du Directeur des achats Groupe, du Directeur des relations investisseurs, de la Directrice communication et RSE Groupe, de la Directrice du mécénat Groupe, des Directeurs généraux des divisions (dont notamment le Président-directeur général de Bolloré Logistics), et de toute autre personne que la Direction générale juge utile de s'adjoindre pour l'accomplissement des missions du Comité.

L'objectif de ce Comité est de fixer les axes de travail en matière d'éthique, de conformité, de RSE et de mécénat que les divisions ont pour mission de déployer au sein de leur périmètre. Le Comité a pour vocation de se réunir une à deux fois par an pour entériner la stratégie, revoir la performance et déterminer les perspectives, projets et plans d'action au regard des risques et opportunités prioritaires du Groupe. Le compte rendu du Comité (en date du 15 mai 2019) a été transmis au Conseil d'administration suivant (soit le 12 mars 2020).

La Direction RSE du Groupe Bolloré

La Direction RSE Groupe définit le cadre de la stratégie RSE, assure un rôle de sensibilisation et de mobilisation, coordonne les plans d'action, pilote le reporting, analyse et valorise la performance. Directement rattachée au Directeur administratif et financier (également Vice-Président du Conseil d'administration du Groupe Bolloré), la Directrice communication et RSE lui reporte de manière hebdomadaire pour définir la position du Groupe sur ces questions clés, saisir les opportunités et assurer la mise en œuvre des mesures nécessaires pour maîtriser les risques RSE prioritaires du Groupe. La Direction RSE Groupe travaille en étroite collaboration avec les experts métiers Groupe et des divisions (Directeurs qualité, hygiène, sécurité, environnement (QHSE), ressources humaines (RH), achats, conformité, juridique, réseau RSE, etc.). Sa mission consiste à accompagner les filiales dans la maîtrise des risques et la promotion des objectifs RSE, à formaliser les procédures et politiques, et à définir des indicateurs communs pour renforcer la cohérence et le pilotage de la stratégie RSE, malgré la grande diversité des activités et des territoires géographiques.

Le réseau RSE du Groupe Bolloré

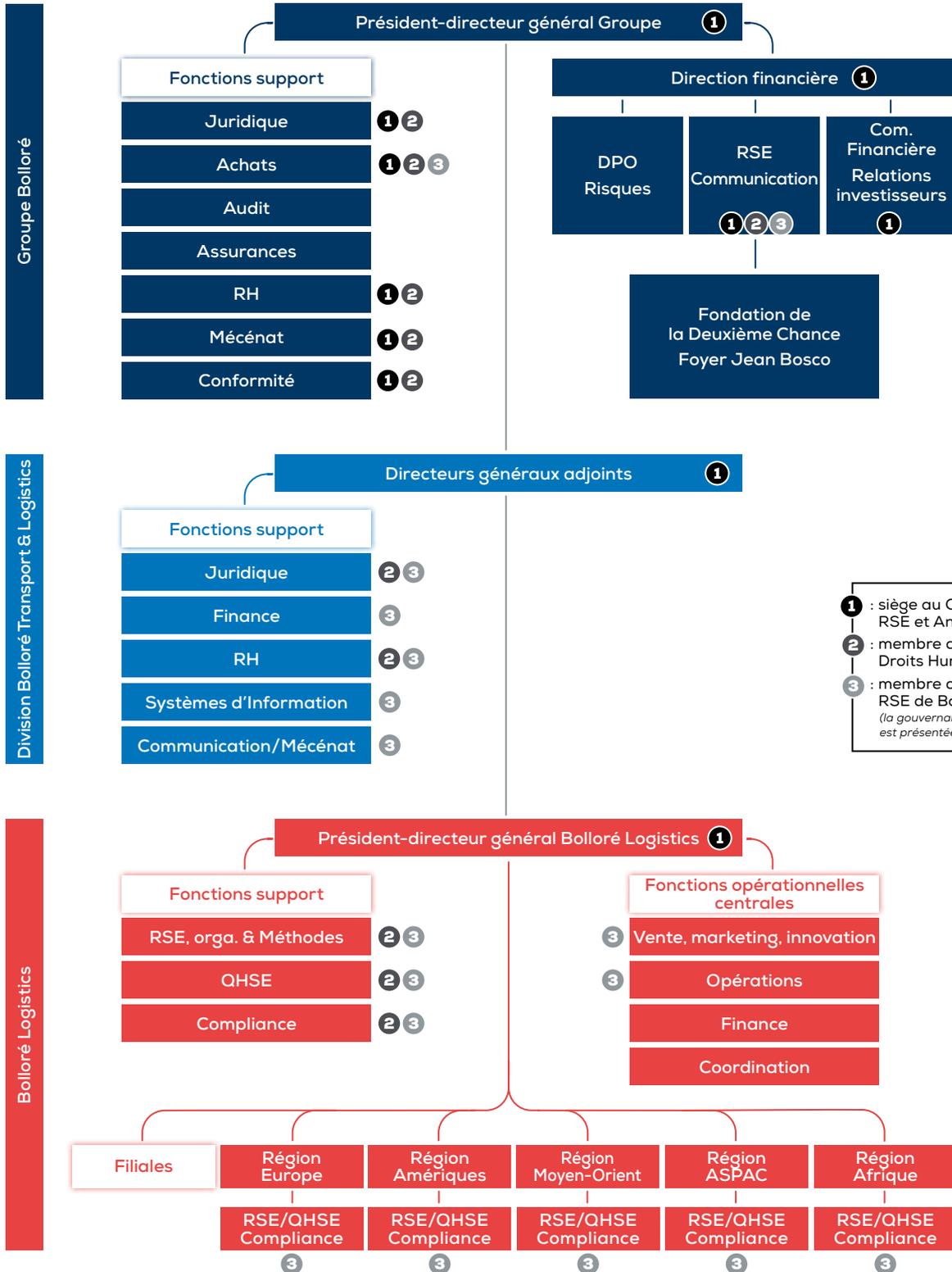
La Direction RSE Groupe s'appuie sur les Directions RSE des divisions et filiales, qui sont elles-mêmes en étroite collaboration avec leurs Comités de direction et comité exécutifs, leurs experts métiers (QHSE, RH, achats, Direction commerciale et marketing, Direction des opérations, etc.) et leurs réseaux de délégués RSE locaux, pour déployer la stratégie RSE du Groupe au sein de chaque entité et faire remonter les informations extra-financières essentielles du Groupe Bolloré. Avec l'intégration de Vivendi, le réseau RSE interne compte plus de 850 contributeurs pour plus de 900 entités dans le monde entier dont plus de 250 sur le périmètre Bolloré (hors Communication). Ces derniers rendent annuellement des comptes au Groupe sur leur performance.

L'organisation de la gouvernance RSE est représentée dans le schéma ci-contre.

NB : la gouvernance complète du groupe Bolloré est décrite dans le document d'enregistrement universel. Y sont en particulier présentés les dispositifs de gestion des risques et de contrôle interne « AMF » et les comités spécialisés au sein du Conseil d'administration (comité d'audit, comité des nominations et des rémunérations...).



Organisation de la gouvernance RSE



1 : siège au Comité Ethique, RSE et Anticorruption Groupe
 2 : membre du comité de pilotage Droits Humains
 3 : membre du comité de pilotage RSE de Bolloré Logistics
 (la gouvernance RSE de Bolloré Logistics est présentée en détail à la page 27).

1.2

Bolloré Logistics, acteur majeur du secteur transport et logistique





1.2

1 PRÉSENTATION DE BOLLORÉ LOGISTICS ET DE SES ACTIVITÉS

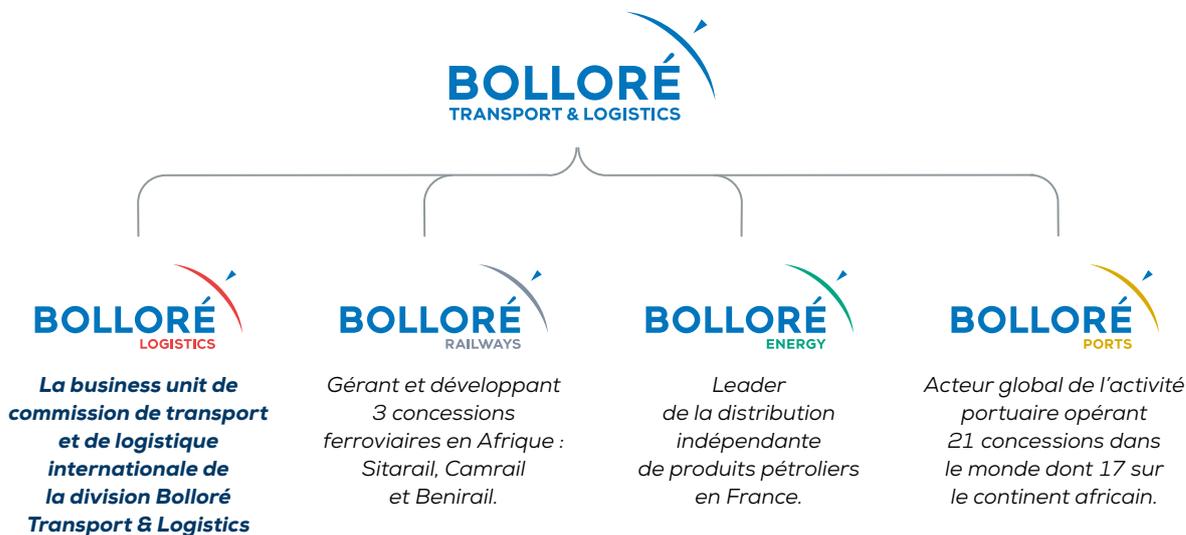
La division Bolloré Transport & Logistics est l'un des dix premiers opérateurs de logistique mondiaux ainsi qu'un acteur majeur du transport en Afrique. Avec plus de 36 000 collaborateurs répartis dans 109 pays sur tous les continents, elle exerce ses activités dans les ports, la commission de transport et les chemins de fer. Elle est aussi un acteur important de la logistique pétrolière en France et en Europe. En 2019, son chiffre d'affaires s'est élevé à 8,6 milliards d'euros.

Hors Afrique, les entités juridiques se nomment toutes Bolloré Logistics suivi du nom du pays (*exemple : Bolloré Logistics Germany GmbH*).

En Afrique, les entités juridiques de la business unit Bolloré Logistics se nomment Bolloré Transport & Logistics suivi du nom du pays (*exemple : Bolloré Transport & Logistics Côte d'Ivoire*).



Bolloré Logistics est l'une des quatre business units de Bolloré Transport & Logistics aux côtés de Bolloré Ports, Bolloré Energy et Bolloré Railways.



Notre modèle de croissance et de création de valeur

Mission : accompagner nos clients dans leur croissance durable à l'international

La logistique est un levier de performance stratégique. En plaçant le Client au cœur de tous nos processus, nous délivrons des solutions innovantes et personnalisées tout en assurant une pratique des affaires éthique et responsable.

RESSOURCES

- **Capital humain**
 - Près de 21 000 collaborateurs répartis dans 109 pays
 - 65% des employés ont bénéficié d'une formation (hors HSE : 147 496 heures)
- **Opérations**
 - Fort ancrage territorial, 600 agences
 - 2 008 500 m² d'entrepôt
 - Hubs stratégiques avec haute certification environnementale
 - 1^{er} réseau logistique intégré en Afrique
 - Plateforme collaborative unique de tracing
 - 2 centres d'innovation (Paris, Singapour)
 - Certification SMI (ISO 45001/14001/9001)
- **Achats et Offre de services**
 - Des partenariats structurants avec les grands transporteurs mondiaux
 - Une politique d'achat centrale déployée sur tous les territoires
 - 100% des fournisseurs majeurs évalués par une procédure de due diligence
 - 100% des transporteurs routiers actifs référencés sur la plateforme digitale LINK Partners
 - Une suite d'outil digitaux de gestion de l'offre de services
 - Une gamme de solutions de bout en bout personnalisées et adaptées aux spécificités sectorielles et géographiques
- **Capital Financier**
 - Une structure financière solide
 - La maison mère, le Groupe Bolloré, fondé en 1822 avec un actionariat majoritairement familial

ACTIVITÉS ET ENGAGEMENTS



POWERING SUSTAINABLE LOGISTICS

« Intégrer dans nos opérations quotidiennes les enjeux RSE de chacun des maillons d'une chaîne d'approvisionnement responsable, pour contribuer aux côtés de nos clients, à une consommation plus durable. »



ASSURER

Une pratique des affaires éthique et responsable dans notre chaîne de valeur logistique.



AGIR

En employeur engagé envers nos collaborateurs.



OFFRIR

À nos clients des solutions Supply Chain durables.



RENFORCER

Les relations avec nos parties prenantes sur les territoires.

NOS LEVIERS STRATÉGIQUES :

RÉSEAU
INNOVATION
OFFRE DE SERVICES
L'EXPÉRIENCE DU CLIENT
RSE & QHSE



Vision : people-powered innovation

La technologie est au cœur de la performance logistique et de notre création de valeur. Mais c'est l'esprit d'entreprendre et l'engagement individuel des femmes et des hommes de Bolloré Logistics qui font la différence pour relever les défis les plus extraordinaires.



634 000 TONNES
de fret aérien

opérés par
BOLLORÉ LOGISTICS
en 2019

839 000 EVP
de fret maritime



UN MODÈLE RÉSILIENT FONDÉ SUR UNE OFFRE GLOBALE ADAPTÉE AUX SPÉCIFICITÉS DES SECTEURS ET DES MARCHÉS

Transport multimodal

Logistique

Global supply chain

Douane et conformité réglementaire

Projets industriels

RÉPARTITION SECTORIELLE DU CHIFFRE D'AFFAIRES 2019

- Aéronautique spatiale
12%
- Santé Humanitaire
9%
- Grande consommation
27%
- Télécoms – High-Tech
7%
- Industries – Ingénierie
27%
- Pétrole & gaz – Chimie
18%

VALEUR CRÉÉE POUR LES PARTIES PRENANTES

- **Collaborateurs**
 - 3 939 recrutements dont 67% en CDI
 - Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (LTIFR) : 0,5
 - 85,5% des entités avec une couverture santé plus favorable que l'obligation légale
 - 91% des entités où le service médical proposé est gratuit pour les collaborateurs
- **Clients**
 - 50 ateliers dans les B.Lab organisés avec les clients
 - Lancement du programme offre supply chain durable
 - Taux de satisfaction globale : 7,18/10
- **Prestataires et fournisseurs**
 - Révision du process de due diligence et de la procédure de gestion des fournisseurs
 - Déploiement de clauses environnementales dans les accords de niveaux de service pour les fournisseurs majeurs
 - Évolution de la plateforme digitale de référencement pour les transporteurs routiers intégrant des critères éthique, qualité, environnement
- **Communautés locales**
 - 99% d'emplois locaux
 - 28% de femmes parmi les managers employés dans les 40 pays les moins bien notés de l'Index IIG de l'ONU (indice d'inégalité de genre). Présence de Bolloré Logistics dans 28 de ces pays
 - 77 partenariats écoles
 - 258 projets relevant du mécénat tournés principalement vers la jeunesse et l'éducation
- **Écosystème et environnement**
 - Membres des grandes initiatives du secteur transport et logistique pour la lutte contre le changement climatique et la pollution
 - Signature d'une Charte immobilier durable interne (100% des nouvelles constructions certifiées avec un standard environnemental)
 - Challenge AcTogether donnant l'opportunité aux collaborateurs de lancer une initiative RSE
 - Lancement du plan climat avec accompagnement personnalisé de 14 entités pays représentant 74% et 86% des émissions scopes 1 et 2, dont plus de la majorité en Afrique



Une gouvernance solide appuyée sur une organisation à la fois centrale et locale

L'actionnariat majoritairement familial du Groupe Bolloré, maison-mère de Bolloré Logistics, assure à l'organisation une perspective à long terme. La gouvernance de Bolloré Logistics est robuste, stable et portée par la responsabilité de ses dirigeants avec une nette séparation des rôles de direction et de contrôle.

L'organisation matricielle et transversale de Bolloré Logistics est à la fois géographique et métiers. Elle place le client au cœur de ses processus et combine les avantages d'une organisation locale et globale :

- *Préserver la proximité et la connaissance personnalisée du client, la réactivité et l'esprit d'entreprendre dont bénéficie une organisation locale ;*
- *Mettre en œuvre efficacement des stratégies commerciales et opérationnelles ;*
- *Faciliter la communication interne au sein de Bolloré Logistics ;*
- *Développer l'innovation au sein des activités en coordonnant efficacement l'expertise.*

La gouvernance de Bolloré Logistics s'inscrit dans la continuité de celle de la division Bolloré Transport & Logistics à laquelle elle est rattachée.

La déclinaison des politiques et mesures prises est assurée par le Président-directeur général de Bolloré Logistics, qui est également Directeur général adjoint de la division Bolloré Transport & Logistics.

La gouvernance de la division Bolloré Transport & Logistics est elle-même connectée à la gouvernance du Groupe Bolloré.

De par cette structure matricielle, certaines fonctions support sont pilotées par l'un des niveaux supérieurs de Bolloré Logistics.

Aussi, les fonctions Finance (incluant notamment le contrôle interne), Ressources Humaines, Juridique, Système d'Information et Communication/mécénat sont pilotées au niveau de la division Bolloré Transport & Logistics, où sont définies les politiques, les mesures et plans d'action déclinés au niveau de la business unit Bolloré Logistics.



L'organisation est intégrée pour faciliter le déploiement des stratégies et l'automatisation des processus. La proximité physique avec les marchés tout autant que la responsabilité du management local demeurent les piliers de l'efficacité de l'entreprise.

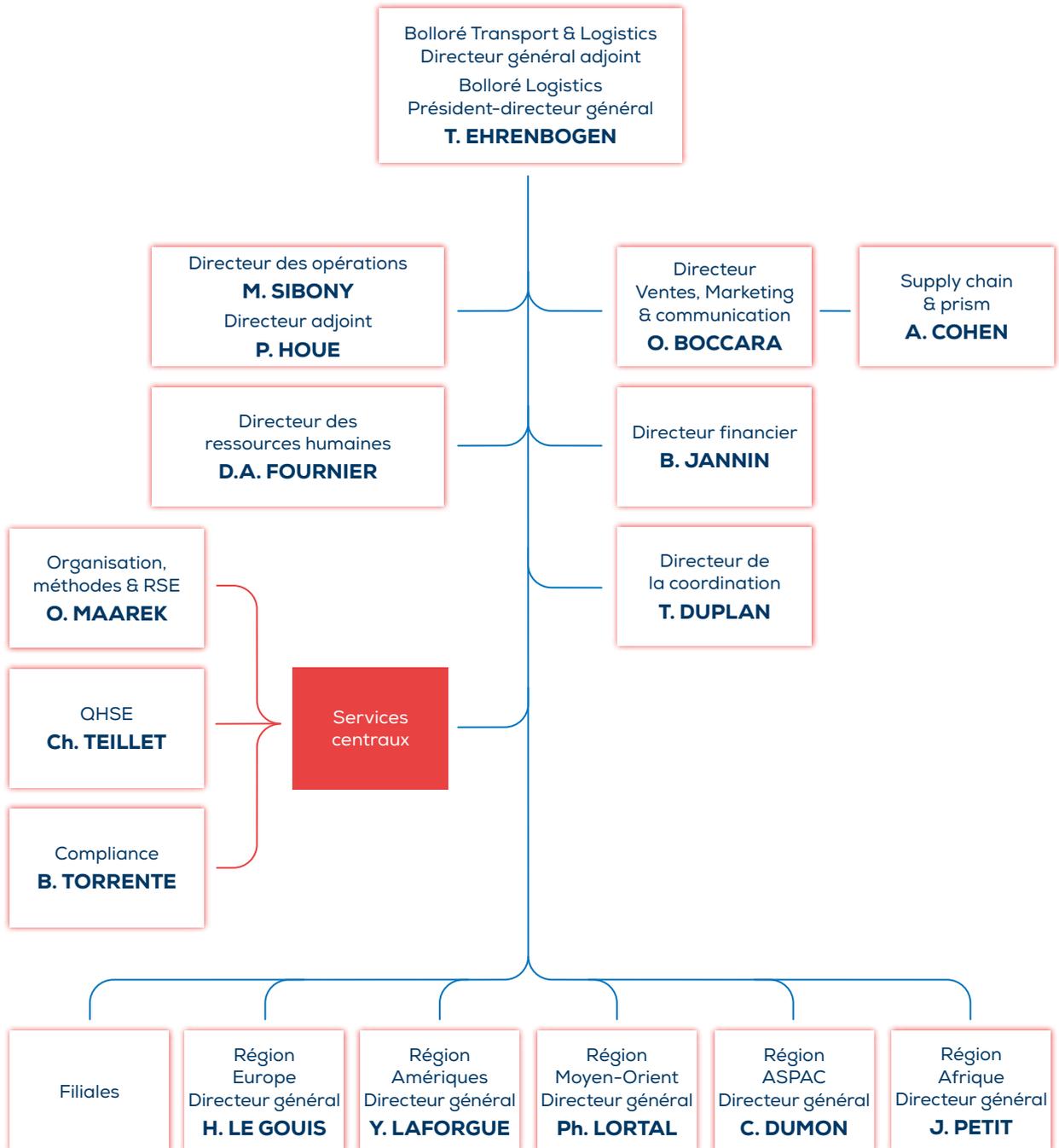
Le Comité Exécutif de Bolloré Logistics est composé des directeurs et directrice des départements suivants : Opérations (couvrant également les achats de capacité de transport), Commerce et Marketing, Supply chain et logistique, Finance, Ressources Humaines, RSE, QHSE, Compliance (éthique et conformité), Coordination (fluidité des processus et systèmes d'information), ainsi que des directeurs généraux des cinq régions de l'organisation.

Par ailleurs, les fonctions Achats, Conformité et Éthique, Audit, Assurances, Risques, RSE sont centralisées et sont pilotées au niveau du Groupe Bolloré ; les politiques qui y sont définies sont déclinées directement au niveau Bolloré Logistics. Certains aspects étant propres à la nature même des métiers, leurs politiques sont définies directement au niveau de la business unit Bolloré Logistics ; c'est le cas notamment des politiques climat et QHSE, définies et déployées en cohérence avec le cadre Groupe.

Cette organisation repose sur trois niveaux. *Pour plus de détails, voir le schéma Organisation de la gouvernance RSE partie 1.1.2. page 11.*



Comité de direction de Bolloré Logistics



Acteur mondial avec une présence internationale et multisectorielle

Qu'il s'agisse de grands groupes pour lesquels elle opère des solutions complexes de pilotage de supply chain ou de PME qui lui confient leurs expéditions internationales, l'offre globale de Bolloré Logistics répond aux besoins de ses 49 500 clients importateurs et exportateurs. Elle est construite autour d'un savoir-faire complet et intégré regroupant cinq domaines de services :

- *Transport multimodal : conception et coordination de plans de transports maritimes, terrestres ou aériens;*
- *Douane et conformité réglementaire : prise en charge des opérations douanières incluant la sécurité et la sûreté des marchandises;*
- *Logistique : gestion des stocks et services à haute valeur ajoutée;*
- *Global supply chain : planification et pilotage des flux en temps réel;*
- *Projets industriels : conception de solutions adaptées aux grands acteurs internationaux de l'énergie, de l'industrie minière, du BTP et d'autres industries.*

Bolloré Logistics, installé dans 109 pays à travers un réseau de 600 agences, rassemblent 20 951 collaborateurs. La répartition géographique de son chiffre d'affaires s'établit comme suit :

Afrique	32%
Amériques	8%
Asie-Pacifique	17%
Europe	40%
Moyen Orient/Asie du Sud	3%

Le chiffre d'affaires de Bolloré Logistics est consolidé au niveau de la division Bolloré Transport & Logistics. À noter qu'une agence correspond à un enregistrement informatique dans le système de référentiels. Plusieurs agences peuvent être physiquement localisées sur un même site, dans ce sens où ce site peut incorporer

plusieurs agences de services différents telles que agence commission de transport, agence centre de services partagés douanes et agence centre de services partagés route.

La répartition géographique des 20 951 collaborateurs est la suivante :

Europe	28%
Afrique	39%
Asie-Pacifique	24%
Moyen-Orient/Asie du Sud	4%
Amériques	5%

Bolloré Logistics possède une solide expertise dans les secteurs du luxe et de la cosmétique, le pétrole et le gaz, les produits pharmaceutiques, les produits alimentaires sous température dirigée et la défense. Dans le secteur aéronautique et spatial, l'entreprise a acquis une réputation de spécialiste auprès d'une clientèle de constructeurs, d'équipementiers ou de compagnies aériennes qui affichent la volonté d'externaliser les services logistiques avec un champ d'exigences de qualité de plus en plus large, et de contraintes de coûts de plus en plus fortes. La répartition du chiffre d'affaires par secteur est indiquée ci-après :

Industrie & Ingénierie	27%
Grande consommation & Distribution	27%
Pétrole & gaz/ Industrie minière/ Chimie/Énergie	18%
Aéronautique & spatiale	12%
Santé/Aide humanitaire	9%
High-tech/Télécoms	7%





Système de management intégré

Engagée dans une démarche d'amélioration continue, Bolloré Logistics poursuit le déploiement de la certification de son système de management intégré hygiène, sécurité, environnement (HSE) au sein de son réseau. En septembre 2020, Bolloré Logistics a obtenu la triple certification SMI (Système de Management Intégré) délivrée par Bureau Veritas, leader mondial de la certification pour les entités situées dans les régions : Europe, Amérique, Asie-Pacifique, Moyen-Orient/Asie du Sud avec le détail de taux de couverture ci-dessous. La certification SMI regroupe l'ensemble des normes relatives à la sécurité au travail (ISO 45001 vs 2018), le management de la qualité (ISO 9001 vs 2015), et l'environnement (ISO 14001 vs 2015).

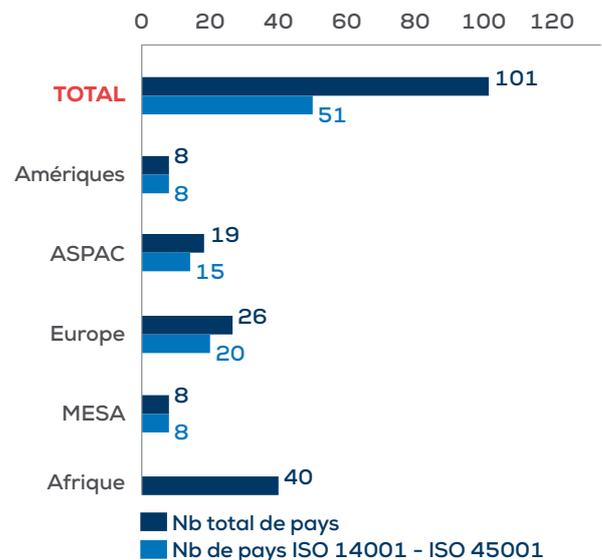
Destinée à harmoniser les procédures actuelles du réseau, cette nouvelle certification permettra à Bolloré Logistics de poursuivre le déploiement des processus opérationnels communs pour répondre aux exigences de ses clients internationaux et améliorer de façon continue ses méthodes et outils de management pour tendre vers plus d'agilité et de performances.

Cette démarche est l'aboutissement d'un travail initié il y a plusieurs années. En 2021, elle sera étendue au continent africain. À noter toutefois que 100 % des entités localisées en Afrique sont déjà couvertes par un système de management qualité, environnement, santé et sécurité.

Bolloré Logistics a déployé un système de management environnemental qui a conduit à la certification ISO 14001 et ISO 45001 de presque deux tiers de notre activité mondiale (63 % du chiffre d'affaire). En termes de pays, le taux de couverture est de 50,5 % ⁽¹⁾.



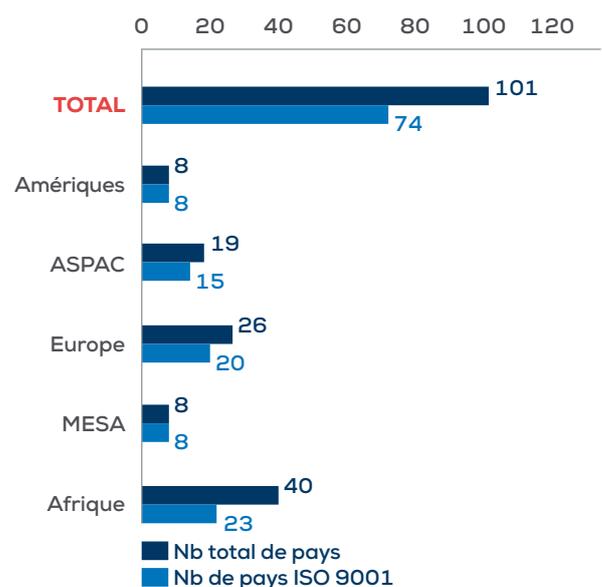
ISO 14001 - ISO 45001* NOMBRE D'ENTITÉS JURIDIQUES PAYS



* À noter qu'en Chine, la norme relative à la sécurité au travail est la norme OHSAS 18001.

Concernant la norme ISO 9001, la grande majorité de notre activité mondiale est couverte (91% du chiffre d'affaires). En termes de pays, le taux de couverture est de 73,3 % ⁽¹⁾.

ISO 9001 NOMBRE D'ENTITÉS JURIDIQUES PAYS



(1) Périmètre concerné : totalité des pays où Bolloré Logistics est présent à l'exclusion de 2 pays fermés, 4 joint-ventures et 2 représentations commerciales. À noter que la Mauritanie où nous sommes présents via une joint-venture est couverte par la certification ISO 9001.



Sécurité et sûreté de la supply chain avec un système efficace dans le monde entier

En tant qu'acteur majeur dans la fourniture de services de transport international, douane et conformité réglementaire, logistique et supply chain pour divers secteurs industriels, Bolloré Logistics a mis en œuvre un système de sûreté efficace et considéré comme une priorité absolue dans l'exécution de ses activités. Avec l'engagement de la Direction générale, Bolloré Logistics s'engage à établir, mettre en œuvre et maintenir un Système de management de la Sûreté dans le but de protéger ses collaborateurs, les produits et les biens liés à ses activités opérationnelles. Dans l'exécution de ses activités, l'entreprise s'efforce de fournir un environnement sécurisé grâce à l'utilisation des technologies appropriées, la mise en place et l'application des procédures associées.

Les principes de la politique sûreté de Bolloré Logistics signée par le Président-directeur général en 2018 sont :

- Répondre pleinement aux exigences en matière de sécurité informatique, identifiées par les analyses de risques;
- Sécuriser ses installations et ses sites, et assurer la gestion des accès et leur traçabilité;
- Limiter l'accès à l'information et aux biens uniquement aux personnes autorisées au sein et en dehors de l'entreprise, et établir un protocole de contrôle approprié pour maintenir la confidentialité;
- Se conformer aux exigences et aux processus spécifiés par les autorités de sûreté nationales et internationales, les clients, et toute autre exigence juridique et réglementaire applicable;

- Assurer un suivi régulier du système sûreté, former, identifier, enregistrer et enquêter sur les incidents touchant à la sûreté pour une amélioration continue;
- Mettre en œuvre toutes les mesures correctives et préventives identifiées, essentielles à la boucle d'amélioration continue;
- Garantir que les principes de sécurité de l'information sont cohérents avec nos activités et bien appliqués;
- La politique sûreté est portée par la Direction, communiquée et comprise au sein de l'entreprise ainsi que chez ses sous-traitants;
- L'adéquation et la pertinence de la politique sûreté sont revues périodiquement par le Comité exécutif de l'entreprise.

La politique Sûreté de Bolloré Logistics est appliquée dans tous les sites de l'entreprise. Grâce au Système de management de la Sûreté mis en place, plus de 20 pays du réseau ayant décidé de se conformer à une norme de Sûreté spécifique aux programmes de Sûreté nationaux ou leur activité (Agent Réglementé, AEO/C-TPAT, STP Singapore, PIP.) ont été certifiés avec succès. Bolloré Logistics a également déployé un programme ciblé de certification sûreté TAPA FSR (A ou C) pour les entrepôts du réseau (16 à date) le nécessitant. Pour mener à bien ce plan, 40 personnes à travers le monde ont été formées en tant qu'auditeurs internes TAPA FSR et/ou TSR. La démarche va être étendue à de nouveaux sites en 2021.





Permis CITES pour réduire le trafic illégal d'espèces sauvages



En tant qu'acteur majeur du transport et de la logistique à l'international, Bolloré Logistics est tout particulièrement concernée par la réglementation relative au transport et au commerce de matériaux issus d'espèces protégées. La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, connue par son sigle CITES ou encore comme la Convention de Washington, est un accord international entre États entré en vigueur en 1975. Elle a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent. Quelque 5 000 espèces animales et 30 000 espèces végétales sont protégées par la CITES de la surexploitation visant à alimenter le commerce international (produits alimentaires, articles en cuir exotique, instruments de musique en bois, souvenirs pour touristes, remèdes, etc.). Toute importation, exportation, réexportation ou introduction de spécimens des espèces couvertes par la Convention doit être autorisée dans le cadre d'un système de permis. Les déclarants en douane de Bolloré Logistics vérifient tous les permis CITES via une procédure dématérialisée depuis 2015. La procédure Douane Import Export France décrit les opérations et points de contrôles nécessaires dans la réalisation de la prestation douane, et plus précisément les exigences relatives à la vérification du classement tarifaire, l'origine et la valeur de la marchandise.

Bolloré Logistics vérifie également la conformité de ses opérations à la réglementation FLEGT (acronyme anglais pour « Application des réglementations forestières, gouvernance et échange commerciaux », soit la réponse de l'Union européenne face au problème de l'exploitation illégale des forêts et du commerce de bois qui en est issu). Celle-ci fixe des obligations aux opérateurs mettant du bois et des produits dérivés sur le marché, agit sur la demande européenne et vise à interdire au bois illégal et aux produits qui en sont dérivés l'accès au territoire européen.

Dans le cadre de sa Charte Biodiversité et ses engagements individuels dans l'initiative act4nature France, Bolloré Logistics a renforcé en 2020 sa lutte contre le trafic illégal d'espèces protégées par la CITES et de bois rares. L'entreprise vient de signer la déclaration du palais de Buckingham de United for Wildlife et de rejoindre sa Taskforce « Transport » regroupant les 120 signataires du secteur du transport et de la logistique. L'objectif à terme est le déploiement d'un plan d'action pour 2025 et de suivi interne sur le sujet (sensibilisation des collaborateurs pour informer au mieux les clients et promouvoir les bonnes pratiques, partenariats externes, traitement et partage des données).



Mutation du secteur transport et logistique

Ces dernières années, l'environnement du transport et de la logistique internationale a vu émerger plusieurs tendances de fond. Bolloré Logistics accompagne ses clients dans la prise en compte d'enjeux relativement récents en matière d'intégration dans les stratégies d'entreprise :

- *Nécessité de s'unir pour lutter collectivement contre le réchauffement climatique. L'impact du secteur transport et logistique sur les émissions de gaz à effet de serre et la prise de conscience générale a conduit à un accroissement des besoins des clients et de la volonté des dirigeants en interne pour tendre vers la décarbonation du secteur;*
- *Nécessité de déployer des politiques et plans d'action pour garantir l'intégrité de la supply chain sur tous les territoires. En France, la loi Sapin II et la loi sur le devoir de vigilance englobent toute la chaîne d'approvisionnement, sur le territoire national comme à l'international;*
- *Explosion démographique dans les pays émergents, en particulier sur le continent africain;*
- *Croissance exponentielle du e-commerce, impactant fortement les modèles de distribution;*
- *Révolution digitale, permettant l'apparition de nouveaux modèles économiques, ouverts à davantage de coopération et de transparence.*

Au-delà de ces aspects, le contexte exceptionnel de la pandémie que nous vivons depuis plusieurs mois a souligné le besoin fondamental d'une chaîne d'approvisionnement continue, ne serait-ce que pour assurer l'acheminement de biens essentiels aux populations, mais également pour pouvoir soutenir les économies déjà éprouvées à travers le monde.



Accélération de la transformation digitale et du développement d'innovations

Une supply chain agile et résiliente est un facteur de création de valeur. La crise Covid-19, d'une magnitude sans précédent, l'a encore démontré avec une volatilité accrue des marchés du fret causée, notamment, par une réduction drastique des capacités de fret aérien. Les risques sur la continuité de la chaîne d'approvisionnement sont désormais majeurs et nécessitent un déploiement accéléré des technologies digitales pour développer les capacités d'anticipation et de réaction aux aléas. Chez un nombre croissant d'industriels, une refonte des schémas mondiaux d'approvisionnement et de distribution sont à l'étude pour rapprocher les fournisseurs de la production et situer les centres de stockage à proximité des marchés finaux.

Dans le contexte de la crise au premier semestre, Bolloré Logistics a démontré sa capacité à assurer la continuité des flux de ses clients avec la mise en place de rotations de charters aériens et l'engagement reconnu de ses équipes locales. Parallèlement au développement de son capital humain, Bolloré Logistics promeut l'innovation technologique au cœur de sa stratégie de développement via l'intégration de nouveaux outils adaptés. Ainsi, avec le déploiement engagé en 2020 de ONE TMS, système unique de gestion des opérations de transport, Bolloré Logistics accélère sa transformation digitale.

Par ailleurs, en 2019, nous avons lancé les deux premiers laboratoires d'innovations, les B.Lab, au siège à Puteaux et à Singapour. Ils ont pour mission de veiller les nouvelles technologies comme l'IOT, l'intelligence artificielle, les drones, et de les traduire en projets d'innovation permettant d'enrichir nos offres et d'améliorer nos processus.



Une crise sans précédent : gestion de l'épidémie de Covid-19

Face à l'épidémie de Covid-19 qui touche encore de nombreux pays dans le monde, Bolloré Logistics s'est tout d'abord attachée à assurer sa mission première : préserver la santé et la sécurité de ses 20951 collaborateurs et partenaires dans les 109 pays où elle est présente. L'entreprise s'est mobilisée dans le même temps aux côtés de ses clients pour faciliter l'acheminement des produits et marchandises jugés prioritaires en adaptant constamment son organisation et ses process opérationnels à une situation mondiale en constante évolution. Ayant à cœur de jouer pleinement son rôle d'entreprise citoyenne, Bolloré Logistics a également soutenu diverses initiatives solidaires à travers le monde grâce à l'engagement de ses filiales.





Protection de nos salariés et partenaires de proximité

De par sa forte présence en Asie et notamment en Chine où l'épidémie s'est déclarée, Bolloré Logistics a pu très tôt prévoir et mettre en place les mesures nécessaires pour assurer la santé et la sécurité de ses 20951 collaborateurs et partenaires de proximité. Dès le début de l'épidémie, une cellule de crise a été constituée au niveau du Groupe afin de centraliser les informations, évaluer les risques, coordonner les actions et s'assurer de l'efficacité des réponses. Les directions locales ont été chargées de renforcer les dispositifs de prévention en pourvoyant les salariés et les installations d'équipements adéquats et ont appliqué, dans chaque pays où le confinement était requis, les mesures de distanciation sociale, restriction de déplacement ou d'activité nécessaires à la protection de leurs salariés (aménagement des espaces communs, télétravail, rotation des équipes...). À titre d'exemples, un stock stratégique d'équipements de protection a été constitué sur la plateforme de Roissy pour subvenir aux besoins des différentes entités européennes tandis qu'une commande de près d'un million de masques venait compléter les stocks déjà disponibles des entités africaines. Par ailleurs, des sessions de sensibilisation ont été organisées sur l'ensemble des sites pour prévenir la propagation du virus. Un kit des bonnes pratiques ainsi que des webinars ont également été proposés aux managers afin de les aider dans la gestion à distance de leurs équipes.

Continuité de l'activité de service

L'épidémie a mis sous tension les chaînes d'approvisionnement et la logistique des différents continents impactés. Soucieuse de soutenir l'activité de ses clients tout en leur assurant la même qualité opérationnelle, Bolloré Logistics a adapté son organisation et déployé des moyens importants pour assurer la continuité de ses opérations logistiques afin

d'atténuer au maximum les impacts sur les chaînes d'approvisionnement. Les équipes de son réseau international ont fait preuve d'un engagement exceptionnel et se sont unies autour d'un même objectif : coordonner leurs efforts pour trouver des solutions d'approvisionnement alternatives à la fermeture des aéroports et certaines frontières terrestres et proposer des plans de réponse adaptés. Pour faciliter l'acheminement des produits médicaux et pharmaceutiques, une cellule de crise a été constituée autour d'experts internes avec l'objectif de superviser un plan d'urgence prévoyant des solutions évolutives et un processus décisionnel accéléré. Plusieurs vols charters ont ainsi été déployés dans les différentes régions autour de solutions fiables et sécurisées, en s'appuyant sur des plateformes certifiées BPF/BPD et CEIV Pharma. En complément, un nouveau service multimodal a été ouvert entre l'Asie et des sites de production situés aux États-Unis et en Europe. Par ailleurs, l'entreprise travaille en permanence sur la réversibilité des mesures prises afin d'anticiper toute reprise d'activité importante.

Accès aux biens essentiels pour les populations

Soucieuse de préserver les populations impactées par la pandémie de toute rupture dans les approvisionnements en biens de première nécessité, Bolloré Logistics a mis tout en œuvre pour que l'acheminement de ces marchandises essentielles puisse être réalisé dans les meilleures conditions et les meilleurs délais. L'entreprise s'est également associée à des acteurs majeurs du secteur de la santé, des structures publiques ou encore des ONG pour organiser, souvent en situation d'urgence, le transport de bout en bout de produits pharmaceutiques, de masques, de matériel médical et autres produits indispensables.



1 milliard de masques
acheminés entre avril et juillet 2020

À titre d'exemples :

- Bolloré Logistics Luxembourg a joué un rôle majeur en tant que plateforme logistique pour l'importation de masques de protection et leur réexpédition dans toute l'Europe. Entre mars et juin 2020, les équipes opérationnelles ont traité les flux de 70 charters et importé près d'un milliard de masques de protection.
- Au Maroc, notre filiale a assuré la gestion logistique de 15 millions de masques destinés au Ministère de l'Intérieur marocain et à d'autres institutions d'utilité publique locales pour le compte d'un de ses clients du secteur du textile. Son personnel s'est ainsi mobilisé 24/24 h et 7j/7 pendant 82 jours entre fin mars et mi-juin 2020 pour mener à bien cette mission.
- Les équipes de Chicago ont organisé l'expédition de plusieurs centaines de ventilateurs vers trois pays d'Asie à la demande de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) dans le cadre de leur programme d'aide humanitaire.
- En Inde, Bolloré Logistics a facilité l'approvisionnement de 3,5 millions de paires de gants chirurgicaux fournis par un exportateur du Kerala, St Mary's Rubber (P) Ltd, au gouvernement de la Serbie, en appui de leur réponse à la Covid-19.

Ayant à cœur de jouer pleinement son rôle d'entreprise citoyenne, Bolloré Logistics, à travers l'engagement de ses filiales, a également soutenu diverses initiatives solidaires à travers le monde pour contenir la propagation du virus, venir en aide aux plus démunis, ou encore soutenir l'économie locale.

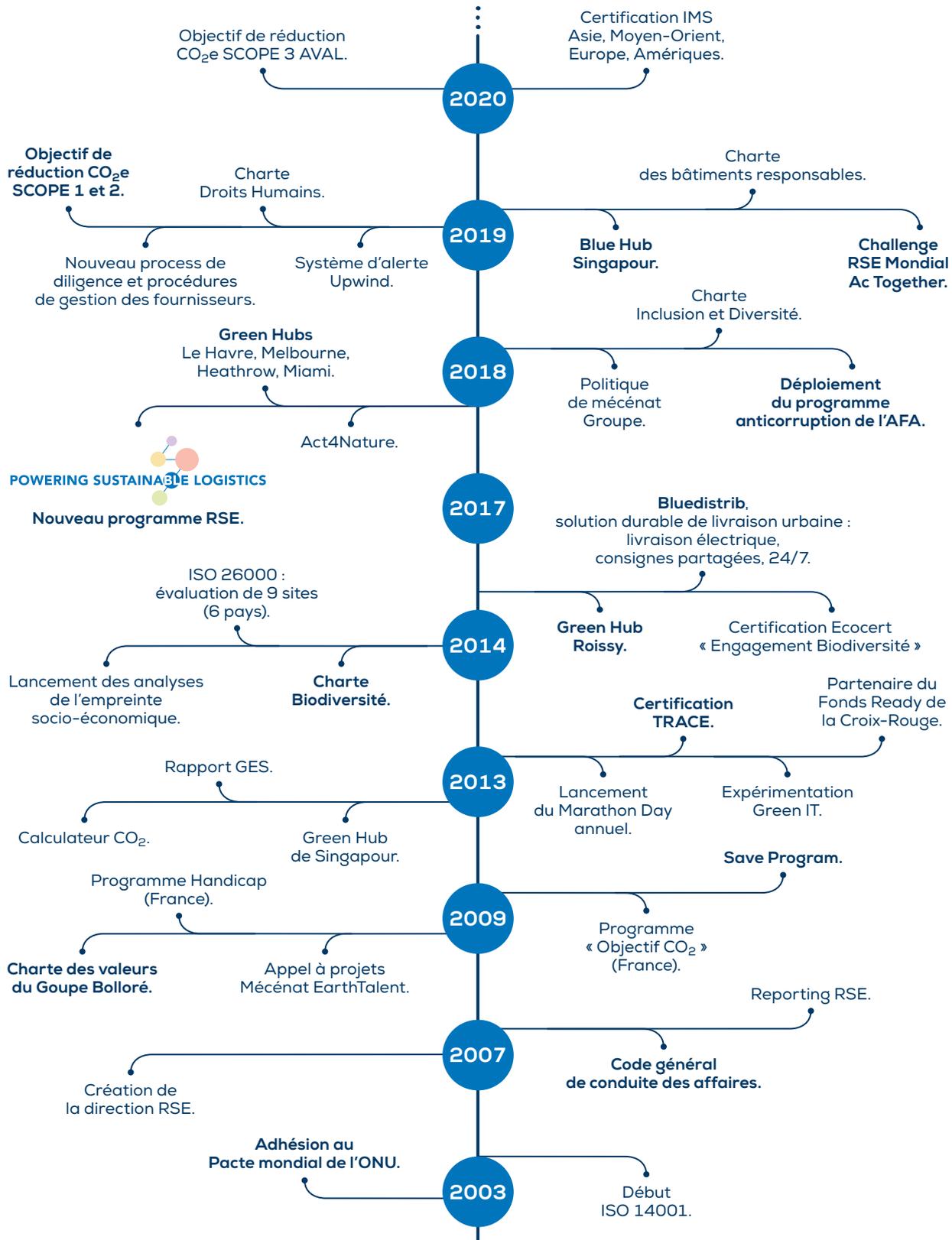
70% de collaborateurs
en télétravail au plus
fort de la pandémie

À titre d'exemples :

- En Côte d'Ivoire, l'entreprise a fait don de kits de lavage des mains à plusieurs structures locales. Sa filiale Pacoci a mis son savoir-faire au service de la communauté pour fabriquer cet équipement constitué d'un lavabo et d'un support en bois. Disposé aux entrées de plusieurs sites industriels, ce kit contribue à enrayer la propagation du virus.
- En France, les équipes havraises ont assuré gracieusement des prestations d'emportage et de dédouanement au profit de la Fédération française des banques alimentaires en vue d'acheminer des denrées offertes par l'industrie agroalimentaire depuis Le Havre jusqu'à l'île de La Réunion pour venir en aide aux plus démunis. Ce don logistique s'est accompagné d'un don en numéraire, permettant à l'association d'alléger ses frais de fonctionnements fortement impactés par la pandémie.
- En Afrique du Sud, 88 collaborateurs ont participé au challenge « Flatten the curve » qui consistait à se prendre en photo à son domicile tout en réalisant une action de prévention. Les fonds récoltés grâce aux inscriptions ont permis à l'association FoodForward de distribuer 9 058 repas à des personnes dans le besoin.
- Quant à la Corée du Sud, elle a établi une liste d'entreprises locales fortement impactées par la Covid-19 et convié ses salariés à acheter leurs produits en abondant du même montant les achats réalisés.



- Aucune fermeture d'agence pour manquement à la sécurité de nos personnels.
- Mise en place de règles de sécurité supplémentaires pour nos fournisseurs.
- Vigilance accrue sur le strict respect des délais de paiement fournisseurs pour ne pas pénaliser leur trésorerie.





1.2

2 UNE POLITIQUE RSE STRUCTURÉE DANS UN PROGRAMME ENGAGEANT

HISTOIRE ET ORGANISATION DE LA DÉMARCHE RSE DE BOLLORÉ LOGISTICS

Politique ancrée avec des engagements renforcés de manière continue au fil des années

Bolloré Logistics développe ses activités dans le cadre des politiques du Groupe Bolloré, signataire depuis 2003 du Pacte Mondial des Nations-Unis. Année après année, Bolloré Logistics renforce ses engagements RSE, en intégrant d'une part la volonté de ses dirigeants et d'autre part, les enjeux environnementaux et sociaux de notre société, exprimés notamment à travers le dialogue établi avec ses parties prenantes. Voir frise chronologique ci-contre.



Une Gouvernance RSE global – local permettant de répondre aux défis mondiaux mais aussi aux enjeux locaux spécifiques

La gouvernance RSE de Bolloré Logistics est organisée comme suit :

- **Au niveau « Corporate » : direction RSE centrale.** La directrice est rattachée au Président-directeur général de Bolloré Logistics. Elle est membre du Comité Exécutif. La stratégie et les plans d'action RSE sont discutés à chaque comité. Les engagements, notamment en matière de lutte contre le changement climatique, sont soumis à la décision du comité exécutif. Au sein du comité exécutif, le directeur des ventes et le directeur des opérations et des achats de fret ont mis en place en 2019 des équipes dédiées chargées de la construction d'offres de transport bas carbone.
- **Chacune des cinq régions comporte au moins un responsable RSE régional.** Dans le cas de l'Asie-Pacifique, cette responsable est dédiée à 100% à la RSE de la région. En 2019, elle a recruté plusieurs personnes pour étoffer son équipe et a fait désigner un relais RSE dans les pays les plus importants en termes d'effectif. À l'été 2019, la région Afrique s'est dotée d'une responsable RSE dédiée. Depuis septembre 2020, la région Amériques a également recruté une responsable dédiée. La région Europe en a fait de même. Pour la région Moyen-Orient et Asie du Sud, le responsable QHSE est également en charge de la RSE.
- **La direction RSE et les équipes RSE régionales** travaillent au quotidien à consolider et à enrichir les politiques et les actions. Elles collaborent régulièrement avec les départements concernés au siège : direction RSE du groupe Bolloré, Opérations et Achats, Ressources Humaines, QHSE, Éthique et Conformité, Immobilier.
- **Deux fois par an, la direction RSE** organise et anime le comité de pilotage du programme « Powering Sustainable Logistics. » Tous les membres de la Direction RSE centrale de Bolloré Logistics, les équipes RSE régionales, les départements concernés au siège listés ci-dessus, des représentants centraux et régionaux des ventes, du marketing, de la direction des systèmes d'information, du juridique sont également conviés. Ainsi, ce sont entre 30 et 40 personnes qui participent activement à la définition et à l'animation du programme « Powering Sustainable Logistics ». Ils agissent également en tant qu'ambassadeurs de ce programme. Ce comité RSE a pour objectifs de partager des informations sur l'avancement du programme, appuyer des orientations, échanger sur les ressentis du réseau et faire remonter les visions locales.

Dialogue avec les parties prenantes

Le dialogue est le fondement de notre démarche RSE pour assurer la cohérence de notre programme avec les attentes de nos parties prenantes. Cette approche permet d'identifier et de prioriser les risques liés aux enjeux sociétaux et environnementaux des pays où nous sommes présents, notamment en détectant les signaux faibles. C'est également un excellent moyen de saisir des opportunités d'innovation et de cerner les perspectives de croissance en apportant des solutions au développement économique et social local. Enfin, cela nous permet de mener au mieux nos activités sur les territoires sur lesquels nous sommes implantés. Le dialogue avec les parties prenantes fait partie de la culture d'entreprise, à tout niveau.

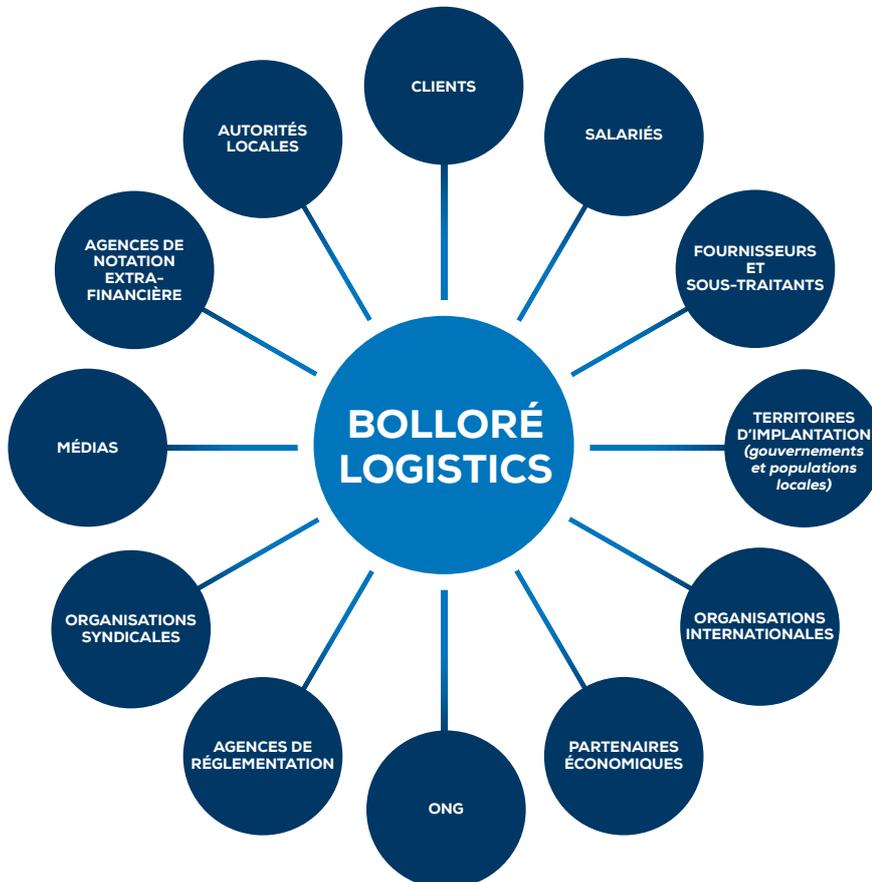
Un dialogue régulier et structuré

Chaque année, Bolloré Logistics prend en considération, dans l'exercice de ses activités, les exigences de ses parties prenantes, qu'il s'agisse :

- des exigences et obligations, émanant des autorités publiques et institutions réglementaires et de marché

qu'elle s'applique à anticiper au mieux et pour lesquelles elle fait évoluer son organisation dans une démarche d'amélioration continue pour répondre au renforcement du contexte législatif, telles que la loi sur le devoir de vigilance, la loi Sapin II, le règlement général sur les données personnelles, la loi sur la lutte contre l'évasion fiscale;

- des agences de notation et d'évaluation de la performance extra-financière;
- des médias ou des ONG en travaillant toujours à cet effort de transparence;
- des clients auprès desquels nous nous engageons à fournir la meilleure qualité de produits et de services dans le respect de nos engagements RSE sur l'ensemble de notre chaîne de valeur;
- des fournisseurs;
- des salariées de l'entreprise;
- des territoires d'implantation;
- des autres partenaires économiques et sociétaux (actionnaires, organisations internationales, organisations syndicales...).





Le tableau ci-dessous présente les principaux canaux de dialogue avec les parties prenantes (non exhaustif).

PARTIE PRENANTE	MODALITÉS DU DIALOGUE	DÉPARTEMENT
Clients	<ul style="list-style-type: none"> • Échanges en profondeur avec les clients en avant-vente (réponses aux demandes d'information pour référencement, présentations et rencontre lors des appels d'offres) <ul style="list-style-type: none"> • Revues d'affaires trimestrielles avec les clients • Enquêtes de satisfaction adressées à tous les clients • Ateliers d'innovation notamment dans les deux centres d'innovation B.Lab en France et à Singapour • Mise à disposition des informations environnementales des prestations de services réalisées • Publication du rapport d'avancement du programme RSE « Powering Sustainable Logistics » • Communications directes sur l'actualité de l'entreprise et sur les évolutions réglementaires 	QHSE, Commercial, RSE, Opérations et achats, Communication-Marketing
Financier et extra-financier	<ul style="list-style-type: none"> • Contribution à la communication financière du Groupe Bolloré (les résultats de Bolloré Logistics étant consolidés) • Réponse aux questionnaires de notation extra-financière et d'évaluation de la stratégie climat 	Communication Finance, Communication RSE
Fournisseurs et sous-traitants	<ul style="list-style-type: none"> • Revues d'affaires acheteurs/fournisseurs • Journées fournisseurs pour les transporteurs routiers en Afrique <ul style="list-style-type: none"> • Processus de référencement et sélection des fournisseurs (due diligence, RSE, QHSE...) • Réunions RSE sur les politiques respectives • Participation aux initiatives sectorielles et groupes de travail sur le développement durable dans le transport et la logistique 	Achats et Opérations, QHSE, RSE
Collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> • Enquêtes collaborateurs • Comité RSE dédié constitué d'experts internes issus de toutes les régions géographiques et de tous les métiers <ul style="list-style-type: none"> • Cafés solidaires • Challenge RSE AcTogether • Dialogue social avec les organes de représentation du personnel <ul style="list-style-type: none"> • Communication directe opérée par la DRH • Utilisation des outils digitaux : intranet, réseaux sociaux, outils collaboratifs, newsletters... 	Ressources Humaines, RSE
Institutionnels	<ul style="list-style-type: none"> • Adhésion et promotion du Pacte Mondial de l'ONU • Relations avec les pouvoirs publics 	RSE, Achats
Société civile	<ul style="list-style-type: none"> • Participation à des groupes de travail et organisations locales et internationales sur les enjeux de notre secteur d'activité <ul style="list-style-type: none"> • Études d'impact (environnement, sécurité, volet social) et séquences de discussion avec les communautés locales avant la construction de nouveaux sites ou la mise en œuvre de nouveaux projets industriels • Programmes sociétaux ; relations écoles et établissements d'enseignement supérieur • Partenariats avec des ONG locales 	Selon le sujet et l'audience, Opérations, Ressources Humaines, RSE, Mécénat



Sur les thématiques RSE, les collaborateurs de l'entreprise sont régulièrement consultés pour permettre de recueillir leur ressenti, avis et besoins sur plusieurs thèmes. Ces consultations prennent différentes formes. À titre d'exemples, en 2019, 739 membres des équipes commerciales ont été interrogés sur leurs attentes en matière d'information et de formation en RSE, tandis que les 130 participants à B'Tomorrow, le programme de formation dédié aux jeunes talents, ont été interrogés sur leurs attentes en matière d'actions RSE. À l'occasion de la crise Covid-19, 100 % des zones ont interrogé leurs salariés sur la gestion de la crise et sur l'appétence et la possibilité de faire du télétravail à l'avenir. Des newsletters de veille sont diffusées régulièrement ainsi que des communications ponctuelles sur différents médias.

En complément, deux éditions de « café solidaire » ont été organisées à la Tour Bolloré par la Direction Mécénat du Groupe Bolloré, rassemblant chacune une cinquantaine de jeunes volontaires dont des collaborateurs de Bolloré Logistics. L'objectif était d'échanger sur l'engagement solidaire, de partager leurs envies et leurs idées, mais aussi de mieux leur faire connaître les actions mécénat que mène le Groupe. À l'occasion de la 2^e édition, la Direction Mécénat a convié le Samu Social ainsi que les responsables RSE du Congo et du Bénin pour témoigner des actions terrain.

Bolloré Logistics s'engage dans différentes associations et organisations locales et internationales pour faire évoluer le cadre économique, social et environnemental en faveur du développement durable, en collaboration avec les différents acteurs de la société. Bolloré Logistics confirme, en particulier, son engagement et sa participation au débat sur les enjeux du changement climatique.

Le tableau ci-dessous présente les principaux partenariats (non exhaustif).

THÈME	ENGAGEMENT
Gouvernance durable et sujets transverses	International : Pacte Mondial des Nations Unies, GLEC – Global Logistics Emissions Council, Charte du Conseil français des investisseurs en Afrique – CIAN France : Collège des directeurs du développement durable – C3D (membre administrateur)
Climat	International : EcoTransIT® World Initiative – EWI ; Clean Cargo Working Group – CCWG ; Sustainable Air Freight Alliance – SAFA ; ACT – nouvelle co-initiative internationale CDP-ADEME ; « Getting to Zero Coalition » France : Commission développement durable Fédération française des transports et de la logistique – TLF ; France Supply Chain by Aslog et son lab SupplyChain4Good, Groupes de travail ADEME ; Label 6 PL Singapour : Green Freight Asia
Biodiversité	International : Conseil international biodiversité & immobilier – CIBI (membre fondateur et administrateur) – Initiative act4Nature France
Éducation	International : programme de solidarité Earthtalent pour la jeunesse soutenant des actions donnant accès aux ressources économiques, à l'éducation, à l'autonomisation et à l'entrepreneuriat, en partenariat avec des centres de formation professionnelle locaux et/ou des organisations nationales ou internationales à but non lucratif



CONSTRUCTION DU PROGRAMME RSE DE BOLLORÉ LOGISTICS

Évaluation des enjeux développement durable à travers la matrice de matérialité

Pour une activité responsable et durable, Bolloré Logistics s'attache à affiner son programme RSE en collaboration avec ses parties prenantes.

Afin de mieux appréhender les défis clés et de proposer des solutions stratégiques, Bolloré Logistics a mis à jour l'analyse de matérialité de ses enjeux de RSE initialement réalisée en 2016 avec pour objectifs d'évaluer l'importance de ces enjeux de développement durable pour ses parties prenantes et leur impact sur la performance de l'entreprise et d'ajuster son programme RSE à l'horizon 2027.

Les enjeux clés identifiés en collaboration avec les parties prenantes sont présentés dans la matrice ci-dessous croisant en ordonnée les attentes des parties prenantes internes et externes et en abscisse l'impact sur la performance de Bolloré Logistics. Ces enjeux couvrent l'ensemble des aspects environnementaux, sociaux, sociétaux, économiques et de gouvernance du programme RSE « Powering Sustainable Logistics ».



Cartographie des risques extra-financiers

Conformément à la directive sur le reporting extra-financier, le Groupe Bolloré a mobilisé en 2018 les membres des Comités de direction de l'ensemble de ses divisions pour cartographier les risques et opportunités RSE associés à ses activités de transport, logistique et logistique pétrolière (*Bolloré Ports, Bolloré Logistics, Bolloré Railways et Bolloré Energy*) et ses activités de stockage d'électricité et systèmes (*Blue Solutions et Blue Systems*).

Quatre ateliers de cotation des risques ont été organisés, encadrés par un cabinet d'experts mettant à disposition un outil digital pour coter les risques et rendre la méthode opposable. Un univers de 16 risques et opportunités RSE, couvrant les thématiques attendues par la loi, a ainsi été coté selon une méthodologie, prenant en compte la gravité et la fréquence, alignée sur celle de la cartographie générale des risques du Groupe Bolloré. Les risques se réfèrent à des risques inhérents à l'activité du Groupe. Ils ont été considérés sur l'ensemble de la chaîne de valeur (*approvisionnement, opérations, utilisation des produits et services vendus*) comme prenant en compte toutes les parties prenantes (*salariés, clients, fournisseurs, sous-traitants, autorités publiques, investisseurs, etc.*).

Le risque de corruption et conflits d'intérêts, considéré comme prioritaire, a été coté par la Direction de la conformité Groupe en collaboration avec les divisions. La direction générale de Bolloré Logistics a été pleinement intégrée dans ces travaux.

Les risques concernant Bolloré Logistics ont été consolidés dans la cartographie des risques du Groupe Bolloré, selon une méthode de pondération prenant en compte les chiffres d'affaires, les résultats opérationnels et les effectifs.

La cartographie des risques de Bolloré Logistics, présentée ci-après, vient attester la pertinence des enjeux prioritaires de l'entreprise. Aussi, les dix risques prioritaires identifiés s'intègrent naturellement dans les quatre grands piliers de la stratégie RSE du Groupe Bolloré et du programme RSE de Bolloré Logistics.

La maîtrise des risques prioritaires de Bolloré Logistics est explicitée dans le cadre de la maîtrise des risques du Groupe Bolloré au fil de la déclaration de performance extra-financière (DPEF) intégrée dans le Document d'enregistrement universel 2019 du Groupe.

AXES DU PROGRAMME RSE « POWERING SUSTAINABLE LOGISTICS »	RISQUES PRIORITAIRES EXTRA-FINANCIERS DE BOLLORÉ LOGISTICS	
Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	• Santé et sécurité au travail	page 99
	• Attraction et rétention des compétences	page 85
	• Conditions de travail et dialogue social	page 93
Assurer une pratique des affaires éthique et responsable dans notre chaîne de valeur logistique	• Santé et sécurité des usagers et des tiers	page 99
	• Droits humains	page 60
	• Corruption et conflits d'intérêts	page 66
	• Protection des données personnelles (RGPD)	page 78
Offrir à nos clients des solutions Supply Chain durables	• Pollution locale et gestion des matières dangereuses	page 116
	• Impacts et opportunités carbone des produits et services	page 120
Renforcer les relations avec nos parties prenantes sur les territoires	• Risques et opportunités liés aux relations avec les communautés locales	page 150



Devoir de vigilance

Au cours de l'année 2017, la réglementation française s'est enrichie de la loi sur le devoir de vigilance des sociétés mères et entreprises donneuses d'ordre. Son objectif est de responsabiliser les sociétés transnationales afin de prévenir et d'empêcher la survenance de drames, à l'instar de celui du Rana Plaza survenu au Bangladesh en 2013. Les entreprises concernées doivent donc établir un « plan de vigilance ». Les domaines d'application portent sur les atteintes graves liées aux activités d'une société et de sa chaîne d'approvisionnement sur plusieurs aspects :

- les droits humains et libertés fondamentales;
- la santé et la sécurité des personnes;
- l'environnement.

Sont ainsi concernées : les filiales, contrôlées directement ou indirectement par la société mère, ainsi que les activités des fournisseurs et sous-traitants avec lesquels est entretenue une relation commerciale établie. Les équipes de Bolloré Logistics travaillent avec les équipes du Groupe Bolloré pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi d'un plan de vigilance commun décliné dans toutes les filiales.

Plan de vigilance du Groupe Bolloré défini en collaboration avec la direction générale de Bolloré Logistics

Du fait de la nature, de la diversité et des implantations géographiques de ses activités, le Groupe Bolloré a retenu une approche de la vigilance qui repose sur les principes suivants :

- assurer la conformité du Groupe et de ses relations d'affaires avec les référentiels internationaux les plus pertinents et les législations locales en vigueur lorsqu'elles sont plus exigeantes;
- porter une attention particulière à ses salariés, fournisseurs et sous-traitants notamment au travers d'une vigilance sur les conditions de travail et des standards de santé et sécurité élevés pour tous;
- préserver l'environnement grâce à la mesure de l'impact de ses activités et de celles de ses relations d'affaires ainsi qu'à la mise en place d'actions de protection et d'atténuation des risques environnementaux;
- appliquer une vigilance particulière aux conditions de sécurité et au respect des droits fondamentaux des utilisateurs de ses produits et services et des populations riveraines de ses zones d'activités.

Le Groupe Bolloré a procédé à l'identification des priorités sur lesquelles concentrer ses efforts, en termes de plans d'action, de zones géographiques, et d'allocation de ses ressources. Cette démarche vise à l'obtention de résultats effectifs et transposables à l'ensemble des activités du Groupe, dans toutes ses zones d'implantation. Elle tend également à renforcer ses processus de vigilance raisonnable dans une démarche d'amélioration continue.

Méthodologie sur son élaboration et sa mise en œuvre

Le plan de vigilance est établi au niveau de la Direction RSE du Groupe Bolloré, en charge de l'étude, de l'élaboration, des analyses et recommandations devant ensuite être appliquées par les directions et métiers concernés par les risques identifiés – notamment la Direction des achats, les responsables QHSE et la Direction RSE de Bolloré Logistics, la Direction juridique, la Direction des risques, ainsi que la Direction de la conformité.

Le déploiement du dispositif de vigilance est articulé autour d'un programme pluriannuel couvrant l'ensemble des mesures destinées à l'identification, l'évaluation et la maîtrise des risques et associant l'ensemble des directions opérationnelles concernées au siège et dans les filiales, dont celles de Bolloré Logistics.

Le dispositif de vigilance du Groupe Bolloré est construit sur :

- une cartographie des risques vigilance;
- la définition d'une zone géographique prioritaire;
- la mise en œuvre d'une approche par cycle de vigilance;
- l'évaluation de sa performance à travers le suivi des mesures mises en œuvre.

Cartographie des risques vigilance

En 2017, la cartographie des risques vigilance réalisée dans le cadre de l'élaboration du premier plan de vigilance du Groupe Bolloré a identifié trois grandes familles de risque : la santé et sécurité, l'environnement et la protection des droits humains et libertés fondamentales. Les résultats de cet exercice ont été éprouvés et confirmés en 2018, à l'occasion de la cartographie des risques RSE Groupe, réalisée dans le cadre de la mise en œuvre des exigences requises par la déclaration de performance extra-financière.

Les risques vigilance ont ainsi été intégrés au sein de l'univers de risques RSE Groupe, cotés par les membres des Comités de direction et les représentants des fonctions supports et opérationnelles, inscrivant le devoir de vigilance au cœur de la stratégie RSE du Groupe, qui a ainsi pris le parti de détailler les mesures d'atténuation mises en œuvre pour l'ensemble de ces risques RSE et vigilance au sein de sa déclaration de performance extra-financière, et de porter dans son plan de vigilance une attention spécifique à l'Afrique subsaharienne (cf. zone géographique prioritaire du plan de vigilance ci-après).

Mutualisation des risques extra-financiers et devoir de vigilance

RISQUES VIGILANCE GROUPE BOLLORÉ	DESCRIPTION DU RISQUE POUR LE PÉRIMÈTRE BOLLORÉ LOGISTICS	RISQUES IDENTIFIÉS DANS LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES EXTRA-FINANCIERS
Santé et sécurité	Le périmètre du cadre de maîtrise des risques comprend : les collaborateurs, les salariés de ses prestataires, fournisseurs et sous-traitants. Les risques sont notamment liés à la manutention et au transport routier sur site. Par ailleurs, l'entreprise exerce une vigilance constante et un suivi rigoureux des risques sanitaires associés à ses différents territoires d'implantation et déploie les plans d'action et mesures nécessaires pour endiguer toute menace.	Santé et sécurité au travail (page 99) Attraction et rétention des compétences (page 85) Dialogue social (page 93)
Environnement	L'exécution des services de transport engendre, de manière significative, des émissions de gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques. Même s'il s'agit essentiellement des émissions indirectes du scope 3 aval, Bolloré Logistics a identifié cet enjeu comme majeur. Identifié comme risque, il représente également une opportunité croissante en matière de différenciation auprès des marchés. Les émissions de GES issues de l'exploitation des bâtiments (entrepôts et bureaux) sont aussi prises en compte dans les plans d'actions. Il en est de même pour celles liées à la flotte de véhicules en propre, même si celle-ci représente moins de 8% du transport routier total de marchandises opéré par Bolloré Logistics. L'entreprise est également amenée à traiter des opérations de transport et de stockage de marchandises dangereuses, qui représentent un risque de pollution des sols, de l'eau et de l'air. Ces activités spécifiques sont strictement encadrées. L'usage des emballages (plastique, cartons, bois) dans les activités transport et logistique représente également un impact sur la préservation du capital naturel. La prévention de situation de pollution, d'accidents environnementaux pouvant notamment porter atteinte aux écosystèmes dont dépendent les populations riveraines aux activités de l'entreprise, et la maîtrise de son empreinte carbone sont encadrées par des procédures et des mesures et plans d'actions objectifs, proportionnellement à l'impact environnemental potentiel.	Pollution locale et transport/stockage des matières dangereuses (page 116) Impact et opportunité carbone des produits et services (page 120)
Droits humains et libertés fondamentales	Selon les contextes socio-économiques, politiques et d'implantation, les activités de l'entreprise peuvent avoir un impact sur les enjeux relatifs aux droits humains. L'entreprise a identifié les trois aspects les plus matériels par rapport à ses activités, sur lesquels elle s'engage à déployer une vigilance raisonnable : les droits fondamentaux des travailleurs, les droits fondamentaux des communautés locales, et la contribution à une empreinte sociétale positive. Concernant la santé et la sécurité des usagers et des tiers, l'activité de transport routier, en propre et en sous-traitance, représente un risque pour les populations riveraines et communautés locales, qui est pris en compte également dans le plan d'action déployé par les directions achats et QHSE.	Promouvoir les droits humains dans la chaîne de valeur (page 60) Santé et sécurité des usagers et des tiers (page 99) Corruption et trafic d'influence (page 66) Protection des données personnelles (RGPD) (page 78)

Pour plus de détails concernant la mutualisation des risques DPEF et devoir de vigilance de la maison mère, le Groupe Bolloré, voir page 101 du Document d'enregistrement universel 2019.



Définition de la zone géographique prioritaire

Le Groupe Bolloré a établi une zone géographique prioritaire sur laquelle il concentre ses actions pour l'exercice de son devoir de vigilance. Cette zone a été définie selon les critères suivants : le nombre de salariés, la présence de l'ensemble des activités sur le territoire ainsi que le niveau de l'indice de développement humain des pays concernés. Les effectifs des filiales implantées dans ces pays représentent en effet 80 % des effectifs du Groupe Bolloré hors OCDE. Les activités de Bolloré Logistics s'exercent sur ces territoires.

Cette approche permet de dédier les ressources adaptées, afin d'améliorer les dispositifs de vigilance existants et de tirer les enseignements utiles à leur duplication sur les autres zones d'opérations. Centrée sur 25 pays de l'Afrique subsaharienne et centrale, cette zone prioritaire est représentée en rouge sur la carte.



Mise en place d'une approche par cycle de vigilance

Dans le cadre de la construction de son dispositif de vigilance, le Groupe Bolloré a élaboré une approche dédiée, afin de répondre aux enjeux identifiés et de proposer un cadre de maîtrise des risques adaptés.

L'approche par cycle de vigilance repose sur les trois temps de l'exercice du devoir de vigilance : l'identification des risques, leur traitement et la reddition d'information sur les résultats des dispositifs mise en place. Elle permet, à chaque étape du cycle, de s'assurer que les choix appropriés sont opérés pour exercer une vigilance raisonnable et effective sur les enjeux prioritaires retenus. Cette méthode entend aussi faciliter la pédagogie des dispositifs de vigilance auprès des différents publics intéressés, permettre leur implication, identifier les points d'amélioration et les adapter le cas échéant. Le Groupe Bolloré explicite cette démarche au sein du compte rendu 2020 de son plan de vigilance à travers différents exemples illustrés par des indicateurs.

Suivi des mesures mises en œuvre, évaluation de la performance

La performance du Groupe Bolloré dans la maîtrise de ses risques est suivie et évaluée à travers le reporting extra-financier annuel piloté par la Direction RSE du Groupe et les reporting mensuels QHSE au sein des divisions. Les mesures prises pour répondre aux risques vigilance sont explicitées dans la déclaration de performance extra-financière.

En effet, plus d'une centaine d'indicateurs de moyens et de résultats, ajustés et enrichis chaque année, concernant les thématiques sociales, environnementales, sociétales et de gouvernance, sont partagés et étudiés en interne dans une logique d'amélioration constante et de suivi de la performance. Les audits externes annuels permettent de valider la robustesse des données remontées.

Ainsi, au cours de l'année 2019, et conformément à ce qui avait été annoncé au sein du plan de vigilance de l'exercice 2018, un travail de remise à jour des protocoles de reporting sociaux et RSE a été effectué, intégrant de nouveaux indicateurs, complémentaires, optimisant les processus de collecte des informations extra-financières. La Direction RSE du Groupe Bolloré poursuivra en 2020 cette démarche d'optimisation de son reporting afin de pouvoir communiquer sur les résultats des actions mises en œuvre dans le cadre de la maîtrise des risques vigilance. Chaque année, les équipes de Bolloré Logistics, pilotées par sa direction RSE et associant 230 contributeurs ou valideurs RSE de son réseau, contribuent à l'établissement de ce reporting pour son périmètre d'activités.

L'analyse de la performance des mesures déployées s'adosse à la mise en œuvre d'actions correctives dans une démarche d'amélioration continue du cycle de vigilance du Groupe Bolloré. Par ailleurs, l'élaboration, la mise en œuvre, et le déploiement de son système d'alerte professionnelle confèrent au Groupe de nouveaux outils pour piloter son approche vigilance et mesurer la performance de son approche.

Mise en œuvre d'un mécanisme d'alerte et de recueil des signalements

En 2018, la Direction de la conformité et la Direction RSE du Groupe Bolloré ont travaillé de concert à la révision du système d'alerte existant, qui intègre désormais dans un ensemble les sujets concernant, d'une part, la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, et, d'autre part, les thématiques du devoir de vigilance, qui ont été définies et détaillées. En effet, la loi dite « Sapin II » requérant la mise en place d'un système de recueil des signalements similaire à celui exigé par la loi sur le devoir de vigilance, les systèmes ont été développés sur une même plateforme dans un souci de mutualisation et dans le respect des exigences de l'AFA et de la CNIL.

Ce dispositif d'alerte avait fait l'objet de consultations des instances représentatives du personnel renouvelées en 2019 pour présenter les développements apportés dans cette version, qui sera de nouveau mise à jour dans le courant du premier semestre 2020 afin de répondre aux exigences du règlement européen sur la protection des données personnelles (RGPD).

Le traitement des alertes est piloté au niveau du siège du Groupe Bolloré, et est encadré par le Comité éthique – anticorruption et RSE, qui exerce sa mission en toute indépendance. Le dispositif permet à tout collaborateur du Groupe Bolloré, de ses partenaires commerciaux, ou tout individu dont les intérêts sont susceptibles d'être affectés par l'activité du Groupe, de porter à sa connaissance un crime ou un délit, une violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, une menace pour l'intérêt général ou encore des agissements contraires au Code de conduite du Groupe.

Les signalements émis au moyen du dispositif d'alerte font l'objet d'une analyse de recevabilité par des référents dédiés selon la nature de l'alerte. Le cas échéant, les alertes feront l'objet d'une enquête permettant d'établir, dans un délai raisonnable, la matérialité des faits qui en font l'objet.

Si une enquête permet d'établir la matérialité d'un manquement signalé et la responsabilité de leurs auteurs présumés, des sanctions disciplinaires et/ou poursuites judiciaires seront prises à l'encontre de la ou les personnes mises en cause.

Parmi les faits pouvant faire l'objet d'un signalement figurent notamment la corruption et le trafic d'influence, les pratiques anticoncurrentielles, le non-respect de programmes de sanctions économiques ; les atteintes à l'Environnement, à la santé et la sécurité des personnes, les violations de droits humains et libertés fondamentales ; les discriminations et le harcèlement moral ou sexuel ; les fraudes.

Les informations concernant les alertes sont traitées globalement et gérées au niveau du Groupe avec des règles strictes de confidentialité : les éléments de nature à identifier une fraude sont traités de façon confidentielle et ne peuvent être divulgués. Dans ce cadre, en 2019, le Groupe a traité 17 alertes.



Suivi de la mise en œuvre des objectifs

Le compte rendu de la mise en œuvre du plan de vigilance du Groupe Bolloré est présenté dans son Document d'enregistrement universel 2019, exposant une synthèse des actions depuis 2017, ainsi que le plan d'action 2020, les objectifs 2022 et les axes d'amélioration (*pour plus de détails, voir Document d'enregistrement universel 2019 du Groupe Bolloré, page 104*). La direction générale de Bolloré Logistics, ainsi que son réseau global, sont pleinement intégrés dans cette mise en œuvre.

Conformément à son approche de cycle de vigilance et la méthodologie de son dispositif, le Groupe Bolloré s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue basée sur la transparence et la communication de ses résultats en matière de maîtrise des risques et d'atteinte de ses objectifs.

Aussi différentes actions ont été menées dans ce sens sur la période rapportée avec une pleine intégration des équipes et du réseau de Bolloré Logistics dans ces projets. Dans le cadre de cette démarche des cycles de vigilance, des travaux spécifiques ont été conduits notamment sur l'ensemble des catégories d'achats et en matière de diversité et inclusion conduisant à une identification précise des risques, enjeux et périmètres, ainsi qu'à l'établissement d'un cadre général de maîtrise des risques incorporant des plans d'actions et des mesures des résultats observés, intégrés dans les feuilles de route des directions concernées. Le cycle de vigilance des services de transport et logistique pour les clients de l'industrie minière, établi depuis de nombreuses années et encadré par la direction QHSE, s'est maintenu. L'harmonisation du dispositif éthique a également été poursuivie sur la période. L'ensemble des éléments ci-dessus est détaillé dans le présent document dans les parties dédiées à ces enjeux.

Mission pilote vigilance au sein de Bolloré Transport & Logistics Côte d'Ivoire

L'implémentation d'une démarche de vigilance repose sur la bonne appropriation de ses enjeux. Si la démarche du Groupe Bolloré est construite de manière à proposer un cadre structurant, axé sur des principes directeurs et des engagements s'appliquant à son ensemble, les enjeux vigilance doivent être appréhendés au regard des différents contextes économiques, sociaux et géographiques des territoires d'implantation.

L'objectif principale de la mission est de confronter la cartographie des risques RSE avec la réalité opérationnelle des activités du Groupe en Côte d'Ivoire autour de trois objectifs principaux :

- Présenter la stratégie et les outils RSE du Groupe Bolloré ainsi que son approche de vigilance en local;
- Sensibiliser les contributeurs RSE locaux à la démarche du Groupe et aux différentes réglementations françaises et principes directeurs internationaux;
- Identifier les bonnes pratiques et processus existants en local et les accompagner dans leur maîtrise des risques RSE notamment à travers l'optimisation de leurs processus de reporting extra-financier.

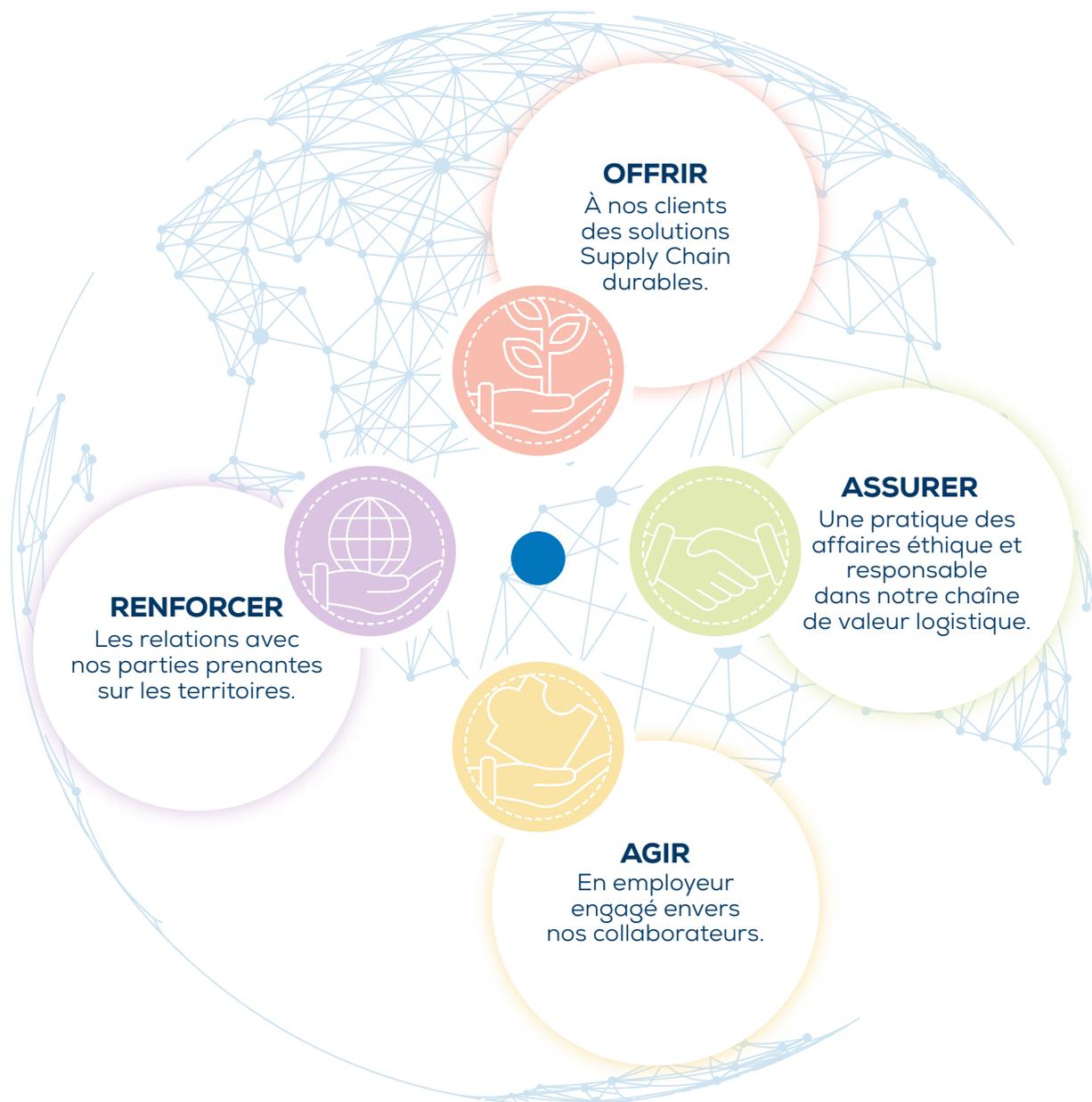
D'un point de vue méthodologique, des visites de sites et des entretiens encadrés par des questionnaires de maîtrise des risques ont été menés avec les services identifiés (QHSE, RSE, communication, achats, RH, etc.). Le choix de la Côte d'Ivoire figurant dans la zone prioritaire de vigilance établie par le Groupe, s'avère un pays particulièrement représentatif et stratégique pour le Groupe, et en particulier pour la division Transport & Logistics. Pour chacun des risques de vigilance (santé et sécurité, environnement, droits humains et libertés fondamentales), l'application du cadre de maîtrise des risques a été analysée, intégrant les moyens, plans d'actions et procédures mis en place, la gouvernance associée, ainsi que les résultats communiqués.

Le bilan de la mission permet de conforter la bonne application des cadres de maîtrise des risques Groupe, avec une adaptation des procédures et actions correctives aux réalités opérationnelles. Les visites de terrain, associées aux échanges en présentiel, ont permis une meilleure compréhension des enjeux locaux, ainsi qu'une meilleure appropriation des obligations, de la démarche RSE et de vigilance impulsée par le Groupe. Par ailleurs, la mission a également permis de dégager les opportunités associées aux enjeux droits humains, et ce, notamment en matière d'impact local et de développement.

Pour plus de détails sur cette mission pilote vigilance, voir le Document d'enregistrement universel du Groupe Bolloré 2019, page 105.



POWERING SUSTAINABLE LOGISTICS





Powering Sustainable Logistics, le programme d'engagements durables

Pour le secteur transport et logistique, émetteur de gaz à effet de serre, l'enjeu environnemental majeur concerne le changement climatique et la pollution de l'air. En tant qu'acteur global du transport et de la logistique, le rôle de Bolloré Logistics est d'accompagner ses clients pour leur offrir des solutions de supply chain durables, de bout en bout, plus performantes et respectueuses de l'environnement.

Portée par nos valeurs, notre responsabilité sociétale d'entreprise (RSE) nous conduit également à placer l'éthique, les enjeux sociaux et le développement des territoires où nous opérons au cœur de nos engagements. Ainsi, en intégrant dans nos opérations quotidiennes les enjeux RSE de chacun des maillons d'une chaîne d'approvisionnement responsable, nous contribuons, aux côtés de nos clients, à une consommation plus durable. Elaboré collectivement avec les clients et les collaborateurs de Bolloré Logistics, le programme « Powering Sustainable Logistics », lancé au troisième trimestre 2018, repose sur 4 leviers d'action, en ligne avec les axes RSE du Groupe Bolloré. Fondé sur la norme ISO 26000 d'évaluation des enjeux RSE des parties prenantes, il mobilise l'ensemble des acteurs de l'entreprise autour de 11 engagements et des objectifs quantitatifs à atteindre à l'horizon 2030.

Son intégration, tant dans les opérations que dans l'offre commerciale, permet d'inscrire Bolloré Logistics dans une démarche globale de progrès et de performance, portée par chaque collaborateur à travers le challenge AcTogether, et par chaque Directeur général de région à travers un plan d'action prenant en compte les enjeux locaux.

Les résultats chiffrés ainsi que le déploiement des plans d'action font l'objet d'une consolidation en central et d'une publication annuelle dans un rapport d'avancement dédié.



Adhérent du Pacte Mondial des Nations Unies depuis 2003, le Groupe Bolloré s'engage à intégrer et à promouvoir plusieurs principes relatifs aux droits de l'homme, aux normes internationales du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. Bolloré Logistics intègre dans le développement de ses activités les 10 principes du Pacte Mondial.



Le Groupe Bolloré répond au questionnaire sur les changements climatiques du CDP avec Bolloré Logistics, qui y rapporte sa stratégie climat. En 2020, il a rejoint la « A-list ».



En 2019, Bolloré Logistics a obtenu le statut Gold pour sa performance RSE sur son périmètre global, évaluée par l'agence de notation indépendante EcoVadis.

Intégration globale des impacts environnementaux et sociaux dans la chaîne de valeur

Bolloré Logistics a structuré en 2018 sa politique RSE dans son programme « Powering Sustainable Logistics » afin de réduire les impacts environnementaux de ses métiers et d'accroître la valeur créée pour la société.

POWERING SUSTAINABLE LOGISTICS

20 950 collaborateurs	109 pays sur les 5 continents	Plus de 6 000 fournisseurs et sous-traitants	Moins de 8% du transport terrestre opéré en propre (base GES)
---------------------------------	--	--	---

ENGAGÉE POUR UN COMMERCE MONDIAL DURABLE

Finalisation du plan d'adaptation AFA.
Analyse locale des risques détaillés relatifs aux droits humains.

● Lancement d'un projet Green IT en central.
4 123 serveurs virtuels et **1 451** physiques.

Plan climat personnalisé sur les pays prioritaires.
Production d'énergie solaire à Singapour, près de 10 autres sites à l'étude.

108 869 millions de tonnes CO₂e scopes 1 et 2.

Certification IMS globale en Asie, Moyen-Orient, Europe et Amériques.

Procédure due diligence sur 100 % des fournisseurs majeurs.
Révision de la plateforme de référencement des transporteurs routiers.
Carbon Pact avec deux compagnies maritimes majeures.

● Label Biodiversity® à Singapour.
Occupation des sols **2 677 095** m².

Déchets générés sur site : **2 831** CO₂e dont emballage industriel.

Emissions indirectes **4 092 895** millions de tonnes CO₂e scope 3 aval.
Soit **96%** de l'empreinte carbone.

Certifications ISO 37001 - 27001

D'ici 2022.
Anticorruption, Sécurité SI.

-43% en absolu sur les scopes 1 et 2
D'ici 2027
(base 2017).

-30% sur le scope 3 aval
D'ici 2030
(base 2019).

☁ Impacts environnementaux négatifs 2019.
●●●●● **Nouvel objectif clé défini en 2020.**
● Réalisations 2019-2020.

Les éléments présentés ci-dessus ne sont pas exhaustifs.



2017-2018	2019-2020
54 Indicateurs de performance	41 Indicateurs de performance
20 objectifs atteints	13 nouveaux objectifs définis en 2020

**8 OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
40 CIBLES**



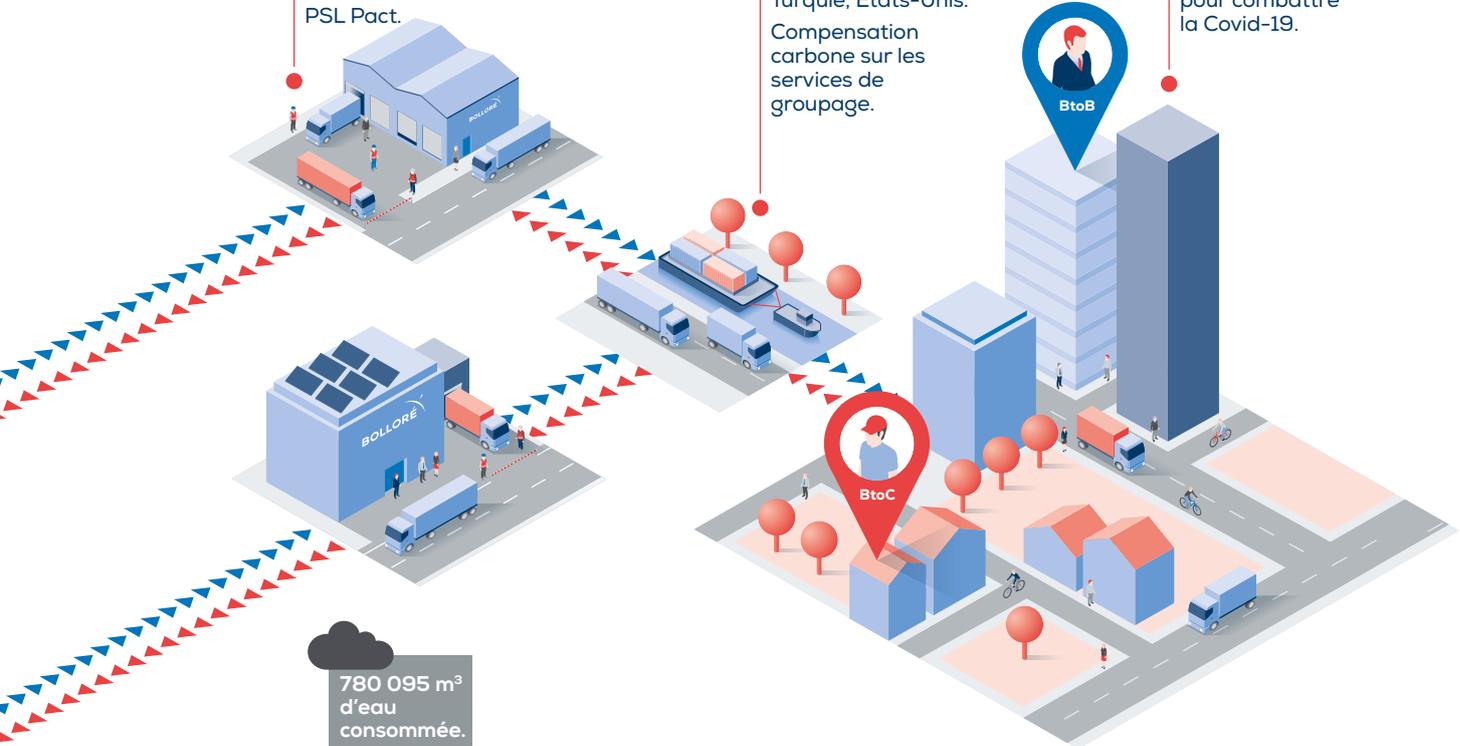
Certification SMI en Afrique
En 2021
ISO 45001
14001 / 9001.

30%
En 2022 de
managers femmes
dans les 40 pays
les moins bien notés
de l'index GII
de l'ONU.

Programme offre durable.
Nouveau tableau de bord CO₂.
77% des commerciaux formés.
Nouveaux outils de comparaison CO₂e pour le maritime et l'aérien.
PSL Pact.

Véhicules alternatifs en propre à Singapour, Chine, Taiwan, Turquie, États-Unis.
Compensation carbone sur les services de groupage.

Lancement du challenge RSE AcTogether.
258 projets sociétaux tournés vers la jeunesse et l'éducation dans tout le réseau.
Acheminement de matériels médicaux dans le monde entier pour combattre la Covid-19.



NOTRE AMBITION :
intégrer dans nos opérations quotidiennes les enjeux RSE de chacun des maillons d'une chaîne d'approvisionnement responsable et accompagner nos clients dans une croissance internationale pérenne.

Contribution aux Objectifs de Développement Durable de l'ONU

Adoptés en 2015 par les Nations Unies, les Objectifs de Développement Durable (ODD) définissent 17 priorités à atteindre d'ici 2030 pour participer à un développement économique soucieux de respecter les populations et la planète. Membre du Pacte Mondial depuis 2003, le Groupe Bolloré, ainsi que l'ensemble de ses filiales, mettent en place des politiques destinées à contribuer de façon positive aux ODD.

En construisant son programme RSE « Powering Sustainable Logistics », Bolloré Logistics a analysé les risques et opportunités de sa chaîne de valeur et a défini ses ambitions à travers 8 ODD, et plus particulièrement 40 cibles. La feuille de route articulée autour du métier de l'entreprise, s'appuie sur les femmes et les hommes qui la composent, et qui œuvrent chaque jour pour contribuer à la ligne directrice du programme visant une croissance économique globale tout en agissant pour le développement social et la réduction de l'impact environnemental.



ODD	ENJEUX	RÉALISATIONS 2019-2020
 <p>3.6 3.8 3.9 3.d</p>	<ul style="list-style-type: none"> Assurer l'acheminement des produits médicaux essentiels dans les zones difficiles d'accès ou en situation d'urgence Promouvoir les actions de prévention santé et des systèmes de gestion des risques afin d'agir aux premiers signes d'alerte d'épidémie Développer l'accès direct aux soins dans les pays en développement pour les collaborateurs Déployer des plans de prévention auprès des chauffeurs routiers, collaborateurs et sous-traitants Maîtriser le transport et stockage de marchandises dangereuses 	<ul style="list-style-type: none"> 1 milliard de masques acheminés entre avril et juillet 2020 85,5% des entités avec une couverture santé plus favorable que la législation locale Campagnes de prévention (VIH, paludisme...) et de dépistage sur 15 pays en Afrique en 2019 42 277 visites médicales (salariés et ayants droit) effectuées en 2019 par les 14 médecins et 20 infirmières dédiés des 20 dispensaires ou centres de santé en Afrique
 <p>4.3 4.4 4.5 4.b</p>	<ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'offre de formation technique pour tous les collaborateurs Développer des formations techniques et professionnelles pour les jeunes Accroître les liens entre les écoles d'études supérieures et l'entreprise Renforcer les partenariats avec l'enseignement en Afrique Favoriser l'accès à l'éducation pour les personnes vulnérables 	<ul style="list-style-type: none"> En 2019, 98 020 formations e-learning suivies par les collaborateurs 80 partenariats avec des écoles en 2019 dont 47% sur le continent africain 2 834 contrats stagiaires et alternants en 2019, plus du double de l'année précédente (+103%), dont 58% en Afrique 7,4% des stagiaires et alternants ont été recrutés en 2019 à l'issue de leur formation 54% des dépenses de mécénat en faveur de l'éducation



ODD	ENJEUX	RÉALISATIONS 2019-2020
 <p>8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE</p>	<p>8.2</p> <ul style="list-style-type: none"> Contribuer à la création d'emplois pour tous, y compris les jeunes, les personnes handicapées, et favoriser le travail décent 	<ul style="list-style-type: none"> Maintien du niveau d'emplois locaux pour atteindre 98,9% en 2019 Sur les 28 pays du GII où Bolloré Logistics est implanté, 21,5% des effectifs sont des femmes, dont près d'un tiers sont managers Déploiement de la Charte Droits Humains et des process de diligence raisonnable auprès du réseau en propre et en sous-traitance Certification SMI dont ISO 45001 sur 50,5% de nos entités juridiques pays (63% du chiffre d'affaires) Nouveau hub à Singapour : premier système d'automatisation multi étages/clients dans le pays, + 70% d'optimisation de l'espace, + 400% d'efficacité pour la fonction picking permettant la création de nouvelles tâches avec plus de valeur ajoutée
	<p>8.3</p> <ul style="list-style-type: none"> Développer l'emploi local direct, indirect et la croissance des microentreprises 	
	<p>8.4</p> <ul style="list-style-type: none"> Favoriser le développement des économies locales par la fluidification de la logistique, nécessaire à l'essor des activités industrielles et commerciales des territoires 	
	<p>8.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Garantir le respect des droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et la protection des collaborateurs, des fournisseurs et des sous-traitants <p>8.8</p> <ul style="list-style-type: none"> Développer l'innovation et la modernisation technologique permettant la création de valeur additionnelle 	
 <p>11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES</p>	<p>11.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Réduire l'empreinte environnementale des bâtiments lors de leur construction et en exploitation partout dans le monde 	<ul style="list-style-type: none"> Formalisation des engagements à travers la Charte « bâtiment responsable Bolloré Logistics » Blue Hub à Singapour : LEED® Gold, Green Mark Platinum, label BiodiverCity® (premier projet certifié BiodiverCity® en Asie) Étude détaillée des risques physiques sur la totalité des sites face aux changements climatiques Déploiement de la plateforme digitale Upwind : alerte sur les événements de rupture de chaîne d'approvisionnement, dont les catastrophes naturelles Développement continu de l'offre de solutions de supply chain durables Lancement du challenge RSE AcTogether début 2020 : 379 actions mi-novembre dont 61% sur le thème de l'environnement
	<p>11.a</p> <ul style="list-style-type: none"> Proposer une offre de transport écoresponsable à ses clients, de bout en bout de la chaîne d'approvisionnement, pour lutter contre les GES et améliorer la qualité de l'air 	
	<p>11.b</p> <ul style="list-style-type: none"> Favoriser l'établissement de liens au sein des territoires entre zones urbaines, périurbaines et rurales 	
	<p>11.c</p>	
 <p>12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES</p>	<p>12.5</p> <ul style="list-style-type: none"> Accroître la gestion des déchets sur les plateformes de fret et logistiques, favoriser la revalorisation, le recyclage et l'économie circulaire 	<ul style="list-style-type: none"> Certification SMI dont ISO 14001 sur 50,5% de nos entités juridiques pays (63% du chiffre d'affaires) Formation en distanciel sur la supply chain durable auprès de 77% des équipes commerciales monde Multiplication de projets en entrepôt appliquant le modèle 4 R (réduire, réutiliser, réparer, recycler) Centres d'innovation B.Lab : plusieurs projets pour réduire l'utilisation du plastique dans nos activités fret et logistique Déploiement du PSL Pact : accompagnement des clients grands comptes vers une supply chain plus durable à travers un objectif de réduction commun Partenariats écoresponsables avec des compagnies maritimes et aériennes majeures Développement des outils d'aide à la décision dans les offres standard et personnalisées Lancement du challenge RSE AcTogether début 2020 : 379 mi-novembre 61% sur le thème de l'environnement avec la gestion des déchets, le climat, la biodiversité...
	<p>12.6</p> <ul style="list-style-type: none"> Promouvoir une chaîne d'approvisionnement plus écoresponsable 	
	<p>12.7</p> <ul style="list-style-type: none"> Sensibiliser les parties prenantes internes et externes sur les enjeux du développement durable et plus spécifiquement dans le secteur transport et logistique 	
	<p>12.8</p>	
	<p>12.a</p>	



ODD	ENJEUX	RÉALISATIONS 2019-2020
 <p>13 MESURES RELATIVES À LA LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Développer une politique d'adaptation et d'atténuation face aux changements climatiques, renforcer la résilience des bâtiments face aux aléas • Déployer sur l'ensemble du réseau les mesures de la stratégie climat, en particulier dans les pays en développement • Accroître la sensibilisation des parties prenantes internes et leurs compétences pour intégrer dans leurs opérations quotidiennes les enjeux du changement climatique 	<ul style="list-style-type: none"> • Révision de l'engagement de réduction GES avec alignement sur la trajectoire 1,5 ° C pour les scopes 1 et 2, -43% d'ici à 2027 • Déploiement du plan climat avec accompagnement personnalisé des entités pays les plus émettrices (représentant 86% et 74% des scopes 1 et 2) • Fixation d'un objectif de réduction sur le scope 3 aval de -30% d'ici à 2030 • Développement de l'offre supply chain durable : solutions industrialisées et personnalisées • Investissement dans des véhicules bas carbone en propre pour le transport en zone urbaine • Déploiement de formations sur mesure apportant les connaissances et les outils auprès des équipes commerciales (prescripteurs) et acheteurs pour intégrer le CO₂ dans la relation client • Lancement du challenge RSE AcTogether avec un accent marqué sur le changement climatique
 <p>16 PAIX, JUSTICE ET INSTITUTIONS EFFICACES</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Lutter contre la corruption • Promouvoir le respect des droits humains auprès de nos collaborateurs et de nos partenaires • Soutenir la mise en place d'institutions, résilientes et transparentes • Promouvoir les politiques non discriminatoires et inclusives 	<ul style="list-style-type: none"> • Révision des processus de due diligence appliqués auprès des partenaires et de la procédure « vendor management » • Nouvelle version de la plateforme digitale LINK Partners dédiée au référencement des sous-traitants routiers (intégrant volets éthique, QHSE, RSE...) • 96% des collaborateurs sensibilisés à la lutte contre la corruption à travers des formations fin 2018, début 2019 • A fin novembre 2020, hors Afrique, 70% des collaborateurs ont suivi avec succès le e-learning «RSE, droits humains et devoir de vigilance» incluant l'environnement, lancé en juillet 2020. En incluant l'Afrique, continent sur lequel le lancement a été décalé du fait de la crise Covid-19, le taux est de 48%
 <p>17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Contribuer au développement des infrastructures dans les pays les moins avancés et à l'accroissement des capacités • Promouvoir les technologies de décarbonation et les innovations en particulier dans les pays en développement • Déployer l'usage du digital dans les problématiques de développement durable • Développer des liens étroits entre les entités et les acteurs économiques locaux pour créer davantage de valeur partagée 	<ul style="list-style-type: none"> • 15 formations e-learning conçues sur mesure en interne pour les collaborateurs sur des enjeux développement durable • 258 projets à impact sociétal réalisés en 2019 regroupant un volume financier à destination de la jeunesse pour 63% • Accompagnement personnalisé des entités pays les plus émettrices de GES, localisées majoritairement en Afrique • Promotion de la plateforme digitale du challenge AcTogether permettant le partage d'idées et d'expériences sur l'ensemble du réseau (actions RSE hors mécénat)



Le challenge AcTogether, une compétition interpays pour booster le programme RSE

Afin d'animer ce programme, de booster la performance RSE et, avant tout, de permettre à chacun des collaborateurs de contribuer directement à nos enjeux de développement durable, Bolloré Logistics a lancé en janvier dernier le challenge AcTogether.



« Lancé le 14 janvier 2020, le challenge AcTogether nous permet de relier la stratégie globale à l'action locale ».

Odile MAAREK
Directrice Organisation,
Méthodes et RSE
Bolloré Logistics

Dans quel cadre s'inscrit ce challenge et quel est son objectif ?

À travers le déploiement à l'international de notre programme RSE « Powering Sustainable Logistics », nous avons pour ambition d'accroître la valeur environnementale et sociétale de Bolloré Logistics tout au long de la supply chain. C'est dans cette dynamique vertueuse que s'inscrit le challenge AcTogether puisqu'il permet de relier la stratégie RSE globale, définie par les départements centraux de Bolloré Logistics, à l'action locale, en incitant chaque collaborateur à être acteur du programme. Piloté par la Direction RSE, cet outil d'animation facilite ainsi l'appropriation par les équipes locales de nos enjeux de développement durable tout en permettant à chacun de contribuer, à son niveau, à nos objectifs globaux.

En quoi consiste AcTogether ?

Il s'agit d'une compétition interpays, accessible via une plateforme dédiée, qui donne à chaque collaborateur l'opportunité de s'engager dans un projet qui l'inspire, en lien avec l'un des quatre domaines d'engagement de notre programme que sont l'environnement, le social, l'éthique ou le sociétal. Le principe est simple ; une fois connectés sur la plateforme, les collaborateurs doivent sélectionner leur localisation géographique avant de pouvoir accéder au tableau de bord de leur pays. Ils ont alors le choix entre deux types d'action : les actions clé en main et les actions sur mesure qualifiées en deux niveaux selon l'impact visé et la complexité de mise en œuvre. À chaque étape du challenge, les équipes cumulent des points pour leur pays. Un objectif minimum d'actions, basé sur l'effectif connecté du pays, a été fixé et comporte au moins 25% d'actions visant à réduire les émissions de CO₂.

Au-delà de l'aspect compétitif, AcTogether constitue un outil de progrès et de mesure de la performance RSE de chaque pays. Outre le fait de mettre en valeur les initiatives réalisées localement, il permet aux pays de démontrer leur capacité à innover et à mobiliser leurs ressources dans un but commun, tout en favorisant l'échange des bonnes pratiques au sein du réseau.

Avez-vous prévu des récompenses ?

Une fois validée par les directions pays puis par nos relais RSE régionaux, chaque initiative est déjà mise à l'honneur sur la page d'accueil de la plateforme. Quatre trophées AcTogether seront ensuite remis à l'issue de la 1^{re} édition qui s'achèvera le 31 décembre 2020 : deux prix pays (atteinte des objectifs/nombre de points), le prix de la meilleure action soumise au vote des collaborateurs et le prix carbone qui viendra récompenser l'action qui aura contribué à réduire le plus efficacement les émissions de gaz à effet de serre de Bolloré Logistics.

Êtes-vous satisfaite des premiers résultats ?

Suite à son lancement le 14 janvier 2020, nous avons déjà enregistré près de 130 actions mi-mars avant que l'épidémie de Covid-19 commence à gagner le monde entier et mobilise nos équipes. Au 10 novembre, ce sont 379 actions qui ont été lancées à travers le réseau (finalisées ou en cours de réalisation). 61% d'entre elles relèvent du domaine de l'environnement et 35% du domaine social. Malgré un contexte difficile, nos équipes à travers le monde se sont engagées pour contribuer ensemble à des objectifs communs de développement durable. Je suis pleinement confiante sur le fait que nos collaborateurs se mobiliseront encore davantage pour la deuxième édition du challenge, lorsque la crise sanitaire sera moins impactante et que notre chaîne d'approvisionnement aura retrouvé toute sa fluidité.

ACTOGETHER : UNE COMPÉTITION INTERPAYS !

La stratégie RSE de Bolloré Logistics est articulée autour de son programme « Powering Sustainable Logistics ».

Afin de renforcer notre performance et de fédérer nos collaborateurs autour de nos enjeux de développement durable, un challenge a été lancé : AcTogether!

Les collaborateurs sont ainsi invités à mener des actions environnementales, sociales, éthiques ou sociétales.

Piloté par la direction RSE Corporate, AcTogether est un outil de progrès et de mesure de la performance RSE de chaque pays.

LES PREMIERS RÉSULTATS AU 10 NOVEMBRE 2020

379

ACTIONS ENREGISTRÉES

61% ACTIONS ENVIRONNEMENTALES :

gestion des déchets, efficacité énergétique et CO₂ avec efficacité des bâtiments, plan de transport à faibles émissions de carbone.

33% ACTIONS SOCIALES :

bien-être au travail, prévention de la santé.



Le challenge AcTogether : intégration des enjeux CSR dans les opérations quotidiennes

Avant même son lancement officiel et tout au long de cette première édition, le challenge AcTogether s'est avéré être un moyen efficace pour sensibiliser, accroître les connaissances et compétences des collaborateurs en matière de développement durable. Lors du lancement en décembre 2019, l'ensemble des directeurs pays des 109 territoires de Bolloré Logistics ont participé à des sessions de présentation de ces enjeux, du programme RSE de Bolloré Logistics « Powering Sustainable Logistics » et du challenge AcTogether. Suite à cela, afin de les accompagner dans le déploiement du challenge et en complément des supports de communication, les directeurs pays ont reçu un outil digital d'aide à la définition des enjeux RSE locaux permettant de fournir des indications sur le niveau de maturité de leur pays et d'évaluer le niveau d'engagement des activités Bolloré Logistics sur leur territoire.

Concrètement, à partir d'une double grille d'analyse, d'une part sur le profil pays alimenté automatiquement par la collecte des données RSE annuelle de l'entreprise et des informations objectives sur le pays issues de sources externes

fiables, et d'autre part sur les équipements et les pratiques spécifiés par l'entité locale, une matrice des enjeux RSE et des thèmes prioritaires est générée.

AcTogether a été lancé officiellement auprès des collaborateurs mi-janvier 2020. Sponsorisé par le top management, ce challenge a fait l'objet de plusieurs communications de la part du Président-directeur général, adressées directement auprès des collaborateurs, ainsi que par les directeurs généraux régions.

Moins de 6 mois après le lancement, les directeurs généraux régions et directeurs pays ont reçu de manière régulière des tableaux de bord leur permettant de suivre précisément l'évolution du challenge au sein de leur périmètre, le niveau d'implication des collaborateurs, ainsi que les bénéfiques, environnementaux et sociaux, mesurés pour chaque action réalisée.

Tout au long de cette première année d'existence, les actions d'animation se sont multipliées au sein du réseau en rappelant constamment les objectifs de développement durable de Bolloré Logistics.



Des actions réalisées partout dans le monde pour cette 1^{re} édition AcTogether

379 actions après 10 mois de lancement. Partout dans le réseau, nos collaborateurs s'engagent pour contribuer à la réalisation d'objectifs communs de développement durable.



USA

ENVIRONNEMENT efficacité énergétique des bâtiments

Sensibilisation au « Green IT » à Chicago.

L'agence de Chicago a mis en place les « E-cleaning days » pour sensibiliser à l'impact environnemental des technologies de l'information. Un rappel mensuel est effectué auprès des employés pour les inciter à vider leur boîte mail, trier leurs newsletters et les encourager à l'utilisation des outils de partage de documents existants dans l'entreprise.

IMPACT :

30 employés sensibilisés.

CANADA

ENVIRONNEMENT efficacité énergétique des bâtiments

Matériau d'isolation innovant à Montréal contre les îlots de chaleur urbains.

Pour faire face aux étés de plus en plus chauds, l'entrepôt et le bâtiment tertiaire de Montréal sont recouverts progressivement d'une membrane blanche thermoplastique (TPO), 60 % de la couverture du toit en 2020, permettant de réfléchir les rayons du soleil et de rafraîchir les bâtiments sans recours à un excès de climatisation.

IMPACT ESTIMÉ :

10 % par an de gain énergétique sur les consommations avec l'équipement partiel actuel, 15-20 % à terme avec l'équipement complet.

MEXIQUE

SOCIAL bien-être au travail

Ergonomie en télétravail à Mexico.

Afin d'améliorer les conditions du travail à domicile, fortement développé dans le contexte de la pandémie, les équipes de Mexico ont bénéficié de mesures favorisant une meilleure ergonomie au travail, via la communication de bonnes pratiques, la possibilité de rapporter chez eux certains de leurs équipements de bureau et l'organisation par un professionnel sur Teams de sessions de pauses actives.

IMPACT :

amélioration du bien-être et de la santé de 100 collaborateurs.



FRANCE - NANTES

ENVIRONNEMENT consommation d'eau

Réduction de la consommation d'eau pour le lavage de la flotte automobile.

Pour réduire la quantité d'eau utilisée pour laver la flotte automobile, un service de lavage écologique est appliqué sur l'ensemble des véhicules de l'agence et proposé à tous les salariés. Assuré par des personnes éloignées de l'emploi, le lavage est effectué à partir de vapeur d'eau consommant moins d'eau et évitant l'utilisation de produits chimiques.

IMPACT ESTIMÉ EN 2020 :
3 525 litres d'eau économisés.

EUROPE

ENVIRONNEMENT déchets de bureaux

Réduction de l'utilisation de gobelets et de bouteilles en plastique jetables dans les bureaux.

Pour réduire la quantité de plastique que nous utilisons dans tous nos bureaux européens, 6 000 gourdes écoconçues fabriquées et assemblées en France par les membres d'un ESAT (Établissement et Service d'Aide par le Travail) ont été distribuées à tous les employés.

IMPACT ESTIMÉ EN 2020 :
par employé et sur 1 année d'utilisation :
3 kg de déchets et
7,2 kg d'équivalents CO₂ économisés.

CHINE

SOCIAL bien-être au travail

Shanghai Butterfly Football Cup 2020.

En partenariat avec Shanghai Elysee, les employés ont participé à la Shanghai Butterfly Football Cup 2020 pour sensibiliser le public et collecter des fonds pour les enfants. À travers cette action, les salariés ont également pu créer du lien en dehors du cadre du travail tout en pratiquant une activité sportive.

IMPACT :
30 salariés ont participé.

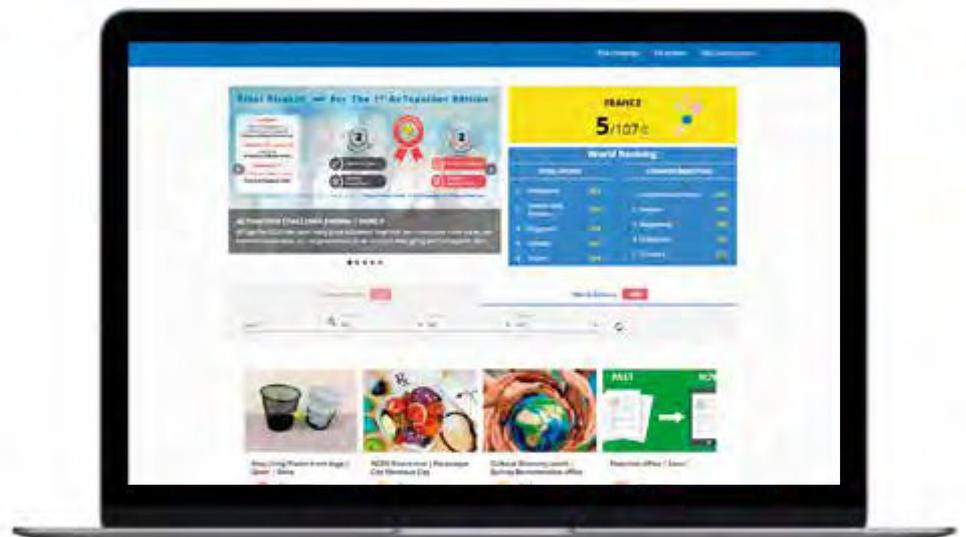
FRANCE - LE HAVRE

ENVIRONNEMENT déchets

Mobiliser par un challenge les employés d'un site pour collecter et recycler des piles usagées.

À l'occasion de la semaine européenne du recyclage des piles, chacun des deux sites du Havre a eu une semaine pour récupérer le plus grand nombre de piles usagées qui ont été recyclées par le partenaire Corepile. 45 kg de piles usagées ont été collectées à cette occasion, soit près de deux fois plus de la quantité récupérée sur le site sur une année.

IMPACT ESTIMÉ EN 2020 :
45 kg de piles collectées à des fins de recyclage, correspondant à la récupération de 19 kg de zinc et 5 kg d'alliage fer/nickel.





ÉMIRATS ARABES UNIS

ENVIRONNEMENT

solution client
écoresponsable

Optimisation des tournées à Dubaï.

Plan de transport bas carbone pour les livraisons locales. Dégrouper la cargaison dans l'entrepôt de transit et établissement de la tournée optimale. L'objectif est d'optimiser l'espace et de réduire les trajets quotidiens effectués par camion.

IMPACT ESTIMÉ :

réduction CO₂ de 20 à 25 %.

ENVIRONNEMENT

gestion des déchets

Collecte et revalorisation des produits électroniques en fin de vie à Dubaï.

Mise en place de la collecte de l'ensemble des déchets électroniques tels que les ordinateurs, les écrans, les cartouches d'encre et les photocopieurs usagés. Les produits en fin de vie sont ensuite traités, recyclés et revalorisés grâce à un partenariat avec un prestataire de recyclage agréé et certifié.

IMPACT :

491kg de déchets traités
(recyclés, valorisés, éliminés).

ENVIRONNEMENT

emballage

Revalorisation des cartons usagés à Dubaï.

Grâce à l'exploitation d'une machine de broyage pour réutiliser le carton usagé dans le conditionnement des expéditions, les emballages en plastique à bulle ont été supprimés.

IMPACT ESTIMÉ :

300-400 kg de cartons réutilisés par mois.

CÔTE D'IVOIRE

SOCIAL

prévention santé

Multiplier les gestes barrières contre la Covid-19 en Côte d'Ivoire.

Pour lutter contre le virus de la Covid-19, des stations de lavage de mains ont été installées à l'entrée des différents sites. Elles sont munies d'un distributeur automatique de savon et l'arrivée d'eau est actionnable par une pédale. Ce dispositif permet ainsi au personnel et aux visiteurs de se laver les mains sans contact, en toute sécurité.

IMPACT :

28 stations,
environ 900 collaborateurs.

GHANA

ENVIRONNEMENT

bien-être au travail
et biodiversité

Aller au-delà des bienfaits au quotidien des plantes, comprendre les enjeux globaux de la biodiversité.

Des plantes ont été installées dans l'espace de travail pour améliorer la qualité de l'air en aidant à éliminer les toxines. Un atelier de sensibilisation à la biodiversité est prévu pour décembre 2020.

IMPACT ESTIMÉ EN 2020 :

8 collègues dans 8 bureaux pour une surface d'environ 160 m²;
15 participants à 1 atelier de sensibilisation à la biodiversité.



BANGLADESH

ENVIRONNEMENT gestion des déchets

Nettoyage des plages à Cox's Bazar.

Une plage polluée nuit à toute vie animale qui y vit ou qui passe à proximité. Le lancement de l'action du ramassage des déchets sur la plage polluée par l'homme permet à la fois de contribuer à notre niveau à la préservation de la biodiversité et à sensibiliser les populations.

IMPACT ESTIMÉ :
40 kg de déchets.

SINGAPOUR

ENVIRONNEMENT emballages dans les entrepôts

Réduction de l'utilisation du film plastique dans les entrepôts.

Pour réduire la quantité de plastique que nous utilisons dans les opérations, les entrepôts à Singapour mettent en place l'utilisation de film étirable de 12 microns en remplacement du film 23 microns.

IMPACT ESTIMÉ EN 2020 :
80 tonnes de plastique évitées.

MALAISIE

ENVIRONNEMENT efficacité énergétique des bâtiments

Passage à une technologie bas carbone.

Remplacement des ampoules fluocompactes dans les bâtiments du siège de Kuala Lumpur par des ampoules LED.

IMPACT ESTIMÉ EN 2020 :
11,6 tonnes de CO₂ évitées.

PHILIPPINES

ENVIRONNEMENT déchets et biodiversité

Réutilisation des déchets pour agrémenter le potager urbain à Paranaque.

Réutilisation des déchets tels que les palettes de l'entrepôt et les bouteilles en plastique pour en faire des matériaux de construction pour un jardin sur le toit. Le jardin contribue à attirer les oiseaux et les papillons et permet aux employés de planter des légumes comestibles. Cette action encourage également les employés à séparer les déchets pour qu'ils puissent les utiliser pour le jardin.

IMPACT ESTIMÉ :
482 kg de déchets
collectés et réutilisés.



Témoignage sur AcTogether

*Extrait d'une interview de
la Directrice d'agence de Chicago, États-Unis,
Septembre 2020*

Émilie, tu as lancé de nombreuses actions sur la plateforme AcTogether. Peux-tu nous partager ton point de vue sur le challenge ?

Le challenge AcTogether était pour moi le moyen idéal de commencer à prendre des mesures sur le lieu de travail pour s'assurer qu'il y a des effets sociaux et environnementaux positifs, associés à la façon dont notre entreprise fonctionne.

Pour moi, la RSE signifie s'orienter vers les 3P : Personnes, Planète et Profit.

Ce challenge a été immédiatement présenté à l'équipe et encouragé pour recueillir les idées et l'engagement de chacun. Les collaborateurs doivent se sentir responsabilisés par la RSE et sentir qu'ils contribuent grandement au bien général que nous essayons de créer.

Quels bénéfices retires-tu de ces actions ?

De nombreux changements simples en faveur de la durabilité, tels que la réduction des emballages et du gaspillage de papier, qui se traduiront également par des économies.

Cette année et au-delà, la RSE doit devenir une partie essentielle de notre façon de développer nos activités. Non seulement pour maintenir notre présence sur le marché, mais aussi pour réduire la rotation du personnel et améliorer l'ambiance générale.

L'engagement en faveur de la responsabilité sociale des entreprises n'est plus facultatif. Nous devons comprendre que la RSE affecte notre croissance interne (engagement des employés, productivité, taux de rotation du personnel) et externe (augmentation des ventes, fidélité des clients, notoriété de la marque). En créant et en participant à des initiatives de RSE, nous avons la possibilité de mettre en avant nos valeurs fondamentales et de créer la confiance parmi nos collaborateurs et nos partenaires.





2

**ENGAGEMENTS RSE
DE BOLLORÉ LOGISTICS :
INTÉGRATION DES ENJEUX
AU CŒUR DES MÉTIERS
ET DES OPÉRATIONS
DE L'ENTREPRISE**



2.1

ASSURER une pratique des affaires éthique et responsable dans notre chaîne de valeur logistique



- Respect des droits humains et fondamentaux sur sa chaîne de valeur
- Application stricte du Code de conduite, procédures opérationnelles et contrôle sur toute la chaîne
- Protection des données et sécurité des systèmes d'information



8.388



126127



16.5 16.7 16.10 16b



17.5 17.10 17.11 17.12



UNE DÉMARCHE ÉTHIQUE, NÉE EN 2003, DEVENUE UN DISPOSITIF GLOBAL POUR GARANTIR L'INTÉGRITÉ DE LA SUPPLY CHAIN

Depuis sa création, le Groupe Bolloré est engagé dans une démarche éthique reposant sur des engagements partagés par l'ensemble de ses filiales, parmi lesquelles Bolloré Logistics. Depuis 2003, le Groupe Bolloré, signataire du Pacte Mondial des Nations Unies, s'est engagé à soutenir les principes fondamentaux du Pacte Mondial relatifs aux droits humains, aux normes du travail, à l'environnement et à la lutte contre la corruption. En sa qualité de signataire, le Groupe Bolloré, et par conséquent Bolloré Logistics, s'engagent à intégrer les 10 principes du Pacte Mondial dans sa stratégie, sa culture et ses opérations quotidiennes mais également à exprimer clairement son engagement à ses employés, à ses partenaires, à ses clients et au public.



Bolloré Logistics condamne la corruption et le trafic d'influence, les pratiques anticoncurrentielles, veille au respect des programmes de sanctions économiques, prévient les atteintes à l'environnement, aux droits humains et aux libertés fondamentales, à la santé et la sécurité des personnes et lutte contre toute forme de discrimination et de harcèlement.

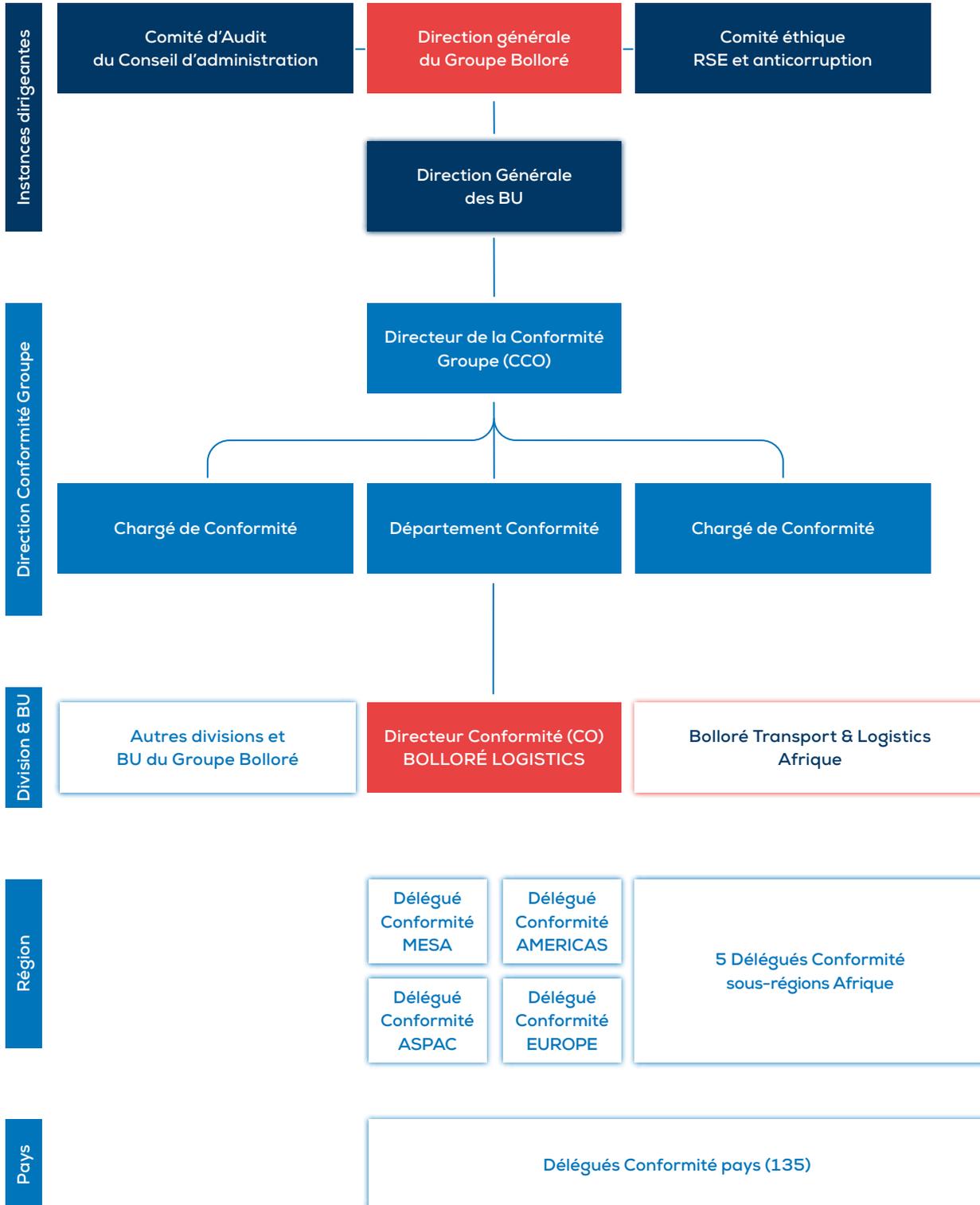
Cet engagement exprimé dans la Charte éthique et RSE et le Code de conduite du Groupe Bolloré, applicables à l'ensemble de ses filiales, s'impose à l'ensemble de ses mandataires, de ses collaborateurs et de ses partenaires commerciaux qui se doivent d'agir en toute circonstance avec intégrité pour protéger la réputation du Groupe et lui assurer une croissance durable. Bolloré Logistics ne tolérera aucun manquement et prendra toutes les mesures qui s'imposent pour y remédier.

À travers la Charte éthique et RSE, révisée en 2020, l'entreprise s'engage à :

- identifier, prévenir et atténuer les risques sociaux et environnementaux que ses activités sont susceptibles de faire peser sur les parties prenantes de ses chaînes de valeur à travers la mise en place de cycles de vigilance robustes;
- déployer toutes les ressources appropriées pour une gestion effective des risques prioritaires associés à ses activités, ainsi que pour optimiser ses actions dans une recherche constante d'impacts économiques, sociaux, éthiques et environnementaux positifs;
- décliner ses engagements dans des politiques dédiées guidant ses équipes et partenaires dans leur action au quotidien, dans tous ses pays d'opérations;
- consulter et prendre en considération les attentes de ses parties prenantes, assurer une écoute attentive et une protection appropriée des lanceurs d'alerte;
- partager les résultats des démarches mises en œuvre à l'occasion d'une reddition d'informations extra-financières appropriée (dans le cadre de la Déclaration de performance extra-financière).

En matière de gouvernance éthique et conformité, une organisation dédiée veille à la mise en œuvre effective d'un programme de prévention de la corruption inspiré des standards les plus stricts en la matière. C'est au début des années 2000 que la Direction Éthique s'est créée avec un déploiement important grâce à la constitution du réseau interne des délégués dédiés à la conformité et à l'éthique, localisés sur les territoires où le groupe exerce ses activités, composés en 2020 de 135 délégués Éthique. Ils rapportent à une double hiérarchie, à la fois locale assurée par le management du pays, et centrale représentée par la Direction Éthique et Conformité permettant ainsi une vision globale des enjeux, une meilleure cohérence dans l'exécution et un système plus sécuritaire.

Organisation Conformité





Au cœur de la démarche depuis sa création, la présence sur le terrain des équipes dédiées, tant centrales que locales, afin de diagnostiquer les situations et ainsi mettre en œuvre les plans d'action et de déploiement nécessaires.

La gouvernance de la conformité est assurée à trois niveaux :

- le Comité d'audit du Conseil d'administration qui, dans son suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, suit le système de conformité anticorruption du Groupe Bolloré;
- le Comité éthique – RSE et anticorruption qui définit et coordonne le déploiement de la démarche éthique au sein du Groupe Bolloré. L'objectif de ce Comité étant de fixer les axes de travail en matière d'éthique, de conformité, de RSE et de mécénat que les divisions ont pour mission de déployer au sein de leur périmètre, il suit avec une attention particulière la mise en œuvre et l'efficacité du système anticorruption du Groupe (pour plus de détails, voir page 66). Le Président-directeur général de Bolloré Logistics y participe;
- le Directeur de la conformité Groupe qui est responsable de la mise en œuvre du programme de conformité; il rend compte de l'effectivité du programme de conformité anticorruption au Comité d'audit et au Comité éthique du Groupe, aux Présidents et Directeurs généraux Groupe et divisions.

Dans cette mission, il s'appuie sur :

- la Direction de la conformité du Groupe, composée de huit collaborateurs (responsables, analystes, assistantes et alternants);
- un réseau « de proximité » (Directeur de la conformité, délégués régionaux et locaux dédiés en tout ou partie à la fonction) fonctionnellement rattaché à la Direction conformité du Groupe;
- les fonctions support, notamment les achats et le middle office, la DRH, la DSI, la finance, le juridique, la RSE et le QHSE;
- des experts extérieurs.

En juin 2019, le Président-directeur général de Bolloré Logistics, afin de renforcer les moyens mis en œuvre au sein de son périmètre, a nommé un Directeur de la Compliance dédié à la business unit Bolloré Logistics. Sa mission consiste à superviser le déploiement des plans d'actions définis suite à l'analyse des risques réalisée tant au niveau global que local au sein de toutes les entités de Bolloré Logistics, d'établir des procédures adaptées aux enjeux de l'entreprise et de les déployer sur le terrain en supervisant la formation des salariés et l'évaluation des fournisseurs et des tiers.

Bolloré Logistics a articulé son programme RSE « Powering Sustainable Logistics » autour de quatre leviers d'action. Le levier éthique et conformité « Assurer une pratique des affaires éthique et responsable dans notre chaîne de valeur logistique » regroupe les objectifs du Groupe Bolloré décrits ci-dessus à travers les engagements suivants :

- respect des droits humains et fondamentaux sur sa chaîne de valeur;
- application stricte du Code de conduite, procédures opérationnelles et contrôle sur toute la chaîne;
- protection des données et sécurité des systèmes d'information.

À travers ses engagements spécifiques, Bolloré Logistics cible plus particulièrement les Objectifs de Développement Durable suivants :

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE VISÉS	CIBLES
ODD 8 Travail décent et croissance économique	8.3 8.8
ODD 12 Consommation et production responsables	12.6 12.7
ODD 16 Paix, justice et institutions efficaces	16.5 16.7 16.10 16.b
ODD 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs	17.5 17.10 17.11 17.12

Pour plus de détails sur la contribution de Bolloré Logistics aux ODD, voir chapitre 1.2.2, page 42.



KPIs du programme Powering Sustainable Logistics

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
RESPECT DES DROITS HUMAINS ET FONDAMENTAUX SUR SA CHAÎNE DE VALEUR			
Déploiement des dispositifs requis sur 100% des pays (application du Code de conduite, procédure d'alerte, Comité éthique, devoir de vigilance, cartographie des risques)	Objectif atteint	100% des dispositifs déployés dans tous les pays du réseau	100% des pays couverts par ces dispositifs
100% des fournisseurs majeurs évalués (due diligence)	Objectif atteint	100% des fournisseurs majeurs, représentant 70% du montant total des achats, évalués par la procédure de « due diligence »	70% des fournisseurs majeurs évalués
100% des fournisseurs à risque majeur et élevé évalués (due diligence)	2021	Nouvelle catégorisation des risques définie pour les achats auprès des fournisseurs non majeurs. La classification de ces fournisseurs non majeurs est terminée pour 5 des 6 segments d'achat. Le screening est en cours pour les fournisseurs classés à risque majeur et élevé (niveau le plus haut) dans le cadre de la gestion et maîtrise du risque permettant de valider la décision de continuité des affaires. Procédure de due diligence obligatoire à minima pour les fournisseurs classés à partir de risque majeur.	Développement d'un module informatisé en cours
APPLICATION STRICTE DU CODE DE CONDUITE, PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES ET CONTRÔLE SUR TOUTE LA CHAÎNE			
100% des salariés formés à l'éthique des affaires, à la prévention de la concurrence déloyale et de la corruption	2020	96% des salariés formés en décembre 2018 + 100% des nouveaux collaborateurs	96% des salariés formés
100% des collaborateurs les plus exposés formés sur 8 thèmes spécifiques	2021	Nouvel objectif Thèmes : Conflits d'intérêt, Cadeaux et invitations, Paiements de facilitation, Intermédiaires, Mécénat et sponsoring, Embauche, Sanctions internationales, Concurrence et cartels	<i>Nouvel objectif défini en 2020</i>
Audit Conformité sur 30 pays par an par la Direction Audit Interne	2021	Poursuite de l'adaptation du système de conformité aux recommandations de l'AFA avec notamment en 2020 le pilier des contrôles comptables et de l'Audit. Il s'agit d'un chantier conséquent en termes de méthodologie et de déploiement, rendu plus compliqué par la situation sanitaire et les périodes de confinement. C'est pourquoi, les audits sont programmés par l'Audit interne Groupe sur 2021. Nouvel objectif défini en 2020	Déploiement du programme d'adaptation pour répondre aux recommandations de l'AFA (Agence française anticorruption)
Contrôle du dispositif conformité sur 12 pays par an par la Direction Conformité	2020	Contrôle de conformité en cours au 4 ^e trimestre 2020 sur 12 pays identifiés comme prioritaires. À noter que 109 contrôles de conformité ont été réalisés en 2019, soit 100% du périmètre	
Certification globale ISO 37001	2022	<i>Nouvel objectif défini en 2020</i>	

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
PROTECTION DES DONNÉES ET SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION			
Certification globale ISO 27001	2022	<i>Nouvel objectif défini en 2020</i>	Mise en place d'une politique de sécurité des systèmes d'information effective dans 100% des entités
100% des collaborateurs européens connectés sensibilisés à la protection de leurs données personnelles	2021	81% des collaborateurs européens formés	74% des collaborateurs européens informés
100% des collaborateurs connectés sensibilisés aux atteintes à la sécurité de l'information	2022	74% des collaborateurs sensibilisés aux atteintes à la sécurité de l'information (nouvel objectif 2020, taux de formation avec succès à novembre 2020)	<i>Nouvel objectif défini en 2020</i>



1 GARANTIR LE RESPECT DES DROITS HUMAINS POUR TOUS

Une attention spécifique portée sur la chaîne d'approvisionnement et de sous-traitance du réseau international de Bolloré Logistics

Sa forte présence à l'international conduit le Groupe Bolloré et ses divisions à employer de nombreuses personnes, directement ou indirectement, dans un contexte institutionnel variant d'un pays à l'autre, où les droits humains sont parfois réputés menacés. C'est pourquoi le respect et la promotion des droits humains ont été définis comme un axe prioritaire pour le Groupe Bolloré et par conséquent pour Bolloré Logistics, couvrant des enjeux tels que le principe de non-discrimination (droits des femmes, droits des minorités, lutte contre le harcèlement moral ou sexuel, etc.), la garantie de conditions de travail décentes, la promotion d'un dialogue social et la liberté d'association des syndicats, ou encore les situations de travail forcé ou de travail des enfants.

À noter que le travail forcé et le travail des enfants représentent des risques majeurs en ce qu'ils doivent constituer une priorité absolue en termes de prévention et d'action. Ces risques sont encadrés par les mesures et contrôles internes mis en place pour le recrutement des collaborateurs.

En outre, une attention spécifique est portée par Bolloré Logistics sur sa chaîne d'approvisionnement et de sous-traitance. Le devoir de vigilance raisonnable du Groupe Bolloré doit en effet être adapté pour répondre au contexte local de certaines régions : les offres et prestations peuvent être parfois limitées par un tissu concurrentiel restreint au niveau local, régional ou même national.

Le Groupe Bolloré s'efforce de mettre en place une gouvernance qui reflète ses valeurs dans les pays où il opère, et s'engage à respecter les principes de respect des droits de l'Homme depuis près de 20 ans à travers son adhésion au Pacte Mondial de l'ONU. En inscrivant cet enjeu comme pilier fondamental de sa stratégie RSE, le Groupe Bolloré place la défense et la promotion des droits humains comme composante essentielle de ses activités et a formalisé son engagement en 2019 au sein d'une Charte Droits Humains Groupe, comme annoncé en 2018. Cette Charte, signée par le Président-directeur général du Groupe, structure la démarche Droits Humains du Groupe, et par conséquent de Bolloré Logistics, adossée aux standards internationaux et tout particulièrement :

- La Charte internationale des droits de l'Homme;
- Les principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme;

- Les principes de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales;
- Les Conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Les engagements qui y sont exprimés s'inscrivent également dans les Objectifs de Développement Durable de l'ONU (ODD), et sont articulés autour de trois axes :

- Le respect des droits des travailleurs dans toute notre chaîne de valeur;
- Le respect des droits fondamentaux des communautés riveraines de nos activités;
- La recherche constante d'une contribution sociétale positive.

Afin de respecter les engagements exprimés au sein de la Charte, la démarche repose sur une répartition des rôles :

- Le Groupe Bolloré assure un rôle de sensibilisation, de formation, de mobilisation, d'articulation, de mutualisation et de reporting confié à la Direction RSE Groupe;
- Bolloré Logistics, au même titre que les autres business units du Groupe, est en charge de la mise en œuvre opérationnelle en intégrant les spécificités propres à leurs métiers, ainsi que l'exigence d'adaptation aux territoires d'implantations, confiée à un référent droits humains, sous la responsabilité de leurs Directions générales.

Les engagements exprimés par le Groupe impliquent l'ensemble des collaborateurs et appellent la mise en place de dispositifs de diligence raisonnable appropriés, permettant d'identifier, prévenir et atténuer les risques d'atteintes graves, de la part de Bolloré Logistics. Par ailleurs, la Charte droits humains Groupe stipule que les contractants et partenaires commerciaux de l'entreprise doivent souscrire à ses principes. La Charte et d'autres documents éthiques internes complémentaires leur sont remis afin qu'ils puissent se conformer à ces dispositions. En complément, la sélection et évaluation des fournisseurs et sous-traitants au sein de Bolloré Logistics font l'objet de process et procédures clairement établis. Pour plus de détails, voir Achats Responsables, page 7.



Sensibilisation des équipes et appropriation des procédures dans les entités

Afin d'assurer la transposition des engagements du Groupe Bolloré en actions, et de toujours mieux intégrer la défense, le respect et la promotion des droits humains dans la culture de l'entreprise, la publication de la Charte Droits Humains Groupe s'est accompagnée de l'élaboration d'un plan d'action Groupe 2019-2020, construit dans une approche cyclique autour de deux aspects : sensibilisation des équipes et appropriation des procédures dans les entités.

Sensibilisation des équipes

La communication et la publication des engagements et actions du Groupe en matière de droits humains constituent un enjeu nécessaire, tant dans sa démarche de transparence que dans sa volonté de diffusion et de bonne appropriation de ses principes à l'ensemble de ses parties prenantes. Bolloré Logistics a ainsi déployé une stratégie de communication de manière à pouvoir toucher l'ensemble des parties prenantes internes et externes :

- **Parties prenantes internes :**
 - Déploiement d'une campagne de communication de la Charte Droits Humains et de la démarche Groupe auprès du top management de l'ensemble des pays du réseau;
 - Communication de la Charte Droits Humains et de la démarche Groupe aux services supports de Bolloré Logistics (Direction des Ressources Humaines, Direction des Achats, Direction de la Conformité, Direction Juridique) pour son intégration dans les procédures;
 - Campagne de communication sur le système d'alerte – mise en ligne, portée et fonctionnement (en France en 2019, à l'international en 2020) par la mise à disposition d'affiches et de brochures d'information;
 - Diffusion d'outils de communication spécifiques aux salariés de Bolloré Logistics (newsletter, affiches et vidéos).
- **Parties prenantes externes :**
 - Mise en ligne de la Charte Droits Humains Groupe sur le site internet de Bolloré Logistics;
 - Transmission de l'ensemble des documents de la démarche éthique du Groupe aux partenaires, fournisseurs et sous-traitants de Bolloré Logistics (voir Achats responsables, page 71);
 - Publication de l'axe RSE Droits Humains du Groupe sur les réseaux sociaux;
 - Communication de la Charte et présentation de la stratégie Droits Humains Groupe aux investisseurs.

Afin de garantir la bonne appropriation des principes édictés par la Charte Droits Humains, la sensibilisation – à la fois de fonctions ciblées et de l'ensemble des collaborateurs et partenaires commerciaux – constitue le second pilier du plan d'action Droits Humains, et a pour objectif de permettre une meilleure compréhension de ces enjeux pour Bolloré Logistics.

Aussi, au cours des trois dernières années, de nombreuses actions de communication, sensibilisation et formation ont été organisées, telles que :

- *Comité RSE de Bolloré Logistics, avril 2018 : séance de sensibilisation aux 40 membres réunis par la Direction RSE du Groupe Bolloré sur le plan de vigilance du Groupe et ses objectifs concernant la politique Droits Humains;*
- *Conférence de sensibilisation aux enjeux Droits Humains en entreprise, en octobre 2019, à destination du top 100 des managers Siège, élargi aux équipes RH, juridique, achats de toutes les business units;*
- *Kit pédagogique, fin 2019, proposant des définitions, éléments contextuels historiques et réglementaires envoyé aux Directeurs Généraux des différentes business units du Groupe. Bolloré Logistics a ainsi déployé une démarche de sensibilisation auprès des Directions régionales et locales de son réseau. Diffusion de la newsletter RSE Groupe Bolloré, ciblant l'ensemble des collaborateurs de Bolloré Logistics, propose des articles et des supports relatifs aux Droits Humains (actions du Groupe, éléments de définition, bonnes pratiques, évolution des réglementations etc.), aussi bien en anglais qu'en français;*
- *Challenge RSE AcTogether de Bolloré Logistics : mise à disposition des collaborateurs d'un kit de sensibilisation (français et anglais) aux Droits Humains en entreprise;*
- *Formation obligatoire sur les enjeux des Droits Humains en entreprise ainsi que ceux sur la diversité ont été diffusées en juillet 2020 à l'ensemble des collaborateurs de Bolloré Logistics : à fin novembre 2020, hors Afrique, 70% des collaborateurs ont suivi avec succès le e-learning «RSE, droits humains et devoir de vigilance» incluant l'environnement, lancé en juillet 2020. En incluant l'Afrique, continent sur lequel le lancement a été décalé du fait de la crise Covid-19, le taux est de 48%. 78% des équipes ressources humaines et des managers dans le monde entier avaient suivi le module d'e-learning « Diversité : apparence physique ». Un module spécifiquement axé sur les enjeux au sein des chaînes d'approvisionnement, destiné aux services achats est également en cours de développement.*

Appropriation des procédures dans les entités

Les engagements de la Charte Droits Humains appellent à la concrétisation d'actions et de mesures pour asseoir la stratégie du Groupe Bolloré. La mise en place d'un Comité de pilotage Droits Humains en septembre 2019 réunissant les interlocuteurs RSE des divisions et filiales du Groupe, dont Bolloré Logistics, ainsi que les fonctions support (juridique, ressources humaines, achats, compliance, communication, etc.) a lancé un groupe de travail. Bolloré Logistics s'inscrit dans cette démarche d'identification la plus fine possible de ses enjeux Droits Humains.

Début juillet 2020, un questionnaire spécifique formalisé sur l'outil de reporting Enablon a été envoyé aux directeurs généraux des pays d'implantation de Bolloré Logistics pour permettre d'identifier les risques prioritaires sur ces thématiques de tous les pays du réseau. En effet, la forte présence internationale de Bolloré Logistics témoignant de sa faculté d'ancrage et d'adaptation suppose également une multitude de contextes socio-économiques auxquels peut être associée une diversité d'enjeux liés aux Droits Humains. La campagne a permis localement de récolter les informations nécessaires à une meilleure connaissance des impacts et des enjeux locaux de 96% des entités juridiques de Bolloré Logistics, qui pour y répondre ont formé des Comités Droits Humains locaux afin de réunir les expertises nécessaires : services RH, QHSE, Juridique, Achats, RSE, Éthique et Conformité, Communication. Il s'agit d'une démarche d'identification des risques droits humains qui doit nous permettre de dresser une cartographie.

Un système d'alerte professionnelle a été déployé et est accessible à toutes les parties prenantes internes et externes de Bolloré Logistics. Les engagements du Groupe ont été formalisés et déclinés en politiques et procédures au sein de la business unit, où les risques associés aux droits humains ont été cartographiés comme prioritaires en 2017. Des fiches supports et de processus intégrant les enjeux RSE et Droits Humains, telles qu'une procédure de recrutement et un guide d'entretien élaborés pour lutter contre la discrimination à l'embauche, ont ainsi été formalisés pour Bolloré Logistics. Concernant les "achats responsables", un groupe de travail, piloté par la Direction RSE du Groupe Bolloré, auquel ont été associées les directions achats, QHSE et RSE de Bolloré Logistics, a permis d'aboutir à l'identification des risques droits humains au sein de la chaîne d'approvisionnement du Groupe et à la formalisation d'une charte Achats responsables. Des critères spécifiques Droits Humains ont été intégrés au sein des processus existants : procédures, clauses contractuelles, audits, etc. Pour plus de détails, voir Achats responsables, page 71.



Mission pilote vigilance au sein de Bolloré Transports & Logistics en Côte d'Ivoire

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan de vigilance du Groupe Bolloré, une mission pilote vigilance sur les activités de Bolloré Transports & Logistics en Côte d'Ivoire a été menée en juillet 2019. Son objectif a été, sur le volet droits humains et libertés fondamentales, grâce à de nombreux entretiens et temps d'échanges avec les équipes locales, de sensibiliser les différents services aux enjeux Droits Humains, de présenter la stratégie RSE du Groupe et de rassembler les bonnes pratiques observées sur site afin de confronter la démarche Groupe aux réalités du terrain.

Conformément aux engagements du Groupe, les employés ont reçu une formation sur la Charte Éthique, en ligne, ou en présentiel pour les collaborateurs n'étant pas dotés de par leur fonction d'un ordinateur professionnel. Les différents entretiens ont mis en lumière une bonne appropriation des procédures et du cadre Groupe sur les aspects notamment liés à la santé et la

sécurité des collaborateurs, mais également à leurs conditions de travail (rémunération, temps de pause, recrutement, développement des compétences etc.). Parmi les procédures de prévention des risques d'atteintes aux droits humains au sein de la chaîne de valeur, les conditions de référencement au sein de la base de données utilisée en interne par les entités de Bolloré Transport & Logistics Côte d'Ivoire pour sélectionner un profil de salarié sous-traitant ont trait à des thématiques droits humains (interdiction d'embauche sans contrat, obligation d'avoir une déclaration de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale attestant de l'âge, etc.). Concernant les risques de travail des enfants ou de travail forcé, la vigilance exercée sur ces aspects, l'application des procédures de la Direction des Ressources Humaines, couplée à la réglementation locale et la prise en compte de ces sujets dans la convention collective et le règlement intérieur, constituent un cadre de maîtrise des risques solide.



Mesures mises en place par Bolloré Logistics pour exercer sa vigilance raisonnable sur l'ensemble de sa chaîne de valeur

À l'égard des travailleurs

Le premier engagement du Groupe en matière de promotion, de protection et de respect des droits humains place - conformément à son axe prioritaire RSE - la santé, la sécurité, et la qualité des conditions de travail de ses collaborateurs comme enjeu majeur, et ce, sur l'ensemble de sa chaîne de valeur.

S'intégrant dans cette politique, Bolloré Logistics met ainsi en place des mesures lui permettant d'exercer sa vigilance raisonnable à l'égard des collaborateurs de ses fournisseurs et sous-traitants, en complément des dispositifs en place pour ses propres collaborateurs.

Le respect des droits des travailleurs repose notamment sur les enjeux suivants :

ENJEUX LIÉS AUX DROITS HUMAINS	POLITIQUES ET DISPOSITIFS EN PLACE
Santé et sécurité	Bolloré Logistics déploie des politiques santé-sécurité intégrant toute personne intervenant sur le site, et encadrant les activités des travailleurs sur la base de cartographies des risques intégrant les spécificités de chaque type de postes et proposant toutes les mesures appropriées, basées sur les meilleurs standards pour garantir un environnement de travail sécurisé et prévenir les accidents.
Rémunération	Bolloré Logistics met en place des politiques de rémunération respectant les législations locales sur le salaire minimum. La régularité du versement pouvant constituer un enjeu essentiel pour les collaborateurs dans certains pays, les filiales s'assurent du versement régulier d'un salaire correspondant au nombre d'heures effectivement travaillées.
Temps de travail et congés payés	Respect de la législation locale sur la rémunération des heures supplémentaires de travail, respect de temps de pause, jour de repos hebdomadaire et octroi de congés parentaux. Ces enjeux sont explicités au sein des règlements intérieurs et conventions collectives des différents sites.
Représentation des salariés	Respect de la législation nationale sur la liberté d'association, droit à la négociation collective. En cas de législation restrictive, Bolloré Logistics s'engage à faciliter l'expression des salariés et à garantir l'absence de discrimination des travailleurs impliqués dans de telles structures représentatives.
Lutte contre le travail forcé et l'emploi des travailleurs mineurs	Bolloré Logistics s'engage à respecter les législations locales sur l'âge minimum d'accès à l'emploi, et interdit le recours à l'embauche d'enfants âgés de moins de 15 ans, et de jeunes âgés de moins de 18 ans pour tout type de travail présentant des risques potentiels de dangerosité.
Lutte contre toute forme de discrimination	Conformément aux engagements édictés au sein de la Charte pour la diversité et inclusion, publiée en 2018 et d'après le code de bonne conduite du Groupe Bolloré, révisé en 2017, les sociétés du Groupe s'efforcent d'assurer un environnement de travail sûr et sain à leurs collaborateurs, sans violence, brimade, harcèlement, ni menace. Le harcèlement moral ou sexuel et les discriminations peuvent faire l'objet d'un signalement grâce à la procédure d'alerte du dispositif éthique du groupe, révisée au premier semestre 2020. Cette procédure, accessible par le site https://alert.bolloré.com , garantit le statut de lanceur d'alerte (confidentialité des données personnelles et absence de sanction disciplinaire) à la personne effectuant le signalement. Cette dernière peut être interne ou externe au Groupe Bolloré, la procédure étant ouverte à tout collaborateur du Groupe ou de ses partenaires commerciaux et à tout individu dont les intérêts sont susceptibles d'être affectés par l'activité du Groupe.
Approche de diligence raisonnable dans la sélection des fournisseurs	Avant de conclure un partenariat avec une entreprise sous-traitante, des procédures spécifiques sont appliquées. Bolloré Logistics a notamment renforcé ses processus éthiques relatifs à ses chaînes d'approvisionnement, par le déploiement de mesures de contrôles et d'évaluations RSE selon le niveau de risque des fournisseurs. Bolloré Logistics s'est aussi engagé à ne travailler qu'avec des fournisseurs, sous-traitants et agents partageant les mêmes valeurs que celles contenues dans le code de conduite. Ces tiers sont évalués par une procédure de due diligence. Les objectifs définis par le programme RSE « Powering Sustainable Logistics » ont été atteints : 100% des fournisseurs majeurs ont été évalués par une procédure de due diligence en 2020. Une procédure spécifique pour établir la sélection des intermédiaires, (courtiers en douane, agents de représentation, apporteurs d'affaires, consultants) a également été définie au printemps 2020 et déployée auprès des organes décisionnels dans l'ensemble du réseau Bolloré Logistics.



À l'égard des communautés locales

Dans le cadre de sa démarche de cartographie des risques et de contextualisation des enjeux relatifs aux droits humains, le Groupe Bolloré a identifié cet aspect comme pilier de son engagement en ce que ses opérations sont susceptibles d'impacter les populations locales et communautés riveraines de ses sites, et ce, tout particulièrement dans les pays en développement. Conformément à la démarche décrite au sein de son plan de vigilance, les entités de Bolloré Logistics déploient des processus de diligence raisonnable tournés vers ces parties prenantes externes afin de garantir leur sécurité vis-à-vis des activités de

l'entreprise, proposer un dialogue ouvert afin de garantir le droit à un consentement libre et éclairé, ainsi que des dispositifs de concertation (rencontre avec les autorités publiques, les communautés) et mettre à leur disposition un système leur permettant de soumettre des alertes et éventuelles plaintes, promouvoir le droit à un environnement sain, en préservant l'environnement et les écosystèmes, et prévenant les impacts affectant la qualité de l'air, des sols, l'accès à l'eau potable et aux ressources naturelles et prévenant les nuisances.

Cycle de vigilance des activités de Bolloré Logistics pour l'industrie minière

Les services de transport pour les clients de l'industrie minière sont intégrés au sein du segment pétrole & gaz, industrie minière et chimie, et sont opérés principalement dans le domaine d'activité Projet Industriels de Bolloré Logistics. Ce segment représente 18% des activités de Bolloré Logistics, et opère dans la zone prioritaire du plan de vigilance du Groupe Bolloré. Les enjeux dans les pays identifiés (République démocratique du Congo, Zambie, Rwanda, Burundi, Tanzanie, Sénégal, Burkina Faso, Mali, Côte d'Ivoire, Mauritanie) sont multiples : risques de contribution directe ou indirecte aux conflits, violations graves des droits humains associés à l'extraction, au commerce, au traitement et à l'exportation des ressources, tolérer, profiter, contribuer ou assister à des situations de travail forcé, au travail des enfants, à des conditions de travail dangereuses, exploitation illégale des terres, délocalisation, pollution des milieux et atteinte à la santé des populations locales.

Les risques socio-environnementaux associés aux activités de transport et de logistique de produits miniers ont été identifiés depuis de nombreuses années et sont principalement encadrés par les Directions QHSE. Les outils mis au point sont intégrés dans les chartes et politiques générales de Bolloré Logistics, mais aussi spécifiques, telles que la « Conflict Minerals Policy » établie pour la région Afrique, la Charte Qualité Route, les certifications (ISO 9001, ICMC, OHSAS 18001, SQAS, ISO 22000, ISO 14001, T1P1 FSR C) ainsi que par

les systèmes de management intégrés QHSE, adaptés à chaque territoire. Les filiales mettent en place des procédures prenant en compte toutes les parties prenantes. La maîtrise des risques associés aux activités de transport et logistique du secteur industriel minier repose sur :

- Un encadrement strict de la sous-traitance (procédure de sélection, évaluation annuelle, annexion d'exigences aux contrats, procédures spécifiques de management, etc.);
- Un encadrement strict de la gestion des produits dangereux (procédure spécifique relative au stockage, transport, et gestion des produits dangereux, procédure de gestion de crise, plan de continuité d'activités, etc.).
- Des formations obligatoires afférentes à ces deux aspects, conformément aux standards internes de Bolloré Logistics établis sur la base des codes existants (code de l'OCDE sur la maîtrise de la supply chain des minerais 3 T et code ICMI pour la gestion du transport du cyanure) pour pallier l'absence de règles internationales claires dans ce domaine.
- Une vigilance spécifique en phase d'import à travers une approche qualitative stricte, des critères précis et une méthodologie de screening des projets.
- Une vigilance adaptée en phase d'export, à travers des procédures spécifiques déployées sur les minerais 3T, la sélection de partenaires conformes aux meilleurs standards internationaux, audits indépendants, procédures QHSE et consultation des parties prenantes.



2.1

2 PRÉVENIR LA CORRUPTION ET LE TRAFIC D'INFLUENCE

Une attention particulière accordée aux zones géographiques et à l'exposition des différentes activités de Bolloré Logistics aux risques de corruption

Bolloré Logistics, acteur mondial de la supply chain, opère sur les cinq continents et travaille régulièrement avec des milliers de fournisseurs ou de sous-traitants. L'entreprise agit comme un agrégateur de solutions de transport et logistique (achats et vente de capacité de fret, logistique, transport multimodal...), elle doit être continuellement vigilante sur l'intégrité des tiers avec lesquelles elle est en relation, pour prévenir tout risque de corruption, d'atteinte aux droits humains ou à l'environnement.

La loi française du 9 décembre 2016 dite « Sapin II » impose aux entreprises françaises employant au moins cinq cents salariés et dont le chiffre d'affaires ou le chiffre d'affaires consolidé est supérieur à 100 millions d'euros, de prendre des mesures destinées à prévenir et à détecter la corruption et le trafic d'influence. La mise en œuvre de la cartographie des risques de corruption répond à un double enjeu : appréhender les facteurs susceptibles d'affecter les activités et leur performance, dans l'objectif de se prémunir contre les conséquences juridiques, humaines, économiques et financières que pourrait générer une vigilance insuffisante, et permettre une plus grande connaissance et donc une meilleure maîtrise de ces risques. Outil de pilotage des risques, la cartographie des risques de corruption permet l'identification des risques de corruption, la comparaison et l'évaluation du traitement actuel des risques de corruption, l'identification des risques de corruption persistant après la mise en œuvre de stratégies d'atténuation, la mobilisation de l'organisation grâce à une méthode et un outil commun déterminé par le projet d'adaptation décrit plus bas. Elle constitue le socle de la stratégie de gestion des risques de corruption du Groupe Bolloré au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce. Une attention particulière a été accordée aux zones géographiques et à l'exposition des différentes activités de Bolloré Logistics aux risques de corruption.

Concernant la mise en examen de la holding du Groupe Bolloré dans l'enquête sur des soupçons de corruption dans le cadre de l'obtention de concessions portuaires en Afrique de l'Ouest, il est à noter que la business unit Bolloré Logistics n'est pas concernée (pour plus d'informations concernant les investigations/enquêtes et les allégations en question à l'encontre de la société et de ses représentants, voir les commentaires de la page 131 du document d'enregistrement universel 2019 du Groupe Bolloré, accessible en ligne.

Un système de management de la conformité éthique et anticorruption épousant les cadres réglementaires mondiaux

Afin d'assurer la conformité aux lois régissant l'éthique des affaires, la Direction Éthique et Conformité du Groupe Bolloré, et par conséquent Bolloré Logistics, ont déployé un programme de conformité inspiré des standards internationaux en la matière, notamment les lignes directrices de l'AFA (Agence française anticorruption), du FCPA américain, de l'OFAC américain et du Serious Fraud Office britannique. Ce système vise à prévenir, détecter et dissuader et repose sur les piliers suivants :



- **L'engagement de l'instance dirigeante** : les instances dirigeantes de Bolloré Logistics condamnent la corruption et le trafic d'influence, les pratiques anticoncurrentielles, veillent au respect des programmes de sanctions économiques et préviennent les atteintes à l'environnement ;
- **Un Code de conduite** : afin de se conformer à l'engagement de l'instance dirigeante de Bolloré Logistics, le Code de conduite définit et illustre les différents types de comportements à proscrire. L'intégrité dans la conduite de nos affaires est un élément phare du Code de conduite auquel toutes les filiales, les mandataires, les collaborateurs du Groupe et partenaires commerciaux agissant au nom du Groupe doivent se conformer ;
- **Un dispositif d'alerte** : Ce dispositif d'alerte professionnelle permet aux membres du personnel des sociétés du Groupe Bolloré et aux collaborateurs occasionnels du Groupe de porter à connaissance un crime ou un délit, une violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, une menace pour l'intérêt général dont ils auraient eu personnellement connaissance. Il permet également à toute personne de signaler



l'existence ou le risque de réalisation d'atteintes graves aux droits humains et libertés fondamentales, à la santé et la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement, résultant des activités des sociétés du Groupe Bolloré ou de leurs sous-traitants ou fournisseurs;

- **La cartographie des risques :** des cartographies des risques de corruption et de trafic d'influence ont été réalisées afin de mettre en œuvre des plans d'action visant à atténuer ces risques;
- **Les Réalisations des Plans d'Actions (RPA) :** dispositif mondial propre à chaque pays et consolidé par région présentant le suivi de la Réalisation du Plan d'Actions local en réponse à la cartographie des risques permettant de réduire le risque voire de l'éliminer. Chaque RPA pays présente un taux de réalisation par action. Ce dispositif est déployé sur 100% du périmètre ;
- **L'évaluation des tiers :** dans le cadre de notre processus de référencement, nous veillons à ce que nos fournisseurs, sous-traitants et autres partenaires commerciaux se conforment à notre Code de conduite, et nous les évaluons avec un dispositif fondé sur une approche par les risques;
- **Les contrôles comptables anticorruption :** ces contrôles permettent d'exercer des contrôles spécifiques à différents niveaux de l'organisation;
- **Le dispositif de formation :** nous nous assurons que nos collaborateurs ont une bonne compréhension du Code de conduite et nous formons spécifiquement les employés identifiés comme exposés à un risque. Des sessions de formation sont organisées en présentiel ou à distance (e-learning) pour promouvoir le Code de conduite et le dispositif d'alerte professionnelle;
- **Le dispositif de contrôle et d'évaluation interne du système :** un reporting dédié vise à collecter des informations sur nos filiales, leurs activités, actionnaires, administrateurs, collaborateurs et partenaires.

Inspirées des meilleurs standards internationaux, les recommandations de l'AFA complètent le dispositif mis en place par la loi Sapin II et constituent à ce titre le référentiel anticorruption français. C'est ce référentiel qui a été adopté par le Groupe Bolloré en mettant en place un projet spécifique d'adaptation de son système anticorruption à ces recommandations. Ce projet a été lancé en janvier 2018 par les instances dirigeantes qui en ont fait une priorité, sous la direction du Directeur de la conformité. Il est mené en trois étapes à travers les quatre chantiers clés que sont :

- La cartographie des risques de corruption couvrant les principaux métiers;
- Le reporting de conformité anticorruption;
- Les plans d'action siège et terrain (RPA);
- La structuration du réseau de délégués conformité dans le monde et la formation des collaborateurs.

L'année 2019 a été l'année du déploiement des actions à long terme reposant sur la dynamique du projet incarnée par les acteurs clés que sont les Directions générales des activités, les interlocuteurs par Division, les fonctions support et les experts extérieurs qui aident le Groupe à réaliser ce déploiement. Cette mise en œuvre concerne toute l'organisation du Groupe au siège et dans les filiales. Par ailleurs, les très nombreuses sollicitations de la part des tiers au cours de l'année ont amené la Direction de la conformité à se mobiliser afin de répondre aux attentes des parties prenantes dans le domaine de l'anticorruption, mais aussi dans le domaine des sanctions internationales, à nouveau très présentes en 2019. Conformément au Code de conduite du groupe Bolloré et à sa politique Sanctions internationales, Bolloré Logistics interdit toute transaction qui implique directement ou indirectement les pays sous embargo. Des lignes directrices ont été intégrées dans les systèmes informatiques de Bolloré Logistics afin de bloquer toute opération dans le Transport Management System (TMS) liée à ces pays. Des informations concernant les pays sous sanctions sectorielles sont également transmises aux équipes opérationnelles dans tous les pays du réseau de Bolloré Logistics et des alertes automatiques dans le TMS soumettent ces dossiers spécifiques d'exports et imports à une demande préalable d'accord de la Direction Conformité. Ce système de gestion va se renforcer encore en 2021 avec l'intégration d'un logiciel spécifique de gestion permettant une vérification plus fine des personnes et des catégories de produits importés.

Depuis 2016, le groupe a rejoint l'organisation Trace en tant que membre. TRACE International, Inc. est une organisation reconnue mondialement dans la lutte contre la corruption et est également fournisseur de solutions de gestion des risques des tiers. L'adhésion à TRACE aide les entreprises à mener leurs activités dans le respect de la déontologie et du respect de la loi américaine sur les pratiques de corruption à l'étranger (FCPA), de la loi sur la corruption du Royaume-Uni (UK Bribery Act) et autres lois anticorruption. Pour l'instant, les filiales Bolloré Logistics UK, USA, Singapore, Kenya et Côte d'Ivoire sont certifiées. Une démarche globale de certification de Bolloré Logistics au niveau corporate a été menée en 2019; sa finalisation est prévue à fin 2020.

Enfin, l'objectif à moyen terme pour le Groupe est d'obtenir la certification 37001. Le process à mettre en œuvre est actuellement à l'étude ainsi que le choix de l'organisme certificateur.



Une adaptation permanente du système anticorruption de Bolloré Logistics dans le respect des recommandations de l'AFA

Cette gestion de l'adaptation du système anticorruption en mode projet, qui a permis une très forte mobilisation du Groupe à la hauteur de la priorité fixée, a été rendue possible par la consolidation des moyens humains et de l'expertise du Groupe dans le domaine de l'anticorruption, permettant de suivre le déploiement des actions identifiées dans le cadre du projet, mais aussi dans l'accompagnement spécifique via des outils informatiques dédiés.



Mesures menées en 2019-2020 par la direction éthique et conformité et déployées sur le périmètre global de Bolloré Logistics.

DOMAINES	DESCRIPTIF DES ACTIONS
Engagement de l'instance dirigeante	Suivi de la mise en œuvre et de l'efficacité du programme de conformité anticorruption par les trois instances de gouvernance que sont le Comité d'audit du Groupe, le Comité Éthique – RSE et anticorruption et, mois après mois, par les Présidents et Directeurs généraux Groupe et divisions. Les communications réalisées par ces mêmes instances dirigeantes au siège et sur le terrain, comme celle sur la mise en place du dispositif d'alerte en France en septembre 2019 accompagnée d'un message à plus de 7 500 collaborateurs en France; la tenue pour la deuxième année consécutive de la Journée internationale de lutte contre la corruption, réalisée le 9 décembre avec une forte implication de la Direction générale au siège et dans les filiales de Bolloré Logistics, qui a mobilisé plus de 7 600 de nos collaborateurs dans le monde; le dépliant intitulé « Programme de conformité » réalisé à cette occasion est disponible sur le site internet du Groupe; l'appréciation de la performance des principaux managers des filiales du réseau qui sont évalués au global pour 25% de leur bonus, dont 12,5% sur l'application des règles de conformité concernant l'embauche et l'intégration des nouveaux salariés et la diffusion du Code de conduite, et 12,5% sur l'appréciation de la Réalisation des Plans d'Action.
Code de conduite	Diffusion dans sa version actuelle au dernier trimestre 2018, il est disponible sur le site internet du Groupe et intégré à hauteur de 92% aux règlements intérieurs des établissements. La mise à jour du Code de conduite est en cours, avec une diffusion mondiale prévue pour le 9 décembre 2020 à l'occasion de la Journée internationale de la lutte contre la corruption.
Procédures opérationnelles	En vue d'une adaptation permanente de son système anticorruption, dans le respect des recommandations de l'AFA, les procédures « Paiements de facilitation » et « Cadeaux et invitations » ont été mises à jour et communiquées par le Président-directeur général en juin 2020 pour une diffusion mondiale en vue de leur application dans toutes les entités de Bolloré Logistics. Les procédures « Conflits d'intérêts », « Mécénat et sponsoring » et « Lobbying et concurrence » seront mises à jour et déployées dans leur nouvelle version d'ici fin 2020.
Dispositif d'alerte	Ce dispositif d'alerte professionnelle permet à tout collaborateur du Groupe Bolloré ou de ses partenaires commerciaux et à tout individu dont les intérêts sont susceptibles d'être affectés par l'activité du Groupe de porter à sa connaissance un crime ou un délit, une violation grave et manifeste de la loi ou du règlement, une menace pour l'intérêt général ou des agissements contraires au code de conduite du Groupe. La personne effectuant un signalement recevable par le biais du site https://alert.bollore.com bénéficie du statut de lanceur d'alerte (confidentialité de ses données personnelles et absence de sanction disciplinaire). Les signalements peuvent notamment concerner la corruption et le trafic d'influence, les pratiques anticoncurrentielles, le non-respect de programmes de sanctions économiques, les atteintes à l'environnement, à la santé et la sécurité des personnes, les violations de droits humains et libertés fondamentales, les discriminations et le harcèlement moral ou sexuel.
Cartographie des risques de corruption	Afin de faire face aux risques spécifiques aux activités de transport et de logistique ainsi qu'aux exigences de ses employés et partenaires commerciaux, le directeur Conformité de Bolloré Logistics conduit une évaluation annuelle des risques de corruption et définit des plans d'action afin d'atténuer les risques identifiés. Cette évaluation des risques de corruption est également conduite aux différents niveaux de l'entreprise pour adapter l'évaluation de risques en local en fonction des activités opérationnelles et de la zone géographique, puis mettre en place les mesures correspondantes à chaque typologie de risque.
Tiers	En 2019, dans le cadre de la procédure de due diligence, un screening de près de 3 000 fournisseurs prioritaires a été effectué. En 2020, succédant à la démarche prioritaire qui avait été adoptée dans un premier temps, une démarche d'évaluation des fournisseurs, basée sur une approche par les niveaux de risque et répondant aux exigences du référentiel tout en s'adaptant au modèle économique et à l'organisation opérationnelle du Groupe a été finalisée pour une mise en application dans toutes les filiales du réseau mondial. Concernant la sélection des intermédiaires, une nouvelle procédure dédiée a également été établie (voir page 70).



DOMAINES	DESCRIPTIF DES ACTIONS																																																															
Contrôles comptables anticorruption	<p>Les contrôles comptables, au nombre de 20, sont réalisés par les directions financières de chaque pays en lien avec le Contrôle interne de la Direction Financière.</p> <table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="background-color: #d3d3d3;">CONTRÔLES COMPTABLES ANTICORRUPTION</th> <th style="background-color: #d3d3d3;">PROCESSUS</th> <th style="background-color: #d3d3d3;">SOUS-PROCESSUS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td>CC01</td><td>Achats/Trésorerie</td><td>Paiement de factures fournisseurs</td></tr> <tr><td>CC02</td><td>Trésorerie</td><td>Bons provisoires</td></tr> <tr><td>CC03</td><td>Paie</td><td>Remboursements NDF</td></tr> <tr><td>CC04</td><td>Opérations</td><td>Revue des marges</td></tr> <tr><td>CC05</td><td>Débours</td><td>Contrôle débours débiteurs</td></tr> <tr><td>CC06</td><td>Débours</td><td>Contrôle débours créditeurs</td></tr> <tr><td>CC07</td><td>Investissements</td><td>Validation DAC et entrée en stocks</td></tr> <tr><td>CC08</td><td>Fournisseurs</td><td>Choix du fournisseur</td></tr> <tr><td>CC09</td><td>Achats</td><td>Cadeau/invitation</td></tr> <tr><td>CC10</td><td>Opérations</td><td>Émissions d'avoires</td></tr> <tr><td>CC11</td><td>Fournisseurs</td><td>Transporteurs</td></tr> <tr><td>CC12</td><td>Trésorerie</td><td>Paiement</td></tr> <tr><td>CC13</td><td>Autres</td><td>Mécénat</td></tr> <tr><td>CC14</td><td>Trésorerie</td><td>Gestion de la caisse</td></tr> <tr><td>CC15</td><td>Opérations</td><td>Facturation</td></tr> <tr><td>CC16</td><td>Comptabilité générale</td><td>Réserves fournisseurs & clients</td></tr> <tr><td>CC17</td><td>Trésorerie</td><td>Rapprochements bancaires</td></tr> <tr><td>CC18</td><td>Comptabilité générale</td><td>Écritures manuelles (OD)</td></tr> <tr><td>CC19</td><td>Opérations sur le capital</td><td>Émissions d'actions</td></tr> <tr><td>CC20</td><td>Intermédiaires</td><td>Paiement commissions</td></tr> </tbody> </table>	CONTRÔLES COMPTABLES ANTICORRUPTION	PROCESSUS	SOUS-PROCESSUS	CC01	Achats/Trésorerie	Paiement de factures fournisseurs	CC02	Trésorerie	Bons provisoires	CC03	Paie	Remboursements NDF	CC04	Opérations	Revue des marges	CC05	Débours	Contrôle débours débiteurs	CC06	Débours	Contrôle débours créditeurs	CC07	Investissements	Validation DAC et entrée en stocks	CC08	Fournisseurs	Choix du fournisseur	CC09	Achats	Cadeau/invitation	CC10	Opérations	Émissions d'avoires	CC11	Fournisseurs	Transporteurs	CC12	Trésorerie	Paiement	CC13	Autres	Mécénat	CC14	Trésorerie	Gestion de la caisse	CC15	Opérations	Facturation	CC16	Comptabilité générale	Réserves fournisseurs & clients	CC17	Trésorerie	Rapprochements bancaires	CC18	Comptabilité générale	Écritures manuelles (OD)	CC19	Opérations sur le capital	Émissions d'actions	CC20	Intermédiaires	Paiement commissions
	CONTRÔLES COMPTABLES ANTICORRUPTION	PROCESSUS	SOUS-PROCESSUS																																																													
	CC01	Achats/Trésorerie	Paiement de factures fournisseurs																																																													
	CC02	Trésorerie	Bons provisoires																																																													
	CC03	Paie	Remboursements NDF																																																													
	CC04	Opérations	Revue des marges																																																													
	CC05	Débours	Contrôle débours débiteurs																																																													
	CC06	Débours	Contrôle débours créditeurs																																																													
	CC07	Investissements	Validation DAC et entrée en stocks																																																													
	CC08	Fournisseurs	Choix du fournisseur																																																													
	CC09	Achats	Cadeau/invitation																																																													
	CC10	Opérations	Émissions d'avoires																																																													
	CC11	Fournisseurs	Transporteurs																																																													
	CC12	Trésorerie	Paiement																																																													
	CC13	Autres	Mécénat																																																													
	CC14	Trésorerie	Gestion de la caisse																																																													
	CC15	Opérations	Facturation																																																													
	CC16	Comptabilité générale	Réserves fournisseurs & clients																																																													
	CC17	Trésorerie	Rapprochements bancaires																																																													
	CC18	Comptabilité générale	Écritures manuelles (OD)																																																													
CC19	Opérations sur le capital	Émissions d'actions																																																														
CC20	Intermédiaires	Paiement commissions																																																														
	<p>Dans une démarche d'amélioration continue, les travaux menés en 2020 ont conduit à une évolution de l'organisation consistant à intégrer la direction d'audit interne du Groupe pour plus d'efficacité. Celle-ci doit dans le cadre de ses missions d'audit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • contrôler que les contrôles comptables sont effectivement réalisés comme prévu ; • appréhender plus largement la robustesse du système de conformité. <p>Un programme d'audits sur 30 pays est programmé sur 2021 (initialement prévu en 2020, reporté sur 2021 en raison de la crise sanitaire).</p>																																																															
Dispositif de formation	<p>Fin 2018, début 2019, une campagne de formation massive des salariés a conduit à former 96% des salariés de Bolloré Logistics sur les thèmes Compliance, Sanctions commerciales et Anti-corruption. Les plans de formation sont déployés avec les propres outils internes à la fois pour la sensibilisation et pour les formations renforcées destinées aux personnels les plus exposés. Poursuivant les actions engagées, huit modules d'e-learning spécifiques ont été développés et déployés lors de la formation des délégués en local en novembre 2019, pour pouvoir être ensuite mis en œuvre avant fin 2020 dans les filiales. Les modules Conflits d'intérêt, Cadeaux et invitations, Paiements de facilitation, Intermédiaires, Mécénat et sponsoring, Embauche, Sanctions internationales, Concurrence et cartels sont ainsi devenus obligatoires pour tous les General Managers, ainsi que le management des fonctions Finance & Audit, Sécurité, Sécurité, Qualité & HSE, Ressources humaines, Juridique, Fiscalité & Assurances, Freight Forwarding, Achats, RSE, Éthique & Compliance, Commercial & Marketing, Opérations industrielles, R&D, Infrastructures (excepté le module Sanctions internationales). Moins à risque, le management des fonctions Communication et Assistanat de direction, Immobilier & Services techniques, Systèmes d'information suit principalement les modules Conflits d'intérêt, Cadeaux et invitations, Mécénat et sponsoring. Ces modules ont été envoyés aux populations concernées en septembre 2020 et sont en cours de réalisation.</p>																																																															
Dispositif de contrôle et d'évaluation interne	<p>Comme énoncé, le dispositif de contrôle de l'application du système général de conformité est désormais intégré dans le département audit interne du Groupe Bolloré. Sur 2021, un dispositif d'audits ciblant 30 pays du réseau Bolloré Logistics est programmé (initialement prévu sur 2020, report dû à la crise sanitaire). Par ailleurs, 12 contrôles du dispositif conformité anticorruption réalisés par la direction centrale conformité sont planifiés sur le quatrième trimestre 2020 sur les pays suivants : Mexique, Inde, Qatar, Chine, Indonésie, Vietnam, France, Côte d'Ivoire, Nigéria, Cameroun, Kenya et Mozambique.</p>																																																															



Procédure de sélection et de référencement des intermédiaires et des courtiers en douane de Bolloré Logistics

L'objectif de cette procédure est de détailler les processus et les règles régissant les relations avec les Intermédiaires que Bolloré Logistics a mandatés ou mandatera en son nom pour soutenir le développement commercial de Bolloré Logistics ou pour assurer l'interface avec les autorités publiques locales.

Les Intermédiaires, selon le modèle d'affaires de Bolloré Logistics, sont les agents de représentation (en gestion locale ou centrale), les apporteurs d'affaires, les consultants commerciaux, les distributeurs, les intermédiaires en fusions et acquisitions, les tiers intervenant pour réaliser des formalités administratives ; cette procédure concernant également les courtiers en douane.

Cette procédure repose sur des principes clés régissant les relations contractuelles avec les Intermédiaires :

- Les Intermédiaires sont tenus de respecter le Code de conduite du Groupe Bolloré ;
- Ils sont impérativement sélectionnés par Bolloré Logistics.

- Ils doivent impérativement déclarer avoir pris connaissance et s'engager à respecter les dispositions du Code de conduite du Groupe Bolloré et de la législation nationale et internationale en matière de lutte contre la corruption ;
- Les Intermédiaires agissent dans le cadre d'un mandat et d'obligations clairement définis ;
- Leurs compétences sont soigneusement évaluées avant toute nomination, au vu de la mission à exécuter et de leur conformité avec les principes du Code de conduite du Groupe Bolloré ;
- Leur rémunération est notamment liée à la complexité du mandat attribué, de la valeur ajoutée de l'Intermédiaire et des standards généralement appliqués sur le marché ou le territoire concerné ;
- Un contrat consigne formellement la relation établie entre Bolloré Logistics et un Intermédiaire.

Pour compléter la procédure, un circuit de validation désignant responsabilité, approuvateur et destinataire a été clairement établi pour chacune des étapes, du processus de l'identification de l'intermédiaire à l'archivage des éléments.

Lutte contre l'évasion fiscale

Bolloré Logistics a intégré la loi n°2018-898 du 23 octobre 2018 relative à la lutte contre la fraude fiscale, sociale et douanière et de la modification corrélative de l'article L.225-102-1, III, du Code de commerce, et a lancé plusieurs actions en vue de se conformer aux exigences de cette nouvelle loi. S'agissant de l'objectif de lutte contre l'évasion fiscale, bien que le Groupe Bolloré dispose déjà de processus internes, applicables au périmètre Bolloré Logistics, permettant de répondre aux exigences de cette loi, certains doivent encore faire l'objet d'adaptation.

Dans un souci de prévention des risques fiscaux, des modes d'organisation adéquats ont été mis en place au niveau du Groupe, afin de s'assurer que l'impôt est correctement calculé et payé dans les délais dans les États dans lesquels il est dû. Il en est de même concernant les obligations déclaratives dont les sociétés du Groupe sont redevables. Lorsqu'une société du Groupe fait l'objet d'un contrôle fiscal, le personnel adéquat et/ou des conseils extérieurs sont affectés à cette procédure de contrôle, afin de faciliter son bon déroulement et permettre sa clôture dans les meilleurs délais (*les principes, démarches et procédures en place sont décrits dans le Document d'enregistrement universel du Groupe Bolloré 2019, page 76*).



2.1

3 DÉPLOYER UNE POLITIQUE D'ACHATS RESPONSABLES

Une politique d'achats responsables transverses aux enjeux RSE de Bolloré Logistics

À travers chacun des quatre piliers de son programme RSE « Powering Sustainable Logistics », Bolloré Logistics s'attache à améliorer les politiques, procédures et actions qui entourent sa démarche d'achats responsables sur l'ensemble des 109 territoires où l'entreprise exerce ses activités.

Bolloré Logistics doit être continuellement vigilante sur l'intégrité des tiers avec lesquelles elle est en relation, pour prévenir affaires de corruption, d'atteinte aux droits humains ou à l'environnement. Le risque pour Bolloré Logistics serait alors juridique, commercial et financier.

Bolloré Logistics, un des dix premiers opérateurs de logistique mondiaux, avec une forte présence en Afrique, travaille régulièrement avec plusieurs milliers de fournisseurs ou de sous-traitants. L'entreprise est un acteur global de la supply chain où elle agit comme un agrégateur de solutions de transport et logistique (achats et vente de capacité de fret, logistique, transport multimodal...).

Compte tenu de son modèle économique, le poids des achats de Bolloré Logistics au regard de son chiffre d'affaires est très important. La majorité des achats réalisés se concentre sur quatre familles :

- *Les achats opérationnels, propres à Bolloré Logistics. Les achats de fret sont au cœur des activités de Bolloré Logistics. Cette catégorie représente 90% du montant total des achats de Bolloré Logistics. Au sein de ce segment, les achats de capacités maritimes et aériennes comptent pour 70% du volume financier. Les 30% restants concernent les achats de transport routier;*
- *Les achats opérationnels recouvrent également la partie entreposage lorsqu'elle est sous-traitée à un prestataire externe;*
- *Les investissements en Capex (infrastructures), concentrés autour des grands projets de construction dans le monde (immeubles de bureaux et entrepôts). Cette famille d'achats est commune à l'ensemble du Groupe Bolloré ;*
- *Les achats généraux, aussi appelés « hors production » : informatique, téléphonie, voyages, carburant... Cette famille d'achats est commune à l'ensemble du Groupe Bolloré ;*
- *Les achats industriels : engins de levage, racks, camions... Cette famille d'achats est commune à l'ensemble du Groupe Bolloré.*

Chaque famille d'achats est gérée par une équipe centrale déclinée par un réseau de correspondants locaux. L'ensemble des achats est placé sous l'autorité du Directeur des Achats du Groupe Bolloré, qui siège au Comité Éthique et RSE du Groupe.

Chacun des directeurs des quatre familles d'achats a désigné deux référents Éthique et RSE au sein de son équipe. Ces référents Éthique et RSE participent au Comité de pilotage du programme RSE de Bolloré Logistics : « Powering Sustainable Logistics ».

Harmonisation de la politique d'achats responsables en tenant compte des spécificités locales

Le Code de Conduite (révisé une première fois en 2017, nouvelle version prévue qui sera diffusée à l'occasion de la Journée internationale de lutte contre la corruption) et la Charte Éthique et RSE (mise à jour en 2020) du Groupe Bolloré, sont les documents de référence de chacune des divisions et business units, dont Bolloré Logistics. Après la Charte Diversité et Inclusion (2018), la Charte des Droits Humains (2019), la politique d'achats responsables a été formalisée dans une Charte Achats Responsables en 2020. La Charte Achats Responsables reprend notamment les éléments contenus dans la Charte Éthique et RSE, le Code de conduite, la Charte Diversité et Inclusion et la Charte des Droits Humains, dans la mesure où ils s'appliquent à la relation avec les fournisseurs. L'ensemble de ces documents sont disponibles sur www.bolloré.com et sur www.bolloré-logistics.com. De même, les fournisseurs ont accès au dispositif d'alerte en ligne sur www.bolloré.com.

La Charte Achats Responsables, signée par le Directeur des Achats du Groupe, décrit les principes fondamentaux qui régissent les relations de chacune des entités du Groupe Bolloré avec ses fournisseurs. Elle repose sur les valeurs du Groupe et ses engagements internationaux à travers les conventions fondamentales de l'OIT, le Pacte Mondial des Nations Unies et les principes directeurs de l'OCDE. La Charte Achats Responsables formalise : les règles de déontologie auxquelles les équipes Achats doivent se conformer ; l'engagement du Groupe à formaliser un processus de sélection transparent ; les attendus du Groupe envers ses fournisseurs en matière environnementale, sociale et éthique.

Approche de gestion par les risques

En complément de la cartographie Groupe (cf. pages 32 et 33), la Direction des Achats a développé au premier semestre 2020 une cartographie des risques relatifs aux enjeux de la RSE.

Les critères considérés ont notamment été les suivants :

- **Risque Pays.** La nationalité du fournisseur ou du sous-traitant a une influence sur son profil de risque et doit être prise en compte au regard de l'Indice de Perception de la Corruption tel que publié chaque année par l'organisme Transparency International. Pour les droits humains, un indice de criticité pays a été défini en se référant à plusieurs indices, notamment l'Indice de Développement Humain de l'ONU, le Global Slavery Index, le Human Freedom Index;
- **Risque lié à la structure de l'actionnariat** (par exemple, une société cotée en Bourse a des obligations de contrôle et de publication de ses comptes);
- **Risque lié au volume d'achats effectué avec le fournisseur ou le sous-traitant;**
- **Processus opérationnel** (par exemple, utilisation d'un outil avec chaîne de validation en fonction de seuils...).

Chacune des quatre familles d'achats a établi une matrice de risque pour déterminer le poids de chacun des critères, puis a procédé au classement des fournisseurs selon quatre classes de risques : mineur, modéré, élevé, majeur. La classe de risque de chaque fournisseur a été inscrite dans les bases de données utilisées pour référencer les fournisseurs. Chaque nouveau fournisseur fait l'objet d'une analyse de risque avant référencement. En fonction de la classe de risque, des enquêtes complémentaires peuvent être menées.

Mise en œuvre de la politique d'évaluation des fournisseurs et des sous-traitants

En fonction de la classe de risque du fournisseur ou du sous-traitant, les directions achats concernées doivent collecter et analyser des informations spécifiques pour les fournisseurs ou sous-traitants les plus à risque afin d'identifier les éventuels éléments d'alerte. Pour les classes de risque « Élevée » ou « Majeure », une analyse approfondie de l'intégrité du fournisseur ou du sous-traitant doit être menée afin de s'assurer de l'absence d'éléments d'alerte. Parmi ces mesures approfondies figurent notamment : le recours à un prestataire externe de screening, l'administration d'un questionnaire de « Due diligence » d'une centaine de questions sur les sujets corruption, droits humains et environnement, l'analyse des réponses à ce questionnaire et des audits en présentiel.

Dès le niveau de risque « modéré », des clauses RSE sont inscrites dans les contrats et dans les Conditions Générales d'Achats. Le Code de Conduite et la Charte Achats Responsables sont envoyés aux fournisseurs, qui doivent les retourner signés.

Achats de fret

Le cœur de métier de Bolloré Logistics consistant à acheter des capacités de transport pour acheminer le fret de ses clients, cette famille d'achats, qui représente 90% du montant total des achats, est critique et fait l'objet depuis de nombreuses années de procédures de qualification, référencement, évaluation et audit plus poussées que les autres familles d'achats même lorsque le risque RSE est mineur ou modéré.

Les achats opérationnels font l'objet d'une procédure centralisée : « Management System Procedure – Vendor Management », dont la qualité a été soulignée par l'Organisme Tiers Indépendant en charge de l'audit de triple certification « SMI » de Bolloré Logistics en mai 2020.

Pour le fret aérien et maritime, le référencement des fournisseurs est global et la contractualisation centralisée au département Corporate des achats fret. Le périmètre relatif à ces catégories d'achats de fret couvre le monde entier avec 94% des volumes d'achats réalisés avec des partenaires internationaux et les procédures de référencement, de qualification et de contractualisation sont très encadrées.

84% Le top 30 des fournisseurs de fret aérien représente 84% du total du volume transporté.

94% Pour le fret maritime, 25 contrats représentent 94% des volumes transportés.

100% des compagnies maritimes et aériennes sont référencées dans la base de données interne Moïra.

Mi-2020, 410 armateurs étaient référencés sur la base Moïra pour l'ensemble du fret maritime. Le nombre de compagnies aériennes référencées était de 321. Le process de référencement est le suivant :

- Le demandeur renseigne un formulaire de demande de création de la compagnie maritime ou aérienne dans Moïra. Il doit joindre le Certificat d'Engagement signé par la compagnie attestant qu'elle respecte le Code de conduite du Groupe Bolloré et le questionnaire « Due Diligence » intégrant les dispositions des lois Sapin II et Devoir de vigilance, complété par la compagnie ;
- La Direction Éthique et Conformité vérifie les documents ainsi reçus. S'ils sont conformes, la création de la compagnie aérienne ou maritime est validée. L'interface de Moïra avec les systèmes d'information opérationnels est activée. Ainsi, il est impossible de créer un dossier d'expédition avec une compagnie maritime ou aérienne dont le référencement n'aurait pas été validé.



Outre le référencement, les compagnies aériennes et maritimes globales représentant 94 % des volumes d'achats font l'objet d'une contractualisation revue chaque année. Le contrat comporte des clauses éthiques et RSE. Sont annexés au contrat quatre documents que la compagnie doit retourner complétés et signés :

- Code de conduite;
- Charte Achats Responsables;
- Questionnaire « Due diligence » intégrant les dispositions des lois Sapin II et Devoir de vigilance;
- Questionnaire RSE destiné à mesurer la maturité de la compagnie en termes de RSE et à obtenir des informations sur ses équipements (composition de la flotte, utilisation de carburants alternatifs...).

Le niveau de service attendu de la compagnie (Service Level Agreement : SLA) est indiqué dans le contrat. La performance RSE et la qualité de service de la compagnie font partie de ce SLA. Cette performance est discutée avec la compagnie lors de revues d'affaires mensuelles avec les plus grosses compagnies et trimestrielles avec les autres. Un compte rendu de ces revues d'affaires est envoyé aux compagnies. Si une dégradation du service ou de la performance par rapport au SLA attendu est constatée, un plan d'actions correctives est discuté avec le fournisseur. En outre, la performance par rapport au SLA de chaque compagnie est prise en compte dans l'algorithme alimentant la plateforme digitale de gestion de la décision d'achat, qui propose les solutions de transport aux opérateurs qui organisent les expéditions pour les clients. Ainsi, les compagnies maritimes ou aériennes avec une meilleure performance apparaîtront en tête de liste.

Pour le transport terrestre routier, l'achat de prestation est local dans sa très grande majorité (à l'exception des intégrateurs et expressistes qui sont pilotés par les départements centraux). Il existe un nombre important de fournisseurs de transport terrestre (6 000 dont 1 400 en Afrique). Leur référencement se fait via l'outil « LINK Partners ». Cet outil est une plateforme mondiale centralisée qui permet à toutes les entités de Bolloré Logistics de référencer leurs fournisseurs de transport terrestre sur des critères de sélection communs. Les transporteurs routiers doivent répondre à un questionnaire comportant différents volets, dont éthique, développement durable (révisé en 2019, puis en 2020, et comportant notamment des questions sur la composition de la flotte et l'utilisation de carburants alternatifs) et QHSE, et attacher les documents justificatifs. La soumission du questionnaire par le transporteur déclenche un circuit de contrôle et de validation chez Bolloré Logistics. Tout d'abord, les différentes fonctions support concernées (juridique, finance, assurance, QHSE, RSE, Éthique et conformité) contrôlent la conformité des réponses du transporteur sur leurs parties respectives. Si la conformité est confirmée, un relais route local ou pays appelé Transport Road Manager (200 répartis dans l'ensemble des pays) valide le référencement du transporteur. La base de données des transporteurs référencés est interfacée avec les outils informatiques opérationnels. Si le transporteur n'est pas référencé, il n'est donc pas possible pour un opérateur de commander une prestation de transport à ce fournisseur. LINK Partners comporte un système d'alerte informant le réseau des Transport Road Managers qu'un document transporteur a expiré. Le Transport Road Manager demande alors au transporteur d'enregistrer le document à jour. Depuis fin 2018, 100 % des transporteurs routiers actifs sont référencés.

Outre le référencement via LINK Partners, les départements QHSE des différents pays réalisent chaque année des audits en présentiel d'un panel de transporteurs routiers. Ces audits portent notamment sur la conformité réglementaire, la santé et la sécurité.

• **Audit systématique :**

- Si le transporteur routier est utilisé pour transporter de la marchandise sensible (ex : produits pharmaceutiques, alcool, tabac, parfums, aérosols, produits liés à l'industrie de la Défense...);
- Si le client le demande.

• **Audit selon un programme annuel :** 100% des transporteurs représentant 80% du montant total des achats route de chaque pays doivent être audités.

NOMBRE D'AUDITS PRÉVUS EN 2019	NOMBRE D'AUDITS RÉALISÉS EN 2019	POURCENTAGE AUDITS RÉALISÉS/ PRÉVUS 2019
373	294	79%

Dans le cas particulier des transporteurs routiers localisés en Afrique, les risques Éthique, santé/sécurité et RSE ont été jugés plus élevés que dans les autres continents. Les procédures ont été renforcées :

- 100% des relations avec les 1 400 transporteurs routiers sont contractualisées ;
- Une Charte des Transporteurs Route Afrique définissant très précisément les règles et obligations auxquelles les transporteurs routiers doivent se conformer est jointe au contrat. Sont également annexés un document comportant les règles générales du transport en Afrique et un document présentant les exigences QHSE à appliquer ;
- Outre les audits présentiels demandés par les clients ou pratiqués en cas de marchandise sensible, les équipes QHSE audient systématiquement les transporteurs effectuant des transports sur plusieurs pays ou sur des marchandises hors gabarit ;
- Des journées de sensibilisation des transporteurs aux procédures Éthique, QHSE et RSE sont organisées. En 2019, 25% des pays africains ont organisé une demi-journée ou une journée de sensibilisation et d'échange ;
- Les équipes QHSE peuvent être amenées à former en présentiel le personnel des transporteurs dans certains cas particulièrement sensibles.

Dans le cas où un transporteur maritime, aérien, routier fait l'objet de non-conformités répétées, celles-ci sont communiquées au directeur des opérations concerné. Celui-ci contacte le fournisseur pour lui demander de remédier au problème remonté. Le plan d'action convenu avec le fournisseur est enregistré par le QHSE dans sa plateforme digitale « Progress ». En cas de manquement grave ou d'absence d'action corrective, le fournisseur est désactivé des listes des fournisseurs référencés.

En ce qui concerne les entrepôts sous-traités à des prestataires externes, ils sont sélectionnés en local par le Directeur d'Agence, selon la conformité à un ensemble de critères dont en particulier :

- Réputation,
- Enseignements tirés des prestations passées ;
- Sécurisation des parcs et entrepôts (gestion des accès), protection des marchandises, certification AEO et/ou TAPA ;
- La qualité des ressources disponibles (humaines et équipements : manipulation, pesage, chambre froide, etc.) ;
- Les délais/calendriers proposés ;
- La compétitivité des tarifs ;
- La couverture financière du fournisseur (assurance notamment).

En fonction de la sensibilité des marchandises pouvant transiter par l'entrepôt (produits pharmaceutiques, marchandises dangereuses, alcool, tabac, parfums, produits aéronautiques ou produits de défense), un audit de préqualification est effectué pour vérifier les informations fournies par le fournisseur.

Les équipes QHSE audient en présentiel les entrepôts sous-traités une fois par an.





Autres familles d'achats

Les trois autres familles d'achats ci-dessous représentent 10% du montant total des achats.

Achats Infrastructures et Immobilier

Les achats de la famille Infrastructures et Immobilier sont constitués de deux catégories, à savoir :

- Les prestations intellectuelles (bureaux d'études, architectes, etc.);
- Les prestations de travaux (entreprises générales, prestataires de services, etc.).

Géographiquement, les projets de construction sont réalisés dans le monde entier.

Sous la responsabilité du Directeur Ingénierie et Construction, le département immobilier du siège travaille avec un réseau de collaborateurs dans les filiales, principalement affectées au suivi des travaux.

Environ la moitié des projets nécessitent de mener une étude d'impact sur l'environnement avant de commencer les travaux. De même, les contrats imposent des exigences en termes de HSE. À titre d'illustration, entre janvier et octobre 2020, 10 projets ont été menés : 5 études et 5 constructions. 6 études d'impact environnemental ont été réalisées sur ces 10 projets. 6 contrats comprenaient des clauses éthiques et RSE. 3 contrats couvrant 85% du montant total des constructions comportaient des clauses HSE.

Achats industriels

Les achats gérés par UNICAF, la centrale d'achats du Groupe Bolloré, concernent, pour Bolloré Logistics, à la fois du matériel logistique (ex. : engins de levage, camions) et des pièces détachées.

Les achats industriels ne font pas l'objet de contrat mais uniquement de bons de commandes. Depuis juillet 2020, la charte Achats Responsables est jointe pour signature à 100% des bons de commande.

Achats hors production

Les achats hors production regroupent cinq natures d'achats : les achats informatiques, les moyens généraux, la mobilité, les achats de voyages d'affaires, les études de marché.

À compter du 2^e semestre 2020, le département des achats hors production entame une démarche d'évaluation de ses fournisseurs sur l'ensemble des risques RSE grâce à la société de notation extra-financière EcoVadis.

Lorsque c'est possible, cette famille d'achats privilégie les produits et services avec un impact environnemental et/ou social positif. À titre d'exemples, en 2020 :

- Contrats « Garantie d'Origine » Énergie renouvelable pour 100% des sites en France;
- Introduction de véhicules hybrides et électriques et suppression des véhicules diesel dans la liste des véhicules de fonction;
- Achat de 1771 tonnes de papier recyclé (32% du total contre 28% en 2018);
- Recours à du personnel en situation de handicap pour certaines prestations de tri.

Formation des acheteurs

En 2019, les 4 directeurs centraux des départements achats et leurs 8 référents Éthiques et RSE ont été sensibilisés aux achats responsables.

En 2020, 95% des équipes centrales achats et locales ont été formées à la RSE en présentiel ou en webinar.

Dans le cas particulier des achats de fret, 82% des acheteurs de fret aérien et maritime ont en outre suivi le e-learning présentant l'offre de solutions de supply chain durables.



Évaluations de performance des acheteurs

Tous les acheteurs doivent appliquer la politique d'achats responsables : évaluation des risques pour les nouveaux fournisseurs avant référencement, application des mesures prévues en fonction de la classe de risque (clauses RSE dans le contrat, envoi du Code de conduite et de la Charte Achats Responsables, screening, questionnaire de due diligence...). En outre, les acheteurs ont des objectifs supplémentaires :

- Dans le cas particulier des achats hors production : suivre les scores des fournisseurs sur la plateforme EcoVadis et contacter ceux présentant des baisses de performance significatives ;
- Dans le cas particulier des achats de fret : sélectionner les fournisseurs proposant les solutions de transport les moins carbonées. Inclure le suivi des émissions de CO₂e et de polluants atmosphériques aux revues d'affaires organisées avec ces fournisseurs ;
- Tous les acheteurs doivent remonter à leur hiérarchie tout signalement ou controverse significative dont ils auraient connaissance sur les performances RSE d'un fournisseur ou d'une catégorie d'achats particulièrement exposée.

4 GARANTIR LA SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION PAR UN RENFORCEMENT DE LA CYBERSÉCURITÉ DE BOLLORÉ LOGISTICS ET CELLE DE SES PARTENAIRES ET CLIENTS

La digitalisation de la supply chain évolue et entraîne Bolloré Logistics dans une transformation rapide de son environnement, qui génère de nombreuses opportunités et de nombreux risques. Comme les autres entreprises, Bolloré Logistics est de plus en plus vulnérable face aux risques suivants :

- *risque d'atteinte à la réputation et de baisse du chiffre d'affaires due à la violation des données ;*
- *risques liés aux systèmes du fait d'un accès et d'un contrôle non autorisé d'un système ;*
- *vulnérabilité des systèmes inhérente au stockage des données et à l'informatique en cloud.*

Selon une étude menée en 2019 par le CESIN (Club des Experts de la Sécurité de l'Information et du Numérique), huit entreprises sur dix déclarent être fortement impactées par les cyberattaques. Celles-ci visent à obtenir des données sensibles pour l'entreprise ou des informations personnelles (ex. : données bancaires, logs de connexion...) afin de les exploiter ou de les revendre. Elles peuvent donc engendrer des conséquences importantes sur l'activité de l'entreprise (arrêt de la production, indisponibilité significative, perte de chiffre d'affaires, etc.) ce que souligne l'étude du CESIN. Hameçonnage (*phishing*) et « rançongiciel » (*ransomware*) sont des exemples connus d'actes malveillants portant préjudices aux particuliers et aux sociétés.

La politique de sécurité des systèmes d'information est conduite par la Direction des systèmes d'information organisée au niveau de la division Bolloré Transport & Logistics et animée par le Chief Information Security Officer. Elle a été mise à jour en 2019 et est donc applicable à l'ensemble des business units, dont Bolloré Logistics.

De cette politique sont élaborées les stratégies des systèmes d'information, ainsi que les chartes dédiées aux utilisateurs et administrateurs des systèmes d'information. Le Système de management de la sécurité des systèmes d'information a pour objectifs de :

- *prévenir en minimisant l'exposition aux risques au travers de mesures adaptées ;*
- *réagir de manière efficace face aux incidents et aux crises ;*
- *contrôler la bonne application des mesures et la conformité pour assurer un cadre d'amélioration continue de la sécurité de l'information.*

Le système de gestion de la sécurité du système d'information (SMSI) mis en place au sein du Groupe s'appuie sur la norme ISO 27001.2013, qui permet le pilotage de la sécurité dans l'ensemble de ses filiales à travers le monde. Il repose également sur un modèle de délégation et de responsabilité identifiées notamment à travers le réseau des LISO, local information security officer.

Dans ses activités d'organisateur de transport et logistique, Bolloré Logistics échange des données avec ses partenaires externes, tels que les fournisseurs de service de transport et de données et les clients. Aussi, l'entreprise intègre dans sa politique les enjeux de la cyber-résilience afin de :

- *Mettre en œuvre les mesures de sécurité pour répondre aux risques cyber identifiés par la Direction générale ;*
- *Garantir le service fourni aux clients de la direction des systèmes d'information pour répondre aux attentes des clients finaux de Bolloré Logistics ;*
- *Assurer la sécurité des données traitées pour le compte des clients ;*
- *Assurer la sécurité des données personnelles des utilisateurs du système d'information ;*
- *Se conformer aux exigences contractuelles et réglementaires en matière de sécurité de l'information.*

Aussi, un dispositif complet est en place, assorti de documents et procédures spécifiques telles que la stratégie de contrôle des accès, de sécurité des serveurs, de plan de sécurité par application, de backup, d'audits, de sécurité physique, etc. Un schéma directeur avec une roadmap sur trois ans est suivi périodiquement par la Direction générale de l'entreprise. Le processus de certification ISO 27001.2013 est en cours, avec un objectif de certification pour fin 2022.

En matière de gestion des risques, la DSI utilise notamment les solutions EGERIE. Un Security Operations Center a été mis en place en 2019 par Bolloré Transport & Logistics pour permettre à l'entreprise et à ses filiales de mieux répondre aux risques actuels et de développer leur résilience et leur expertise sur ces sujets sensibles d'atteinte à la sécurité de l'information. Les enjeux spécifiques de Bolloré Logistics dans ce domaine sont analysés et pris en compte dans une démarche de cybersécurité spécifique.



Depuis mai 2020, à la suite d'un incident majeur de cybersécurité sur l'une des filiales Bolloré Transport & Logistics en Afrique, la Direction générale a accéléré la roadmap en déployant de manière massive un processus renforcé sur l'ensemble du système d'information du périmètre. Afin de renforcer la capacité de détection des malveillances, Bolloré Logistics s'est équipé d'un logiciel antivirus avec EDR (Endpoint Detection and Response) qui permet de protéger l'entreprise grâce à l'utilisation d'une technologie émergente de détection des menaces sur les EndPoints (ordinateurs et serveurs) capable d'effectuer une analyse comportementale et de déclencher une réponse adéquate automatiquement. Toute attaque est donc par ce biais analysée poste par poste et avec une visibilité globale du parc. Ce monitoring EDR est couplé à un système NDR (Network Detection and Response) afin de renforcer la protection des réseaux utilisés par l'entreprise et de corréliser l'information avec l'analyse des activités des ordinateurs et serveurs pour contrer les cyberattaques.

Avec comme objectif de couvrir le plus largement possible ses assets (adresses IP, marques, noms de domaine, etc.), Bolloré Logistics fait aussi appel à une société extérieure de Cyber Threat Intelligence (CTI) pour obtenir un monitoring fin de son exposition sur Internet et déclencher des alertes permettant de mettre en place dans les délais les plus courts les actions adéquates assurant la défense périphérique de l'entreprise. Depuis 2016, un audit est aussi réalisé sur chacune des applications élaborées en

corporate et dans les pays concernés du réseau afin de tester l'exposition de ces programmes informatiques sur Internet avant leur intégration dans notre système d'information. Chacun des tests internes d'intrusion effectués périodiquement est assorti d'un plan d'actions en vue d'une mise en conformité. L'évaluation de l'analyse mensuelle des expositions de l'entreprise par rapport à d'autres secteurs d'activité atteste de la bonne gestion de ce risque par les équipes dédiées sur les 109 pays du réseau.

En matière de sensibilisation, Bolloré Transport & Logistics a recours aux solutions de l'entreprise Terranova. Deux e-learning Sécurité informatique ont été déployés en 2020, mis à disposition des collaborateurs des différentes business units, dont Bolloré Logistics, par la plateforme interne de formation interne. Le premier module « Hameçonnage » explique aux collaborateurs ce qu'est le hameçonnage et a deux objectifs principaux : comprendre ce qu'est le hameçonnage et identifier les menaces à la sécurité informatique, reconnaître et identifier les composantes d'un message et d'un site internet d'hameçonnage. Le deuxième module « Mots de passe » est un e-learning qui permet aux salariés de comprendre l'importance des mots de passe, d'apprendre à créer un mot de passe fort et relativement facile à mémoriser. À octobre 2020, 74% des collaborateurs de Bolloré Logistics ont été sensibilisés par ce biais aux atteintes à la sécurité de l'information.

2.1

5 GARANTIR LA PROTECTION DES DONNÉES DANS LE CADRE D'UNE DIGITALISATION CROISSANTE DES ACTIVITÉS

Les risques associés au défaut de protection des données personnelles conformément aux nouvelles règles issues du RGPD, entré en vigueur le 25 mai 2018, sont à prendre en considération par l'ensemble des sociétés du Groupe et plus particulièrement encore par celles exerçant des activités auprès de personnes physiques (en B to C). Au niveau de Bolloré Logistics, dont l'activité est en B to B, des mesures spécifiques ont été déployées pour se mettre en conformité avec le RGPD. Le déploiement mondial d'une stratégie digitale portée par Bolloré Logistics ne saurait se concevoir sans impérativement concilier les objectifs économiques et le respect des droits fondamentaux des personnes, dont le droit à la protection des données personnelles et de la vie privée. La digitalisation croissante des activités, ainsi que les services proposés nécessitent donc la mise en place de dispositifs permettant d'assurer aux utilisateurs finaux un traitement sécurisé de leurs données personnelles, conforme aux principes posés par le RGPD.

Afin de répondre à cet enjeu majeur, le Groupe Bolloré a mis en place un Comité de pilotage 'RGPD' dédié à la protection des données personnelles pour assurer le suivi des mesures prises.

Ce Comité de pilotage est composé de Data Protection Officers (DPO) désignés au sein du Groupe ainsi que des référents RGPD (juristes, représentants des systèmes, d'information, ressources humaines, achats, etc.). Il se réunit régulièrement, sur une base trimestrielle, afin de réaliser le bilan des actions en cours et de déterminer les prochaines étapes de déploiement. Les actions peuvent consister en :

- la mise en place des procédures internes (registre des traitements, analyses d'impact, gestion des incidents de sécurité, etc.) et des outils garantissant la prise en compte de la protection des données;
- la définition des actions/plans d'action afin de réduire les risques encourus par les personnes physiques, identifiés dans le cadre de la cartographie des traitements de données personnelles;
- la formation des collaborateurs à ces obligations.

Fin 2018, les salariés de la division Bolloré Transport & Logistics, dont les collaborateurs de la business unit Bolloré Logistics, ont été sensibilisés au traitement de leurs données personnelles par les Directeurs des Ressources Humaines (toutes divisions confondues). Une analyse d'impact des prestataires en charge de la gestion des données sensibles des salariés est en cours afin de mettre en place des plans d'actions adéquats selon les risques identifiés. Un process a été formalisé et les référents à contacter ont été identifiés et formés

pour répondre dans les délais. Pour tout nouveau contrat ou lors d'un renouvellement de contrat, les aspects de protection de données personnelles sont systématiquement intégrés afin de définir et de répartir les rôles et responsabilités entre les différentes parties. La protection des données personnelles et de la vie privée des collaborateurs fait l'objet d'un contrôle interne au sein de Bolloré Logistics. Enfin, pour toute création d'applicatifs internes, des cahiers des charges ont été élaborés pour que chaque nouvelle solution informatique soit en conformité avec la réglementation, notamment au regard du traitement « by design » et « by default ».

Mi-2019, les salariés des sociétés françaises du Groupe Bolloré ont pu également suivre un module de formation en ligne spécifique à la protection des données personnelles. 81 % des collaborateurs de Bolloré Logistics du périmètre Europe l'ont finalisé avec succès. Ce module a été complété par des sessions de sensibilisation adaptées aux spécificités des métiers, réalisées en présentiel auprès des collaborateurs par les DPO des différentes divisions. Elles ont également effectué, à destination de leurs salariés, des campagnes d'informations relatives aux traitements de leurs données personnelles. Concomitamment, les référents RGPD des Directions des Ressources Humaines des entités françaises et européennes ont été formés aux dispositions du règlement européen sur la protection des données et disposent d'une plateforme collaborative rassemblant les différents documents et procédures nécessaires à leur mise en conformité.

Enfin, le système de gestion de la sécurité du système d'information (SMSI) mis en place au sein du Groupe s'appuie sur la norme ISO 27001.2013, qui permet le pilotage de la sécurité dans l'ensemble de ses filiales. Conformément à sa charte Données personnelles, accessible sur son site Internet, Bolloré Logistics ne collecte que les données personnelles dont il a besoin dans le cadre de ses activités, principalement pour le respect d'obligations légales et aux fins des intérêts légitimes. L'entreprise n'autorise pas d'autres traitements ultérieurs sur les données. Bolloré Logistics dispose d'une adresse électronique spécifique, qui est mise à la disposition de ses employés ainsi que des parties tierces qui auraient des requêtes concernant la nature des données personnelles que l'entreprise collecte, le type de traitement mis en œuvre et l'exercice de leurs droits conformément au droit applicable.



2.1

6 MAINTENIR LE SYSTÈME DE PROCÉDURES OPÉRATIONNELLES ET LE SYSTÈME DE CONTRÔLE POUR RENFORCER L'EFFICACITÉ DE SES OPÉRATIONS

Conformément à la définition du cadre de référence de l'AMF, le contrôle interne est un dispositif du Groupe Bolloré qui vise à assurer sa conformité aux lois et règlements, l'application des instructions et orientations fixées par la Direction générale, le bon fonctionnement des processus internes de la société, notamment ceux concourant à la sauvegarde de ses actifs, la fiabilité des informations financières et, d'une façon générale, qui contribue à la maîtrise de ses activités, à l'efficacité de ses opérations et à l'utilisation efficiente de ses ressources.

À cet effet, la division Bolloré Transport & Logistics dispose d'une équipe dédiée rattachée à Direction Financière Bolloré Transport & Logistics. Le dispositif de contrôle interne recouvre les composantes suivantes :

- une organisation comportant une définition claire des responsabilités, disposant des ressources et des compétences adéquates et s'appuyant sur des systèmes d'information, des procédures ou des modes opératoires, des outils ou pratiques appropriés;
- la diffusion en interne d'informations pertinentes, fiables, dont la connaissance permet à chacun d'exercer ses responsabilités. À ce titre, le contrôle interne est chargé de rassembler, mettre à jour régulièrement et diffuser les procédures financières et opérationnelles. Toute procédure émise par le contrôle interne de Bolloré Transport & Logistics est par ailleurs applicable à la business unit Bolloré Logistics;
- un dispositif de gestion des risques visant à recenser, analyser et traiter les principaux risques identifiés au regard des objectifs de la société et à s'assurer de l'existence de procédures de gestion de ces risques. Le contrôle interne est en effet garant de la rédaction, mise à jour régulière, et diffusion du référentiel de contrôle interne auprès des directions financières des filiales. L'objectif est de s'assurer que ces dernières sont informées, contrôlent et maîtrisent les risques financiers inhérents à leurs activités;
- des activités de contrôle proportionnées aux enjeux propres à chaque processus et conçues pour s'assurer que les mesures nécessaires sont prises en vue de maîtriser les risques susceptibles d'affecter la réalisation des objectifs. Le contrôle interne réalise différentes missions auprès des filiales Bolloré Logistics : il contrôle le bon déploiement des plans d'actions suite aux évaluations de l'Audit Interne, accompagne les Directeurs Financiers filiales lors de leur prise de poste ou pour toute demande d'assistance, et réalise des missions ad hoc d'évaluation des processus financiers ou de détection fraude afin de garantir de façon permanente le niveau de contrôle interne des filiales;
- un pilotage et une surveillance permanente portant sur le dispositif de contrôle interne ainsi qu'un examen régulier de son fonctionnement.

En matière de lutte et de prévention contre la fraude, le département de contrôle interne Bolloré Transport & Logistics :

- centralise l'ensemble des informations sur les tentatives de fraudes ainsi que sur les cas avérés et les reporte à la direction financière Groupe;
- sensibilise les Directeurs Financiers filiales à ces risques lors des séminaires financiers organisés chaque année. Les modes opératoires utilisés lors de ces fraudes ou tentatives de fraudes leurs sont présentés et les contrôles obligatoires ou à mettre en œuvre pour éviter ces fraudes leur sont rappelés;
- travaille en étroite collaboration avec le département SICF (Systèmes d'Information Comptables et Financiers) afin de s'assurer de la sécurisation des informations financières et du respect des principes de contrôle interne (principe de séparation des tâches et accès systèmes, sécurisation des opérations de trésorerie).

En plus de la bonne diffusion des procédures comptables, financières et de contrôles établies par le Groupe sur les process centraux, Bolloré Logistics dispose de ses propres procédures comptables, financières, administratives et de contrôle, regroupées sur un intranet ou relayées régulièrement par mail aux entités pour permettre la diffusion et la gestion du cadre normatif défini par le Groupe. Le département d'audit interne évalue régulièrement le dispositif de contrôle des entités en s'assurant notamment du respect des procédures Groupe et des procédures propres à Bolloré Logistics, et leur suggère les propositions d'amélioration les plus pertinentes. Ses missions reposent sur un plan annuel construit avec les divisions et la Direction générale, fondé sur l'évaluation des risques propres à chaque filiale et sur un contrôle cyclique de l'ensemble du périmètre. Ce programme comporte des missions de revue systématique des risques financiers et opérationnels, des missions de suivi et de mise en application des recommandations formulées, ainsi que des interventions plus ciblées en fonction des besoins exprimés par les divisions ou la Direction générale. Il vise à couvrir en priorité les risques les plus sensibles et à assurer la revue des principaux autres risques à moyen terme pour l'ensemble des entités du Groupe, notamment celles de Bolloré Logistics. Les auditeurs bénéficient de formations internes aux métiers des divisions afin de mieux maîtriser les spécificités opérationnelles de chacune d'elles. L'audit a la responsabilité d'évaluer le fonctionnement du dispositif de contrôle interne et de faire toutes préconisations pour l'améliorer, dans le champ couvert par ses missions. Les rapports d'audit sont destinés aux sociétés auditées, aux divisions auxquelles elles sont rattachées et aux Directions financière et générale du Groupe.



2.2

AGIR

en employeur engagé envers nos collaborateurs



3638



4.3 4.4 4.5 4.b



8.2 8.3 8.5 8.8



17.8 17.9 17.10

- Contribuer au développement professionnel et personnel des collaborateurs
- Agir pour la diversité et favoriser l'égalité femmes-hommes
- Garantir un environnement de travail sain et sécurisé pour tous



LES COLLABORATEURS SONT LA PREMIÈRE FORCE DE L'ENTREPRISE

Bolloré Logistics est une société de service. L'engagement et les compétences de ses collaborateurs sont au cœur de sa performance. La société se doit donc d'être un employeur attractif, tant en termes d'environnement de travail que d'avantages sociaux, de fidéliser ses équipes, de les former en continu et de leur donner accès à des opportunités professionnelles. La santé et la sécurité sont aussi une priorité absolue, pour les collaborateurs comme pour les personnes indirectement exposées aux activités de l'entreprise. Acteur majeur du transport international, les politiques sont déployées dans chacun des territoires d'implantation et plus généralement tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Cartographie des ressources humaines, Effectif au 31 décembre 2019 de Bolloré Logistics

RÉGIONS	EFFECTIF
Europe	5 866
Afrique	8 171
Asie-Pacifique	5 028
Moyen-Orient/Asie du Sud	838
Amériques	1 048
TOTAL	20 950

En matière de gouvernance, une double approche global-local permet de déployer une politique harmonisée tout en tenant compte des spécificités locales.

L'organisation des Ressources Humaines est commune à la division Bolloré Transport et Logistique. Elle s'articule autour :

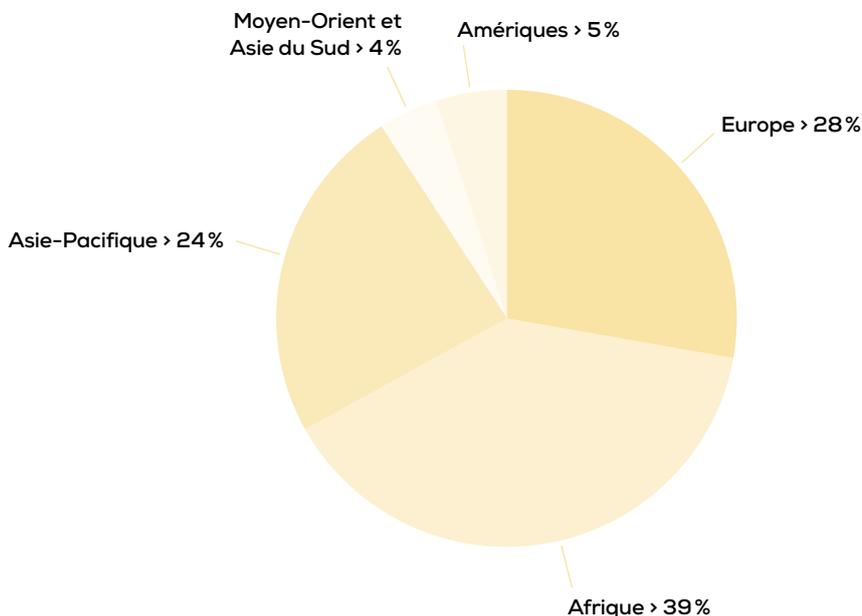
- d'une équipe centrale de 70 personnes, composée des équipes : développement RH/relations écoles/recrutement, innovation RH, compensation/benefits/SIRH, mobilité internationale, juridique/affaires sociales et formation;
- d'équipes régionales d'environ 800 personnes : une équipe DRH pour chacun des continents, grandes régions au sein de chaque continent et pays pour les entités dont l'effectif est important.

Au sein de la DRH Corporate, la personne couvrant les aspects développement RH, relations écoles et recrutement est également en charge des sujets liés à la RSE. Cette personne fait partie du comité de pilotage du programme Powering Sustainable Logistics. Elle s'appuie sur plusieurs membres de la DRH pour piloter les sujets de formation, d'inclusion, de diversité, d'attraction et de fidélisation des talents.

Le cadre de la politique RH de Bolloré Logistics est celui de sa division Bolloré Transport & Logistics dans laquelle elle s'intègre.

81

RÉPARTITION EN % DES EFFECTIFS PAR RÉGION



En 2018, la DRH de Bolloré Transport & Logistics a formalisé sa politique des Ressources Humaines. Cette politique rappelle en particulier les valeurs du Groupe Bolloré déclinées au sein de chaque division et chaque business unit :

- sens entrepreneurial par l'encouragement de la prise d'initiatives;
- respect de l'autre en veillant à l'équité et en développant la diversité;
- persévérance en accompagnant chaque collaborateur tout au long de sa carrière, au travers d'une politique de formation ambitieuse et d'un dispositif systématique d'entretiens annuels et de Comités carrière;
- innovation, afin que chaque collaborateur participe aux changements des pratiques rendus nécessaires par les évolutions de l'environnement des métiers;
- poursuite de l'excellence, gage d'employabilité à long terme.

La politique des Ressources Humaines affirme la volonté d'être un employeur de référence au sein de l'ensemble des territoires d'implantation. Elle décrit l'engagement en faveur de la diversité et de l'inclusion ainsi que la protection des droits humains. Elle pose le cadre des processus et pratiques permettant d'assurer le développement de chaque collaborateur tout au long de sa carrière :

- relations écoles et politique stagiaires et alternants;
- recrutement et mobilité;
- formation;
- accompagnement du développement professionnel;
- politique « Compensation et benefits »;
- affaires sociales.



Le processus de recrutement et d'intégration, la politique diversité et inclusion, la formation et les programmes destinés aux stagiaires et aux alternants sont présentés sur le site www.bolloré-transport-logistics.com. De par l'organisation, ils s'appliquent à tous les salariés, aux nouveaux embauchés et aux talents en process de recrutement pour l'ensemble du réseau Bolloré Logistics à travers le monde.

Les principaux engagements du programme RSE de Bolloré Logistics, « Powering Sustainable Logistics », sur le volet social auxquels sont associés des objectifs quantitatifs et qualitatifs sont les suivants :

- contribuer au développement professionnel et personnel des collaborateurs;
- agir pour la diversité et favoriser l'égalité femmes-hommes;
- garantir un environnement de travail sain et sécurisé pour tous.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE VISÉS	CIBLES
ODD 3 Bonne santé et bien-être	3.6 3.8
ODD 4 Éducation de qualité	4.3 4.4 4.5 4.b
ODD 8 Travail décent et croissance économique	8.2 8.3 8.5 8.8
ODD 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs	17.8 17.9 17.10



KPIs du programme Powering Sustainable Logistics

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
GARANTIR UN ENVIRONNEMENT DE TRAVAIL SAIN ET SÉCURISÉ POUR TOUS			
80% des entités juridiques pays certifiées ISO 45001	2022	Certification SMI globale sur les entités juridiques Bolloré Logistics situées dans les régions Amériques, Europe, Moyen-Orient et Asie-Pacifique, soit un taux de couverture de 84%. Certification SMI en Afrique programmée pour 2021. Au global, 50,5% des entités juridiques sont certifiées SMI sur les cinq continents, cela représente 62,1% des effectifs.	80% des régions certifiées par des SMI régionaux
AGIR POUR LA DIVERSITÉ ET FAVORISER L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES			
100% du personnel RH et des managers formés à la prévention des discriminations	2021	Charte Diversité et Inclusion diffusée dans les 109 pays. Construction de cinq modules de e-learning destinés en priorité au personnel RH et aux managers (prévention des discriminations liées à l'apparence physique, à l'état de santé, à l'âge, au sexe, à la situation de handicap). Au 1 ^{er} octobre 2020, le module sur l'apparence physique lancé en juillet avait été suivi par 78% des collaborateurs concernés.	100% des continents engagés et diffusion de la Charte diversité et inclusion
6% de bénéficiaires défavorisés intégrés dans nos effectifs permanents (personnes en situation de handicap, séniors recrutés après 50 ans, femmes managers issues des 40 pays les moins bien notés de l'Index GII de l'ONU)	2022	5,4% de bénéficiaires défavorisés intégrés dans les effectifs. Objectif précédent atteint, nouvel objectif défini en 2020	5% de bénéficiaires défavorisés intégrés dans les effectifs
100% des acheteurs centraux et locaux formés sur les enjeux sociaux et environnementaux au sein de la chaîne d'approvisionnement/ achats durables	2020	95% des acheteurs centraux et locaux formés aux enjeux RSE	Lancement du programme de formation en 2019
30% de femmes parmi les managers dans les 40 pays les moins bien notés de l'index GII de l'ONU	2022	28,2% de femmes parmi les managers dans les 40 pays les moins bien notés de l'index GII de l'ONU	27,9% de femmes parmi les managers dans les 40 pays les moins bien notés de l'index GII de l'ONU
10% de stagiaires ou d'alternants recrutés en CDI à l'issue de leur stage ou de leur alternance	2022	7,4% de stagiaires ou d'alternants recrutés en CDI à l'issue de leur stage ou de leur alternance. Nouvel objectif défini en 2020	



Indicateurs PSL Social (suite)

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL ET PERSONNEL DES COLLABORATEURS			
30% des jeunes identifiés lors des Comités carrière intégrés dans le programme B'Tomorrow	2022	Programme suspendu provisoirement en raison de l'épidémie de Covid-19	18% des jeunes collaborateurs identifiés ont été intégrés dans le programme B'Tomorrow
Réalisation d'un entretien individuel annuel pour 80% des collaborateurs	2021	74%. Baisse par rapport à 2018 en raison de la crise Covid-19, les entretiens ayant lieu au 1 ^{er} trimestre de l'année suivante	80%
* 75% des collaborateurs formés par an	2022	65,4% des collaborateurs ont suivi une formation (hors HSE)	56% des collaborateurs ont suivi une formation (hors réunions d'information et animations HSE)
* 21 heures de formation dispensées par salarié par an	2022	13,3 heures de formation dispensées par salarié	16 heures de formation dispensées par salarié
1,5% de la masse salariale globale monde investie dans la formation (coûts pédagogiques)	2022	0,8% de la masse salariale investie	0,8% de la masse salariale investie

* Audité par un organisme tiers.





2.2

1 ÊTRE UN EMPLOYEUR ATTRACTIF

Attirer les talents et fidéliser les collaborateurs

Le grand nombre d'implantations dans lesquelles interviennent les collaborateurs impose homogénéité et excellence dans la qualité de service des prestations afin de satisfaire les standards opérationnels exigés par les clients. Le métier de Bolloré Logistics consistant à organiser les expéditions de ses clients dans le monde entier, il est primordial que le service soit assuré avec le même niveau d'excellence tout au long de la supply chain. Pour ce faire, retenir et contribuer au développement des femmes et des hommes de l'entreprise est un levier fort d'efficacité opérationnelle et d'innovation pour garantir la pérennité et la croissance des activités.

Les relations écoles : mieux comprendre et aller à la rencontre de nos futurs talents

Les relations écoles constituent un véritable pilier de la politique de recrutement et doivent s'inscrire dans la durée. Elles ont pour principale vocation d'attirer et de contribuer à former les stagiaires mais aussi de créer des passerelles privilégiées pour les profils fraîchement diplômés.

Les relations écoles sont un moyen privilégié d'aller à la rencontre des étudiants. En partageant nos métiers, nos enjeux, nos valeurs, et les opportunités, nous aidons les étudiants à se projeter dans l'entreprise. C'est également l'occasion pour les équipes RH de mieux cerner les attentes professionnelles des nouvelles générations afin de leur offrir les expériences et opportunités adéquates. L'enjeu dans la sélection et la gestion des partenariats n'est pas tant d'attirer les jeunes issus des formations les plus réputées, mais de capter des profils prometteurs en cohérence avec la culture et les valeurs de la société tout en établissant un lien durable entre l'entreprise et les étudiants les plus pertinents au regard des besoins métiers. C'est pourquoi les équipes RH ainsi que les représentants opérationnels de chacun des métiers participent régulièrement aux forums de recrutement organisés par les écoles partenaires et interviennent dans le cadre d'ateliers thématiques (conférences, études de cas, coaching RH...). Ces événements mobilisent nombre de collaborateurs qui sont très enthousiastes à l'idée de s'impliquer et de partager leur expérience avec les étudiants chaque année.

Des partenariats écoles stratégiques et durables

En 2019, près de 80 partenariats écoles avec Bolloré Logistics ont été pilotés au niveau mondial dont 47% sur le continent africain, plateforme historique et stratégique pour alimenter leurs filières métiers. Près de 30 interventions de collaborateurs y ont par ailleurs été recensées dans l'année.



Au sein de Bolloré Logistics, depuis 2012, année de lancement de ses partenariats avec les écoles, Bolloré Transport & Logistics Sénégal a noué six partenariats, dont celui avec le Centre de formation des métiers portuaires et de la logistique (CFMPL). Ce partenariat novateur tire sa particularité dans le format mutuel de la collaboration. D'un côté, le CFMPL constitue un vivier pour nos recrutements, notamment pour les profils en conduite d'engins pour tout le Sénégal où les conducteurs sont certifiés par le Centre. Le Centre assure également les tests de mise à niveau et certaines formations métiers. De son côté, Bolloré Transport & Logistics Sénégal appuie le Centre, en mettant un camion réformé à sa disposition au profit des étudiants qui l'utilisent pour les cours pratiques.

De même, en juin 2019, en Côte d'Ivoire, Bolloré Transport & Logistics a accueilli plus de 60 étudiants des établissements universitaires de Côte d'Ivoire. Ils ont été déployés dans nos entités opérationnelles. Grâce à un système interne de mentorat, ces apprenants ont été pris en charge par les collaborateurs expérimentés. Au terme de ces stages et après évaluation, les meilleurs stagiaires ont été retenus pour intégrer définitivement les équipes de Bolloré Transport & Logistics.

Notre filiale en Ouganda a signé un MoU (Memorandum of understanding) avec Macquarie University et Macquarie University business schools, et mis en place un partenariat privilégié afin d'offrir l'opportunité aux étudiants de suivre des stages dans ses sites et de développer leurs compétences et leurs expériences professionnelles.

Dans le cadre du challenge RSE AcTogether, des salariés de plusieurs agences ont également mené des actions pour développer les relations écoles. À titre d'illustration, l'agence de Grenoble (France) a signé trois accords avec EBC, UNITEC et l'IESEG et 11 stagiaires devraient être recrutés d'ici la fin de l'année 2020.



Favoriser l'accès à l'emploi et l'accueil en entreprise pour les jeunes

Chaque année, Bolloré Logistics a à cœur de proposer des milliers de missions de stages et alternances (près de 2 300 en 2019) que l'entreprise cherche à pourvoir à travers les différentes actions écoles menées. La société propose des opportunités à la fois dans des métiers opérationnels (supply chain, logistique, transport, gestion de projets industriels, projets de R&D, commerce...) mais aussi dans les fonctions support (finance, droit, systèmes d'information, ressources humaines, marketing...).

En 2019, le nombre de stagiaires accueillis a augmenté de 103% et les stagiaires et alternants ont représenté 4,1% du nombre total de recrutements externes en CDI et CDD, illustrant la dimension stratégique accordée à ces missions pour alimenter notre vivier de talents.

Parmi les 2 295 stagiaires et alternants accueillis, 162 ont ensuite été embauchés. Parmi ces jeunes recrues, 14% sont issus d'écoles ou d'universités partenaires.

Un programme d'accueil des stagiaires, B' Trainee, a été développé. Après une matinée d'intégration permettant de découvrir l'étendue des activités tout autant que de faire la connaissance de l'ensemble des étudiants présents dans l'entreprise, chaque jeune fait l'objet d'un accompagnement RH tout au long de son contrat.

RELATIONS ÉCOLES	2019	2018
Nombre de stagiaires et alternants	2 295	1 128
Nombre de stagiaires et alternants recrutés	162	ND
Nombre de partenariats écoles	77	79
Nombre de stagiaires et alternants recrutés issus de nos partenariats	23	ND





2.2

2 GARANTIR UN RECRUTEMENT EN TOUTE TRANSPARENCE

Les valeurs de l'entreprise au cœur du recrutement

Le recrutement contribue de manière décisive à la performance de l'entreprise par l'intégration des profils en phase avec la culture et les valeurs de Bolloré Logistics et avec les besoins opérationnels. Dans ce contexte, la Direction des Ressources Humaines a défini un processus de recrutement dont l'objectif est d'organiser de la manière la plus efficace, les différentes étapes d'un recrutement et de fiabiliser ce dispositif. Ce processus de recrutement commun à l'ensemble des territoires d'implantation permet :

- de définir les besoins en concertation entre les acteurs du recrutement en répondant aux enjeux de développement de l'entreprise;
- de communiquer les besoins à l'interne comme à l'externe à travers les supports les plus pertinents;
- d'objectiver la sélection des talents par le recours à des outils d'évaluation permettant d'appréhender au plus juste les trois dimensions clés que sont les capacités, les compétences techniques et comportementales et les facteurs motivationnels du candidat;
- de garantir l'égalité des chances entre tous les profils avec la conviction forte que la diversité en entreprise est source de productivité et de créativité.

Ce processus est structuré et transparent et s'organise autour de six étapes :

1. La définition du besoin se fait à travers l'échange entre le responsable RH référent et le responsable demandeur pour cerner au mieux les besoins et affiner le profil du candidat recherché, en travaillant notamment à partir de la fiche emploi existante ou d'un modèle de fiche de poste. Cette collaboration croisant un regard technique et une approche ressources humaines permet de sélectionner des candidats au potentiel évolutif et en accord avec les valeurs de l'entreprise.

2. Le sourcing (diffusion du besoin et la recherche des candidats) se fait à la fois en interne et en externe, à travers différents médias. La diffusion en interne est essentielle pour favoriser la mobilité des collaborateurs. Le recrutement en interne est toujours privilégié, à compétences égales. Les modes de diffusion externes s'adaptent au contexte local : jobboards en ligne sur le site internet, cabinets de recrutement, réseaux sociaux, journaux, organismes emplois, CVthèques, écoles partenaires...

3. L'analyse des candidatures se fait sur des critères objectifs d'expérience, de formation et compétences spécifiques et s'attache à favoriser l'égalité des chances et la diversité. Chaque candidature est traitée avec soin en résonance avec une valeur centrale commune à toutes les entités du Groupe Bolloré : le respect de l'autre.

4. Le nombre d'entretiens d'évaluation varie selon le poste avec la réalisation d'au moins un entretien opérationnel et un entretien RH. Différents outils permettent de garantir l'objectivité et l'homogénéité de l'évaluation : guide d'entretien, fiche d'entretien téléphonique, grille bilan d'évaluation d'entretien. La prise de références concerne uniquement le ou les deux candidats arrivés en tête du processus de sélection et se fait auprès de deux références (anciens managers). Dans certains pays, elle suppose l'accord du candidat.

5. Le choix du candidat se fait en concertation entre les acteurs du recrutement, RH et opérationnel.

6. L'intégration est la phase ultime du process et est un élément clé de réussite du recrutement.

Conformément aux dispositions de la loi Sapin II et aux recommandations de l'Agence française anticorruption qui définissent le cadre régulant l'anticorruption, Bolloré Logistics garantit un processus de recrutement transparent, non discriminant et exempt de tout conflit d'intérêts dans l'ensemble de ses filiales.

87

RECRUTEMENTS	2019	2018
Nombre de recrutements externes en CDI et CDD	3939	3971
Nombre de recrutements externes en CDI	2628	2707
Nombre de recrutements externes managers CDI	212	ND
Nombre de recrutements en CDD	1311	1264
Nombre de recrutements en CDD transformés en CDI	476	ND

Il est à noter que 6,2% des recrutements ont concerné des personnes âgées de plus de 50 ans en 2019.





Des tests de personnalité pour aider à objectiver

Bolloré Logistics encourage l'utilisation de techniques d'évaluation complémentaires spécifiques telles que des tests de personnalité. Les DRH travaillent avec des outils éprouvés et sur lesquels les RH utilisateurs ont été formés spécifiquement. L'utilisation de ces tests permet d'affiner l'évaluation, enrichir l'objectivité du processus mais est strictement corrélée au type et niveau de poste. Quelle que soit la décision finale, les RH formés partagent avec le candidat les résultats de son évaluation dans un souci de transparence et de développement pour une meilleure connaissance de soi.

Nos collaborateurs sont nos meilleurs ambassadeurs

Fin 2019, la région Asie-Pacifique a mis en place un programme de cooptation. Ce programme fait partie intégrante de la stratégie de recrutement, renforçant l'implication des collaborateurs, accélérant les temps de recrutement et réduisant la dépendance à l'égard des méthodes de recrutement externes. Cette méthode largement utilisée par les organisations pour identifier les talents potentiels sur les réseaux sociaux et professionnels a été très bien accueillie par les collaborateurs. En contrepartie, le collaborateur reçoit une prime de parrainage à l'issue de la période d'essai.

Le parcours d'entrée est un accélérateur d'une bonne intégration

Accueillir nos nouveaux collaborateurs est une étape clé du processus de recrutement qui doit se déployer tant au niveau local que corporate. Au niveau du siège, en central, sont organisées deux fois par an des « Welcome Convention » pour permettre aux récents collaborateurs de se familiariser avec les activités du groupe Bolloré, la richesse des métiers et aussi de créer du lien avec d'autres collaborateurs issus de différentes divisions. Pendant trois jours, les participants du monde entier visitent plusieurs sites implantés en France et rencontrent les équipes locales passionnées par leurs métiers. Ce parcours débute sur le site d'Odet, berceau du Groupe, en Bretagne, pour finir à Puteaux, siège social, en présence des membres du comité exécutif de Bolloré Transport & Logistics, dont le Président-directeur général de Bolloré Logistics.

En outre, chaque nouvel embauché est reçu par la DRH le jour de son arrivée. La DRH lui remet un livret d'accueil, décrivant notamment :

- les activités du Groupe;
- les engagements RSE;
- la politique RH;
- les engagements Éthiques;
- les outils de communication permettant aux salariés de suivre la vie de l'entreprise (Intranet, journal interne, réseaux sociaux, ...).

D'autres documents sont remis au nouvel embauché contre signature, parmi lesquels : dispositifs de frais de santé, d'épargne salariale, Code de conduite, Règlement intérieur...

2.2

3 DÉVELOPPER LES COMPÉTENCES ET L'ÉPANOUISSEMENT PERSONNEL

L'entretien individuel annuel comme socle de l'évolution professionnelle

L'entretien individuel annuel est un process clé des ressources humaines. Bolloré Logistics a mis en place un cycle annuel commun à tous les pays de campagne d'entretiens annuels permettant d'harmoniser les pratiques.

Cet entretien entre manager et collaborateur permet d'échanger sur les résultats de l'année écoulée, de prendre le temps de partager et souligner les succès obtenus, de témoigner de la reconnaissance pour les efforts réalisés, et d'aborder également de façon transparente et constructive les difficultés rencontrées. Il s'agit également de fixer les objectifs afin que chacune et chacun contribuent aux projets à venir.

Cet entretien a également pour finalité la construction du plan de développement du collaborateur. Il s'agit de réfléchir ensemble sur son avenir professionnel au sein du Groupe et, sur cette base, identifier les compétences à acquérir ou développer, en évoquant à la fois celles qui sont nécessaires pour son poste actuel et celles qui lui permettraient de préparer avec confiance le futur. C'est aussi l'occasion pour le collaborateur d'exprimer ses souhaits éventuels de mobilité fonctionnelle et géographique. Cette dernière partie focalisée sur le développement professionnel doit, dans certains pays, être enregistrée sur un support distinct appelé « entretien de développement professionnel ».

Les données issues des entretiens annuels sont consolidées et exploitées par chaque responsable RH et engendrent la mise en œuvre de plusieurs plans d'action individualisés (actions de formation, accompagnement et prise en compte dans les demandes de mobilité, formation, tutorat...).

Cette discussion a donc pour finalité de favoriser le développement des compétences et talents afin de contribuer au développement de chacun et de répondre au mieux aux enjeux organisationnels. Le contenu de ce temps d'échange entre un salarié et son management est donc clé pour l'accompagnement dans l'accomplissement des souhaits d'évolution au sein du Groupe.

Afin d'aider manager et collaborateur à avoir un dialogue ouvert et constructif, des guides sont à leur disposition ainsi que des modules de formation présentiels et digitaux.

DÉVELOPPEMENT PROFESSIONNEL	2019	2018
Nombre de salariés ayant participé à un entretien annuel	15 546	16 106

Une politique de formation active, basée sur une approche global-local

Répondre aux besoins en formation de chacun de manière agile

La stratégie de formation et de développement des compétences de Bolloré Logistics repose sur l'identification et le développement du plein potentiel des talents de chacun comme vecteur d'amélioration de nos interactions et de notre environnement professionnel. Elle vise ainsi à :

- permettre à nos collaborateurs de développer des compétences techniques, qu'elles soient cœur de métier ou transverses;
- supporter les managers dans leur rôle et développer le potentiel des collaborateurs identifiés comme leaders;
- former tous les employés du monde entier de manière cohérente;
- soutenir le développement de carrière de chacun.

L'agilité étant par ailleurs devenue une compétence prioritaire dans un monde en mouvement, les solutions de formation proposées sont de plus en plus individualisées, adaptées, locales et aux méthodes d'apprentissage variées.

Le rôle de la Direction de la formation en 2019 a été de traiter les projets selon les axes : Analyse, Conception, Gestion Administrative et Production. L'équipe a travaillé sur différents formats pour répondre au mieux aux attentes des clients internes et des apprenants. Le format Blended ou Mixte, devenu incontournable, a permis d'associer des formations distancielles et présentielles, de créer des rendez-vous échelonnés dans le temps afin de répondre au mieux à l'apprentissage. En parallèle, elle a collaboré à la mise en place de séminaires avec la volonté de leur apporter une forte orientation pédagogique et ludique, mais également d'aider les intervenants lors de leur prise de parole.

L'« Offre catalogue » corporate composée de formations récurrentes s'est enrichie de parcours dédiés à des populations bien ciblées. Ces dispositifs donnent lieu à la mise en place de formations longues dont la durée peut atteindre 1 à 2 ans selon les cas. Certains cursus sont de surcroît diplômants s'agissant de l'alternance et ceci dans le but d'attirer de nouveaux candidats en quête d'une reconnaissance officielle.

Une équipe développe des projets de formation dans différents domaines : Processus Métiers, Systèmes d'information, Management, Compétences transverses... Ils ont pour objectif de permettre aux collaborateurs d'avoir des compétences communes et ceci dans un réseau international. L'équipe centrale s'appuie sur un réseau de Centres de formation localisés en Europe, en Afrique et en Asie. Il est prévu que ce réseau soit intégré dans l'Université Bolloré qui sera créée au dernier semestre 2020.

Un Réseau international local pour soutenir la politique de formation globale

La politique de formation pilotée par le département formation du siège se déploie à l'international à travers 9 centres de formation.

L'Institut de Formation Logistique (IFL) à Suresnes (France) : siège de la formation interne chez Bolloré Logistics, cet organisme définit tous les programmes corporate, ainsi que le contenu des formations aux outils métiers (transport, finance, RH, QHSE...).

L'Institut de Formation Logistique élabore des projets corporate à la demande des Directions Siège et s'appuie sur son réseau à l'international pour leur déploiement avec ses 8 centres à : Abidjan (Côte d'Ivoire), Londres (UK), Singapour, Lomé (Togo), Pointe-Noire (Congo), Dakar (Sénégal), Douala (Cameroun) et Johannesburg (Afrique du Sud).

En 2019, les locaux de l'IFL ont été complètement repensés pour permettre de continuer à délivrer des formations tout en proposant également des espaces dédiés au co-développement, aux séances de créativité et aux conférences, soit 650 m² de locaux.

Si le nombre de salariés formés a légèrement diminué entre 2018 et 2019, le montant total consacré à la formation a augmenté de 52%. En effet, les formations dispensées ont été plus longues et plus coûteuses.

FORMATION BOLLORE LOGISTICS	2019	2018
Nombre d'employés ayant bénéficié d'une formation (hors HSE)	13 733	14 692
Heures de formation dispensées (hors HSE)	182 013	224 500
Moyenne d'heures de formation par employé formé	13,3	15,3
Nombre de salariés formés au management	834	836

Former les managers pour mieux préparer les générations futures

Accéder au rôle de manager implique un changement de responsabilités et de posture. Chez Bolloré Logistics, il est apparu essentiel de préparer les collaborateurs à ces nouveaux enjeux et de les accompagner dans ce challenge. La DRH a pour cela mis au point une offre riche de formations en management. Ces programmes créés et déployés progressivement adressent différents niveaux et natures d'enjeux rencontrés par les collaborateurs en situation d'encadrement. Ils sont destinés à accompagner les manageuses et managers à chacune des étapes charnières de leur carrière : managers de proximité (formation « Proxy » de 2 jours), middle managers (formation « MOST » de 8 jours), managers de managers (formation « MAPS », s'étendant sur 16 jours) aussi bien qu'au management supérieur (formation « SMART » de 8 jours). Toutes les régions de Bolloré Logistics sont incluses dans ces programmes.

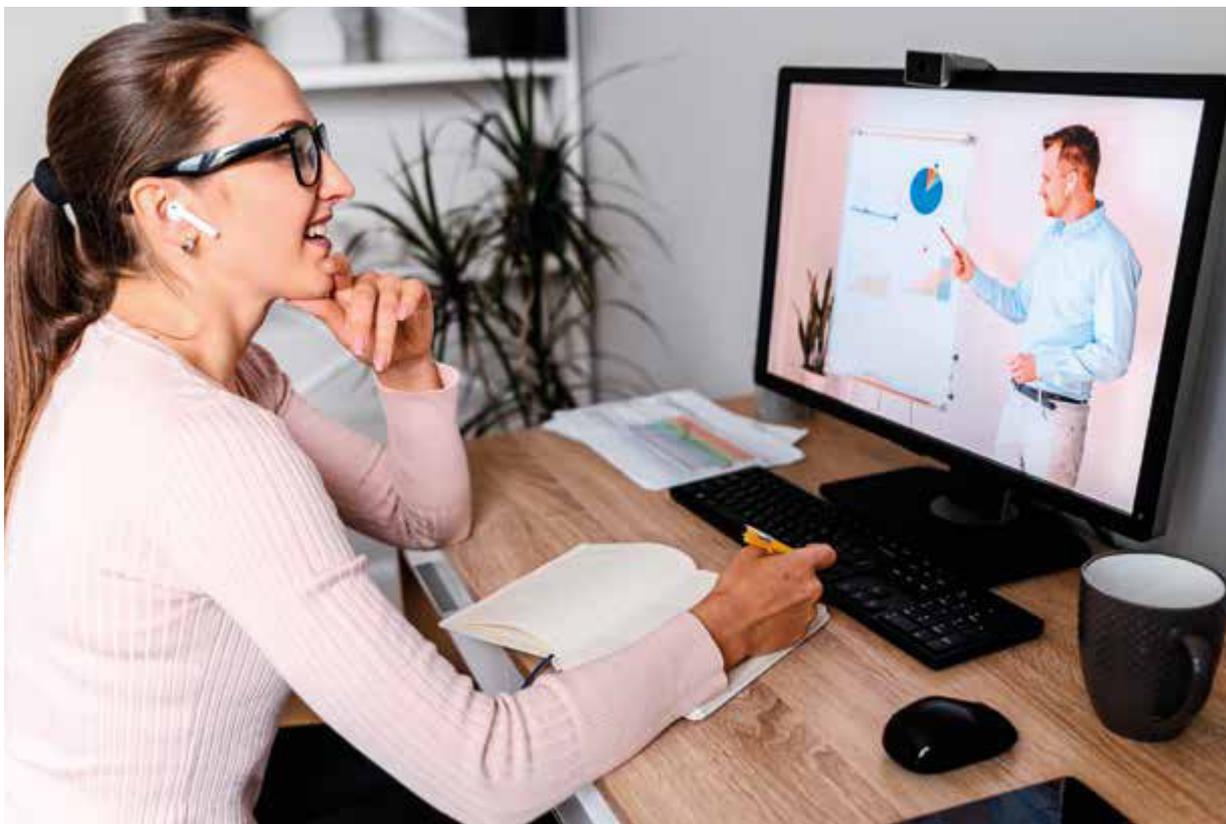
TYPE DE FORMATION	NOMBRE DE PARTICIPANTS		
	2019	2018	2017
PROXY	160	125	103
MOST	58	5	65
MAPS	113	105	65
SMART	12	12	12

Le programme B'Tomorrow pour exposer et motiver les jeunes collaborateurs

La DRH a lancé en 2018 la première promotion du programme B'Tomorrow avec quinze participants sur la zone Europe.

L'objectif de ce programme de développement est de créer une communauté de jeunes collaborateurs actifs et mobilisés pour contribuer à la construction de vision de l'avenir de l'entreprise. Cet objectif est atteint en développant leur esprit de collaboration et en favorisant la construction de leur réseau, afin qu'il soit diversifié et inclusif. Au cours du programme, les participants travaillent ainsi ensemble sur leurs compétences personnelles et comportementales, renforcent leur connaissance sur la stratégie des métiers et interagissent avec la direction générale.

TYPE DE FORMATION	NOMBRE DE PARTICIPANTS		
	2019	2018	2017
B'Tomorrow	101	36	9



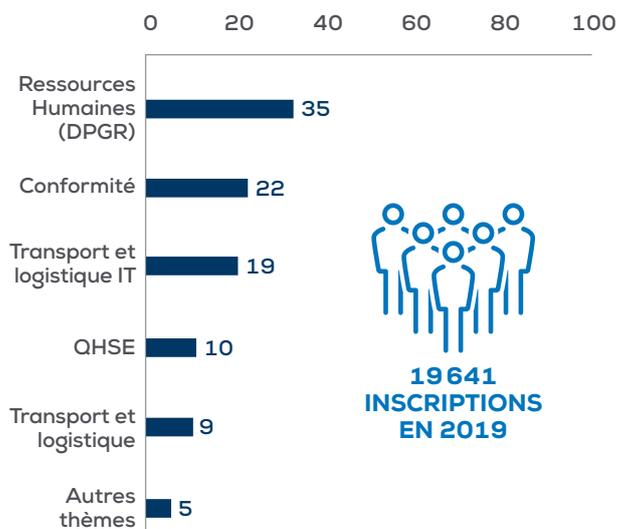
Vers la diversification des modalités de formation

De la même façon que nos comportements de consommateurs évoluent, nos comportements d'apprenants évoluent. Même si l'offre de formations est aujourd'hui principalement présentielle, un grand nombre de modules en e-learning ont été créés et ont permis une couverture efficace de nos 109 territoires. Ces modules ont notamment concerné des domaines liés à la RSE de Bolloré Logistics :

- anticorruption;
- sécurité des systèmes d'information;
- excellence opérationnelle;
- diversité et inclusion;
- droits humains;
- environnement et solutions de supply chain durables.

De la même façon, les formations managériales évoquées plus haut, comme MAPS, ont évolué pour introduire des approches de co-développement et du coaching individuel. Cette diversification permet d'aider les collaborateurs à mieux transposer et mettre en œuvre les acquis collectifs dans leur quotidien et établir un esprit durable d'entraide avec la pratique de la méthodologie de co-développement.

APPRENTISSAGE DIGITAL



Nombre d'enregistrements en 2018 : 51 433
le déploiement des modules de conformité a eu une forte incidence sur le nombre d'enregistrements à la fin de 2018.



Des Comités carrière pour structurer l'avenir de l'entreprise

Les Comités carrière sont une approche généralisée au sein de l'ensemble du Groupe Bolloré. Ce dispositif permet aux salariés de chaque division et/ou business unit comme Bolloré Logistics de pouvoir évoluer au sein d'une division ou d'une business unit différente. Ces réunions organisées suivent un processus allant des premiers niveaux de management aux plus hauts et ont pour but d'anticiper, grâce à une discussion collective entre les managers et les ressources humaines, les évolutions au sein de l'organisation et d'établir les plans de succession adéquats, ainsi que les actions de développement à mettre en œuvre. Les Comités carrière doivent aussi permettre de discuter des développements de carrière possibles pour les collaborateurs et des plans d'action individuels. L'enjeu de ces Comités est d'être proactif sur la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences. En 2019, les Comités carrière ont couvert environ six niveaux de management jusqu'à une consolidation transversale discutée au niveau de la Direction du Groupe.

Lors de chaque Comité carrière, la politique de diversité et d'inclusion est prise en compte en s'attachant à veiller à l'équilibre femmes-hommes pour les promotions ainsi qu'à la diversité culturelle.

ORGANISATION DE COMITÉS CARRIÈRE PAR RÉGION	COUVERTURE DES ENTITÉS BOLLORÉ LOGISTICS
Europe	63%
Amériques	67%
MESA	60%
ASPAC	48%
Afrique	59%

La mobilité comme facteur de développement et de capitalisation des compétences acquises dans le réseau

Lors de l'entretien annuel et/ou à l'occasion d'un Comité carrière, la mobilité d'un collaborateur peut être envisagée. La mobilité des collaborateurs constitue une priorité et une réalité concrète au sein de Bolloré Logistics, comme de l'ensemble du Groupe Bolloré. La mobilité peut se comprendre d'un point de vue géographique, au niveau national ou international, ou d'un point de vue fonctionnel avec un changement de poste au sein de la même filière métiers, au sein d'une autre filière métiers ou même par la création de passerelles entre les différentes activités du Groupe. En 2019, cette priorité s'est traduite avec la rédaction d'une politique interne de la mobilité formalisée au niveau Groupe Bolloré et applicable pour l'ensemble de ses divisions, partagée avec les collaborateurs en 2020. Pour faciliter sa mise en œuvre et continuer à progresser sur la mobilité interne, des référents RH par filière métiers ont été identifiés. Leur mission est d'assurer une vue d'ensemble des postes à pourvoir et des collaborateurs en mobilité à travers le Groupe.

Cette politique de mobilité s'articule autour de deux grands principes : elle s'applique à tous les niveaux de l'organisation et à tous les métiers, et elle donne la priorité aux candidatures internes dans le cadre des processus de recrutement. Cette approche permet non seulement de répondre aux aspirations professionnelles des collaborateurs et d'accroître leur adhésion, mais également de satisfaire aux enjeux métier grâce au partage de connaissances acquises au sein des différentes entités.

La mobilité est avant tout une démarche personnelle dont le collaborateur est acteur. Elle est facilitée par l'affichage de tous les postes sur la bourse de l'emploi. Depuis septembre 2020, la liste des postes à pourvoir est également envoyée par mail à l'ensemble des collaborateurs. La mobilité est également discutée lors des entretiens annuels et des Comités carrière. La clé du succès des démarches de mobilité reste avant tout la proximité et la qualité des échanges de chaque collaborateur avec son manager et son responsable des Ressources humaines, afin de l'accompagner dans ses réflexions sur son projet professionnel, sa faisabilité et sa mise en œuvre.

MOBILITÉS INTERNES	2019
Mobilités internes en provenance d'une autre société juridique du Groupe Bolloré (entrées)	117
Mobilités internes vers une autre société juridique du Groupe Bolloré (sorties)	99



2.2

4 FAVORISER LE DIALOGUE SOCIAL

Promouvoir le dialogue social dans la durée et des conditions de travail de qualité

Bolloré Logistics exerce son métier dans de nombreux pays où les standards locaux des conditions de travail et du dialogue social peuvent être très hétérogènes. L'entreprise tient à garantir et à promouvoir dans la durée un dialogue social de qualité mettant en relation réalité économique entrepreneuriale et réponse aux attentes sociales internes afin d'assurer la performance collective d'entreprise dans la préservation des équilibres en place. Cela participe pleinement à la construction d'une démarche de responsabilité sociétale d'entreprise et, à ce titre, fait l'objet d'une attention toute particulière. Il s'agit principalement de :

- favoriser le dialogue social;
- développer le statut social et plus spécifiquement les conditions de travail comme moteur de performance de l'entreprise;
- défendre toute action visant à lutter contre la discrimination et à promouvoir l'égalité professionnelle.

Ce sont les équipes des Ressources humaines qui, au sein de chaque région du monde, déploient ces principes directeurs et valeurs communes en veillant à les adapter :

- aux spécificités de chaque pays quant au dispositif légal en vigueur;
- à la réalité économique et à la stratégie de chaque entité (déterminant le niveau de statut social possible ou non en fonction de la structure concernée);
- aux diversités métiers inter et intra-entités;
- ainsi qu'aux priorités de gestion et de développement Ressources humaines (fidélisation des collaborateurs en poste et/ou attractivité des candidats par un niveau de statut social qualitatif).

Ce déploiement s'opère dans le cadre d'un dialogue social riche et vivant qui se matérialise dans le cadre de négociations avec les représentants du personnel ou bien selon d'autres formes, en fonction des législations de chaque pays du réseau. Il est à noter que, dans les pays où les conditions de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les libertés syndicales n'ont pas été ratifiées, les filiales s'engagent à faciliter l'expression des salariés. Le développement des relations sociales comme vecteur de construction du statut social s'effectue avec le souci constant de maintenir un climat social le plus apaisé possible et d'assurer un dialogue permanent avec les instances de représentation du personnel et assimilées. Les bonnes pratiques, les expériences réussies mais également les difficultés rencontrées en matière sociale, sont partagées entre le central et le local dans le cadre d'échanges directs ainsi qu'au cours de séminaires et ateliers RH. Des

communications régulières entre les équipes ressources humaines locales et la Direction des affaires sociales à ce sujet conduisent à faire évoluer et à développer l'approche sociale dans un objectif d'amélioration permanente. Il apparaît ainsi que le dialogue social et le statut social doivent pouvoir doter l'entreprise d'une véritable ingénierie sociale permettant d'adapter la norme sociale aux exigences de productivité d'entreprise en matière d'organisation et d'adaptation aux transformations continues induites par la mondialisation de l'économie, tout en assurant une redistribution encadrée des résultats aux salariés sous forme d'avantages sociaux.

Dialogue social au sein de Bolloré Logistics

REPRÉSENTATION DES SALARIÉS	2019	2018	VARIATION 2019/2018
Part d'entités où les salariés bénéficient d'une représentation syndicale et/ou d'une représentation du personnel	56%	44%	+ 12 points

ACCORDS COLLECTIFS	NOMBRE D'ACCORDS (% ÉVOLUTION 2019/2018)	
	2019	2018
Accords collectifs signés ou renouvelés dans l'année (France uniquement)	35 (+338%)	8
Accords collectifs signés ou renouvelés dans l'année (monde hors France)	37 (+16%)	32

ACCORDS COLLECTIFS PAR TYPE	2019
Rémunérations	48,6%
Épargne salariale	8,3%
Santé/sécurité	12,5%
Conditions de travail	9,7%
Dialogue social	8,3%
Autres	12,5%



AVANTAGES SOCIAUX	% ENTITÉS
Entités où les employés bénéficient d'une assurance décès	50%
Entités où les employés bénéficient d'une assurance incapacité/invalidité	46,6%
Entités où les employés bénéficient d'un dispositif de retraite allant au-delà des obligations légales	28,4%
Entités où les employés bénéficient au moins d'un de ces trois avantages	71,6%
Entités où les employés bénéficient de ces trois avantages	13,8%
Entités où les employés bénéficient d'une assurance décès et d'une assurance incapacité/invalidité	37,1%

Inscrire les relations sociales dans une approche d'amélioration dans toutes les régions

Afin d'améliorer de manière permanente, le plan d'action ci-dessous a été défini :

- tout d'abord, poursuivre et développer la procédure de consolidation des différents accords collectifs afin de conserver une vision exhaustive des pratiques de dialogue social et du statut social de l'ensemble des entités du périmètre de cette division ;
- ensuite, promouvoir des approches communes de dialogue social tout en veillant à préserver les spécificités des entités juridiques liées à leur pays d'implantation/leur métier/leur résultat économique/leur priorité de gestion et de développement des ressources humaines ;
- enfin, définir des indicateurs de performance avec des objectifs associés afin de mesurer la progression et programmer des actions correctives en cas de non-progression. S'agissant des entités opérationnelles, en termes de pratiques de dialogue social et de statut social, il semble pertinent de présenter un focus par zone géographique (trois zones ont été retenues) plutôt que par approche métier, ceci afin de tenir compte des spécificités de législations applicables par pays qui, par voie de conséquence, impactent les normes internes d'entreprise.

1. Maghreb, Afrique de l'Ouest et Centrale, Afrique Australe et Afrique de l'Est

Historiquement, le dialogue social est une priorité des différentes entités africaines depuis de très nombreuses années. Il en découle une grande diversité et une richesse en matière de réunions de négociations, d'accords collectifs et de fluidité d'échanges entre les différentes Directions locales et les représentants des salariés. Les différents éléments que peut comprendre le statut social sont traités le plus souvent sous forme d'accord unique regroupant toute une série de thématiques distinctes (salaires, classifications, temps de travail, protection sociale complémentaire, etc.), et constituent un levier important de performance collective.

À noter, comme éléments significatifs, les accords suivants :

- Convention collective Bolloré Transport & Logistics République Démocratique du Congo, 24 mai 2019 ;
- Convention collective Bolloré Transport & Logistics Nigeria, 2 mai et 27 juin 2019 ;
- Complément à la convention collective KCT (Cameroun), 1^{er} mars 2019.

2. Amérique, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Asie du Sud

Ces zones, hormis quelques exceptions, disposent d'une réglementation sociale plutôt nationale et peu spécifique à chaque entité.

De nombreuses entités établissent des dispositifs internes, unilatéraux, de réglementations sociales correspondant à leurs propres priorités, notamment en matière d'égalité de traitement et de non-discrimination.

D'autres entités, moins nombreuses, élaborent des statuts sociaux négociés donnant lieu à un accord collectif.

À noter comme éléments significatifs pour 2019 :

- Bolloré Logistics Moyen-Orient/Asie du Sud a mis l'accent en 2019 sur le développement pour les Émirats, le Qatar, l'Oman et le Pakistan d'un dispositif de prévoyance (capitaux décès) pour tous les salariés. Bolloré Logistics LLC Dubai a également mis l'accent en 2019 sur la qualité de vie au travail en développant un système d'assurance maladie pour tous les salariés, en mettant en place un système d'horaires souples, une semaine du bien-être, une mise en avant de l'employé du mois, etc ;
- Bolloré Logistics Canada a reconduit sa politique sur le harcèlement et la violence au travail ainsi que sa politique sur l'accessibilité pour les personnes handicapées de l'Ontario ;
- Bolloré Logistics Australie a promu en 2019 l'égalité des chances dans le recrutement (Equal employment opportunities policy) et l'amélioration des conditions de travail avec la remise d'un livret d'accueil centralisant l'ensemble des informations importantes aux nouveaux embauchés.



3. Europe

En 2019, le Groupe Bolloré et ses partenaires sociaux européens se sont entendus pour mettre en place un Comité européen de dialogue social, dénommé « Comité commun des sociétés européennes du Groupe Bolloré » (CCSEB).

L'objectif est de faire du CCSEB une enceinte permettant d'enrichir la vision et la compréhension que les partenaires sociaux de chacun des pays européens ont de la stratégie, de la situation économique et des politiques communes en matière de ressources humaines et de formation du Groupe en Europe. Le dialogue social institué au sein du CCSEB au niveau européen n'a aucunement vocation à se substituer aux dialogues sociaux nationaux. Il a en revanche l'ambition de contribuer à enrichir les discussions nationales grâce à une meilleure compréhension de la part des représentants de la façon dont les orientations et les projets définis dans chaque pays sont inspirés par et contribuent à la stratégie et aux projets globaux du Groupe en Europe. Le CCSEB a été créé par un accord signé à l'unanimité des représentants des 17 pays européens concernés le 4 octobre 2019.

L'accord fixe les règles suivantes pour la constitution et le fonctionnement du Comité :

- celui-ci est constitué d'un représentant par pays. L'Allemagne et la Belgique disposent toutefois de deux représentants, en raison de la diversité des entités du Groupe présentes dans ces deux pays, et la France de neuf, compte tenu de son poids dans les effectifs européens du Groupe;
- il est convenu que le CCSEB se réunit une à deux fois par an en séances ordinaires. Il est consulté en séance extraordinaire sur d'éventuels projets concernant au moins trois pays et avec un impact significatif sur l'emploi;
- les représentants des salariés désignent un secrétaire et un secrétaire-adjoint au sein du Comité;
- les membres du CCSEB disposent d'un crédit d'heures et jouissent de la protection accordée aux représentants des salariés dans chacun de leur pays d'appartenance;
- la première réunion du Comité commun des sociétés européennes du Groupe Bolloré s'est tenue en septembre 2020.

À noter en sus, comme éléments significatifs, les accords suivants :

- sur le dialogue social au sein de Bolloré Logistics (France), 23 septembre 2019;
- sur l'organisation de travail en équipes successives Bolloré Logistics Guadeloupe (France d'outre-mer), 9 mai 2019.

Une politique salariale et rémunération dynamique

Bolloré Logistics a fixé un cap clair pour sa politique de rémunération. Son engagement est que les salaires soient alignés avec chacun des marchés locaux des pays dans lesquels la société opère et que les avantages sociaux offerts à ses salariés se comparent avantageusement avec les pratiques de ces mêmes marchés. En 2019, la DRH a donc poursuivi la mise en place des infrastructures nécessaires à la réalisation de cette ambition. Un système de pesée des postes a ainsi été déployé, à titre expérimental, en Asie et dans une des unités africaines ainsi que sur le siège. En réponse aux risques, la société s'assure d'avoir les bonnes compétences au bon endroit et au bon moment pour soutenir la stratégie. La politique déployée permet d'agir à titre préventif pour relever au mieux les défis de demain. La mise en place de ces actions combinées est définie comme un facteur de réussite et de compétitivité mais aussi un levier d'anticipation et de décision. Elle permet notamment :

- d'optimiser le recrutement, la formation, la mobilité et la capitalisation des savoirs clés;
- de contribuer à la mise en œuvre de la stratégie de gestion des talents et développement des compétences pour le futur.

Ces dispositifs permettent d'apporter des réponses :

- aux risques liés aux problématiques d'attractivité : renforcement de la marque employeur, optimisation des recrutements, adaptation des emplois aux évolutions de l'environnement et à la stratégie d'entreprise, anticipation d'une problématique interne liée à la pyramide des âges, affirmation de la valeur ajoutée de l'entreprise sur le marché par l'évolution cohérente des métiers;
- aux risques liés aux problématiques de rétention : favoriser la mobilité en interne, redynamiser et motiver les salariés par la valorisation des compétences et l'accompagnement aux projets professionnels, trouver de nouveaux leviers de fidélisation pour les compétences clés de notre structure, faciliter la transmission des savoirs et savoir-faire pour ne pas perdre les compétences clés.

	2019	2018	VARIATION 2019/2018
Taux de rotation ⁽¹⁾ au sein de Bolloré Logistics	9,21%	11,56%	-2,35 points

(1) Proportion de départs volontaires (démissions) de salariés titulaires d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Formule de calcul : Démissions/Contrats CDI au 31/12 de l'année précédente.

5 PROMOUVOIR LA DIVERSITÉ, L'INCLUSION SOCIALE ET L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES

La promotion de la diversité comme axe majeur de la politique Ressources Humaines

Afin de renforcer la nature profonde de l'entreprise et ainsi souligner sa diversité et son caractère international, qui font sa force, Bolloré Logistics, comme chacune des entités du Groupe Bolloré, a adopté en 2018 une charte pour la diversité et l'inclusion qui formalise ses ambitions, son approche et les moyens à mettre en œuvre. Comme chacune des entités du Groupe, l'entreprise s'engage sur :

- la non-discrimination ;
- l'accueil et l'insertion de personnes en situation de handicap ;
- la promotion de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
- l'insertion professionnelle des jeunes, en lien notamment avec la politique de mécénat axée sur l'éducation et la jeunesse (voir partie sociétale du présent rapport, page 158).

Cette charte de la diversité est déployée progressivement à travers des plans d'action qui couvrent toutes les étapes, comme le recrutement, la promotion, la mobilité, la formation avec des résultats mesurables et des initiatives visibles, qui traduisent notre volonté de progresser sur ces sujets.

À l'été 2020, la DRH et l'Institut de Formation interne ont créé cinq modules de e-learning destinés en priorité au personnel RH et aux managers. Ces modules visent à prévenir les discriminations pouvant être liées à l'apparence physique, l'état de santé, l'âge, au sexe et à la situation de handicap. Au 1^{er} octobre 2020, le module sur l'apparence physique lancé en juillet avait été suivi par 78% des collaborateurs concernés.

Les personnes en situation de handicap intégrées dans nos métiers

Au-delà de la conformité aux exigences réglementaires, les conditions d'accueil et d'intégration des personnes en situation de handicap constituent un fort levier de cohésion sociale au sein de l'entreprise. L'approche repose sur deux objectifs :

- adapter les profils de postes afin d'optimiser le recrutement des personnes en situation de handicap ;
- favoriser un environnement de travail adapté à l'intégration des personnes en situation de handicap.

En 2019, même s'il reste trop faible, le pourcentage de collaborateurs au sein de Bolloré Logistics en situation de handicap a progressé grâce notamment à la mise en

œuvre de nouvelles pratiques et d'initiatives en termes de recrutement et d'accueil.

Le pourcentage de salariés recrutés en situation de handicap est supérieur au pourcentage de salariés en situation de handicap, une illustration de l'attention portée au levier recrutement.

SALARIÉS EN SITUATION DE HANDICAP	2019	2018
Nombre de salariés en situation de handicap	217	175
Pourcentage de salariés en situation de handicap/total des effectifs de l'entreprise	1,03%	0,85%
Pourcentage de salariés en situation de handicap recrutés/total effectifs recrutés à l'externe en CDI et CDD	1,40%	0,83%
Salariés en situation de handicap formés	141 (+26,6% vs 2018)	112

Depuis deux ans, Bolloré Logistics France met en œuvre des mesures d'insertion permettant aux personnes notamment en situation de handicap (sans condition d'âge) de se former à leurs métiers et d'accéder à un emploi en contrat à durée indéterminée.

Ce programme, La Pépinière, est un dispositif de formation en partenariat avec des écoles du transport (UPR et l'AFTRAL) qui vise à former aux métiers d'agent de transit et de déclarant en douane dans le cadre du contrat de professionnalisation (CDI).

Ces formations d'une durée de vingt et un mois sont diplômantes et permettent d'obtenir un niveau bac + 2. Déjà 3 promotions ont été engagées avec 66 personnes qui ont eu l'opportunité d'acquérir auprès de professionnels toutes les compétences nécessaires à la parfaite organisation des opérations de transport aérien et maritime, et, qui plus est, sont formées aux bonnes pratiques de Bolloré Logistics.

Alors que les deux premières étaient ouvertes à un public élargi rencontrant des difficultés d'emploi – personnes en situation de handicap mais aussi jeunes éloignés de l'emploi, chômeurs de longue durée – la troisième promotion est focalisée sur des personnes en situation de handicap et cela sera également le cas pour la quatrième promotion.



À travers ce dispositif, Bolloré Logistics veut démontrer que la logistique internationale peut offrir un parcours ambitieux et une carrière évolutive au sein de l'entreprise à toutes les personnes qui rejoignent La Pépinière, qu'elles soient diplômées ou non.

À l'international, Bolloré Logistics Singapour est partenaire depuis 2015 de SPD, une association locale qui soutient les personnes en situation de handicap depuis plus de 50 ans. Cette collaboration a permis de mettre en place une équipe composée d'un superviseur et de 16 personnes souffrant de handicaps divers qui interviennent dans le cadre d'activités logistiques à valeur ajoutée au sein de la nouvelle plateforme logistique du « Blue Hub ». Diverses initiatives ont été mises en place pour créer un environnement de travail répondant à leurs besoins et un service de navette a été instauré pour les aider à se rendre quotidiennement sur leur lieu de travail. Le superviseur dispose d'une solide expérience en formation professionnelle et prise en charge de personnes handicapées. Bolloré Logistics est l'une des rares entreprises à Singapour à avoir obtenu l'accord de SPD pour accueillir des travailleurs handicapés sur site et leur permettre ainsi d'acquérir une expérience professionnelle dans des conditions réelles d'emploi. Pour cette initiative, Bolloré Logistics Singapour s'est vu décerner le prix « Enabling Employers 2019 » par SGEEnable pour avoir intégré du personnel handicapé au sein de son entrepôt.

Bolloré Logistics Maroc a également établi un partenariat avec l'association Anaïs pour le développement de l'emploi des personnes en situation de handicap mental, à travers l'insertion professionnelle. En 3 ans, 7 insertions ont eu lieu au sein de l'entrepôt de Casablanca, sur l'activité logistique « co-packing » dédiée au flux d'un de nos clients du luxe. De jeunes collaborateurs atteints de trisomie 21 sont ainsi formés et accompagnés par nos salariés, en étroite collaboration avec les responsables psychopédagogiques de l'association Anaïs. La démarche adoptée permet un suivi quotidien et une évaluation périodique qui favorisent la réussite de ces insertions.

À Dubaï, dans le cadre d'un partenariat avec une association locale, Manzil, Bolloré Logistics Dubaï a intégré un nouveau collaborateur en situation de handicap au sein de l'équipe aérospatiale, en contrat temporaire pour six mois afin de lui permettre de comprendre l'activité et les processus métier et de bénéficier d'une formation en phase avec son travail. Dans le cadre de cette embauche, les chefs d'équipe/superviseurs ont reçu une formation sur l'accompagnement des personnes ayant des besoins spécifiques dispensée par Manzil.

Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes

Attirer les talents de demain est stratégique pour une entreprise présente sur tous les continents, de même que contribuer à l'autonomisation des jeunes en difficultés afin d'ancrer la société dans les communautés au sein desquelles nous agissons. Bolloré Logistics s'est fixé trois objectifs permettant de favoriser l'insertion professionnelle des jeunes :

- analyser les attentes de la nouvelle génération et leur perception de l'entreprise afin d'identifier les mesures à mettre en œuvre pour les engager et, ainsi, être en capacité d'attirer de nouveaux talents;
- optimiser les démarches d'accueil en stage, VIE et en alternance des jeunes;
- coordonner ses projets d'engagement solidaire en Europe et à l'international pour améliorer prioritairement la situation économique et sociale des jeunes, et répondre ponctuellement et efficacement à des actions de solidarité internationale, en cohérence avec la politique mécénat du Groupe Bolloré, qui a pour mission prioritaire de soutenir la jeunesse.

COLLABORATEURS ÂGÉS DE 25 À 34 ANS	2019	2018
Total effectifs	7 120	6 553
Proportion vs effectif total	34%	32%
% évolution	9%	

Promouvoir l'égalité professionnelle femmes-hommes

Une entreprise qui se féminise

L'égalité professionnelle femmes-hommes est identifiée comme un levier de transformation. L'entreprise s'est fixé trois objectifs :

- féminiser des emplois à faible représentation féminine à compétences égales;
- favoriser l'accès des femmes aux postes à responsabilité, notamment à travers la sélection de plus de femmes dans les programmes de formation au management;
- accompagner les femmes dans leur évolution professionnelle.

En 2019, le pourcentage de femmes au sein de Bolloré Logistics a progressé de 3%. Cette progression, même si elle reste trop limitée, témoigne des premiers résultats obtenus par la mise en œuvre du plan d'action. Une attention particulière a été portée sur les étapes de recrutement avec plus de 43% de femmes recrutées en CDI. Le pourcentage de femmes formées progresse de plus de 2 points en 2019 et reste supérieur au pourcentage de femmes dans l'effectif total sur deux années consécutives. Le pourcentage de femmes avec des responsabilités managériales reste un point d'attention car il n'a que très légèrement progressé et reste en deçà de la représentativité des femmes en moyenne dans l'entreprise.

ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES	2019	2018
Femmes ⁽¹⁾	39,8%	39,3%
Femmes managers ⁽²⁾	35,9%	34,7%
Femmes recrutées ⁽³⁾	43,6%	ND
Femmes formées ⁽⁴⁾	43,1%	40,9%

(1) Effectif total Femmes/effectif total.

(2) Nombre de femmes managers/effectif total managers.

(3) Nombre de femmes recrutées à l'externe en CDI/nombre de recrutements externes en CDI.

(4) Nombre de femmes formées/nombre de salariés formés.

ND : donnée non disponible en 2018 - l'indicateur ayant été mis en place en 2019.

Bolloré Logistics favorise également l'autonomie de plus de 1 200 femmes dans les 40 pays les moins bien notés de l'Index GII de l'ONU où elles sont le plus éloignées de l'emploi. Leur représentativité dans l'effectif managers est passée de 27,9% en 2018 à 28,2% en 2019.

Journée internationale des droits des femmes

À l'occasion de la journée internationale des droits des femmes en mars 2019, le Groupe Bolloré a organisé de nombreux événements au sein de ses différentes filiales dans le monde.

Les collaborateurs de Bolloré Logistics se sont notamment mobilisés à travers une journée d'échange et de solidarité sur le thème de la féminisation des emplois organisée au Havre (France). Animé par les équipes RH accompagnées par un cabinet expert sur ce sujet, cet atelier avait pour objectif de nourrir la réflexion globale au sein de l'entreprise sur la mixité comme levier de performance et source de bien-être pour les salariés.

En parallèle, une campagne de communication mettant en avant les parcours de carrières de plusieurs femmes au sein du Groupe Bolloré a été lancée auprès de l'ensemble des collaborateurs des

divisions. Différentes vidéos ont ainsi été tournées et diffusées largement en interne et en externe sur les réseaux sociaux.

Chez Bolloré Logistics France, l'index d'égalité professionnelle femmes hommes est passé de 69 en 2018 à 85 en 2019.

Quatre femmes de l'agence de Houston (États-Unis) ont participé à la conférence « Will to be empowered » qui s'est tenue en septembre 2019 à Sugarland, au Texas. L'organisation Will (Women in Logistics Leadership) a pour mission d'aider les femmes qui travaillent actuellement dans la logistique ou qui y aspirent, de progresser dans leur carrière vers des postes de direction. Des actions de mentorat et d'insertion des femmes au sein d'un réseau sont menées.



2.2

6 GARANTIR LA SANTÉ ET LA SÉCURITÉ AU QUOTIDIEN POUR LES COLLABORATEURS ET LES FOURNISSEURS DE PROXIMITÉ

Une politique pilotée par le département QHSE et coordonnée sur le terrain grâce à un large réseau QHSE

Bolloré Logistics exerce ses métiers au sein d'environnements présentant des risques potentiels. L'enjeu est particulièrement matériel au regard des activités logistiques, telles que liées à la manutention, au transport de marchandises, ou encore liées à la manipulation et au transport de produits dangereux. La forte implantation internationale de Bolloré Logistics exige par ailleurs une vigilance spécifique en fonction du contexte local. Au même titre que pour ses salariés, Bolloré Logistics a identifié la santé et la sécurité des partenaires et sous-traitants présents sur ses sites, ainsi que celles des communautés locales pouvant être impactées par ses activités, parmi ses risques prioritaires. Les risques relatifs à la sécurité des tiers dans le cadre des activités de transport de marchandises sont particulièrement matériels.

Bolloré Logistics se donne comme priorité d'assurer la santé et la sécurité au travail de ses collaborateurs et des tiers exposés dans le cadre de ses activités. Engagée dans une démarche dynamique d'amélioration continue, l'entreprise déploie sur l'ensemble de ses activités et implantations des systèmes de management reposant sur des référentiels reconnus tels que l'ISO 45001, ou autres normes internationales. La mise en œuvre de ces systèmes de management est garante de la prise en compte au quotidien de la santé et de la sécurité des collaborateurs au sein d'un cycle de vigilance vertueux encadré par des politiques et procédures appropriées permettant d'assurer la maîtrise de ce risque. L'entreprise s'engage à investir dans la prévention des risques professionnels et des accidents, à améliorer les conditions de travail, ainsi qu'à former et sensibiliser ses collaborateurs et les parties prenantes intervenant sur les sites (ex. : sous-traitants, entreprises extérieures, partenaires, fournisseurs, clients, etc.).

La Direction QHSE (Qualité, Hygiène, Sécurité, Environnement) de Bolloré Logistics occupe une place prépondérante au sein des organisations continent, pays et région au sein d'un pays. Le Directeur QHSE appartient au Comité exécutif et anime une équipe centrale et un réseau de plus de 100 collaborateurs sur tous les territoires d'implémentation. La Direction QHSE est également représentée au sein du comité de pilotage du programme « Powering sustainable Logistics ».

Le réseau QHSE a pour principales missions :

- de coordonner, concevoir, revoir et manager les programmes d'amélioration continue et qualité de service ;
- d'accompagner le développement de la culture HSE ainsi que les bonnes pratiques ;
- de garantir le maintien des certifications métiers, menant à l'amélioration des performances et gage de confiance pour les clients.

99



Chaque entité dispose de systèmes de management QHSE formalisés par des procédures générales et opérationnelles qualité, hygiène, santé, sécurité et environnement.

Déclinées selon les activités en différentes politiques signées par les Directions générales, et traduites en procédures opérationnelles, elles constituent un cadre promouvant la prévention des accidents et incidents, de manière à garantir un environnement de travail sûr, doté d'équipements conformes aux normes et réglementations en vigueur, et veillant au bien-être des collaborateurs, tout en les responsabilisant aux aspects santé et sécurité de leurs activités.

La performance de la politique QHSE est supervisée par le Président-directeur général de Bolloré Logistics, qui s'assure de la disponibilité des ressources nécessaires à la mise en œuvre, au maintien et à l'amélioration continue du système de management QHSE.

La direction générale fixe des objectifs, surveille l'application des plans d'action et s'assure de la correction des écarts constatés, au travers de l'analyse des incidents/accidents, de la conduite d'audits, d'inspections et de l'analyse de la performance pour mesurer l'efficacité du système de management QHSE. Les règles auxquelles les sous-traitants doivent se conformer sont par ailleurs établies en tant qu'exigences contractuelles spécifiques.

Engagée dans une démarche d'amélioration continue, Bolloré Logistics poursuit le déploiement de la certification de son système de management intégré hygiène, sécurité, environnement (HSE) au sein de son réseau.



En septembre 2020, Bolloré Logistics a obtenu la triple certification SMI (Système de Management Intégré) ISO9001/ISO14001/ISO45001 pour les entités situées dans les régions : Europe, Amérique, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Asie du Sud. En 2021, la démarche sera étendue au continent africain. À noter toutefois que 100% des entités localisées en Afrique sont déjà couvertes par un système de management qualité, environnement, santé et sécurité.

La Direction QHSE Corporate a lancé en 2019 sa plateforme de pilotage dédiée aux activités Qualité, Santé, Sécurité, Sûreté et Environnement : B'Excellent. B'Excellent s'adresse au réseau QHSE mais également à l'ensemble des managers et permet notamment une meilleure maîtrise du pilotage des activités HSE, une gestion des données grâce aux différents tableaux de bord (reporting HSE, état d'avancement du plan d'action, planification des inspections, des plans de continuité d'activité...), l'analyse de la performance QHSE des entités de Bolloré Logistics partout dans le monde...

En fonction du type d'activités opérées, Bolloré Logistics met en œuvre des plans de management HSE spécifiques et adaptés par exemple sur les sites où sont opérés des projets industriels du type Oil & Gas ou Mining pour le compte de leurs clients, tels que la gestion d'une base logistique. Ces plans décrivent les moyens prévus par Bolloré Logistics pour faire appliquer les exigences réglementaires locales, les standards et les politiques HSE de Bolloré Logistics et celles des clients. Ils s'appliquent sur l'ensemble du site, aussi bien au personnel de Bolloré Logistics qu'aux sous-traitants contractés par ou au nom de la business unit.

Dans le cadre de la politique qualité et performance, les fournisseurs et sous-traitants de Bolloré Logistics font l'objet d'un processus de sélection notamment axé sur leur aptitude à respecter les exigences de sécurité contractuelles.



Prévenir les accidents, les risques professionnels et améliorer les conditions de travail

Dans le cadre des systèmes de management QHSE, l'évaluation des risques professionnels est réalisée systématiquement. Sur ces constats, des règles d'ergonomie et des moyens de réduction des risques sont ainsi déployés. Les audits réguliers ainsi que l'analyse des incidents et accidents mis en œuvre donnent lieu à des plans d'amélioration intégrant des mesures de prévention et correction dans une démarche d'amélioration continue. Chaque entité identifie et répond naturellement aux exigences externes applicables, qu'il s'agisse de réglementations ou de clauses contractuelles. Les entreprises extérieures devant effectuer des travaux réguliers sur site sont amenées à faire l'objet de plans de prévention et de permis de travail visant à garantir au minimum la protection des travailleurs et des collectivités en matière d'hygiène et de sécurité.

Des audits et inspections santé et sécurité sont menés en interne pour renforcer la prévention par un suivi régulier des sites, des installations et des équipements ainsi que par des bureaux de contrôle externes pour les installations et équipements soumis à une obligation de vérification réglementaire. En 2019, 84 370 audits et inspections HSE ont été menés au sein du réseau Bolloré Logistics (soit près de 4 fois plus en 5 ans) et 36 930 auprès des sous-traitants (+ 133 % en 5 ans).

Bolloré Logistics met en œuvre des politiques santé et sécurité adaptées à son activité et ses régions d'implantation. Ses principaux risques professionnels concernent notamment les opérations de manutention, de stockage et de transport. Par exemple, lorsqu'il est impossible de recourir à la manutention mécanique, les risques sont évalués en prenant en compte la tâche, la charge, l'effort physique, l'environnement de travail ainsi que l'aptitude individuelle. Des règles d'ergonomie et des moyens de réduction du risque sont ainsi déployés.

Par ailleurs, les opérateurs sont formés aux bons gestes et postures à adopter avant de réaliser des opérations de manutention manuelle. Cette formation est renouvelée aussi fréquemment que nécessaire, en complément et non pas en substitution d'une méthode sûre de travail. Des supports de formation ou d'information sont en outre établis de manière à sensibiliser les collaborateurs sur les risques professionnels auxquels ils sont exposés.

Les risques de coactivité avec les entreprises extérieures sont également analysés, et des mesures de prévention et de protection spécifiques sont identifiées.

Toutes les informations sur les risques associés à leurs activités, et les mesures de maîtrise des risques en place leur sont communiquées.

De plus, un processus de gestion des sous-traitants est établi, de manière à assurer un niveau de qualité en matière de QHSE. Ce processus se traduit par la qualification, la sélection, ainsi que la surveillance des sous-traitants. Par exemple, les entreprises de transport mobilisées par Bolloré Logistics en Afrique doivent respecter une charte spécifique à cette activité.

Ainsi, la Charte du transporteur en Afrique est jointe à tout contrat signé avec les transporteurs sous-traitants. Cette charte s'inscrit dans une démarche plus large, visant à minimiser les dommages aux personnes, à la cargaison, au matériel et à l'environnement.

Elle prévoit notamment :

- la formation en conduite défensive;
- la bonne santé des conducteurs routiers et leur aptitude à conduire;
- le respect en tout temps des règles générales de conduite de Bolloré Logistics;
- le respect en tout temps de la politique de Bolloré Logistics sur l'interdiction de l'alcool et de la drogue.

ACCIDENTS DU TRAVAIL	2019	2018
Nombre d'accidents du travail avec arrêt	120	103
Taux de fréquence avec arrêt des accidents du travail (LTIFR) ⁽¹⁾	0,50	0,43
Taux de gravité des accidents du travail avec arrêt ⁽²⁾	21,74	17,56

(1) Nombre d'accidents ayant entraîné un arrêt de travail x 200 000 / Nombre total d'heures travaillées.

(2) Nombre de journées d'incapacité liées à un accident du travail x 200 000 / Nombre total d'heures travaillées

Former et sensibiliser les collaborateurs et sous-traitants pour prévenir le risque

Bolloré Logistics s'assure que les collaborateurs sont recrutés et formés pour pouvoir occuper le poste qui leur est attribué et pour accomplir les tâches qui leur sont confiées, y compris celles qui peuvent avoir un impact sur la santé, la sécurité et l'environnement.

Des formations et sensibilisations sur les thématiques santé, sécurité et environnement sont dispensées aux collaborateurs et sous-traitants au titre des mêmes principes de respect des règles de sécurité énoncées par la politique QHSE.

FORMATIONS HSE	2019	2018
Nombre d'heures de formation sur les thématiques HSE	147 496	160 366
Nombre d'heures de formation HSE pour les sous-traitants	28 863	29 698

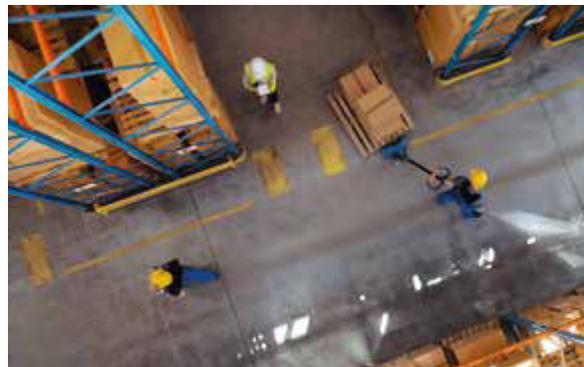
Les entreprises sous-traitantes doivent en outre s'assurer que leur personnel est qualifié et certifié pour mener à bien les opérations demandées. Concernant les opérations journalières, les équipes de Bolloré Logistics procèdent à des rappels des règles fondamentales de sécurité aux sous-traitants (ex. : manutention des charges lourdes, de produits dangereux, règles de transport et de circulation). Les thèmes des programmes de formation et d'information HSE mis en œuvre par les entités dépendent de la nature des activités exercées et des risques auxquels sont exposés les salariés (formations EPI, substances dangereuses, lutte contre les incendies, travail en hauteur, etc.). Le nombre d'heures de formation dispensées est objectivé dans le cadre du système de management QHSE. En 2019, 7 heures de formation ont été dispensées par collaborateur (contre près de 8 heures par collaborateur en 2018) avec un nombre d'heures totales de formation qui a progressé de 18% en 5 ans. La sensibilisation et la formation des salariés passent aussi par les « quarts d'heure de sécurité » ou « causeries » – dispensés auprès des salariés sur le terrain, en petit groupe.

Ils permettent d'instaurer un dialogue avec les salariés par un jeu de questions-réponses et favorisent la remontée d'informations du terrain pouvant conduire à la mise en œuvre de points d'amélioration comme la modification des flux de circulation ou encore la matérialisation de zones dangereuses, etc.

Des réunions HSE se tiennent en outre régulièrement sur les sites et constituent également un axe de communication pour transmettre des messages auprès des participants ou de réaliser des « safety moments ». Enfin, les nouveaux collaborateurs font l'objet d'une formation aux grandes règles santé, sécurité et environnement à maîtriser dans le cadre de leur environnement de travail (gouvernance et acteurs QHSE, risques et précautions liées à la manutention manuelle, à la conduite des chariots élévateurs, à la manipulation et stockage des marchandises dangereuses, à l'organisation des secours lors d'incendies, etc.).

Bolloré Logistics publie une revue QHSE annuelle abordant tous les enjeux et sujets opérationnels (indicateurs, certifications, actions spécifiques déployées sur les sites, projets), diffusée à l'ensemble des collaborateurs.

Un bilan des résultats des principaux indicateurs HSE est également établi sur une base annuelle, issus des reportings mensuels et apportant une analyse à la fois globale et par zone géographique.





Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail

Le monde du travail, en collaboration avec l'Organisation Internationale du Travail (OIT), célèbre partout dans le monde la journée du 28 avril avec l'objectif commun de promouvoir la « culture de la sécurité ». C'est en 2003 que le Bureau International du Travail a entrepris d'observer une « Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail » en mettant l'accent sur la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles. Le principal objectif de cette journée est de promouvoir une culture de la sécurité et de santé au travail.

Aussi, partout dans le monde, chaque année, les collaborateurs de Bolloré Logistics se mobilisent.

En 2019, Bolloré Logistics a célébré la Journée mondiale de la sécurité au travail en lançant d'importantes campagnes de sensibilisation et de prévention à travers le monde.

En Afrique, aux États-Unis, en Asie, en Europe, des exercices d'urgence, des sessions de sensibilisation et de prévention des risques professionnels et des bonnes pratiques, des actions de sensibilisation à la santé et bien d'autres événements promotionnels ont été organisés entre le 22 et le 29 avril dans une quarantaine de pays.

Cette semaine d'actions a réuni environ 6 700 collaborateurs et a rappelé à tous la culture santé, sécurité et les valeurs de l'entreprise.

« Enrayer la pandémie : la sécurité et la santé au travail peuvent sauver des vies » a été le slogan de la Journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail en cette année 2020. Plus que jamais, la sensibilisation à l'adoption de pratiques sûres sur les lieux de travail et au rôle important que jouent les services de santé et de sécurité au travail (SST) a été au cœur de cette Journée internationale.

Dans ce contexte particulier, les équipes sont toujours actives dans le monde entier. Pour assurer la sécurité des collaborateurs sur tous nos sites, Bolloré Logistics a mis en place de nombreuses mesures de protection et de prévention. La Journée mondiale de la sécurité 2020 a été l'occasion de rendre hommage à tous ceux qui, par leur implication, la mise en œuvre et le respect de règles de sécurité strictes, permettent la continuité de nos activités.



Distinction en matière de prévention santé et sécurité au Kenya

Bolloré Transport & Logistics Kenya a reçu la médaille d'argent lors de la remise des prix RoSPA 2019 décernés par la « Royal Society for the Prevention of Accidents » en reconnaissance de ses pratiques et réalisations en matière de santé et sécurité au travail.

Préserver la santé des collaborateurs

Bolloré Logistics protège la santé de ses salariés des atteintes physiques et mentales à travers les objectifs de la santé au travail suivants :

- protéger la santé de tous sur le lieu du travail;
- fournir un cadre permettant d'identifier et de minimiser les risques pour la santé;
- réduire les risques pour la santé liés à nos activités;
- se conformer à toutes les exigences réglementaires et légales.

L'évaluation et la surveillance de la santé des salariés se font à travers plusieurs actions :

- une visite médicale avant le recrutement;
- une surveillance médicale renforcée du personnel pouvant être exposé à des postes dits « à risques »;
- des programmes de vaccination ou de prévention de certaines maladies dès que nécessaire.

Bolloré Logistics offre en outre une protection sociale efficace. Elle se traduit par la mise en place de programmes d'accès aux soins et de prévention en fonction de l'implantation de ses activités, où la couverture complémentaire de santé vient en complément de la couverture d'assurance maladie en vigueur dans le pays.

COUVERTURE SANTÉ DES COLLABORATEURS	2019	2018
% de salariés pouvant bénéficier d'une couverture sociale	90,5%	89,6%
% d'entités où la couverture santé couvre les ayants droit	86%	ND
% d'entités où la couverture santé est plus favorable que ce que prévoit la législation légale	85,5%	ND
% de salariés pouvant bénéficier d'un suivi médical régulier proposé par l'entreprise	75,3%	69,8%
% d'entités où le service médical proposé est gratuit pour les collaborateurs	91,4%	ND

Sur le continent africain, afin de prévenir et réduire les risques de prolifération des moustiques et la contraction du paludisme, Bolloré Logistics met en place les exigences suivantes :

- mise à disposition, lorsque cela est possible, de traitements appropriés au personnel non immunisé et semi-immunisé;
- élimination, si possible, de l'eau stagnante, en particulier autour des bureaux et des zones résidentielles;
- mise en place de moustiquaires sur les fenêtres des bureaux et des locaux résidentiels;
- campagnes régulières pour maintenir un niveau élevé de sensibilisation sur les risques du paludisme.

Un programme d'information et d'éducation sur les maladies sexuellement transmissibles et le VIH/sida est délivré à l'ensemble du personnel en Afrique. Du matériel pédagogique, tel que des dépliants et des affiches, est distribué et placé sur les sites. En vue d'améliorer le niveau de prévention et de protection contre ces maladies, Bolloré Logistics encourage et aide tous les membres du personnel à faire un diagnostic précoce, permettant de connaître son statut et d'adopter des attitudes sûres et adaptées.





Assurer la sûreté des équipes

En complément des dispositifs mis en place pour assurer la sûreté de la chaîne d'approvisionnement (voir page 20), Bolloré Logistics bénéficie de la politique de la Direction de la sûreté mise en place au niveau du Groupe Bolloré, qui veille à la protection des actifs humains et matériels du Groupe sur l'ensemble des territoires où il est présent, et permet notamment de se prémunir contre les éventuels actes terroristes et crises politiques. Ses missions sont orientées autour des grands axes suivants :

- la veille et l'analyse afin d'assurer un suivi de l'actualité sécuritaire mondiale et disposer d'une approche proactive des crises;
- la gestion de crise en lien avec les départements concernés (Direction générale, juridique, QHSE, RH...);
- les audits de sûreté en France et à l'étranger et la vérification des procédures d'urgence en cas de crise (opérations d'évacuation de ressortissants RESEVAC);
- la sûreté des déplacements qui repose sur une politique voyages rigoureuse. Elle intègre la gestion et le suivi des déplacements professionnels à l'étranger via une plateforme de localisation dédiée, une évaluation de la faisabilité des déplacements professionnels. Tout déplacement en dehors des capitales (en Afrique, Asie, Amérique du Sud et au Proche et Moyen-Orient) doit être soumis à une étude de faisabilité préalable de la Direction sûreté et validée par la Direction générale;
- l'entretien d'un réseau sûreté qui passe par la consolidation des réseaux sécuritaires du Groupe en France et à l'étranger et le recrutement des correspondants sûreté locaux.



Gérer les crises sanitaires à travers un plan de réponse spécifique

La menace d'une épidémie requiert des entreprises de définir un plan d'action en vue de se prémunir contre ce risque, afin d'assurer la sécurité et de maintenir la santé des salariés, de répondre aux sollicitations de nos clients et partenaires dans ce domaine, et, de manière générale, dans le but de favoriser un maintien de l'activité, autant que possible.

Une cellule de veille est en place au niveau du Groupe Bolloré et définit les principales mesures à prendre pour prévenir l'épidémie, à plusieurs niveaux.

Des moyens particuliers de communication et de prévention sont également mis en place. Le présent plan de réponse s'inscrit dans le cadre de ces instructions qui concernent l'ensemble des entités Bolloré Logistics du Groupe Bolloré.

Les principaux objectifs de la réponse à une épidémie ou une pandémie sont les suivants :

- protéger la santé et la sécurité des salariés, personnel intérimaire, sous-traitant, visiteurs, résultant d'une exposition et d'une infection;
- maintenir la continuité des activités dans la mesure du possible, à minima, minimiser les perturbations des services essentiels.

Le plan de préparation pandémie est développé en coordination avec les plans de continuité des activités, la démarche d'évaluation des risques professionnels et la gestion des crises qui lui préexistent.

Par ailleurs, ce plan sert de base à l'établissement des mesures de contingence que le site demandera à ses prestataires et fournisseurs.

Le plan de réponse fixe les lignes directrices à suivre par les sites dans le cadre de la préparation, du management, de la continuité des activités en phase d'épidémie ou de pandémie.

Les mesures décrites dans le plan sont complétées par les mesures fixées par les autorités locales ou autres exigences réglementaires locales applicables afin de prendre en compte les contraintes et autres spécificités locales.

Ce document fait l'objet d'une actualisation en fonction de l'évolution des connaissances sur l'épidémie.

Les stratégies et plans d'action sont régulièrement actualisés en fonction de l'évolution des connaissances scientifiques du virus, de l'évolution de la pandémie et des recommandations nationales et internationales.

La cellule de crise se réunit à échéances régulières dès la phase de pré-épidémie et est chargée de piloter la crise et d'en organiser sa gestion.

Covid-19, la gestion d'une crise sanitaire et économique d'une ampleur inédite

Protéger la santé de son personnel partout dans le monde et préserver ses activités, est la préoccupation majeure et la mission première que s'est donnée Bolloré Logistics face à la crise sanitaire et économique provoquée au niveau mondial par le virus Covid-19.

La mise en place d'un plan d'action

Bien qu'ayant dû faire face aux crises sanitaires provoquées notamment par l'épidémie du Sras, d'Ebola, le Groupe Bolloré a dû, rapidement, à l'instar de toutes les entreprises, réfléchir et mettre en œuvre un plan d'action destiné à limiter l'impact de cette nouvelle crise sanitaire sur la santé et la sécurité de ses collaborateurs tout en préservant ses activités et celle de ses partenaires.

Bolloré Logistics a pris la mesure de la menace que représente la pandémie Covid-19. Pour répondre à cette situation exceptionnelle, l'ensemble des équipes Bolloré Logistics se sont mobilisées de manière à pouvoir apporter une réponse forte et coordonnée. Un plan de gestion de crise a été construit autour des principaux axes suivants :

- la participation à la cellule de veille en charge d'examiner la situation régulièrement et de définir/ adapter les mesures à prendre pour prévenir la pandémie;
- la prévention des risques de contamination par le rappel des règles d'hygiène et des gestes barrières;
- la déclinaison d'un système de prévention adapté pour chaque phase de l'épidémie;
- la définition du plan de continuité de l'activité de l'entreprise et sa mise en œuvre;
- la gestion de la communication tant en interne qu'à l'égard des parties prenantes.

Des cellules de crise actives dans chaque Région

En complément de la cellule de veille en place au niveau du Groupe Bolloré, chaque Région a activé sa cellule de crise, composée du Directeur cellule de crise, des Directeurs Pays, Directeurs des opérations, IT, RH, QHSE..., pour piloter le plan d'action et en organiser chaque étape.

Chaque cellule de crise se réunit à fréquence régulière. Les plans d'action sont élaborés, mis en œuvre au niveau des pays, enrichis et mis à jour très régulièrement en fonction de l'évolution de la situation

Témoignage de la Direction QHSE Corporate

épidémiologique, des connaissances sur le virus, des décisions et recommandations des organisations internationales, des autorités locales (...) et en lien avec les Directions Corporate, notamment QHSE.

Anticiper la pandémie

Dès février 2020, la Direction QHSE Corporate Bolloré Logistics a établi un plan de réponse Covid-19 pour anticiper la prolifération de l'épidémie dans les différents continents.

Ce plan de préparation au risque de pandémie Covid-19 fixe le cadre en définissant les lignes directrices à suivre dans le cadre de la préparation, du management et de la continuité des activités. Il a été préparé à partir des procédures et des premiers retours d'expérience des pays asiatiques.

Assurer au mieux la continuité des activités en protégeant les collaborateurs

Le plan de préparation pandémie est développé en coordination avec les plans de continuité des activités (PCA) et la démarche d'évaluation des risques professionnels. Les PCA formalisent les mesures opérationnelles, concrètes, qui sont déclinées localement pour la protection des personnels et pour le maintien des activités.

Fournir aux collaborateurs les moyens de se protéger sur leur lieu de travail

Protéger les collaborateurs qui restent en activité sur leurs lieux de travail est indissociable de l'application des dispositions de prévention du risque sanitaire. Ce qui nécessite de fournir les équipements de protection individuelle et matériel d'hygiène (masques, solution hydroalcoolique, gants, lunettes de protection...). Aussi, un stock de sécurité a été très rapidement constitué y compris au niveau des filiales du réseau.





2.2

7 FAVORISER LE BIEN-ÊTRE DES COLLABORATEURS

Au-delà de la protection de la santé des collaborateurs sur l'ensemble des territoires où est implantée Bolloré Logistics, le bien-être au travail est une thématique de plus en plus présente au sein de l'organisation. La volonté commune des collaborateurs et du management s'aligne sur ce besoin de structurer davantage un plan d'action global en faveur de la qualité de vie au travail. Aussi, partout dans le réseau de nombreuses initiatives s'organisent.

Dans le contexte de la crise Covid-19, la DRH corporate a mis en place une application permettant aux collaborateurs et à leurs ayants droit :

- de faire appel à un service d'assistance psychologique. Six consultations au minimum sont prises en charge par l'entreprise;
- de consulter gratuitement un conseiller personnel en cas de difficultés d'ordre social (financières, familiales...);
- de recourir à la téléconsultation médicale prise en charge par la Sécurité sociale française.

Cette initiative a été lancée sur toute la France et va être pérennisée. Des dispositifs analogues sont à l'étude dans plusieurs autres pays.

Par ailleurs, depuis plusieurs années, un cabinet spécialisé est à la disposition des collaborateurs en situation de mobilité. Les ayants droit du collaborateur en bénéficient également. En effet, l'expatriation peut être source de difficultés d'ordre psychologique notamment.

Les équipes de Bolloré Logistics mettent en place des initiatives locales pour améliorer le bien-être des collaborateurs. Quelques exemples :

- suivi d'ateliers de sensibilisation au bonheur par le comité exécutif de la région Asie-Pacifique et au sein du comité RSE Corporate;
- Bolloré Logistics Vietnam a déployé en 2019 toute une série d'actions destinées à améliorer la qualité de vie au travail (compositions florales dans les bureaux, concours de dessins et activités artistiques à l'occasion de la Journée de la femme, prix décernés en individuel ou par équipes dans l'engagement de service au client, activités sportives, etc.);
- à Singapour, la conception et l'organisation du nouveau complexe logistique, le Blue Hub, reposent sur trois piliers majeurs dont la centricité collaborateur à côté des axes développement durable et innovation;
- travaux en cours sur la charte d'aménagement intérieur des bureaux, intégrant la composante bien-être sur le périmètre Europe;
- mise en place d'une conciergerie sur deux sites pilotes en France (Roissy-CDG et Le Havre).

Par ailleurs, le challenge AcTogether lancé fin 2019, compétition interpays sur nos 109 territoires donnant l'opportunité aux salariés de réaliser des actions de développement durable, présente parmi les thèmes possibles d'action le bien-être au travail. À mi-novembre 2020, 23% des actions menées par les collaborateurs, sur un total de 379 actions, portaient sur cette thématique. Les nombreuses initiatives menées en France pour améliorer l'environnement de travail des salariés ont permis à Bolloré Logistics d'être classée 4^e meilleur employeur dans le secteur « Transport de marchandises et logistique » par les salariés français en 2020, au terme d'une enquête parue dans la revue Capital et réalisée par l'institut de sondage Statista.





2.3 OFFRIER à nos clients des solutions supply chain durables



- Réduction de notre empreinte environnementale et préservation de la biodiversité
- Intégration dans nos offres clients de critères écoresponsables dès la conception de la solution
- Haut niveau de qualité de service



3.93.d



8.28.4



11.6 11.b 11.c



12.2 12.4
12.5 12.6 12.8 12.a



13.1 13.2 13.3 13.b



17.7 17.8 17.9 17.16



DES DÉFIS MAJEURS INTÉGRÉS À LA STRATÉGIE BOLLORÉ LOGISTICS

Bolloré Logistics opère ses services de transport et logistique dans 109 pays sur les 5 continents. Néanmoins, le modèle d'affaires ne repose pas sur la possession d'actifs, l'entreprise est considérée comme une « non-asset based company ». Son cœur de métier consiste à organiser le transport de marchandises à l'international – à agir donc en tant qu'intermédiaire se fournissant en capacité de transport auprès des grands opérateurs ou en faisant appel à la sous-traitance –, et à offrir des solutions de pilotage global de la chaîne d'approvisionnement, ainsi que des services logistiques à valeur ajoutée en entrepôt (logistique contractuelle). L'entreprise dispose d'une flotte limitée de camions en propre, inférieure à 8% en termes de GES sur le total de transport routier.



De par son cœur de métier, la lutte contre le réchauffement climatique est un enjeu environnemental majeur de Bolloré Logistics, le transport étant fortement émetteur de gaz à effet de serre.

En effet, selon l'International Transport Forum (ITF, Transport Outlook 2019), le transport de marchandises est responsable de 8% des émissions mondiales de CO₂, 62% des émissions du transport de marchandises étant générées par le fret routier.

Au rythme actuel, les émissions doubleront d'ici 2050 par rapport à 2015 en raison de la croissance continue de la demande de fret. Les émissions mondiales liées au fret devraient passer de 2,9 milliards à 6,2 milliards de tonnes de CO₂ d'ici 2050, selon l'ITF. Pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, le secteur doit accélérer sa transition vers une activité décarbonée grâce à une combinaison de nouvelles sources d'énergie, d'efficacité des flottes, d'une meilleure utilisation des actifs, d'une optimisation modale et d'une rationalisation des systèmes logistiques.

Si le CO₂ a un impact significatif sur les gaz à effet de serre et donc le réchauffement climatique, avec pour conséquence, notamment, des catastrophes naturelles de plus en plus fréquentes, à la fois intenses et en même temps imprévisibles, les polluants atmosphériques (NO_x, SO_x) et les particules fines ont des conséquences néfastes sur la santé des populations humaines et la biodiversité, notamment marine.

La lutte contre le changement climatique est pleinement intégrée au sein de la stratégie de Bolloré Logistics de manière transverse, conduisant à la mise en place de politiques d'engagements et de plans d'action associés reflétant des mesures d'atténuation et d'adaptation dans l'exercice de ses activités. Cet ensemble systémique est régulièrement revu afin d'intégrer les éléments scientifiques mis à jour ou collectés progressivement. L'amélioration de la qualité de l'air, via la réduction des polluants atmosphériques et des particules fines, est également un impact environnemental intégré, au même titre que la préservation du capital naturel à travers une politique active de préservation de la biodiversité et de gestion des emballages utilisés dans le transport et la logistique contractuelle.

Ces grands défis représentent également des opportunités pour Bolloré Logistics, permettant à l'entreprise d'asseoir son rôle de conseil auprès des clients industriels, importateurs et exportateurs, afin de réduire les impacts environnementaux de leur supply chain. Cette approche permet également de répondre aux attentes en termes de logistique durable des clients de Bolloré Logistics, qui sont de plus en plus nombreux à s'engager à réduire l'empreinte carbone de leurs produits.

La qualité de conseil et de service portée par une démarche d'amélioration continue et d'excellence opérationnelle est pleinement intégrée au sein des opérations, la stratégie mettant le client au cœur de notre mission.

Pour contribuer efficacement à la transition énergétique de son écosystème et l'émergence de nouvelles solutions écoresponsables, Bolloré Logistics a rejoint depuis 2018 plusieurs initiatives sectorielles. L'entreprise est membre des initiatives suivantes : commission développement durable de l'Union TLF (Union des Entreprises Transport et Logistique de France), Lab Supplychain4Good de Supply Chain France by Aslog, Global Logistics Emissions Council (GLEC), EcoTransIT® World Initiative (EWI), Clean Cargo Working Group (CCWG), Sustainable Air Freight Alliance (SAFA) et Getting to Zero Coalition.

Par nature, la commission de transport et la logistique contractuelle induisent d'autres impacts environnementaux concernant les risques liés au transport et au stockage de matériaux dangereux, dont la gestion est maîtrisée au sein de l'organisation.

La préservation de l'environnement au sein des activités de Bolloré Logistics est formalisée depuis le début des années 2000 avec, d'une part, la politique santé, sécurité et environnement établie par la direction QHSE et le début de la certification ISO 14001 des sites et, d'autre part, son inscription dans le premier Code de conduite des affaires du Groupe.

La gouvernance des aspects environnementaux s'est au fil des années étendue pour être aujourd'hui intégrée de manière transverse et matricielle au sein de l'organisation et portée par les différents niveaux – Groupe Bolloré – division Bolloré Transport & Logistics – unité opérationnelle Bolloré Logistics – et métiers (RSE, éthique, QHSE, achats, opérations, marketing et commerce).

L'ensemble des indicateurs environnementaux sont notamment suivis à travers le reporting RSE annuel établi grâce à un outil de collecte dédié. Les données collectées sont consolidées par la direction RSE de la holding du Groupe Bolloré afin d'être intégrées dans le document d'enregistrement universel. Ces données sont auditées sur une base annuelle par une société de conseil indépendante. Cet audit suit les normes de la « Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) ».

À travers le lancement de son programme RSE, « Powering Sustainable Logistics » au troisième trimestre 2018, Bolloré Logistics a structuré et renforcé sa feuille de route sur les problématiques environnementales. Le pilier environnemental « Offrir à nos clients des solutions supply chain durables » comporte les engagements suivants, auxquels sont associés des objectifs quantitatifs et qualitatifs :

- réduction de notre empreinte environnementale et préservation de la biodiversité ;
- intégration dans nos offres clients de critères écoresponsables dès la conception de la solution ;
- haut niveau de qualité de service.





À travers ces engagements environnementaux, Bolloré Logistics cible plus particulièrement les Objectifs de Développement Durable suivants :

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE VISÉS	CIBLES
ODD 3 Bonne santé et bien-être	3.9 3.d
ODD 8 Travail décent et croissance économique	8.2 8.4
ODD 11 Villes et communautés durables	11.6 11.b 11.c
ODD 12 Consommation et production responsables	12.2 12.4 12.5 12.6 12.8 12.a
ODD 13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	11.6 11.b 11.c
ODD 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs	17.7 17.8 17.9 17.16

Pour plus de détails sur la contribution de Bolloré Logistics aux ODD, voir chapitre 1.2.2, page 42.



KPIs du programme Powering Sustainable Logistics

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
RÉDUCTION DE NOTRE EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE, PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ			
43% de réduction en valeur absolue des émissions directes et indirectes de CO ₂ , scopes 1 et 2 (base 2017)	2027	Révision de l'objectif fin 2019 pour être aligné sur la trajectoire 1,5 degré Résultat 2019 : - 5,6% de réduction en absolu par rapport à 2017. Rapporté à un indicateur de surface de 100 m ² , l'évolution du CO ₂ e pour les scopes 1 et 2 a baissé de -9,5%, l'évolution stricte de surface s'étant élevée de 4,7% sur cette même période. Actions phares : déploiement progressif du plan climat avec accompagnement des 14 entités pays les plus émettrices représentant 86% et 74% des scopes 1 et 2 ; lancement du challenge RSE AcTogether fin 2019 sur l'ensemble des entités.	Plan d'action en cours de déploiement
30% de réduction en valeur absolue des émissions indirectes de CO ₂ , scope 3 aval (base 2019)	2030	Nouvel objectif défini en 2020. Objectif aligné sur la trajectoire « bien en-dessous des 2 degrés » en appliquant les méthodologies sectorielles SBT. Le scope 3 aval représente les émissions indirectes liées à l'exécution de nos services de transport, soit 96% du bilan carbone. Résultat 2019 : - 18,6% de réduction en absolu par rapport à 2017. Actions phares : renforcement du rôle de conseil auprès des clients et accompagnement sur des plans bas carbone, formations des commerciaux, pactes carbone, nouveaux outils d'aide à la décision industrialisés, groupe de travail sur la supply chain durable au sein du B.Lab.	Nouvel objectif défini en 2020
Diagnostic énergétique sur 50% des sites existants (scope 2)	2025	Analyse énergétique sur les sites des entités pays représentant 74% des émissions de CO ₂ .	Bilan carbone réalisé au niveau pays. Déploiement en 2019 des diagnostics par site
80% des entités juridiques pays certifiées ISO 14001	2022	Certification SMI globale sur les entités juridiques Bolloré Logistics situées dans les régions Amériques, Europe, Moyen-Orient et Asie-Pacifique, soit un taux de couverture de 84%. Certification SMI en Afrique programmée pour 2021. Au global, 50,5% des entités juridiques sont certifiées SMI sur les cinq continents, cela représente 62,4% des consommations électriques.	95% des sites certifiés en Europe et en Asie
100% des hubs logistiques certifiés aux meilleurs standards internationaux pour la construction	2021	Signature de la charte Bâtiment Responsable Bolloré Logistics en juillet 2019. Construction du nouveau hub à Singapour (certification : LEED® Gold, Green Mark Platinum, ISO 14001). Premier site en Asie labellisé BiodiverCity®.	Projet de formalisation d'une charte
100% de nos hubs stratégiques évalués sur les risques liés au changement climatique	2020	Analyse des risques physiques face au changement climatique sur 100% des sites. Poursuite du déploiement des actions visant à accroître la résilience des bâtiments.	Méthodologie d'évaluation établie conformément aux recommandations de l'Association des directeurs immobiliers



KPIs du programme Powering Sustainable Logistics (suite)

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
-----------	-----------------	----------------	----------------

RÉDUCTION DE NOTRE EMPREINTE ENVIRONNEMENTALE, PRÉSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ

Mise en place d'un plan d'action biodiversité sur 100% des 35 sites à potentiel écologique d'ici 2025, tirés de l'étude de l'empreinte biodiversité de 81 sites prioritaires de Bolloré Logistics réalisée depuis 2016	2025	Certification Engagement biodiversité par Ecocert du Blue Hub de Singapour en cours et renouvellement des 4 sites certifiés depuis 2015	En cours de déploiement
Engagement à doubler les surfaces de bureaux en aménagement biophilique d'ici 2025 (base de référence 2019) pour favoriser le bien-être au travail des collaborateurs	2025	132200 m ² en 2019. Nouvel objectif défini en 2020	Nouvel objectif défini en 2020

INTÉGRATION DANS NOS OFFRES CLIENTS DE CRITÈRES ÉCORESPONSABLES DÈS LA CONCEPTION DE LA SOLUTION

Former 80% des équipes commerciales et customer business solutions aux enjeux environnementaux de la supply chain et aux outils existants	2019	77% des effectifs ciblés au 30/11/2020 ont suivi une formation certifiante créée sur mesure et lancée en octobre 2020. Nombreuses sessions de sensibilisation lors des séminaires et dans le cadre du challenge AcTogether.	100% des managers commerciaux et responsables grands comptes sensibilisés sur la France, l'Asie-Pacifique et l'Afrique. Renforcement prévu sur 2019 avec des outils de formation adaptés
Intégrer des indicateurs environnementaux dans les outils d'aide à la décision pour les achats de fret (decision management platform, plateforme e-commerce)	2020	Intégration dans les outils centraux de cotation. Mise à disposition d'un outil de comparaison CO ₂ des compagnies maritimes et aériennes par route commerciale	En cours
Intégrer pour les clients bénéficiant de revues d'affaires périodiques un diagnostic GES/polluants atmosphériques et un plan d'amélioration continue de réduction des émissions	2022	Formation des commerciaux démarrée (77% formés au 30/11/2020). Nouvel objectif défini en 2020	Intégration systématique d'un volet RSE dans les revues d'affaires grands comptes
Édition d'un tableau de bord carbone et polluants atmosphériques pour tous nos clients	Objectif atteint	Disponible à la demande pour 100% des clients. Plus de 2 000 tableaux de bord CO ₂ et polluants atmosphériques générés en 2019	Disponible à la demande pour 100% des clients



KPIs du programme Powering Sustainable Logistics (suite)

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
INTÉGRATION DANS NOS OFFRES CLIENTS DE CRITÈRES ÉCORESPONSABLES DÈS LA CONCEPTION DE LA SOLUTION			
Signature d'un engagement commun, le PSL Pact de réduction CO ₂ , polluants, emballage avec 20% des clients identifiés comme grands comptes	2022	Lancement du PSL Pact mi-2020. Nouvel objectif défini en 2020	<i>Nouvel objectif défini en 2020</i>
Proposer à 100% des clients un module digital de sensibilisation à l'impact environnemental de la supply chain	2019	Projet en cours de développement pour une finalisation prévue en 2021	Programmé sur 2019
100% des fournisseurs majeurs évalués sur des critères RSE	Objectif atteint	100% des fournisseurs majeurs évalués à travers une procédure due diligence révisée, un questionnaire RSE et des critères environnementaux dans le suivi du niveau de service (Service Level Agreement)	70% des fournisseurs majeurs évalués
Auto-référencement obligatoire des transporteurs routiers sur LINK Partners avec questionnaire RSE et Éthique	Objectif atteint	100% des transporteurs routiers actifs référencés. Lancement d'une nouvelle version de LINK Partners avec davantage de critères environnementaux pour sélectionner les équipements bas carbone	100% des transporteurs routiers actifs référencés
100% des acheteurs formés sur les enjeux éthiques, sociaux et environnementaux au sein de la chaîne d'approvisionnement/ achats durables	2020	95% des acheteurs centraux et locaux formés aux enjeux RSE	Lancement du programme de formation en 2019
100% des acheteurs de fret formés à la chaîne d'approvisionnement écoresponsable	2021	82% des acheteurs de fret ont suivi une formation certifiante sur la chaîne d'approvisionnement écoresponsable	Lancement du programme de formation en 2019
Accroître le taux d'engagement des employés de 20% par an dans le challenge RSE mondial AcTogether impliquant les collaborateurs dans des actions environnementales	2021	Challenge RSE lancé fin 2019 auprès du top management local et déployé en janvier 2020 auprès de tous les collaborateurs. À mi-novembre, 379 actions RSE lancées (en cours ou finalisées). Nouvel objectif défini en 2020	En cours



KPIs du programme Powering Sustainable Logistics (suite)

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
HAUT NIVEAU DE QUALITÉ DE SERVICE			
80% des entités juridiques en Afrique certifiées ISO 9001:2015	2020	57,5% des entités juridiques pays sur le continent africain sont certifiées ISO 9001:2015	52,5% des entités juridiques pays sur le continent africain sont certifiées ISO 9001:2015
Taux d'insatisfaction des clients inférieur à 5%, mesuré à travers le rating des expéditions dans l'outil de tracking LINK	Annuel	Évolution stable avec le maintien d'un taux d'environ 1% de clients insatisfaits	Environ 1% de clients insatisfaits
Taux de satisfaction globale des clients (enquête annuelle approfondie) : 7,5/10	2019	Taux de satisfaction de 7,18	Taux de satisfaction de 7,13
80% des plans de continuité d'activité mis en place	Objectif atteint	90% des plans de continuité en place	80% des plans de continuité en place
Déploiement de l'outil digital Upwind sur 50% du réseau en 2018 et 100% en 2019 (outil lié au système de tracking des flux d'expédition au niveau mondial avec service d'alerte, de suivi et d'adaptation de nos opérations face aux événements extérieurs impactant la supply chain)	Objectif atteint	Outil déployé sur 100% du réseau	Outil déployé sur 50% du réseau



1 MAÎTRISER LES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX INDUSTRIELS À TRAVERS UNE POLITIQUE QHSE ÉTENDUE ET UN MAILLAGE RÉSEAU DENSE

La politique QHSE de Bolloré Logistics, signée par son Président-directeur général, encadre le management de l'environnement. Elle stipule notamment la nécessité de « planifier, mettre en œuvre, revoir et améliorer de manière continue » le système de management de la santé, sécurité et environnement, en conformité avec les normes ISO 14001, les règles, les législations et réglementations en vigueur dans les pays où opère l'entité. L'entreprise déploie un système de management environnemental dans les pays qui ne sont pas encore certifiés.

Engagée dans une démarche d'amélioration continue, Bolloré Logistics poursuit le déploiement de la certification de son système de management intégré qualité, hygiène/santé, sécurité, environnement (QHSE) au sein de son réseau. En octobre 2020, Bolloré Logistics a obtenu la certification SMI globale (ISO 14001/45001/9001) sur les entités juridiques Bolloré Logistics situées dans les régions Amériques, Europe, Moyen-Orient et Asie-Pacifique, soit un taux de couverture de 84%. En 2021, la démarche sera étendue au continent africain.

Au global, 50,5% des entités juridiques sont certifiées SMI sur les cinq continents, cela représente 62,4% des consommations électriques. À noter toutefois que 100% des entités localisées en Afrique sont déjà couvertes par un système de management qualité, environnement, santé et sécurité.

Par ailleurs, la politique QHSE de Bolloré Logistics identifie les axes d'amélioration de la santé, de la sécurité et de l'environnement, complétant ainsi le management usuel et continu de la santé et de la sécurité de l'entreprise.

Tous les salariés et les parties prenantes intervenant sur les sites se soumettent aux bonnes pratiques et procédures fiables. La Direction de Bolloré Logistics établit des objectifs et des cibles QHSE, mesurables et cohérents avec la politique QHSE pour les fonctions et niveaux pertinents au sein de l'organisation. L'atteinte des cibles est surveillée lors des réunions du Comité exécutif et de la revue de Direction QHSE annuelle. Des objectifs et cibles QHSE spécifiques peuvent être définis pour une région géographique, un pays ou un établissement donné, annuellement, lors de la revue de Direction.

Ainsi, la gestion des risques et leur maîtrise liée à l'impact environnemental des sites passe par le déploiement de systèmes de management environnemental (SME), de mesures et contrôles spécifiques suivant des référentiels reconnus tels que la norme ISO 14001 sur le management de l'environnement ou répondant aux réglementations strictes telles que celles relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).



Les sites font l'objet d'analyses de risques industriels et environnementaux qui permettent de répertorier les actions préventives ou correctives à mettre en place et constituent de fait un outil d'aide à la décision pour les actions à implémenter.

Les activités de transport et de logistique de Bolloré Logistics sont exposées aux risques de pollution locale et de transport et stockage de produits dangereux et constituent, à ce titre, une priorité en matière de prévention. Ces risques sont pris en compte par les systèmes de management environnemental (SME) en place. Ainsi, conformément à ces systèmes, suite à l'évaluation de l'impact de leurs activités sur l'environnement, les entités sont amenées à développer des plans d'action pour réduire les impacts et les risques de pollution, incluant par exemple des mesures de prévention en cas de transport ou stockage de matières dangereuses, l'inventaire des sources de déchets dangereux ou encore la mesure et l'analyse des émissions dans l'air, l'eau et les sols. Les activités font l'objet d'audits internes et externes réalisés chaque année dans le cadre des réglementations et certifications.

Ces processus définis permettent d'assurer le reporting, l'analyse, l'enregistrement et la correction des incidents, accidents et non-conformités pouvant entraîner des pollutions. 35 incidents environnementaux ont été enregistrés en 2019, soit une baisse de 30% par rapport à 2018.

Tous ces incidents ont été traités et clôturés. Par ailleurs, des audits et inspections sont menés très régulièrement par le réseau QHSE : en 2019, 84 370 audits et inspections HSE ont été menés dans l'ensemble des pays (soit près de 4 fois plus en 5 ans). La performance environnementale de chaque entité fait l'objet d'un suivi régulier en Comités de direction au siège et en local.



Bolloré Logistics met également en place des plans de réponse aux situations d'urgence, basés sur le résultat des évaluations (cartographies) des risques, réalisées par l'entité dans le but de minimiser les effets possibles d'un accident ou d'une situation d'urgence sur la santé, la sécurité et l'environnement.

Les plans de réponse aux situations d'urgence sont établis conformément aux directives de la Direction générale. Des process de suivi de la performance, ainsi que des processus de suivis correctifs et des objectifs sont mis en place et l'entité s'assure que les collaborateurs, y compris le personnel sous-traitant travaillant sur le site, sont correctement informés de la procédure d'intervention d'urgence.

Indicateurs proactifs HSE

ANNÉE 2019	HEURES DE FORMATIONS HSE	RÉUNIONS HSE	AUDITS ET INSPECTIONS HSE
Personnel permanent	147 496	23 554	84 370
Personnel intérimaire et sous-traitants	28 863	21 718	36 930



Prévention des risques liés au transport et stockage de marchandises dangereuses

La direction QHSE de Bolloré Logistics gère directement les problématiques de gestion des risques de sécurité et de pollution liées au transport et au stockage de marchandises classées comme dangereuses. En raison des enjeux associés aux risques de pollution locale, Bolloré Logistics accorde une attention spécifique à la prévention d'accidents industriels et encadre scrupuleusement ses activités de stockage et transport des matières dangereuses sur l'ensemble de sa chaîne logistique, dont notamment les hydrocarbures et le cyanure en Afrique. Néanmoins, la probabilité d'occurrence du risque de pollution locale est faible dans le domaine, celui-ci étant très fortement réglementé et encadré, dans l'aérien et le maritime. Il existe des procédures globales selon les continents, et régionales selon les territoires d'implantation.

La gestion des marchandises dangereuses est strictement encadrée par les politiques et le manuel QHSE de Bolloré Logistics, intégrant l'évaluation des risques, les stratégies de prévention et de maîtrise des risques, les autorisations réglementaires, les modalités de réception, la ségrégation, le contrôle des marchandises, la manutention, mais aussi les instructions, la formation du personnel.

Bolloré Logistics met en place des mesures de maîtrise et de prévention des déversements, pendant toutes les opérations de manutention de produits chimiques (*chargement/déchargement, stockage, transfert, etc.*), afin de minimiser les effets des déversements de produits chimiques sur la santé et l'environnement, sur le site comme en dehors.

Selon l'activité, le territoire d'implantation ou les spécificités du site, un certain nombre de mesures spécifiques peuvent être instaurées. Par exemple, les zones de stockage de produits chimiques disposent de moyens de confinement des déversements afin d'en contrôler la propagation. Des kits de déversement accidentels comprenant, entre autres, des produits absorbants (granulés, plaques, boudins absorbants) sont mis à disposition. Les matériaux contaminés sont traités, de façon sûre et adéquate, via un prestataire qualifié et spécialisé dans l'élimination des déchets dangereux. Des bacs de rétention sont disponibles pour contenir des récipients présentant des fuites.

Les entrepôts et yards exploités par Bolloré Logistics disposent de moyens internes de prévention de protection et d'intervention composés notamment :

- *de moyens de protection contre les incendies (extincteurs, robinets d'incendie armés, désenfumage, détection incendie, installations sprinklage le cas échéant) en fonction du niveau de risque que présentent les activités;*
- *de procédures visant à assurer une bonne tenue générale et un niveau de maintenance des installations, comprenant la vérification périodique des équipements et des installations;*
- *d'une surveillance interne au travers d'inspections, régulièrement effectuées de manière à vérifier notamment le bon état et l'accessibilité des outils de lutte contre l'incendie et dispositifs de secours, le respect des règles de sécurité...;*
- *de procédures spécifiques telles que la délivrance de permis de travail avant réalisation de certaines interventions à risque, telles que les travaux par points chauds;*
- *de dispositifs visant à la sécurisation des installations contre le risque de malveillance;*
- *de certifications spécifiques déployées pour le transport de produits chimiques présentant des risques particuliers, tels que la certification ICMI (International Cyanide Management Code) détenue par les entités, qui sont ainsi habilitées à réaliser des opérations de transport de cyanure de sodium. Fin 2019, les entités en Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sénégal, Ghana et au Burkina Faso se sont vu attribuer le renouvellement de la certification ICMI.*

Par ailleurs, la maîtrise des risques de pollution locale se traduit également par des formations dédiées, telles que des formations sur la manutention et le transport des marchandises dangereuses, qui sont dispensées auprès du personnel, en fonction de ses attributions. À titre d'exemple, un module e-learning sur le transport de marchandises dangereuses est déployé depuis 2016. Cette formation s'adresse aux salariés amenés à gérer des dossiers de marchandises dangereuses. Elle est constituée de plusieurs modules de formation (*identification des marchandises dangereuses, emballage, documentation, chargement/déchargement...*).



Des exercices d'intervention sont réalisés par les entités de manière à tester l'efficacité des procédures ainsi que des équipements d'urgence à disposition, mais également de la bonne connaissance des règles à suivre par le personnel. Des exercices de gestion de crise avec simulation de déversement sont également mis en œuvre. À titre d'exemple, un exercice a été organisé en avril 2019 sur le terminal à conteneurs du port d'Abidjan. Cet exercice a mobilisé les équipes en Côte d'Ivoire, celles au siège à Puteaux mais également les équipes des autres entités de la division Bolloré Transport & Logistics basées localement. Elle consistait en la simulation d'un accident de transport de matières dangereuses (*cyanure*) et avait pour objectif de tester la mobilisation des différentes équipes, les réponses apportées à ce type d'accident et la communication ainsi que le fonctionnement de la cellule de crise inter-business units. Les membres de la cellule de gestion de crise locale ont travaillé de concert avec les plus hautes autorités civiles, administratives, police et militaires spécialisées. Des exercices d'urgence sont en outre réalisés notamment à l'occasion de la Journée mondiale de la sécurité (*voir page 103*).

Bolloré Logistics a également formalisé ses exigences fondamentales en matière de QHSE pour la conception d'entrepôts : un manuel énumère les prescriptions minimales requises (standards) dans les domaines QHSE et sûreté qu'il convient de respecter lors de la construction de nouveaux entrepôts, d'extension, de modification de locaux ou encore lors de la location d'entrepôt. Il s'applique également pour les yards (*cours attenantes aux entrepôts*).



Optimisation de la gestion des déchets

La comptabilisation des déchets fait partie intégrante du reporting extra-financier. Les résultats du reporting permettent de suivre la production de déchets dangereux et non dangereux de chaque site et d'identifier la part valorisée ou recyclée.

Ce suivi concerne les déchets « dangereux » (déchets qui, en raison de leur réactivité, de leur inflammabilité, de leur toxicité ou d'autres propriétés dangereuses, ne peuvent être éliminés par les mêmes voies que les autres déchets sans créer de risques pour les personnes ou l'environnement) et les déchets « non dangereux » (*qui ne présentent aucun risque direct pour les personnes et l'environnement*).

Les déchets produits par les sites sont traités conformément aux réglementations locales et aux procédures de gestion des déchets définies par l'entité, s'appuyant sur les guidelines fixées par la Direction QHSE Corporate. Chaque entité met en œuvre et maintient un plan de gestion des déchets. Les déchets sont confiés à des sociétés spécialisées en charge du transport et de leur traitement (valorisation, élimination...). En attendant leur collecte, les déchets sont placés dans des conditionnements adaptés et conservés sur des aires de stockage prévues à cet effet. Le détail du reporting sur les déchets est présenté page 176.

Au cours de l'exercice à venir, l'entreprise va travailler sur l'amélioration de la finesse et la fiabilité du reporting sur les déchets, ceci dans un objectif d'augmentation de la valorisation et du recyclage de ses déchets majeurs. Par ailleurs, à travers le challenge AcTogether, de nombreuses actions ont été lancées en 2020, la gestion des déchets étant l'un des thèmes environnementaux proposés. Mi-septembre 2020, plus de la moitié des actions environnementales réalisées concernait la gestion des déchets. Par exemple, au Royaume-Uni, la mise en place d'un nouveau système de tri sur l'entrepôt de Heathrow permet désormais de recycler ou d'incinérer les déchets pour produire de l'énergie. Sur une année, le gain attendu représente 17 tonnes de déchets.

Enfin, dans le cadre de son offre de services transport et logistique, Bolloré Logistics poursuit ses projets liés à la préservation du capital naturel et à l'économie circulaire, impliquant notamment des améliorations sur les emballages, quant à leur nature et leur usage. Pour plus de détails sur ces projets, voir « Emballages : favoriser l'écoconception et le sourcing écoresponsable », page 136.

2.3

2 CONTRIBUER À LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, À L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE L'AIR ET À LA PRÉSERVATION DU CAPITAL NATUREL

Empreinte carbone Bolloré Logistics 2019

Bilan 2019 des émissions de gaz à effet de serre de Bolloré Logistics

4,22 MILLIONS DE TONNES CO₂e

2%

SCOPE 1

Émissions directes
71 793 tonnes CO₂e

- 72% Consommation des véhicules détenus en propre et des voitures de fonction.
- 23% Autres émissions directes d'énergies fossiles.
- 5% Émissions fugitives.

1%

SCOPE 2

Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité
37 076 tonnes CO₂e

1%

SCOPE 3 - AMONT

Émissions indirectes
23 600 tonnes CO₂e

- 63% Déplacements professionnels.
- 25% Amont de l'énergie.
- 12% Déchets générés par les sites.

96%

SCOPE 3 - AVAL

Émissions indirectes liées à l'exécution des services de transport
4 092 895 tonnes CO₂e

- 67% Services de transport aérien.
- 24% Services de transport maritime.
- 9% Services de transport routier.

Pour les aspects méthodologiques, le détail est présenté page 165. À noter que pour les émissions liées à l'exécution des services de transport, les facteurs d'émissions utilisés sont ceux de la base ecoinvent, sur recommandations de deux cabinets de conseil en stratégie carbone.





Gouvernance des risques et opportunités liés au climat

Bolloré Logistics inscrit le développement de ses activités dans les politiques de sa maison mère, le Groupe Bolloré. En connexion au niveau de la filiale, la stratégie climat est animée par la direction RSE Corporate de Bolloré Logistics avec comme sponsor son Président-directeur général. Elle est intégrée dans la stratégie de l'entreprise définie et animée par son Comité Exécutif.

Au niveau de la maison mère, le Groupe Bolloré, les questions liées au climat sont pilotées au sein du Comité éthique, RSE et anticorruption. Sous l'autorité du Président du Comité, nommé par le Président du Groupe Bolloré, ce Comité est composé du Président-Directeur Général du Groupe, du Directeur Général, du Directeur Général Délégué, du Directeur Financier Groupe (également Vice-Président du Conseil d'Administration), du Directeur du Contrôle de Gestion Groupe, du Directeur Juridique Groupe, du Directeur des Ressources Humaines Groupe, du Directeur Conformité Groupe, du Directeur des Achats Groupe, du Directeur des Relations Investisseurs, de la Directrice de la Communication Groupe et de la RSE, du Directeur Mécénat Groupe, des Directeurs Généraux des Divisions et toute autre personne que la Direction Générale juge utile pour l'assister dans l'accomplissement des missions du Comité. L'objectif de ce Comité est d'établir les priorités de travail en matière d'éthique, de conformité, de RSE et de mécénat, que les divisions sont ensuite chargées de mettre en œuvre. Le Comité a pour objectif de se réunir une à deux fois par an pour valider la stratégie, examiner les performances et déterminer les perspectives, projets et plans d'actions au regard des risques Groupe et des opportunités prioritaires. Le procès-verbal du comité (daté du 15 mai 2019) a été transféré au conseil d'administration suivant (le 12 mars 2020).

Par ailleurs, la Directrice de la Communication Groupe et de la RSE rend compte de manière hebdomadaire au Directeur Financier Groupe, dont elle dépend, pour valider les plans d'actions et décisions clés relatifs à la stratégie RSE et notamment à la maîtrise des risques prioritaires par chacune des filiales du Groupe, dont les problématiques relatives au changement climatique.

Ensuite, les Comités exécutifs des divisions et business units évaluent et pilotent la stratégie climat : Comité exécutif Bolloré Transport & Logistics, Comité exécutif central Bolloré Logistics et Comités exécutifs Bolloré Logistics en régions. Aussi, le Directeur général de chaque business unit est responsable de la mise en œuvre de la politique et des plans d'actions du Groupe au sein de leurs entités.

Au niveau de Bolloré Logistics, c'est donc le Président-directeur général qui est le leader et sponsor du programme RSE « Powering Sustainable Logistics ». Il valide et promeut la stratégie RSE définie par la Direction RSE en interne.

La Direction RSE de Bolloré Logistics, avec à sa tête la Directrice Organisation, Méthodes et RSE qui reporte au Président-directeur général, définit et recommande la stratégie climat sur la base du dialogue établi avec ses parties prenantes internes et externes.

En interne, la stratégie climat fait l'objet d'échanges, de concertation, d'ateliers de travail avec le management central et local, les directions centrales expertes (achats, opérations, immobilier, commerce, QHSE...), les responsables RSE régionaux, les groupes de travail dédiés à l'offre durable et le Comité RSE de la business unit. Le Comité RSE est constitué d'experts internes issus de toutes les zones géographiques et de tous les métiers de l'entreprise (éthique et conformité, QHSE, marketing et commerce, achats fret et achat hors production, supply chain, immobilier, RH, juridique...). Le Comité se réunit deux fois par an et forme un large réseau d'ambassadeurs. En parallèle, des groupes de travail internationaux multi-expertise centrés sur les solutions transport et logistique durable permettent de développer plus spécifiquement l'offre de produits et services. Organisés sur une fréquence mensuelle, ces ateliers regroupent à la fois des équipes opérationnelles et RSE locales et des équipes des services centraux provenant de la Direction Achats et opérations en charge de la conception et de l'exécution des solutions, des Directions commerce, marketing-innovation, supply chain et RSE.

En externe, la richesse des relations établies de manière très régulière avec, d'une part, les fournisseurs, en direct ou à travers la participation aux initiatives sectorielles engagées sur ces questions et, d'autre part, les clients, tout au long du cycle de vie du contrat, permet d'alimenter la stratégie climat.

Enfin, la stratégie climat est soumise pour validation au Comité exécutif central de Bolloré Logistics, dont la directrice Organisation, Méthodes et RSE est membre, ainsi que les directeurs généraux de régions.

Ainsi, les Comités exécutifs de Bolloré Logistics (siège et Régions) sont consultés et prennent des décisions clés liées à la stratégie, aux plans d'action majeurs, aux politiques de gestion des risques, aux budgets annuels et business plans, ainsi qu'aux dépenses en capital et d'exploitation présentant un intérêt pour les enjeux liés au climat. Par conséquent, les Comités exécutifs ont un contrôle direct sur ces thématiques. Le suivi des questions relatives à la stratégie climat est abordé de manière systématique à chaque Comité exécutif, au siège de Bolloré Logistics et en régions.

Ainsi, au sein de Bolloré Logistics, les questions développement durable et, plus particulièrement, celles relatives au climat et à la qualité de l'air, font l'objet d'une responsabilité collective et transverse au sein de l'organisation.

Identification des risques, opportunités et impacts

Le réchauffement climatique et la pollution atmosphériques sont des risques majeurs du secteur transport et logistique, nécessitant une transformation profonde pour tendre vers la décarbonation, source d'opportunités

Au niveau du Groupe Bolloré, la cartographie des risques a fait l'objet de plusieurs travaux au niveau tant des risques de vigilance que des risques et opportunités RSE du Groupe, intégrant ceux liés au changement climatique. Les représentants de Bolloré Logistics (management, fonctions support, opérations), sont intégrés au process d'identification et d'analyse. Ces éléments sont décrits au titre « Cartographie des risques extra-financiers », pages 32 et 33.

En connexion avec cette approche, Bolloré Logistics a identifié des risques et opportunités liés au changement climatique à court, moyen et long terme :

- *risques à court terme (par exemple, risque de réputation : baisse des revenus liée à une baisse de la demande de services) et des opportunités (par exemple, des coûts d'exploitation réduits, une exposition réduite aux émissions de GES et donc une moindre sensibilité aux variations du coût du carbone);*
- *risques à moyen terme (par exemple, augmentation des coûts d'investissement, augmentation des coûts d'exploitation);*
- *risques à long terme entraînant des changements structurants au sein de l'organisation et du modèle d'affaires.*

Pour accroître sa connaissance de l'impact du changement climatique sur ses opérations, Bolloré Logistics a mené fin 2019-début 2020, une étude d'analyse des risques physiques de ses sites face au changement climatique. Cette étude a été menée sur l'ensemble de ses coordonnées GPS au niveau mondial, pour les sites en propriété et en location. Réalisée par un cabinet d'étude, expert sur ces questions, ces analyses et projections ont permis d'identifier les risques et les niveaux d'exposition des sites face aux éléments suivants : hausse des températures à l'horizon 2035 selon le modèle climatique RCP8.5, risque de submersion marine, risque d'inondations par débordement de rivière ou par hausse de pluviométrie à l'horizon 2030-2035 et risques actuels de cyclones. Cette étude s'inscrit dans la politique d'immobilier durable de Bolloré Logistics, qui se développe en continu depuis 2012 et, dont les engagements ont été formalisés, en juillet 2019, à travers la charte « Bâtiment responsable Bolloré Logistics ». Cette étude s'inscrit dans le 4^e axe de cette charte : « Adapter l'immobilier aux risques climatiques en confortant sa résilience ». Sur cette base sera défini dans les mois à venir un plan d'action ciblé en matière d'adaptation. Pour plus de détails sur la politique d'immobilier durable, voir page 129.

Par ailleurs, depuis fin 2018, afin d'adapter les activités opérationnelles face aux événements externes affectant la chaîne d'approvisionnement, parmi lesquels les catastrophes naturelles, la plateforme digitale Upwind, liée au système de tracing et tracking des flux d'expédition, offre un service d'alerte et de suivi, avec une intégration des plans de continuité des activités. Pour plus de détails sur la solution Upwind, voir page 149.





Implantations Bolloré Logistics : analyse des risques physiques, chroniques et aigus, face au changement climatique

Afin d'adopter les lignes directrices de la TCFD, Bolloré Logistics a piloté, fin 2019-début 2020, une étude d'analyse des risques physiques de ses sites face au changement climatique. Cette étude a été menée par un cabinet expert, et a été réalisée sur l'ensemble de ses coordonnées GPS au niveau mondial, pour les sites en propriété et en location. Cette étude détaillée a porté sur l'analyse actuelle et future des risques d'exposition des sites face aux catastrophes et aléas climatiques : hausse moyenne de la température, inondations fluviales et pluviales, inondations côtières, cyclones. Cette étude a été basée sur des indicateurs climatiques spécifiques, des bases scientifiques reconnues, des échelles de temps et de distances adaptées aux méthodologies, ainsi que les scénarios futurs établis par le GIEC quand applicables, afin de cartographier les niveaux d'exposition par types de risques d'aléas sur l'ensemble des sites et d'identifier les « hot spots ». Par exemple, l'analyse de la hausse moyenne de la température par site à l'horizon 2035, selon le scénario RCP8.5, fournit l'évolution du nombre de degrés-jours de refroidissement donnant ainsi une indication sur la tendance à venir des besoins en climatisation, si aucune action d'efficacité énergétique n'est réalisée, ceci afin d'assurer le confort des salariés et l'intégrité des marchandises sensibles. Tous les sites de Bolloré Logistics sont ainsi exposés à des besoins accrus en climatisation, le pourcentage de sites hautement exposés augmentant. Les sites localisés dans les pays en zone tropicale passent d'une exposition médium à élevée, alors que ceux basés dans les pays d'Europe du Nord connaissent les plus fortes hausses en termes de degrés-jours de refroidissement.

Autre exemple, concernant le niveau d'exposition aux risques d'inondation côtière selon le scénario RCP8.5 à l'horizon 2030, les sites de Bolloré Logistics principalement exposés sont localisés en Asie du Sud-Est et en Europe de l'Ouest. En effet, en Asie du Sud-Est, la forte exposition à la submersion marine des sites est due à la dilatation thermique de l'océan, alors qu'en Europe de l'Ouest, elle est due au fort coefficient de marée dans l'océan Atlantique Nord. Concernant les inondations pluviales, ce sont les sites basés en zone tropicale et Europe Centrale, qui connaîtront la plus forte hausse du niveau d'exposition.

Concernant les cyclones, le risque évalué sur les données historiques des événements passés dresse un niveau d'exposition actuel, permettant d'indiquer que les sites du réseau localisés en Asie du Sud-Est, sur la côte Est des États-Unis, dans les Caraïbes et à Madagascar continueront à être exposés.

Cette étude permet ainsi d'évaluer l'évolution sur les besoins supérieurs, en climatisation notamment, et le niveau d'exposition des sites aux risques d'aléas climatiques, engendrant une potentielle rupture de la supply chain avec d'éventuels retards d'activité, dommages aux infrastructures, aux bâtiments, aux équipements et aux marchandises. Face à ce constat, Bolloré Logistics a déjà émis plusieurs réponses. La définition de plans d'adaptation ciblés de biens immobiliers fera l'objet de travaux dans les mois à venir. À noter que ce type d'étude est déjà conduit lors de nouvelles constructions par la Direction immobilier et infrastructures. Par ailleurs, le système d'information et d'alerte développé par Bolloré Logistics, Upwind, permet d'identifier au plus tôt ces aléas, pour prévenir et anticiper grâce aux plans de continuité d'activité.

Pour plus de détails sur Upwind, voir page 149.

Risques climatiques intégrés dans la stratégie et l'organisation

TYPES DE RISQUES LIÉS AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE	CARACTÉRISTIQUES
<p>Réglementation actuelle, juridique</p>	<p>Au niveau du Groupe Bolloré, la gestion des risques environnementaux liés aux activités tient pleinement compte des lois et règlements en vigueur. En effet, le Groupe Bolloré opère dans un environnement réglementaire strict :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus récemment, la promulgation de la loi française sur le Devoir de Vigilance impose aux entreprises de réaliser une cartographie des risques RSE susceptibles d'avoir un impact sur leurs activités en matière de droits humains, de libertés fondamentales, de santé et de sécurité des personnes et d'environnement. Les entreprises doivent publier un plan d'action concernant les risques identifiés. Un rapport annuel sur les risques identifiés et les données associées consolidés au niveau du Groupe est publié chaque année. • La directive européenne (2014/95/UE) sur le reporting et la publication d'informations sur les performances RSE de l'entreprise, incluant les problématiques sur le climat et qui a un impact sur le contenu de la publication RSE annuelle au niveau du Groupe. Les indicateurs clés de performance et les processus de collecte de données sont conformes à ses exigences, par exemple en ce qui concerne les questions climatiques : le nombre de tonnes de GES émises au cours de l'année, leur évolution et les plans d'action déployés pour réduire l'impact environnemental du groupe. connexion, au niveau de la business unit Bolloré Logistics, la gestion des risques environnementaux tient compte également de la législation en vigueur du secteur transport, aux niveaux international et local comme par exemple : <p style="text-align: center;">Et sur les secteurs spécifiques où Bolloré Logistics opère :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Article L. 1431-3 du Code des transports en France : tous les prestataires sont tenus de publier les émissions de CO₂ émises lors de la prestation de service. <p style="text-align: center;">Transport maritime</p> <ul style="list-style-type: none"> • Zones de contrôle des émissions atmosphériques établies par l'Organisation maritime internationale pour diminuer la pollution atmosphérique dans des zones maritimes spécifiques. Dans le cadre de cette réglementation une nouvelle taxe liée aux émissions de soufre a été implémentée depuis janvier 2020 et répercutée aux clients de Bolloré Logistics. Plus largement, les systèmes de taxe carbone liée au carbone se développent dans le monde entier et ont une répercussion directe sur les coûts et/ou les attentes des clients. <p style="text-align: center;">Domaine tertiaire</p> <ul style="list-style-type: none"> • Réglementation de l'énergie : Décret français n° 2017-918 sur les gains de performance énergétique ; article 173-VI sur la loi de transition énergétique pour les gestionnaires d'actifs immobiliers ; loi environnementale Grenelle II n° 2010-788, article 3 sur la rénovation énergétique ; directive européenne 2012/27/UE sur l'audit énergétique. • Réglementation française sur l'efficacité thermique des bâtiments : la réglementation 2012 identifie trois risques principaux (réchauffement climatique, approvisionnement en énergie et pénurie de ressources). • Loi Elan et décret tertiaire de février 2020 : obligations de réduction de la consommation d'énergie des bâtiments à usage tertiaire.
<p>Réglementation émergente</p>	<p>Au niveau du Groupe Bolloré, les évolutions de la réglementation font partie de la veille réglementaire réalisée. Elles sont dûment prises en compte dans la cartographie des risques afin que les impacts puissent être évalués et répercutés dans la stratégie. Des exemples concrets récents sont l'application du Devoir de Vigilance ou de la directive européenne sur le reporting et la publication d'information sur les performances RSE de l'entreprise, amenées à être révisées.</p> <p>Au niveau de Bolloré Logistics, d'autres évolutions réglementaires, davantage sectorielles, sont prises en considération comme par exemple, dans le secteur aérien :</p> <ul style="list-style-type: none"> • programme CORSIA : système volontaire de réduction et de compensation des augmentations des émissions de CO₂ de l'aviation civile internationale par rapport aux niveaux de 2020. Ce processus deviendra obligatoire d'ici à 2027 (intégré dans notre veille réglementaire). <p>Par ailleurs, les évolutions futures de la réglementation environnementale pourraient avoir un impact sur les activités des armateurs comme l'a pu l'être la réglementation liée aux zones de contrôle des émissions atmosphériques (ECA) réglementant les transports maritimes, et donc les fournisseurs de capacité de transport maritime de Bolloré Logistics. Plus largement, les évolutions des systèmes de taxe carbone mis en place à travers le monde pour le secteur des transports, notamment routier, auront des répercussions significatives sur la gestion des activités et de la relation client.</p>



TYPES DE RISQUES LIÉS AU RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE		CARACTÉRISTIQUES
RISQUES DE TRANSITION	Technologie	<p>L'innovation technologique est cruciale pour assurer la transition du secteur de la commission de transport international vers la décarbonation. Les clients de Bolloré Logistics sont de plus en plus sensibles à la performance énergétique des moyens de transport, également en termes de polluants atmosphériques. Il est donc essentiel pour Bolloré Logistics de soutenir la promotion des innovations technologiques. Toutefois, celles-ci étant peu disponibles sur les marchés, le risque lié au contexte concurrentiel augmente.</p> <p>Dans le secteur transport, les innovations technologiques, permettant d'offrir des solutions bas carbone, se développent principalement sur la livraison urbaine, dit dernier kilomètre. De plus, le contexte local doit être particulièrement étudié. Par exemple, même si l'électrique peut s'avérer le plus bénéfique, il doit être envisagé selon le mix énergétique du pays. Il en est de même pour l'hydrogène si l'électricité ne provient pas d'une source renouvelable. Par ailleurs, l'extraction des métaux rares et la fin de vie des matériaux utilisés génèrent d'autres problématiques en matière de développement durable. Concernant le transport international, les investissements sont lourds et le cycle de vie long et complexe. Même si des améliorations significatives ont été observées sur les décennies passées sur tous les modes, la rupture technologique actuelle nécessaire à la transition est longue à se mettre en place.</p>
	Marché	<p>Les évolutions des stratégies des industriels face au changement climatique et leurs engagements sur la réduction de leur empreinte carbone, y compris le scope 3, impactent directement les activités de Bolloré Logistics au niveau de la conception des solutions. D'organisateur de transport international de marchandises, intégrant les variables classiques de coût et de délais, Bolloré Logistics devient organisateur de la chaîne d'approvisionnement, qui doit être à la fois efficace et écoresponsable. La variable environnementale s'est ajoutée aux variables traditionnelles. Dans un marché très concurrentiel, la variable environnementale et plus spécifiquement la lutte contre le changement climatique est désormais un axe de différenciation et de disqualification.</p>
	Réputation	<p>L'intégration de la lutte contre le changement climatique dans les stratégies des industriels a modifié les attentes des clients de Bolloré Logistics quant à la responsabilité et au rôle de l'entreprise dans une économie moins carbonée. Outre les solutions de transport proposées, les clients de Bolloré Logistics sont également très sensibles à la nature et à l'étendue de la politique RSE de l'entreprise, concernant ses ressources propres et la gestion de ses parties prenantes. Anticiper et répondre à ces nouvelles attentes des clients, notamment dans la lutte contre le changement climatique et la préservation du capital naturel, permet à l'entité de créer de la valeur environnementale et sociale, sources d'opportunités commerciales.</p>
RISQUES PHYSIQUES	Aigu	<p>Les risques physiques liés à des événements extérieurs résultant du changement climatique peuvent avoir des implications financières pour Bolloré Logistics. À travers l'étude d'analyse des risques physiques de ses sites face au changement climatique, il a été montré par exemple une augmentation du nombre de sites exposés à des risques d'inondations.</p>
	Chronique	<p>Une augmentation chronique des températures pourra entraîner une augmentation des dépenses d'énergie et d'investissement nécessaires pour assurer le confort des employés et maintenir l'intégrité des produits. Bolloré Logistics, du fait de sa forte présence en zone tropicale, est exposé à ce risque.</p>

Les impacts sont différents selon la nature des risques mais impliquent tous des changements en profondeur

Qu'ils soient liés aux risques de transition ou aux risques physiques, les impacts sont amenés à évoluer, avec une forte probabilité, de manière croissante à court et moyen terme. Par exemple, l'augmentation chronique des températures pourrait entraîner une hausse des dépenses d'énergie et d'investissement nécessaires pour assurer le confort des employés et maintenir l'intégrité des produits. Par ailleurs, l'évolution des réglementations nationales et internationales mais aussi sectorielles face aux émissions de GES et de polluants atmosphériques liés au transport, avec notamment des taxes supplémentaires, aura une répercussion directe sur les marges et la compétitivité de l'entreprise. À l'opposé, la prise en compte des enjeux environnementaux de la supply chain, intégrée à la stratégie de Bolloré Logistics, représente un avantage

concurrentiel certain. En effet, les clients industriels sont de plus en plus engagés dans la lutte contre le changement climatique et deviennent particulièrement sensibles à l'offre de solutions écoresponsables de l'entreprise, ainsi qu'à l'accompagnement pour la conception et l'exécution d'un système logistique durable. De même, l'investissement dans une politique d'immobilier durable depuis 2012, et renforcée plus récemment en juillet 2019 par la formalisation d'une charte « Bâtiment responsable Bolloré Logistics » est susceptible d'accroître la valeur future de ses actifs, notamment à travers l'intégration de normes et labels environnementaux pour toute nouvelle construction (pour plus de détails sur la politique d'immobilier durable, voir page 129). Ainsi, les implications négatives mais aussi positives induites par le changement climatique sont de plus en plus imbriquées dans les activités quotidiennes de Bolloré Logistics.



Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables

Objectif de réduction CO₂e aligné sur la trajectoire 1,5 degré pour les scopes 1 et 2

Dans le cadre du déploiement du programme RSE Powering Sustainable Logistics, Bolloré Logistics s'est engagée à réduire les émissions de GES de ses activités en propre. En 2018, l'entreprise a établi une cible de réduction des émissions de GES de -30% en absolu sur ses scopes 1 et 2 d'ici 2027 (base de référence : année 2017). Cette cible élaborée selon la méthodologie de l'initiative Science Based Targets était alignée avec le scénario de transition 2 degrés. Fin 2019, cette cible a été révisée pour être en adéquation avec les dernières recommandations du GIEC et le scénario de transition 1,5 degré. Basée sur l'approche méthodologique de l'initiative Science Based Targets, la cible a été calculée avec la méthode de Contraction absolue des émissions, ACA (la méthode sectorielle SDA n'étant pas disponible avec la trajectoire 1.5 degrés). Néanmoins, l'engagement dans le process d'enregistrement au sein de l'initiative SBT n'est pas effectif et fait l'objet de réflexions en cours au sein de Bolloré Logistics.

À travers cet objectif, Bolloré Logistics s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 43% sur ses scopes 1 et 2 en absolu d'ici à 2027 pour l'ensemble de son réseau (base de référence : année 2017).

Les scopes 1 et 2 représentent principalement :

- *scope 1 : les émissions liées au carburant des véhicules, engins et équipements détenus en propre, au carburant consommé pour les véhicules de fonction (y compris contrat de location longue durée) et aux fluides frigorigènes des chambres froides et des systèmes de climatisation;*
- *scope 2 : les émissions liées à la consommation d'électricité des bâtiments (propriété et location), des engins et équipements.*

Pour atteindre sa cible de réduction, Bolloré Logistics a travaillé sur une feuille de route globale présentée et validée par le Comité exécutif. Elle combine des solutions axées sur le comportement humain avec des solutions technologiques :

- *pour l'ensemble des sites de Bolloré Logistics : campagnes d'écogestes menées en 2019 et en 2020, mise en place d'un projet pilote « Green IT », challenge RSE interpays AcTogether lancé fin 2019, renforcement de la politique d'immobilier durable avec des orientations sur des plans d'équipement bas carbone, orientations sur le remplacement des flottes de véhicules (de maintenance, de service, de fonction) par des solutions plus performantes sur le plan environnemental;*

- *pour les 14 pays les plus émetteurs des scopes 1 et 2, en complément des éléments ci-dessus : analyse énergétique des sites clés, contrôle et optimisation de la consommation d'électricité en entrepôt et bureaux via des solutions de pilotage et d'intelligence artificielle, optimisation des systèmes de climatisation, équipement bas carbone, isolation, installation d'équipements d'énergie renouvelable, achat d'électricité verte (REC/GO).*

Stratégie climat : plan global décliné en local

Pour soutenir les 14 pays les plus émetteurs sur les scopes 1 et 2, un accompagnement personnalisé est en déploiement avec le support d'un cabinet spécialisé en stratégie carbone. Concrètement, il s'agit d'accompagner les directions et les experts en local pour définir un plan d'actions de réduction carbone adapté au profil du pays et aux activités. Trois thèmes centraux sont intégrés – bâtiment/chauffage, climatisation et flotte de véhicules et engins – sur lesquels trois axes principaux sont analysés – sobriété, efficacité et énergie renouvelable. Les plans d'actions élaborés et planifiés dans le temps, sont ensuite intégrés dans un outil de pilotage de la trajectoire de réduction carbone. Le but de l'outil est de permettre à Bolloré Logistics de mesurer les gains générés par les 23 actions de réduction potentielles et ainsi évaluer si la stratégie climatique actuelle et les actions planifiées sont en phase avec la cible définie de -43% en absolu sur les scopes 1 et 2 d'ici à 2027 (base de référence : année 2017). Il permet ainsi de comparer les progrès réalisées grâce aux actions de réduction par rapport à la trajectoire établie.

4 scénarios sont suivis jusqu'en 2030 : « Business As Usual », « current actions », « well-below 2 °C » et « 1.5° target ». Une courbe d'évolution d'objectif de réduction, alignée sur la trajectoire 1,5 degré, est paramétrée, conforme aux attentes de la méthodologie « Science Based Targets » par rapport à la ligne de référence. Les actions de réduction sont affectées aux scénarios pour valider, si par leurs effets cumulés dans le temps, il est possible d'atteindre les objectifs de ces scénarios.



Les 14 pays les plus émetteurs représentent 86% des émissions mondiales de GES des activités Bolloré Logistics pour le scope 1 et 74% pour le scope 2. Aussi, afin de supporter les 14 pays cibles des scopes 1 et 2, une démarche d'accompagnement personnalisé est en cours de déploiement avec le support d'un cabinet spécialisé.

En parallèle de cet accélérateur, des pays mettent déjà en place des équipements bas carbone, sources également d'économie financière, comme par exemple au Cameroun, où l'entité s'est engagée depuis 2018 dans une optimisation de sa consommation électrique suite à un audit des installations. La première année, un projet de normalisation de l'éclairage et la révision des puissances électriques sur deux sites principaux ont apporté un bénéfice immédiat et durable. De même, en 2019, le renouvellement des éclairages par des solutions LED plus performantes a démarré sur 8 sites tertiaires et opérationnels. Les investissements ont été

planifiés sur 4 ans et permettent d'anticiper un retour sur investissement rapide, avec un gain CO₂ et financier significatif et durable sur toute la durée de vie des équipements.

De son côté, Singapour, en tête de la démarche d'innovation environnementale, teste de nouvelles solutions innovantes. L'entité explore plusieurs technologies en s'associant à des start-ups et à des entreprises de plus grande envergure pour accroître par exemple l'efficacité des systèmes de climatisation – qui représentent une grande partie de la consommation d'électricité. Parmi les solutions en cours d'exploration, citons un système d'air conditionné intégrant une technologie brevetée basée sur la céramique, qui permet de réduire la consommation d'électricité d'environ 25% et de purifier l'air; ou encore les unités de climatisation mobiles innovantes en phase de démarrage.

Associer la croissance de la digitalisation à une démarche « Green IT »

Depuis 2013, Bolloré Logistics a mis en œuvre une démarche de numérique responsable pour plusieurs domaines de son système d'information (poste de travail, impression, réseau, serveurs, gestion des déchets électroniques), renforcée en 2020 pour optimiser la gestion de son empreinte numérique et répondre aux défis de déploiement massif du télétravail face à la crise sanitaire touchant l'ensemble de son réseau.

Outre ses 166 salles de visioconférence mises à disposition des équipes dans le monde, l'outil collaboratif Teams et une plate-forme VPN sécurisée ont été déployés dans tous les pays.

Face à la pandémie de Covid-19, la Direction générale s'est assurée de la mise à disposition la plus rapide possible de tous les équipements nécessaires et la mobilisation des équipes informatiques ont permis aux collaborateurs de travailler à distance et d'éviter les déplacements professionnels pour garantir au maximum leur sécurité tout en assurant une continuité de service. Afin d'accélérer sa transformation digitale, la Direction des systèmes d'information mène une politique de virtualisation depuis plusieurs années, aboutissant en 2019 à un taux de virtualisation mondial de 74% de serveurs virtuels pour 26% de serveurs physiques de nouvelle génération nécessitant moins de besoin en climatisation.

Les outils groupware comme Sharepoint, Teams, Onedrive, Yammer, Outlook sont accessibles dans tout le réseau, engendrant moins de duplication des documents et ainsi un gain en termes de stockage des données. L'entreprise a également déployé, à partir de 2015, sur son parc informatique en France et à Singapour, un logiciel destiné à optimiser la consommation énergétique des ordinateurs afin de tester la performance d'une

solution de pilotage automatique de 3650 PC.

Suite au succès de cette démarche, qui a permis d'économiser plus de 733 000 kWh par an, une solution de pilotage interne est à l'étude.

Une campagne d'écogestes est en parallèle déployée annuellement au niveau mondial.

Concernant les impressions de documents, la politique de la DSI est de remplacer les imprimantes individuelles par des imprimantes multifonctions mutualisées, un parc augmenté par exemple de 48% entre 2018 et 2019 au siège social à Puteaux.

Les imprimantes multifonctions sont, en outre, paramétrées pour imprimer par défaut en noir et blanc et en recto verso.

Selon la politique de renouvellement des matériels IT de la DSI, tous les remplacements sont réalisés en sélectionnant des matériels de dernière génération labellisés Energy Star ou équivalent, plus performants d'un point de vue environnemental.

Et Bolloré Logistics développe le recyclage des déchets DEEE dans son réseau, accroissant de 45% le volume de déchets valorisés entre 2018 et 2019 pour un total de 3,35 tonnes.

Ainsi, en France, l'entreprise a établi un partenariat pérenne avec les entreprises adaptées Recyclea et APR2, qui offrent des prestations liées à la fin de vie du matériel informatique tout en permettant l'inclusion de personnes en situation de handicap.

Lancés en 2020, des projets de transformation du data center de l'entreprise, d'outsourcing des EDI ainsi qu'un bilan Green IT du SI de Bolloré Logistics périmètre France effectué par un cabinet de conseil externe vont permettre d'améliorer encore l'impact carbone du système d'information de Bolloré Logistics dès 2021.

Les actions se poursuivent pour réduire l’empreinte carbone, et plus globalement l’impact environnemental, du scope 3 amont

64 % des émissions de GES du scope 3 amont sont dues aux déplacements professionnels. En France, depuis 2018, la politique de déplacement de Bolloré Logistics recommande de favoriser le train plutôt que l’avion. De fait, entre 2017 et 2019, le nombre de kilomètres parcourus sur des vols court et moyen-courrier a diminué de près de 9%. Certains directeurs pays, comme le directeur de Bolloré Logistics Corée, ont interdit le recours à l’avion pour des déplacements nationaux. Aussi, afin d’harmoniser la démarche et d’aller plus loin, l’ensemble des politiques de déplacement national et régional doivent intégrer, au cours du 4^e trimestre 2020, un volet plus strict concernant les déplacements par avion. Ainsi est mentionné, si une solution de trajet direct en train ne double pas le temps total de trajet porte-à-porte en avion, que le train devra être utilisé. Compte tenu de la forte accélération de l’utilisation des outils digitaux lors de la crise Covid-19, cette tendance de réduction des voyages professionnels en avion va s’accroître de manière significative dans les prochaines années. À titre d’exemple, le nombre d’utilisateurs actifs sur l’outil de visioconférence Teams en juin 2020 a bondi de 60% par rapport à juin 2019, alors que le confinement était terminé dans la plupart des pays pour Bolloré Logistics. En moyenne, 1500 réunions Teams sont organisées chaque jour depuis janvier 2020. Les déchets constituent 12% des émissions de GES du scope 3

amont. La grande majorité de ces déchets n’est pas générée par l’activité de Bolloré Logistics mais provient de l’éclatement des palettes de marchandises reçues des expéditeurs. En outre, l’existence de filières de recyclage ou de valorisation est très variable selon les pays d’implantation de nos entrepôts. Une autre partie des déchets est liée à la préparation des expéditions par nos équipes. Il s’agit principalement du film plastique autour des palettes avion, des pochettes de plastique pour caler les produits dans les colis et des cartons d’emballage des produits lorsque nous réalisons ce conditionnement pour nos clients. En 2019, nous avons recherché des moyens de limiter l’impact environnemental de ces opérations. Ainsi, nous avons remplacé le film plastique traditionnel des palettes avion par un film plus fin fabriqué à 80% à partir de plastique recyclé. Nous avons remplacé les pochettes de plastique par des frisettes créées à partir de carton recyclé, diminuant ainsi de 55% les émissions de GES de ce type d’opération. Nous avons utilisé des boîtes réutilisables à la place de cartons jetables pour des livraisons en ville. Nous avons également veillé à diminuer le poids de nos expéditions : en remplaçant des palettes en bois par un certain type de carton, nous avons économisé 1260 tonnes de CO₂e en 2019. D’autres innovations sont actuellement en préparation. Enfin, nous travaillons avec plusieurs clients sur des projets d’économie circulaire.





Politique d'immobilier durable engagée depuis 2012

En matière d'immobilier, Bolloré Logistics est engagée dans une politique d'immobilier durable depuis 2012 avec 8 entrepôts ou bâtiments présentant de fortes caractéristiques environnementales.

Le parc immobilier « durable » de Bolloré Logistics compte aujourd'hui huit hubs logistiques

- **Singapour (2012)** : plateforme logistique de 42 000 m² certifiée LEED® « Gold » et BCA Green Mark « Platinum » + 20 000 m² opérationnels en 2017
- **Nantes (2015)** : bâtiment tertiaire de 2 700 m² certifié HQE® « Exceptionnel » et labellisé BiodiverCity®
- **Roissy (2015)** : plateforme logistique de fret aérien de 30 000 m² certifiée HQE® « Exceptionnel », LEED® « Gold » et « Bâtiment biosourcé » et bâtiment tertiaire de 7 500 m² certifié HQE® « Excellent » et « Bâtiment biosourcé », labellisé BiodiverCity®
- **Le Havre (2016)** : plateforme logistique de 24 000 m², LEED® 4 « Silver » et labellisé BiodiverCity®
- **Melbourne (2016)** : plateforme logistique de 10 000 m² certifiée 5 Star Green – Australian excellence
- **Heathrow (2017)** : plateforme logistique de fret aérien de 6 400 m² ayant une certification de performance EPC A-Energy et classée dans le top 25 de la norme environnementale BREEAM®
- **Miami (2018)** : plateforme logistique de 25 000 m², LEED® « Gold »
- **Singapour (2019)** : plateforme logistique « Blue Hub », inaugurée fin 2019, LEED® « Gold », BCA Green Mark « Platinum » et labellisée BiodiverCity® (premier site labellisé en Asie-Pacifique).

Cette politique a été amplifiée à travers une charte « Bâtiment responsable Bolloré Logistics » signée en juillet 2019 par le Président-directeur général et le directeur immobilier-infrastructures. Ce document invite les directions locales à aligner leurs objectifs d'investissement et de coûts d'exploitation avec la réduction de l'empreinte environnementale, en travaillant sur quatre grands axes indissociables :

- *réduire l'empreinte carbone du bâtiment lors de la construction et en exploitation;*
- *intégrer la biodiversité et ses services écosystémiques dès la conception;*
- *créer de la qualité de vie au travail au service du bien-être, de la créativité et de la performance;*
- *adapter l'immobilier aux risques climatiques en confortant sa résilience.*

Afin de démontrer cet alignement, Bolloré Logistics a formalisé un engagement systématique d'obtention de certification environnementale lors de la phase de construction quelles que soient la taille et la localisation du nouveau bâtiment. Par exemple, concernant la construction de grand hub logistique, la réalisation fera systématiquement l'objet d'une double certification LEED® et BiodiverCity®.

Au niveau local, certains sites sont également engagés dans des initiatives d'amélioration environnementale et sociale, c'est le cas des sites de Rouen et du Havre, en France, disposant du label 6PL développé par les organisations Logistique Seine-Normandie et le Club logistique du Havre.

Concernant le dernier axe de la charte, l'étude de l'impact physique sur l'ensemble des sites du réseau Bolloré Logistics face aux risques engendrés par le changement climatique a été réalisée fin 2019-début 2020 avec le support d'un cabinet spécialisé. Pour plus de détails, voir « Implantations Bolloré Logistics : analyse des risques physiques, chroniques et aiguës, face au changement climatique », page 123.

Parmi les investissements immobiliers majeurs concrétisés sur 2019 :

- *Blue Hub à Singapour : 50 000 m², 3 certifications environnementales – LEED® Gold – Green Mark Platinum – BiodiverCity® avec le niveau A-A-B-A. De multiples systèmes d'efficacité environnementale ont été intégrés dans cet entrepôt : système avancé de gestion de l'énergie basé sur l'Internet des objets (IoT) pour l'analyse prédictive des bâtiments, système intelligent de contrôle de la luminosité, système de recyclage des eaux de pluie, contrôle de la consommation d'énergie et d'eau, capteur photoélectrique pour collecter la lumière du jour, broyeur d'aliments pour une cantine sans déchet;*
- *Aérohub, Côte d'Ivoire, Abidjan : plateforme de stockage et de maintenance de produits de grande distribution. La plateforme de 6 000 m², inaugurée en septembre 2019, est équipée d'un système d'éclairage à basse consommation d'énergie (LED) à détecteur de mouvements, d'un bassin de rétention des eaux pluviales et dispose aussi d'engins électriques de maintenance qui seront à terme alimentés par des panneaux solaires. Les travaux nécessaires à l'obtention d'une certification Edge vont être lancés début 2021.*

En parallèle de ces investissements majeurs, le réseau Bolloré Logistics développe progressivement ses actions visant la réduction environnementale. À ce titre, Bolloré Logistics Singapour a finalisé le projet d'équipement en panneaux solaires du Green Hub. Début 2020, Total Solar Distributed Generation (DG) a complété l'installation d'une toiture solaire pour le Green Hub, entrepôt de Bolloré Logistics situé à Singapour (Pioneer Turn). Avec une capacité de près de 1 MW, le système génère l'équivalent de 1,3 GWh d'électricité par an. Sur la durée de vie totale de cette toiture solaire, Bolloré Logistics va limiter l'émission de plus de 11 500 tonnes de CO₂. Avec plus de 2 400 panneaux solaires, le système devrait couvrir plus de 30% des besoins en électricité du bâtiment.

Près de 10 études de faisabilité de pose de panneaux solaires sont actuellement à l'étude.

Outre la production d'énergie renouvelable, certains sites s'approvisionnent en électricité « verte » par l'achat de crédits REC/GO. C'est le cas à Singapour, depuis janvier 2020 et pour 2 ans, le Blue Hub est entièrement alimenté par de l'électricité verte. S'appuyant sur le cadre des certificats internationaux d'énergie renouvelable, l'électricité provient d'une usine de production de biomasse située à Singapour. Le Blue Hub utilise environ 25% de la capacité actuelle de l'usine.

De même en France, l'approvisionnement en électricité verte concernait 4 sites en 2019 et 100% des sites depuis le début 2020.

Enfin, le lancement en décembre 2019 du challenge AcTogether, compétition interpays invitant les collaborateurs à réaliser localement des actions RSE, permet de contribuer à la réduction de l'empreinte carbone de Bolloré Logistics. L'efficacité énergétique et la réduction des émissions GES est un thème majeur de ce projet.



Préservation de la biodiversité et gestion de l'eau

Bolloré Logistics mène depuis 2013 une politique active de gestion de son impact sur la biodiversité portée par une Charte biodiversité, intégrée depuis 2018 dans son programme RSE « Powering Sustainable Logistics ». Elle a été déployée tout d'abord en France sur quatre sites certifiés « Engagement Biodiversité » par Ecocert : les hubs logistiques de Roissy et du Havre, le site de Nantes et le siège social à Puteaux. Le renouvellement de cette certification a été obtenu fin 2018. Le système de management de la biodiversité de Bolloré Logistics est fondé sur un concept, « Penser global, agir local », et se développe à l'international avec le Blue Hub de Singapour, qui est le premier site en Asie à avoir obtenu la labellisation BiodiverCity®. La charte « Bâtiment responsable Bolloré Logistics », signée en juillet 2019, stipule que toute nouvelle construction d'envergure, comme les grands hubs logistiques, soit certifiée avec un standard environnemental et labellisée BiodiverCity®. Un aménagement intérieur intégrant la biophilie est aussi préconisé pour les constructions et réaménagements de sites. Bolloré Logistics est précurseur dans le secteur du transport et de la logistique pour la prise en compte de cette externalité. Celle-ci repose aussi sur la sensibilisation des collaborateurs de l'entreprise à la biodiversité comme facteur de bien-être au travail, menée dans le cadre du challenge AcTogether en 2020. Forte de cette expérience, l'entreprise s'est engagée dès 2018 dans la démarche act4nature portée par l'association EPE (Entreprises pour l'Environnement) et maintient son ambition en 2020 en rejoignant l'initiative Entreprises Engagées pour la Nature - act4nature France. En s'associant au dispositif Biodiversité, tous vivants! du ministère de la Transition écologique en France, aux côtés de 70 autres entreprises françaises, Bolloré Logistics fait partie des entreprises qui intègrent la biodiversité dans leurs stratégie, activités et chaîne de valeur.

Dans ce cadre, l'entreprise a pris des engagements spécifiques pour la période 2020-2025, parmi lesquels :

- 50% des collaborateurs sensibilisés à la biodiversité;
- renforcement de la lutte contre le trafic illégal d'espèces protégées par la CITES et de bois rares (mesures FLEGT) avec la signature de la Déclaration du Palais de Buckingham en 2020 et la réalisation d'un plan d'actions à finaliser d'ici 2025;
- mise en place d'un plan d'action biodiversité sur 100% des 35 sites à potentiel écologique d'ici 2025 (5 sites en 2019), tirés de l'étude de l'empreinte biodiversité de 81 sites prioritaires de Bolloré Logistics réalisée depuis 2016;
- engagement à doubler les surfaces de bureaux en aménagement biophilique en 2025 vs 2019 pour favoriser le bien-être au travail des salariés (132 200 m² en 2019).



Concernant la ressource en eau, une étude sur le risque hydrique, basée sur l'utilisation mais aussi la localisation des sites, réalisée en 2016, a montré que les activités de Bolloré Logistics présentaient des risques limités, l'utilisation de l'eau étant majoritairement liée aux installations sanitaires et au nettoyage. Néanmoins, la consommation d'eau est incluse dans le suivi des indicateurs du reporting RSE annuel consolidé au niveau du Groupe Bolloré et vérifiée par un organisme d'audit indépendant. Les consommations d'eau sont suivies dans toutes les entités à l'aide des compteurs sur le réseau ou des factures.

Une politique de réduction des consommations d'eau est mise en place, notamment via l'équipement de bacs de récupération des eaux de pluie sur des sites du réseau. L'optimisation de la consommation d'eau est également prise en compte dans les nouvelles constructions, et l'utilisation quotidienne fait l'objet de campagnes d'écogestes auprès des collaborateurs. Enfin, toutes les installations critiques doivent être équipées pour assurer le traitement des eaux usées conformément aux réglementations locales.

Au sein du réseau Bolloré Logistics, des sites labellisés BiodiverCity® engagés dans la préservation de la biodiversité

Blue Hub à Singapour, premier site labellisé BiodiverCity® en Asie

Inauguré le 4 décembre 2019, le Blue Hub de Singapour, d'une superficie de 50 000 m², est une nouvelle référence en matière de conception de plateformes logistiques avec un accent particulier sur la durabilité, la biodiversité et le bien-être des collaborateurs. Il est équipé de technologies de pointe pour la supply chain, d'un système avancé de gestion de l'énergie qui s'appuie sur l'Internet des objets (IoT) pour l'analyse prédictive des bâtiments et un système intelligent de contrôle de la luminosité. D'autres initiatives comprennent des terrasses et un toit végétalisés et aménagés, un potager, un système de recyclage des eaux de pluie, un contrôle de la consommation d'énergie et de l'eau, un capteur photoélectrique pour collecter la lumière du jour et un broyeur d'aliments pour une cantine sans déchet. Bolloré Logistics a reçu en 2019, pour ce site innovant, le Green Mark Platinum, certification délivrée par « the Building & Construction Authority (BCA) » de Singapour, le LEED® Gold et le label BiodiverCity®.

Plateforme logistique au Havre, France

Le site écologique localisé dans l'estuaire de la Seine a regroupé les antennes de la marque situées sur la zone industrielle pour former la plateforme multimodale Bolloré Logistics Le Havre PLPN2 (Parc Logistique du Pont de Normandie 2) de 24 000 m². Les espaces verts occupent 20 % du site, soit 10 000 m². Les axes essentiels sont la gestion de l'énergie, la préservation de la ressource en eau, l'incitation à l'utilisation de transports doux, la qualité de vie au travail, la biodiversité et l'insertion paysagère. Ce site a aussi été choisi par Haropa Ports de Paris Seine Normandie pour faire partie des 21 solutions en faveur du climat du secteur du

transport et de la logistique que l'ensemble portuaire de l'axe Seine a présentées à l'exposition Solutions COP 21, au Grand Palais, à Paris, en décembre 2015. Bolloré Logistics Le Havre dispose également du Label 6PL Performance Logistique durable, délivré par l'association LSN, Logistique Seine Normandie.

Bâtiment tertiaire à Nantes, France

Première concrétisation de la politique biodiversité, le site de Nantes, bâtiment de 2 700 m² de bureaux sur trois niveaux, sur un terrain de plus de 10 700 m² à Saint-Aignan de Grandlieu, a pris en compte les besoins des salariés pour une gestion efficace des opérations et traduit la dimension environnementale qui fut au cœur du cahier des charges dès la phase initiale de sa construction. Une référente Biodiversité, prescriptrice de l'entretien des jardins, des ruches, du potager, des espaces extérieurs et des plantes d'intérieur, réalise des animations au sein d'un club Nature : La Biodiversité Au Quotidien.

Plateforme logistique à Roissy, France

La construction durable de cet édifice moderne de 30 000 m² d'entrepôts et 7 500 m² de bâtiments tertiaires, sur 8 hectares, a été réalisée conformément aux engagements de Bolloré Logistics en faveur de l'environnement, avec une déclinaison poussée sur l'axe qualité de vie au travail pour les salariés (espaces extérieurs végétalisés, ruches, potager, aménagement biophilique des bureaux, Club des Biodivers'acteurs, animations sport et santé). La démarche de Bolloré Logistics Roissy est aussi attestée par les certifications HQE « Excellent » pour le bâtiment tertiaire et « Exceptionnel » pour les entrepôts et « Bâtiment biosourcé ». Les entrepôts sont également certifiés LEED® au niveau « Gold ».

Objectif de réduction pour le scope 3 aval de - 30 % et offre de solutions supply chain durables pour des services écoresponsables de bout en bout

Proposer des solutions écoresponsables à ses clients est une démarche ancrée chez Bolloré Logistics depuis plusieurs années. Tournée initialement vers les clients grands comptes demandeurs, l'offre de Bolloré Logistics se généralise et s'industrialise progressivement. Aussi, afin de renforcer notre engagement et de contribuer à la décarbonation du secteur, Bolloré Logistics a défini un engagement sur le total de son scope 3 aval des émissions carbone liées à l'exécution des services de transport, et ce, même si moins de 8% des volumes de marchandises transportées sont opérés par l'entreprise. Validée au quatrième trimestre par le Président-directeur général, cette cible de réduction fixe - 30% en absolu d'ici à 2030 (base : année 2019). La feuille de route déjà établie sur ce scope et décrite dans la partie ci-dessous fera l'objet d'un renforcement au cours de 2021.

Une participation active aux initiatives environnementales du secteur international transport et logistique

Depuis fin 2018, Bolloré Logistics a rejoint plusieurs initiatives sectorielles pour renforcer ses offres écoresponsables dédiées aux clients et également contribuer, en tant qu'acteur global de la chaîne d'approvisionnement, à une meilleure performance environnementale de l'ensemble de l'industrie du transport et de la logistique.

Bolloré Logistics est membre des initiatives internationales suivantes :

- *GLEC, Global Logistics Emissions Council;*
- *EcoTransIT® World Initiative (EWI). EWI développe l'outil de calcul des émissions de GES et de polluants EcoTransIT World (ETW), référence sectorielle, conforme à la norme européenne EN 16258 pour le calcul des émissions de GES des services de transport et au cadre du Global Logistics Emissions Council (GLEC);*
- *Clean Cargo Working Group (CCWG). CCWG réunit les grands armateurs du secteur maritime (85% des volumes mondiaux sont couverts), des commissionnaires de transport et des chargeurs, qui œuvrent pour la progression du secteur face aux problématiques climatiques et de pollution marine. CCWG propose notamment une méthodologie propre au secteur maritime pour les émissions de CO₂e et de SOx (méthodologie prise en compte par l'ETW);*
- *Sustainable Air Freight Alliance (SAFA). SAFA est une collaboration entre les expéditeurs, les commissionnaires de transport et les compagnies aériennes, afin de monitorer et de réduire les émissions carbone liées au fret aérien et promouvoir un transport de marchandises plus responsable;*
- *Getting to Zero Coalition : coalition créée pour soutenir la décarbonation de l'industrie maritime. Elle réunit les entreprises issues des secteurs du transport maritime, de l'énergie, des infrastructures et de la finance.*

L'ambition est de contribuer à l'objectif fixé par l'Organisation Maritime Internationale au transport maritime de réduire d'au moins 50% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 par rapport aux niveaux de 2008.

En parallèle, au niveau national, les entités participent aux initiatives et groupements nationaux. Par exemple, en France, Bolloré Logistics participe à la commission développement durable de TLF (Fédération française du secteur transport et logistique), au lab SupplyChain4Good de Supply Chain France by Aslog (réseau français des professionnels de la supply chain), aux travaux de l'ADEME et à l'initiative ACT (Assessing low Carbon Transition) menée conjointement par l'ADEME et le CDP. Bolloré Logistics participe depuis le 2^e trimestre 2020 à la phase pilote de ACT. À Singapour, Bolloré Logistics Singapore participe à l'Energy Efficiency National Partnership (EENP), au Climate Action SG pledge organisé par le Ministère de l'environnement et des ressources en eau (MEWR) et à Green Freight Asia. D'autres entités du réseau participent également localement à des initiatives ou groupes de travail externes à l'entreprise, ayant pour objectif l'amélioration du secteur transport et logistique face au réchauffement climatique.

Des solutions et services bas carbone en évolution constante

De par son cœur de métier, le rôle de Bolloré Logistics est d'accompagner ses clients pour réduire l'impact environnemental de leur chaîne d'approvisionnement. Deux axes parallèles et complémentaires ont animé l'année 2019 et le 1^{er} semestre 2020. D'une part, la poursuite du programme de réduction carbone sur mesure avec nos clients grands comptes en amont et au cours de l'exécution du contrat et, d'autre part, la standardisation d'une offre de solutions de transport durable pour tous les clients.

Bolloré Logistics s'attache au quotidien à développer ses produits et services bas carbone. En 2019, l'entreprise





a ajouté un second axe de développement à l'axe changement climatique et qualité de l'air : la préservation du capital naturel et le développement de l'économie circulaire, impliquant des améliorations sur les emballages, quant à leur nature et leur usage. Ce nouvel axe vient renforcer l'ambition d'une offre éco responsable de bout en bout : politique immobilier durable, optimisation des emballages (matériau, utilisation), tableau de bord CO₂, évaluation des fournisseurs et sous-traitants, plans de transport bas carbone. Les principes séquentiels de l'offre jusqu'ici déployés restent identiques : mesurer, réduire, compenser.

Mesure performante des émissions de GES et de polluants atmosphériques liées au transport

Afin de renforcer l'information transmise aux clients sur les émissions de GES et polluants atmosphériques liées au transport, Bolloré Logistics s'est attaché à améliorer la précision et l'exactitude du tableau de bord GES automatisé. Depuis fin 2018, l'entreprise est membre d'initiatives du secteur transport et logistique centrées notamment sur les méthodologies de calcul, permettant ainsi d'accroître de manière constante la pertinence des données fournies. Relié directement au système informatique de gestion des transports, ce tableau de bord est un outil d'aide à la décision pour les clients, leur permettant d'obtenir à la fois une vision analytique des composantes clés avec des indicateurs et indice de performance, ainsi qu'une vue détaillée de chacune des expéditions de marchandises par mode de transport et origine/destination, intégrant les émissions de CO₂e liées aux flux, ainsi que les principaux polluants atmosphériques. En 2019, près de 2 000 tableaux de bord CO₂ client ont été générés. D'autres outils d'aide à la décision sont développés ou révisés, permettant d'offrir des solutions digitales tout au long de la chaîne d'approvisionnement, que cela soit en amont de la conception des services de transport ou en aval de leur exécution en phase finale de traçabilité.



Conception de réseaux logistiques bas carbone et de solutions supply chain durables

• Évaluation systématique et sélection des fournisseurs et sous-traitants de transport

Bolloré Logistics a poursuivi sur la période rapportée le renforcement de ses processus de référencement, de sélection et d'évaluation de ses fournisseurs et sous-traitants de transport de fret. Ces éléments sont encadrés par une procédure de « vendor management » révisée en 2019.

Les process différents et sont adaptés aux types de fournisseurs et sous-traitants : fournisseurs majeurs de capacité de transport maritime, aérien et sous-traitants de prestations de transport routier.

Les objectifs de ces évaluations sont de s'assurer de la conformité avec les lois en vigueur, en particulier Sapin II et Devoir de vigilance. La sélection des prestataires et le suivi de la relation intègrent, quant à eux, des critères de qualité et de performance environnementale.

Ces process et critères sont décrits de manière détaillée dans la section 2.1.3. « Déployer une politique d'achats responsables », page 71.

LINK Partners : évaluation des sous-traitants routiers et cartographie mondiale des solutions « vertes »

La plateforme digitale LINK Partners s'est renouvelée mi-2020 avec une version améliorée visuellement et techniquement. Il s'agit d'une base de données de prestataires routiers directement alimentée par les transporteurs et analysée en interne par les Transport Road Managers. Concrètement, LINK Partners permet aux transporteurs d'être référencés en renseignant différentes informations liées à leurs activités, leur santé financière, leurs politiques en matière de qualité, de développement durable, d'éthique etc. La nouvelle version de LINK Partners a été repensée afin que l'expérience utilisateur soit la plus intuitive, rapide et agréable possible. Un support IT renforcé permet un traitement des incidents via un service de ticketing. Les aspects RSE sont désormais obligatoires dans le processus de référencement. Les critères environnementaux, concernant notamment la flotte, les équipements et les formations des chauffeurs, sont également plus nombreux.



• **Poursuite des investissements dans les véhicules bas carbone pour le transport terrestre**

Dépendant pour l'essentiel des innovations technologiques disponibles chez ses sous-traitants, Bolloré Logistics s'attache au quotidien à identifier des solutions bas carbone de transport et à surveiller les évolutions des marchés.

Le transport routier de marchandises opéré par des véhicules détenus en propre représentent moins de 8% du total du transport par route en termes d'émissions de GES.

Néanmoins consciente de l'importance de promouvoir les technologies alternatives diminuant l'impact environnemental, Bolloré Logistics a poursuivi en 2019-2020 ses investissements et son référencement sur des véhicules plus performants, grossissant notamment la flotte « écoresponsable » en propre :

- Au Havre (France) : deux véhicules biodiesel (biodiesel issu à 100% de colza produit en France);
- À Singapour, à Shanghai (Chine), une flotte de fourgonnettes électriques opère les livraisons du dernier kilomètre. Les stations de recharge sont déjà alimentées par l'énergie solaire à Singapour et à l'étude en Chine;
- À Taiwan et à Istanbul, en Turquie, des camions hybrides ont été mis en circulation.

Jusqu'à présent, Bolloré Logistics Chine a déployé des véhicules électriques pour la distribution en entrepôt à Shanghai, Hangzhou et Nanjing. L'objectif est de remplacer tous les camions de livraison du dernier kilomètre en Chine par des véhicules électriques d'ici cinq ans et d'associer des sources d'énergie renouvelable. Les équipes opérationnelles recherchent constamment des solutions efficaces pour répondre aux enjeux environnementaux. C'est le cas, par exemple, à Singapour avec la création de la solution transfrontalière de camions à racks escamotables, permettant un taux de chargement maximal et ainsi une économie annuelle d'environ 2,5 tonnes de CO₂e.

Flotte de véhicules

FLOTTE DE VÉHICULES (1)	«VERT»	EURO 6	EURO 5	EURO 4	EURO 3
France	2	63	11	-	-
Afrique	-	-	80	321	1 176
Reste du monde	7	-	-	-	-

(1) Camions, fourgons en propriété ou location longue durée.

À noter que les technologies les plus performantes sur les aspects environnementaux ne sont pas disponibles sur tous les marchés. Des différences de maturité existent.

• **Déploiement de lignes de services réguliers par voie fluviale et ferroviaire**

En complément des optimisations des plans de transport menées au sein de l'organisation, Bolloré Logistics poursuit également le développement de services réguliers ferroviaires et fluviaux afin de contribuer à l'accroissement de solutions bas carbone clé en main. L'entreprise a, par exemple, développé un service ferroviaire entre l'Europe et la Chine, un service hebdomadaire de navettes fluviales dans la vallée de la Seine, assuré en amont et en aval par des camions à gaz, ainsi qu'un service de transbordement par barge le long du corridor du bassin du Congo, ou encore un service ferroviaire entre le port de Mombasa et Nairobi, au Kenya. En 2019, un client grand compte du secteur agroalimentaire a reçu en France le premier prix dans la catégorie « Développement de la responsabilité environnementale et RSE 2019 » par un jury d'experts de la distribution aux Trophées LSA Diversité et RSE 2019 grâce à une solution de fret ferroviaire quotidien entre Vergèze et Fos proposée par Bolloré Logistics.

En 2020, Bolloré Logistics a opéré le premier transport de fret exclusivement ferroviaire de Djibouti à Indode en Éthiopie. Grâce à cet accord avec les Chemins de fer djibouto-éthiopiens (EDR), qui disposent de rails avec alimentation électronique, Bolloré Logistics pourra offrir à ses clients un temps de transit réduit à 15 heures entre les deux pays (contre 3 jours par la route).





• Développement de partenariats bas carbone avec les compagnies maritimes et aériennes

Sur le segment principal de la chaîne du transport opéré essentiellement par les compagnies maritimes et aériennes, les équipes de Bolloré Logistics conçoivent des plans de transport bas carbone en prenant en compte les performances environnementales des compagnies maritimes, de leur flotte et des différents types d'appareil aérien, des capacités de chargement et des itinéraires.

L'entreprise poursuit également ses engagements avec les acteurs de l'industrie. En juin 2019, Bolloré Logistics a signé un pacte carbone avec l'intégrateur logistique mondial de conteneurs Maersk. Partenaires de longue date, les deux entreprises se sont engagées à réduire les émissions de CO₂ de 20% par conteneur transporté d'ici à 2025, à travers les activités menées entre Bolloré Logistics et Maersk. En octobre 2019, Bolloré Logistics s'est également engagée avec la compagnie CMA CGM avec pour objectif de réduire les émissions de CO₂ de 30% par conteneur transporté d'ici à 2025. Les deux entreprises se sont engagées à collaborer sur des axes stratégiques communs : environnement, social, communautaire, éthique et compliance.

Pour le transport aérien, à travers son partenariat avec Air France-KLM, Bolloré Logistics propose à ses clients depuis mi-2020 de participer au programme biocarburant cargo, permettant une réduction des émissions CO₂e supérieure à 70%. Cette initiative contribue au développement d'un marché du biocarburant durable pour l'aviation.

• Préservation du capital naturel et développement de projets d'économie circulaire

Outre la problématique des émissions carbone et de polluants atmosphériques, les équipes de Bolloré Logistics ont mené plusieurs travaux au sein du réseau en 2019 et 2020, répondant au second axe de l'offre durable : capital naturel et économie circulaire.

Ces enjeux environnementaux, peu couverts jusqu'alors, concernent tant les activités logistiques que de transport, et sont axés principalement sur un objectif de réduction, voire de suppression, des emballages carton et plastique. Plusieurs projets ont ainsi démarré début 2019, principalement en Asie-Pacifique et en Europe, couvrant des problématiques variées : recherche de solutions alternatives à l'usage unique des emballages isothermes dans les conteneurs maritimes, de matériaux plastique moins impactants pour le fret aérien, voire la suppression de plastique et le développement de housses réutilisables. D'autres solutions déjà existantes concernent l'utilisation de bacs plastique réutilisables pour la livraison urbaine, l'optimisation des références des emballages en carton (tailles et matériaux) pour la logistique contractuelle et la distribution régionale ou encore l'appel à des prestataires externes pour la réparation de palettes en bois, voire leur réutilisation pour la fabrication de nouveaux produits et usages.

135

Sur les plateformes proposant des services de logistique contractuelle, les déchets générés par les prestations réalisées pour le compte d'un client sont également gérés de plus en plus dans une logique de revalorisation au sein d'une boucle d'économie circulaire. Par exemple, depuis mai 2020, Bolloré Logistics Singapour, via son prestataire Tay Paper Recycling Pte Ltd, a recyclé au total 25 tonnes de papier et 2,8 tonnes d'emballages plastique indésirables pour le compte d'un client du secteur cosmétique sur le segment « Travel Retail ». Avant ce projet, les produits d'emballage non réutilisés étaient classés comme déchets généraux et incinérés.

L'ouverture sur l'écosystème des start-ups ouvre de nouvelles pistes en mouvement permanent, qui apparaissent comme source d'opportunités pour Bolloré Logistics.



Emballages : favoriser l'écoconception et le sourcing écoresponsable

Sur la plateforme logistique de Roissy-CDG

- Alors que 200 tonnes de plastique étaient utilisées chaque année sur le hub de Roissy-CDG pour filmer les palettes, nos équipes emploient désormais un film de protection composé à plus de 80 % de plastique recyclé pour tous les affrètements.
- La glassine jaune, qui constitue le support adhésif des étiquettes apposées sur les cartons de transport, représentait une quantité considérable de déchets non recyclés sur le hub de Roissy-CDG. Un partenariat a donc été établi avec une entreprise spécialisée en vue de son recyclage. Le procédé utilisé permet de séparer la colle du support adhésif et de former une pâte servant à fabriquer du papier pour la presse magazine, lui-même recyclable plusieurs fois. Ainsi, pour 100 tonnes de glassine, on obtient 125 tonnes de papier, ce qui représente 1 300 arbres sauvés.

Sur les plateformes logistiques de Singapour

- Depuis décembre 2019, nos équipes singapouriennes n'utilisent plus de film étirable pour le transport local par camion de cartons en vrac, destinés à l'un de leurs clients du luxe. Ce film était en effet immédiatement jeté à réception des marchandises dans l'entrepôt du client, deux heures seulement après avoir été mis en place. Son remplacement par des housses réutilisables permet ainsi d'économiser 2,5 tonnes de plastique par an pour ce seul client. Cette solution devrait être étendue à d'autres opérations dans les mois à venir.
- Toujours dans l'optique de réduire sa consommation de film étirable, et par conséquent de plastique, Bolloré Logistics Singapour a cherché de nouvelles solutions plus vertueuses. Après avoir identifié différents fournisseurs et effectué des tests de performance, l'entreprise a introduit, début 2020, un nouveau film étirable de 12 microns d'épaisseur versus 23 microns auparavant. Les tests menés ont en effet démontré qu'une épaisseur de 12 microns était tout à fait suffisante pour maintenir et protéger en toute sécurité les palettes préparées manuellement par les équipes. Cette nouvelle solution réduit de moitié le poids du plastique consommé et devrait également permettre une réduction des coûts de 30 %. Lorsqu'elle sera entièrement déployée, cette alternative réduira de 80 tonnes par an la quantité de plastique utilisée en entrepôt. Depuis l'introduction de ce nouveau matériau, l'entreprise a ainsi économisé plus de 2,7 tonnes de plastique.

- Solutions digitales d'aide à la décision et intégration dans l'offre standard : proposition systématique du service le plus performant en termes d'émissions CO₂e Les départements corporate de Bolloré Logistics au siège développent des outils pour aider les équipes commerciales et opérationnelles, ainsi que les clients, à évaluer l'impact des émissions carbone et des polluants atmosphériques liés aux services de transport, lors des phases de conception, de cotation et d'exécution des prestations. Selon les tableaux de bord ou outils d'aide à la décision utilisés, ils permettent, par exemple sur le segment du transport principal, d'identifier les compagnies maritimes et aériennes les plus performantes d'un point de vue environnemental, ainsi que les itinéraires selon les appareils. Ces outils, traduits également en gammes de services, sont disponibles pour l'ensemble du réseau mondial. Ils sont améliorés en permanence afin d'évaluer avec toujours plus de précisions les impacts environnementaux des flux. D'ici à la fin 2020, sur les axes commerciaux stratégiques mondiaux, une offre standard de services de transport avec l'option la plus performante d'un point de vue environnemental sera systématiquement proposée sur le transport maritime et aérien (phase de test en cours au 3^e trimestre 2020).

En complément, en local, les équipes s'appuient sur leur écosystème pour identifier des outils d'optimisation visant un gain CO₂ significatif sur les segments de transport nationaux, et les adapter aux problématiques métiers.

Par exemple, l'outil déployé en septembre 2019 en Belgique a pour but de donner automatiquement aux clients toutes les options intermodales, qu'ils peuvent choisir pour le transport entre Anvers et le terminal ferroviaire ou fluvial intérieur. En région Normandie, France, un logiciel a été spécialement conçu pour concrétiser les avantages du mode fluvial par rapport à d'autres solutions telles que la route et le rail. Ce projet est géré en collaboration avec les acteurs économiques locaux. Chacune de ces solutions affiche le CO₂ en plus du coût et du délai. Une autre solution digitale, conçue et développée en interne, permet depuis mi-2019 d'optimiser la gestion de retour à vide des conteneurs maritimes sur le territoire français.





Compenser les émissions résiduelles

Ancrée dans l'offre depuis 2011, Bolloré Logistics a poursuivi les opérations de compensation carbone pour le compte de ses clients en 2019, en partenariat avec l'entreprise spécialisée en stratégie carbone EcoAct. Seuls les projets certifiés avec un haut standard de qualité sont sélectionnés, ils doivent présenter un double bénéfice, à la fois social et environnemental. L'entreprise s'est engagée plus fortement dans la démarche en cofinçant, dès janvier 2020, la compensation des émissions de transport de l'ensemble de ses services de groupage sur un projet Gold Standard® de génération d'électricité, à partir des gaz d'enfouissement en Thaïlande. La compensation carbone volontaire intervient logiquement après le service de consolidation des marchandises, une solution permettant des gains de CO₂e. Sur les six premiers mois de l'année, près de 6 000 tonnes de CO₂e ont ainsi été compensées.

Accompagnement des clients dans des programmes d'amélioration continue

Lors des phases d'appel d'offres, les plans de transport proposés intègrent, selon les caractéristiques notifiées, une évaluation de l'empreinte carbone et l'élaboration de scénarios alternatifs bas carbone.

Au cours de l'exécution du contrat, Bolloré Logistics définit avec ses clients grands comptes des plans d'amélioration continue. Toutes les solutions alternatives proposées prennent en compte les objectifs de coûts, délais, CO₂e (et pollution atmosphérique ou sonore selon la pertinence) qui correspondent à la politique logistique du client.

Les pistes de solutions bas carbone incluent : conception de réseaux logistiques permettant une meilleure performance, consolidation et optimisation du chargement, suivi des envois urgents, sélection des transporteurs performants, choix des moyens de transport (véhicules, appareils), sélection de modes alternatifs bas carbone pour le pré-/post-transport, passage de l'aérien vers le maritime, approche multimodale air/mer – route/rail.

Pour renforcer la démarche, depuis mi-2020, Bolloré Logistics propose à ses clients de formaliser conjointement les objectifs de réduction et les process associés dans le PSL Pact (Powering Sustainable Logistics Pact), permettant ainsi de créer de fortes synergies dans un but commun de développement durable.

Powering Sustainable Logistics PACT

Afin de renforcer son rôle de conseil auprès de ses clients et de les accompagner pour réduire l'impact environnemental de leur supply chain, Bolloré Logistics propose depuis mi-2020 le PSL Pact (Powering Sustainable Logistics Pact). L'ambition du PSL Pact est de développer une approche commune et collaborative permettant d'atteindre ensemble des objectifs quantitatifs et qualitatifs soulignant un engagement fort. Dans le cadre du PSL Pact, décliné sur mesure selon le contexte, Bolloré Logistics et le client définissent ensemble un cadre concret pour réduire l'empreinte carbone des transports et déployer la politique des 4R (réduire, réutiliser, réparer, recycler), en particulier pour les plastiques, le bois et les cartons utilisés pour les activités de transport et logistique.

Le cadre de déploiement du PSL Pact est basé sur une approche en 5 points :

1. Monitorer les émissions de CO₂e et fixer un objectif de réduction carbone ;
2. Mettre en œuvre des solutions alternatives de transport et de logistique pour réduire les émissions de CO₂e ;
3. Compenser les émissions résiduelles de CO₂e à travers des projets de compensation carbone volontaire (si souhaité par le client) ;
4. Établir une gouvernance claire pour les deux parties, ainsi qu'un circuit de validation pour les solutions alternatives proposées ;
5. Définir les conditions préalables et les facteurs clés de succès.

Bolloré Logistics Singapour remporte en 2019 le prix Singapore Environmental Achievement Award

Bolloré Logistics Singapour a remporté en août 2019 le prix SEAA (Singapore Environmental Achievement Award) décerné par le Conseil de l'environnement de Singapour (SEC) pour le secteur Transport et logistique. Cette distinction récompense les actions entreprises par l'entité et notamment : nouvelle plateforme logistique, le Blue Hub, à haute qualité environnementale, solution transfrontalière de camions à racks escamotables, projets d'amélioration continue sur le CO₂ et la réduction des déchets (réutilisation et recyclage du carton/du bois). La mobilisation des équipes au quotidien sur les problématiques environnementales est une force, créatrice de valeur sociale et environnementale.

Par ailleurs, depuis l'ouverture des deux centres d'innovation B.Lab au siège à Puteaux et à Singapour, respectivement en avril et octobre 2019, Bolloré Logistics organise avec ses clients des ateliers d'innovation, basés sur une approche de « design thinking » et centrés notamment sur le transport et la logistique durable.

Enfin, une attention particulière est apportée à la sensibilisation de ses clients sur les impacts environnementaux du transport. Bolloré Logistics communique régulièrement avec ses clients sur la prise en compte des enjeux développement durable dans sa stratégie. À ce titre, l'entreprise a rendu public et a adressé directement à tous ses clients son rapport d'avancement du programme RSE « Powering Sustainable Logistics ». Elle a également communiqué directement auprès de ses clients pour, par exemple, présenter de manière didactique les enjeux de la nouvelle réglementation IMO 2020, obligeant tous les acteurs du transport maritime à réduire leurs émissions de soufre de 85%.

Sur l'ensemble des composantes de l'offre, les équipes de Bolloré Logistics ont poursuivi leurs efforts pour tendre vers une chaîne d'approvisionnement écoresponsable de bout en bout.

Afin d'améliorer de manière continue son impact positif, notamment dans une vision bas carbone de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et ainsi limiter le réchauffement climatique en proposant des écosolutions durables encore plus performantes pour ses clients, Bolloré Logistics a mis en place en 2019 un groupe de travail interne dédié au programme de l'offre durable de l'entreprise. Une équipe multidisciplinaire, réunissant 15 experts issus de la RSE, des ventes, des achats, des opérations, de la logistique, du marketing et de l'innovation, a identifié et lancé près de 20 projets ayant un impact à tous les niveaux de l'entreprise afin d'industrialiser et de structurer toutes les initiatives visant des innovations transformatrices, des solutions écoresponsables de bout en bout et des changements en profondeur dans les activités de l'entreprise. Par ailleurs, dans le cadre de la phase 2 du développement du B.Lab lancé mi-2020, le pilier environnemental (à travers les problématiques carbone, polluants atmosphériques et emballage) est clairement identifié comme un axe fort. Le nouvel engagement défini récemment sur le scope 3 aval ne fera que renforcer l'esprit d'innovation et la volonté des équipes pour accompagner ses clients sur cette voie et ainsi contribuer à la décarbonation du secteur.

Enfin, le lancement en décembre 2019 du challenge AcTogether, compétition interpays invitant les collaborateurs à réaliser localement des actions RSE, contribue à la réduction de l'empreinte carbone de Bolloré Logistics, y compris sur le scope 3 aval lié à l'exécution des services de transport.

Le challenge AcTogether comme levier d'action en faveur de l'environnement

À travers cette compétition interpays, les collaborateurs sont invités, dans un cadre défini avec des objectifs à atteindre pour leur pays, à mener des actions de développement durable sur leurs sites et à les partager avec l'ensemble du réseau Bolloré Logistics. La 1^{re} édition du challenge s'achèvera en décembre 2020 avec la remise des prix AcTogether.

Ainsi, en menant des actions, les collaborateurs gagneront des points pour leur pays, valoriseront des actions menées localement et créeront plus de valeur sociale et environnementale au sein de l'organisation et tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Le défi AcTogether est animé au sein d'une plateforme digitale, idéale pour le partage de bonnes pratiques entre tous les territoires.

Ce challenge et les outils inhérents mis à disposition accompagnent les collaborateurs pour les aider à entreprendre des actions dans les domaines éthique, environnemental, social et sociétal.

Deux types d'action sont possibles : les actions créées de A à Z par les collaborateurs et les actions clés en main, offrant un kit support à la réalisation. Ainsi, parmi les actions clés en main figurent dans cette première édition du challenge, pour le domaine environnement : quiz biodiversité, atelier de sensibilisation à la biodiversité, atelier de sensibilisation au changement climatique, vers des bureaux sans déchets plastique, atelier découverte bilan carbone, plan de transport bas carbone, 4R en entrepôt.

Avec le kit associé à l'action clé en main, les collaborateurs disposent à la fois du mode d'emploi détaillant les différentes étapes à mettre en place pour organiser son action, ainsi que les différents supports et outils nécessaires pour la réaliser.

Pour plus de détails, voir page 45.



Sensibilisation et formation des collaborateurs comme premier vecteur de changement

Les collaborateurs, quelle que soit leur fonction, sont les premiers vecteurs de la transformation de l'organisation vers un modèle d'affaires durable.

Les équipes expertes des problématiques environnementales de Bolloré Logistics, au siège et en local, s'attachent au quotidien à construire et à transmettre aux collaborateurs un référentiel de connaissances et de pratiques adaptés à leur fonction. Ainsi sur la période 2019-2020, un grand nombre d'actions a été mené afin de comprendre les besoins des collaborateurs, les informer, les sensibiliser et les former aux connaissances, outils, méthodes, process et solutions pour intégrer dans leur opérations quotidiennes les enjeux environnementaux du secteur transport et logistique. Les traditionnelles newsletters RSE permettent de toucher tout ou partie des employés de l'organisation selon la nature des informations transmises (newsletters : RSE Groupe Bolloré, RSE Corporate Bolloré Logistics, évolutions des marchés et bonnes pratiques au sein du réseau). Des approches spécifiques ont également été développés selon les populations cibles, et en particulier auprès des collaborateurs, qui agissent directement sur la transformation environnementale de l'entreprise : acheteurs, équipes commerciales, responsable de la logistique en entrepôt, direction pays et logiquement relais QHSE. Tous les moyens et canaux, digitaux ou présentiels, ont été exploités de manière ponctuelle ou continue.

Parallèlement, le lancement du challenge développement durable AcTogether, fin 2019, a permis de toucher l'ensemble des collaborateurs du réseau Bolloré Logistics. Enfin, à travers le réseau QHSE, 147 496 heures de formation HSE ont été adressées en 2019.

Concernant les équipes commerciales (au sens large, comprenant fonction commerciale, gestionnaire de compte, gestionnaire de solutions techniques clients et d'appels d'offres), une enquête a été menée auprès de 800 collaborateurs au 2^e trimestre 2020 avec un taux de retour supérieur à 74 %, afin, d'une part, d'évaluer leur niveau de compréhension des problématiques environnementales liées au transport et leur connaissance des outils existants, et, d'autre part, de dresser un état des lieux de l'enjeu climat dans la relation client et de clarifier leurs besoins en termes de formation et de supports. Cette enquête a été une base constructive pour concevoir en interne, avec le département formation, les quatre modules de l'e-learning totalement adaptés aux enjeux de l'entreprise, qui ont été lancés par la suite auprès de 1 383 commerciaux et acheteurs du réseau global. Cette formation certifiante avec un taux de réussite de 99 % s'articule autour de : l'impact du transport sur le réchauffement climatique, l'environnement et les besoins marchés, les solutions de transport et logistique durables, la démarche à suivre et les outils à disposition pour accompagner les clients.

Tout au long de la période, des séances de présentations RSE sur ces mêmes populations cibles lors des séminaires et conventions annuelles ont eu lieu en central ou en local, animées par les fonctions CSR ou les directeurs généraux de régions. Les responsables commerciaux des régions du réseau ont également bénéficié d'interventions régulières lors des réunions trimestrielles. En complément de ces actions globales, certaines équipes en local agissent en parallèle pour s'assurer de la montée en compétences des collaborateurs sur ces thématiques au regard des enjeux grandissants sur les marchés. C'est le cas à Singapour, où, en août 2020, les équipes commerciales ont été formées à la vente de solutions transport et logistique écoresponsables. Ce programme de formation interactif interne a été conçu pour doter les équipes de compétences, de connaissances et de matériel prêt à l'emploi. L'objectif était de faire mieux comprendre les enjeux du développement durable dans la chaîne d'approvisionnement, afin de répondre efficacement aux attentes croissantes des clients. Les équipes sont ainsi mieux armées pour mettre en œuvre des solutions concrètes de supply chain bas carbone.

À travers le lancement fin 2019 du challenge AcTogether, l'ensemble des collaborateurs s'est vu adresser plusieurs communications et outils sur les enjeux globaux de développement durable et ceux plus spécifiques au secteur transport et logistique. Des outils de sensibilisation RSE spécifique ont été adressés aux directeurs pays. L'environnement est un thème phare du challenge AcTogether comme décrit plus en amont, que cela soit en termes de sensibilisation ou d'outils mis à disposition des collaborateurs pour les aider à réaliser leurs projets à travers les actions clé en main.

139



Gestion des risques opérée par une approche transverse multi-dimensionnelle

Bolloré Logistics intègre la gestion de ses activités, y compris la gestion des risques, dans les cadres et processus définis par le Groupe Bolloré et déclinés au niveau de l'unité opérationnelle. Les risques extra-financiers, ainsi que le plan de vigilance sont présentés à la « Cartographie des risques extra-financiers », pages 32 à 37 du présent document.

Les risques liés au changement climatique sont donc intégrés dans l'univers des risques identifiés dans la cartographie générale des risques du Groupe Bolloré, et notés selon une méthodologie prenant en compte la gravité et la fréquence des risques.

Concernant plus précisément le réchauffement climatique, en 2020, le Groupe Bolloré a identifié ses risques et opportunités les plus pertinents, en utilisant une approche systémique verticale en 2 étapes :

- l'examen systématique des activités et de la chaîne de valeur en relation avec les risques liés au climat, sur la base d'une documentation interne et d'un référentiel sectoriel. Les facteurs de vulnérabilité pertinents et leurs impacts sur les activités du Groupe Bolloré (opérationnels, réputationnels, juridiques et financiers) ont été cartographiés conformément à la directive TCFD et aux directives de la norme ISO 14090 relative à l'adaptation au changement climatique ;
- les risques et les opportunités sont ensuite classés par ordre de priorité en fonction de la probabilité, de l'horizon temporel et des impacts attendus, conformément au cadre de gestion des risques du Groupe. L'échelle de risque a été adaptée pour tenir compte de la spécificité des risques et des opportunités liés au climat. Les risques et les opportunités ont été classés en deux catégories (signal faible, pour le suivi et les risques à venir, risque supérieur, c'est-à-dire impact financier et stratégique important).

Les différents risques ont été identifiés avec un horizon à court, moyen et long terme. En suivant le processus de gestion des risques de la Direction des risques du Groupe Bolloré et de sa Direction RSE, les business units déclinent les processus de gestion des risques par rapport à leurs activités, comme le fait Bolloré Logistics.

Les scénarios 2DS et RCP8.5 ont été identifiés par Bolloré Logistics comme essentiels pour couvrir les différentes expositions potentielles futures aux risques physiques et opportunités face au changement climatique. Bolloré Logistics a également utilisé l'approche de l'initiative Science Based Targets.

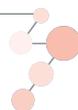
Bolloré Logistics a mené différents travaux d'analyse concernant les risques de transition et opportunités, notamment en termes d'impacts sur ses marchés, ainsi que sur les risques physiques des sites. Leurs conclusions sont ensuite partagées au niveau des instances concernées du Groupe Bolloré.

Par exemple, concernant les risques physiques face au changement climatique, identifiés comme risques matériels potentiels, les résultats de l'étude des risques physiques de l'ensemble des sites de Bolloré Logistics, menée en 2019-2020, ont été ensuite consolidés dans la matrice des risques et opportunités liés au climat, réalisée à l'échelle du Groupe Bolloré et basée sur la probabilité, l'horizon temporel et les impacts attendus, afin d'évaluer l'importance par rapport aux autres risques et opportunités. Validée par le département RSE du Groupe Bolloré, cette analyse sera également examinée par un échantillon d'experts internes d'ici à la fin de 2020.

Ainsi, au niveau de Bolloré Logistics, la gestion des risques et des opportunités liés au climat est un processus en plusieurs étapes. De plus, l'ensemble des conclusions des travaux d'étude et d'analyse font l'objet de restitution systématique au sein même du Comité exécutif de Bolloré Logistics par la Directrice Organisation, Méthodes et RSE. La définition et la mise en place de mesures d'atténuation, de solutions alternatives ou d'actions de suivi qui en découlent sont aussi présentées et validées en Comité exécutif, comme précisé en section « Gouvernance des risques et opportunités liés au climat », page 121.

Enfin, un plan d'action de gestion des risques opérationnels est également élaboré sous la supervision du responsable QHSE de l'entreprise, qui est également chargé de sa mise à jour. Il comprend un processus détaillé de gestion des risques et des opportunités pour chaque risque ou opportunité spécifique identifié et, le cas échéant, pour les risques, un plan de continuité des activités.





Indicateurs et objectifs : vers une intégration systématique de KPIs dans des objectifs de plus en plus engageants

Suivi des indicateurs environnementaux et des composantes stratégiques liées au climat

Concernant les risques liés au climat, Bolloré Logistics s'attache à suivre les indicateurs suivants :

- évolution des émissions de GES scopes 1 et 2 (incluant la mesure des consommations de carburant, d'électricité, de chauffage, gaz réfrigérant, etc.);
- mesure des émissions de GES scope 3 amont (incluant la mesure des émissions de GES relatives aux déchets, au transport de personnes lors des voyages d'affaires et à l'amont de l'énergie);
- mesure des émissions de GES scope 3 aval (incluant la mesure des émissions de GES relatives à l'exécution des services de transport national et international de marchandises, par mode de transport et T.KM);
- part de la consommation d'énergies issue de sources d'origine renouvelable et d'achat d'électricité verte.

Les indicateurs suivants existants font l'objet de travaux en cours pour améliorer les processus de collecte de données et donc de fiabilité des indicateurs :

- investissements monétaires en faveur de l'optimisation de la performance énergétique et d'actions de réduction des émissions de GES au sein des activités (équipements bas carbone, rénovation système de chauffage et climatisation, travaux d'isolation, renouvellement de la flotte de véhicules, etc.);
- investissements pour le développement de produits et services bas carbone;
- montant du chiffre d'affaires lié aux produits et services bas carbone.

Par ailleurs, les indicateurs liés au coût environnemental des bâtiments logistiques et tertiaires répondant à des certifications de haute qualité sont également suivis spécifiquement.

Les indicateurs de performance environnementale dont énergétique sont collectés, sur une base mensuelle ou trimestrielle, et pour la plupart sont suivis dans le cadre du reporting annuel Enablon sur l'ensemble des entités de Bolloré Logistics répondant aux critères d'éligibilité (voir « Note méthodologique du reporting environnemental », page 164). Les données du reporting Enablon font l'objet d'une vérification par un Organisme tiers indépendant, selon les normes de la « Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) » et sont consolidés dans le rapport extra-financier du Groupe Bolloré et intégrés dans le Document d'enregistrement universel.

Parallèlement au reporting RSE, ces indicateurs sont également intégrés par les équipes QHSE dans le cadre de la certification ISO 14001.

Les indicateurs sur le périmètre de Bolloré Logistics sont publiés dans la section « Autres indicateurs ESG », page 166.

Enfin, Bolloré Logistics participe depuis 2018 au questionnaire « Climate Change » du CDP, ses réponses étant intégrées à celles du Groupe Bolloré, qui a rejoint la « A-list » en 2020. Concernant le « Supplier Engagement Rating » (SER), seule la notation 2019 est connue à date (B).



Objectifs de réduction et suivi

SCOPE	OBJECTIFS DE RÉDUCTION	MÉTHODOLOGIE	2019 TONNES CO ₂ E	2018 TONNES CO ₂ E	2017 TONNES CO ₂ E	ÉVOLUTION 2017-2019 GES
Scope 1 Émissions directes de gaz à effet de serre Scope 2 Émissions indirectes liées à la consommation d'électricité	-43% en absolu d'ici 2027 sur la base de référence de l'année 2017	Science Based Targets, Méthode Contraction absolue des émissions (ACA), alignement trajectoire 1,5 degré	108869	103834	114928	- 5,6% - 9,5% sur une base rapportée au 100 m ²
Scope 3 Amont Émissions indirectes de gaz à effet de serre	Pas d'objectif quantitatif à date Pour les voyages d'affaires, représentant 63% du scope 3 amont, définition d'une règle de restriction de l'usage de l'avion au profit du train		23600	23104	22328	5,7%
Scope 3 Aval Émissions indirectes de gaz à effet de serre liées aux services de transport de marchandises	-30% en absolu d'ici 2030 (base de référence 2019)	Méthode SBT : Sectoral Decarbonization Approach (B2DS) Air transport (passenger and freight), Freight Maritime et Medium freight trucks (MFT). Trajectoire "Well below 2 degrees"	4092895	4396957	5028257	-18,6%

Sur la période 2019-2017, la réduction observée sur le scope 1 correspond à une baisse de certaines activités cycliques, notamment liée aux activités projets industriels, et, dans une moindre mesure, aux investissements dans de nouveaux véhicules présentant une meilleure performance énergétique, en particulier en Afrique du Sud. Des actions ont également été entreprises sur le remplacement progressif des fluides frigorigènes R22 en R410, R134 A. Le suivi de la consommation des fluides frigorigènes fera l'objet de travaux de fiabilisation de collecte des données au cours du prochain exercice. Pour le scope 2, des fluctuations d'activités ont eu des répercussions sur des ouvertures et fermetures de sites ou de réduction d'espaces de stockage, impactant, de manière positive et négative, la consommation d'électricité. L'ouverture du Blue Hub de Singapour depuis juillet 2019, malgré ses qualités environnementales permettant une économie d'énergie de l'ordre de 40% par rapport à un bâtiment standard de la même catégorie, a eu également un impact. Sur cette plateforme logistique, la production et l'approvisionnement en énergie renouvelable sont à l'étude. La réalisation des actions d'efficacité énergétique comme la mise en place de LED ou les campagnes d'écogestes (Afrique du Sud, Cameroun, Kenya, Belgique, Philippines, Taiwan, Thaïlande, Hong-Kong...), ainsi que le recours aux énergies renouvelables et achats d'électricité verte (Kenya, Royaume-Uni, République démocratique du Congo, France...) ont contribué à atténuer la hausse des consommations électriques liées, entre autres, aux opérations et aux aléas météorologiques (*épisodes de chaleur*).

Malgré un accroissement significatif de surface (+4,7%), l'intensité carbone GES rapportée au 100 m² diminue plus fortement qu'en absolu (respectivement -9,5% et -5,6%). La hausse observée sur le scope 3 amont concerne principalement les émissions de gaz à effet de serre des déchets générés par les sites, qui s'explique par une amélioration de la qualité du reporting, et non par une hausse stricte de la quantité de déchets. Par rapport à 2017, les émissions liées aux voyages d'affaires ont également diminué en 2019, due à une baisse des déplacements par voie aérienne et une augmentation du mode ferroviaire. Les solutions digitales de communication, utilisées notamment pour les réunions, se sont également bien développées sur la période avec le fort déploiement d'une nouvelle application standard intégrée sur tous les appareils informatiques. Toutefois, cet accroissement n'est pas comparable à celui qui est déjà observé depuis le début de la crise sanitaire. La réduction constatée sur le scope 3 aval s'explique principalement par une réduction de l'indicateur tonnes.kilomètres, en particulier pour le fret aérien et, dans une moindre mesure, le fret maritime.



Table de correspondance TCFD

Bolloré Logistics soutient les recommandations de la TCFD (Task Force on Climate-related Financial Disclosures). La TCFD est un groupe de travail centré sur les informations financières liées au climat, créé dans le cadre du Conseil de stabilité financière du G20 à l'occasion de la COP21.

Ce groupe de travail a structuré ses recommandations autour de quatre thèmes, représentant les aspects essentiels du fonctionnement des entreprises : la gouvernance, la stratégie, la gestion des risques, ainsi que les mesures et objectifs.

La table de correspondance ci-après sert de référence à l'égard des recommandations de la TCFD.

	THÉMATIQUE	RECOMMANDATION DE LA TCFD	SOURCE DE L'INFORMATION ⁽¹⁾
GOUVERNANCE	Décrire la gouvernance de l'organisation concernant les risques et opportunités relatifs au climat	<p>a) Décrire la supervision des risques et opportunités relatifs au climat par le Conseil d'administration</p> <p>b) Décrire le rôle du management dans l'évaluation et la gestion des risques et opportunités relatifs au climat</p>	<p>a) CDP Climate Change C1.1, C1.1a, C1.1b Rapport RSE 1.1.2. p 10, 11 1.2.1. p 16, 17</p> <p>b) CDP Climate Change C1.2, C1.2a, C1.3, C2.2, C2.2a, C2.2b Rapport RSE 1.2.1. p 16, 17 2.3.2. p 121</p>
STRATÉGIE	Décrire les impacts existants et potentiels des risques et opportunités relatifs au climat sur les activités de l'organisation, sa stratégie et sa planification financière, dans la mesure où l'information est pertinente	<p>a) Décrire les risques et opportunités relatifs au climat que l'organisation a identifiés pour le court, moyen et long terme</p> <p>b) Décrire les impacts des risques et opportunités relatifs au climat sur les activités de l'organisation, sa stratégie et sa planification financière</p> <p>c) Décrire la résilience de la stratégie de l'organisation, en prenant en considération différents scénarios relatifs au climat, y compris un scénario à 2 °C ou moins</p>	<p>a) CDP Climate Change C2.3, C2.3a Rapport RSE 2.3.2. p 122 à 125</p> <p>b) CDP Climate Change C2.4, C2.4a, C2.5, C2.6, C3.1c, C3.1e, C3.1f Rapport RSE 2.3.2. p 126 à 139</p> <p>c) CDP Climate Change C3.1d, C3.1, C3.1a, C3.1b, C12</p>
MANAGEMENT DES RISQUES	Décrire comment l'organisation identifie, évalue et gère les risques relatifs au climat	<p>a) Décrire les processus de l'organisation pour identifier et évaluer les risques relatifs au climat</p> <p>b) Décrire les processus de l'organisation pour gérer les risques relatifs au climat</p> <p>c) Décrire comment les processus pour identifier, évaluer et gérer les risques relatifs au climat sont intégrés dans le management des risques de l'organisation</p>	<p>a) CDP Climate Change C2.2a, C2.2b Rapport RSE 2.3.2. p 140</p> <p>b) CDP Climate Change C2.2d, C2.3a Rapport 2.3.2. p 140 2.3.3. p 148, 149</p> <p>c) CDP Climate Change C1.2a, C2.2, C2.2b, C2.3a Rapport RSE 2.3.2. p 140</p>
INDICATEURS ET OBJECTIFS	Décrire les indicateurs et objectifs utilisés pour évaluer et gérer les risques et opportunités relatifs au climat, dans la mesure où l'information est pertinente	<p>a) Décrire les indicateurs utilisés par l'organisation pour évaluer les risques et opportunités relatifs au climat, en liaison avec sa stratégie et son processus de management des risques</p> <p>b) Publier les émissions de gaz à effet de serre (GES) de scope 1, scope 2, et, si c'est pertinent, scope 3, et les risques correspondants</p> <p>c) Décrire les objectifs utilisés par l'organisation pour gérer les risques et opportunités relatifs au climat, et sa performance par rapport aux objectifs</p>	<p>a) CDP Climate Change C2.3a, C5, C6, C7, C8, C9, C10, C11 Rapport RSE 2.3.2. p 141 3.1.2. p 164, 165</p> <p>b) CDP Climate Change C5, C6, C7 Rapport RSE 2.3.2. p 109, 110, 120, 142 3.2. p 173 à 175</p> <p>c) CDP Climate Change C4 C4.1, C4.1a, C4.3, C4.3a, C4.3b, C4.3c, C4.5, C4.5a Rapport RSE 2.3.2. p 112, 142</p>

(1) CDP et rapport RSE 2019-2020 Bolloré Logistics. CDP : réponse 2020 du Groupe Bolloré au questionnaire CDP Climate Change dans laquelle sont consolidées les métriques du périmètre Bolloré Logistics et présentés les éléments qualitatifs propres à Bolloré Logistics (disponible sur <https://www.cdp.net/fr>)

2.3

3 FOURNIR UN HAUT NIVEAU DE QUALITÉ DE SERVICE POUR LA PERFORMANCE DE LA SUPPLY CHAIN DES CLIENTS

Évaluation continue de la satisfaction client et harmonisation des process de traitement

La mission de Bolloré Logistics est d'accompagner ses clients dans leur croissance en leur fournissant des services personnalisés, qui leur permettent d'être plus compétitifs sur leurs marchés. La qualité de service est au cœur des activités de l'entreprise, elle repose sur des outils et des équipes centrés sur le client. Aussi, mesurer la qualité des services opérés par Bolloré Logistics et la satisfaction client qui en découle est essentiel pour identifier ensuite, les actions à mettre en œuvre pour améliorer ses services.

Cet objectif est porté par l'organisation matricielle tout entière et intègre donc l'ensemble des acteurs de l'entreprise et, encore plus spécifiquement, la direction commerciale, la direction des opérations, les responsables régionaux QHSE, ainsi que le réseau des référents QHSE nommés pour les comptes globaux. Cette démarche est pilotée par la direction QHSE centrale, qui a pour mission de coordonner une approche globale et mondiale.

Concrètement, il s'agit de collecter des informations et des données, de s'assurer que les processus sont déployés et surtout de veiller à ce que les actions appropriées en vue de l'amélioration et de la satisfaction des clients soient mises en œuvre.



Enquête de satisfaction annuelle pour analyser en profondeur la qualité de service

Chaque année, une enquête est adressée aux clients pour évaluer leur satisfaction. Administrée par l'outil interne de gestion de la relation client, l'enquête de satisfaction sur l'année 2019 a été envoyée à 65 783 clients, avec un taux de réponse de 5,2%. Les clients ont ainsi l'opportunité de transmettre aux équipes de Bolloré Logistics un retour d'expérience complet articulé autour de 4 thèmes : la satisfaction globale, l'approche commerciale, la capacité opérationnelle, la capacité de conseil, de suivi de la livraison et la capacité à résoudre les éventuelles anomalies.

À partir des résultats analysés et partagés au sein de l'organisation, les axes d'amélioration sont identifiés. Les tableaux de bord permettent d'établir des conclusions par région, pays, industrie. Ils présentent également les comptes qualifiés comme « vulnérables ». Les réponses aux comptes « vulnérables » sont traitées par l'outil d'amélioration continue, PROGRESS, qui est partagé sur l'ensemble du réseau Bolloré Logistics.

Chaque client est alors contacté localement pour une analyse complémentaire par les équipes commerciales et opérationnelles. Chaque formulaire PROGRESS relatif aux comptes « vulnérables » n'est clôturé que lorsque les causes profondes de l'insatisfaction sont examinées et qu'une clé d'amélioration est identifiée. Le score de la campagne 2019 est resté dans la continuité des campagnes précédentes avec une légère amélioration par rapport à 2018 pour atteindre 7,18/10. Le Net Promoter score a également légèrement progressé.



LINK, plateforme collaborative de traçabilité des expéditions, pour évaluer chaque expédition

Les clients de Bolloré Logistics ont la possibilité d'utiliser l'outil interne de traçabilité mondiale des expéditions, LINK (*plateforme web ou App mobile*) pour noter leur niveau de satisfaction (*évaluation positive avec une note de 4/5, évaluation négative pour une note de 1/2/3*) pour chaque envoi sur la base de : rapport qualité-prix, délai de livraison, qualité de service. Un rapport hebdomadaire dresse le bilan et permet de créer une alerte en cas d'insatisfaction, générant automatiquement l'ouverture d'un dossier sur la plateforme PROGRESS, et suivre ainsi le même processus de traitement décrit au-dessus.



PROGRESS, outil de gestion de la qualité opérationnelle client

PROGRESS est un outil unique de gestion de la qualité opérationnelle, qui connecte entre eux les collaborateurs identifiés sur la qualité opérationnelle et leur permet de signifier les non-conformités, les améliorations ou les réclamations. Cette plateforme est un système de workflow entre les émetteurs, les récepteurs, les directeurs d'agences et les délégués QHSE, qui est utilisé dans le monde entier par le réseau Bolloré Logistics et permet de gérer, de manière globale, tout type d'insatisfaction. C'est un outil dynamique relié au système de gestion de la relation client.

ePROGRESS, la version en ligne de cet outil dédié aux clients, sera prochainement déployée pour des grands comptes, avec pour principaux objectifs : la promotion de l'expression de l'insatisfaction, l'amélioration continue par les retours, et la centralisation des réclamations.



Intégration multi-dimensionnelle de l'excellence opérationnelle

Outre la mesure de la satisfaction client et la mise en œuvre de solutions appropriées à travers des outils et processus, c'est toute l'organisation de Bolloré Logistics qui est tournée vers l'amélioration continue de la qualité de service – portée par de grands projets de transformation, des évolutions dans l'organisation et les méthodes, ainsi que la formation des collaborateurs – pour atteindre l'excellence opérationnelle au profit de ses clients.

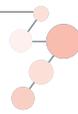
En décidant l'implémentation d'un nouveau système global de gestion du transport, Bolloré Logistics cible directement le cœur même de son activité, un programme d'envergure au service de la performance de l'entreprise avec, en première ligne, ses opérations. Depuis décembre 2019 s'organisent les premières étapes du nouveau système de gestion du transport (TMS) CargoWise One, prévu pour déploiement dans l'ensemble du réseau à partir de janvier 2021. Pendant la phase préparatoire, divers travaux ont été menés autour de la cartographie des chaînes de valeur des métiers de la commission de transport et de la logistique, alimentés à la fois par de nombreux ateliers de travail internes regroupant de multiples fonctions (commerciale, opérationnelle, support), et par la consultation auprès des clients en tant que première partie prenante externe de l'entreprise. Cette solution unique permettra d'harmoniser le fonctionnement opérationnel au niveau mondial. D'autres outils centrés sur les activités terrain ont également été lancés comme la nouvelle plateforme B'Excellent fin 2019. Cette plateforme de pilotage dédiée aux activités Qualité, Santé, Sécurité, Sûreté et Environnement, permet d'accroître la qualité de service au quotidien.

L'organisation et les méthodes ont fait également l'objet d'évolutions continues sur la période avec, d'une part, le renforcement de l'intégration des principes et outils issus du Lean management et, d'autre part, le développement de la conduite de projets basée sur la gestion des risques et opportunités. L'entreprise s'est également dotée d'un réseau de référents en qualité opérationnelle pour l'ensemble de ses clients grands comptes.

Les certifications sectorielles centrées sur la qualité opérationnelle au sein du réseau ont continué à se développer à l'instar de la certification CEIV-IATA pour le secteur pharmaceutique obtenue par la succursale de Chicago, aux États-Unis, en mars 2020 (*11 territoires/agences du réseau Bolloré Logistics disposent de cette certification à date*), ou la certification AS9120 spécifique au secteur aéronautique obtenue en août par Bolloré Logistics Korea, première entreprise du secteur transport à être certifiée dans le pays (autres certifications en France, siège social, au Royaume-Uni, aux États-Unis et à Singapour). Cette norme, mondialement reconnue, reflète la capacité de l'entreprise à fournir des services de qualité, solides et fiables, à ses clients de l'industrie aéronautique.

Face à ces changements notables au sein de Bolloré Logistics, et afin d'assurer une complémentarité indispensable auprès de la première ressource de l'entreprise, les collaborateurs, une formation certifiante sur le thème de l'excellence opérationnelle a été créée. Celle-ci a été adressée à l'ensemble des collaborateurs mi-2020, avec un taux de succès de 99 %.

Pour atteindre l'excellence opérationnelle dans l'exécution quotidienne des opérations, les experts internes multidisciplinaires réunis dans ce projet ont formalisé 14 standards dont le respect a un impact déterminant sur la perception que les clients ont du service de Bolloré Logistics. Deux modules ont été constitués autour de quatorze règles fondamentales : 7 fondamentaux du transport de marchandises à l'international et 7 règles d'or spécifiques à Bolloré Logistics pour offrir le meilleur parcours client.



B'Excellent, la plateforme de pilotage dédiée aux activités Qualité, Santé, Sécurité, Sûreté et Environnement

Cette plateforme, pilotée par la Direction QHSE centrale, collecte et consolide les informations des différentes activités QHSE. Parmi les premiers modules actifs : le Plan de Continuité d'Activité (PCA), les inspections, le planning, les accidents du travail et les statistiques HSE. B'Excellent s'adresse au réseau QHSE mais également à d'autres fonctions comme les responsables d'entrepôts ou le responsable d'agence et de pays. Ainsi, avec cette plateforme, les responsables d'entrepôts se voient apporter une visibilité sur l'état de conformité des équipements et des activités (chariots élévateurs, racks, état de propreté, stockage de marchandises dangereuses...). Ils peuvent par exemple réaliser les inspections directement dans les entrepôts via l'application. Cette plateforme unique est commune à toutes les régions et permet aussi d'accéder aux dernières mises à jour de la documentation, de gérer les données et ainsi gagner en agilité, en instantanéité grâce aux tableaux de bord (état d'avancement des plans d'actions, planification des inspections et audits, PCA...). Elle permet également d'améliorer la productivité en réalisant les rapports d'inspection directement sur tablette ou smartphone.

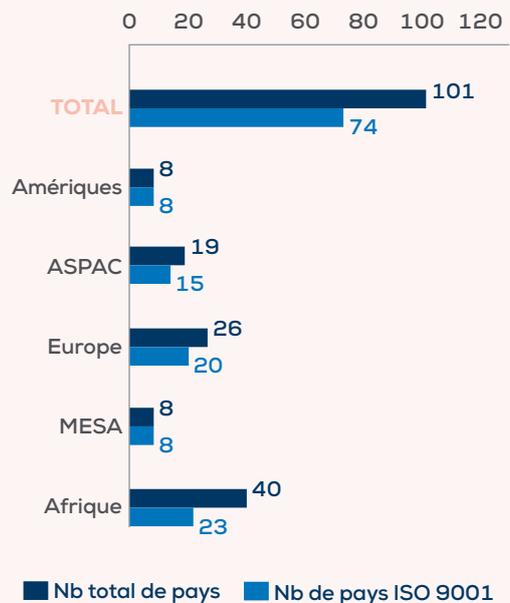


Norme ISO 9001

Bolloré Logistics a intégré de longue date la norme ISO 9001 dans son système de management de la qualité.

La grande majorité de notre activité mondiale est couverte (91 % du chiffre d'affaires) par la norme ISO 9001. En termes de pays, le taux de couverture est de 73,3%.

Pour plus de détails sur le système de management intégré, voir page 19.





Gestion anticipative des ruptures de la supply chain

Bolloré Logistics dispose d'un système de gestion de plan de continuité des activités (PCA) avec une couverture de 70% des agences dans le monde. Il vise à standardiser les processus à suivre afin de garantir la meilleure continuité possible en cas de perturbation de la chaîne d'approvisionnement. Les risques de perturbation ont été cartographiés par pays comme suit :

- *risques transitoires* : événements politiques ; grèves ;
- *risques physiques* : catastrophes naturelles (inondations, tremblements de terre), etc.

Les directeurs d'agence et leurs équipes opérationnelles exécutent le plan de continuité des activités (*il peut y avoir plusieurs PCA spécifiques dans un même pays*). La direction QHSE centrale dirige le plan de continuité des activités.

Selon les besoins des marchés, certains territoires du réseau Bolloré Logistics mettent en place des dispositifs encore plus exigeants, comme le siège de Bolloré Logistics Singapore qui a obtenu, fin 2019, la certification à la norme ISO 22301:2012 axée sur la gestion de la continuité des activités.





En matière d'alerte et d'anticipation des événements, Bolloré Logistics s'est appuyée sur l'une de ses forces, la densité de son maillage réseau, pour créer une solution digitale unique, Upwind, lancée début 2019. Upwind décrit des événements imprévus externes (*congestion portuaire, événement climatique, politique, mouvements sociaux*) ou internes, leur impact sur la supply chain et les plans de continuité proposés pour les opérations. La plateforme est accessible sur l'ensemble des territoires par tous les collaborateurs. Basé sur un réseau de lanceurs d'alerte internes et des circuits de validation intégrés, cet outil permet de prévenir les ruptures de la chaîne d'approvisionnement. Entre janvier 2019 et septembre 2020, 500 événements informatifs ont été publiés par près de 100 contributeurs actifs. L'intérêt est de disposer facilement d'une plateforme digitale commune donnant accès à toutes les informations d'un événement perturbateur, associés aux plans de continuité des activités. Les collaborateurs aux opérations, ainsi que les responsables commerciaux, peuvent donc être informés en quasi temps réel de la situation tout au long de la chaîne, connaître les actions mises en œuvre et communiquer auprès de leur client.





2.4

RENFORCER

les relations avec nos parties prenantes sur les territoires

3 BONNE SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

3832

4 ÉDUCATION DE QUALITÉ

4.b

8 TRAVAIL DÉCENT ET CROISSANCE ÉCONOMIQUE

828384

11 VILLES ET COMMUNAUTÉS DURABLES

11.a11.c

12 CONSOMMATION ET PRODUCTION RESPONSABLES

12612812c

13 MESURES RELATIVES À LA LOTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

13.1 13.2 13.3 13.b

17 PARTENARIATS POUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

17.8 17.9 17.10 17.16



- Accroître la création de valeur partagée dans nos partenariats
- Contribuer au développement des territoires de notre réseau



CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES DE NOTRE RÉSEAU

La légitimité d'une entreprise comme Bolloré Logistics, qui opère dans de nombreux territoires à travers le monde, repose non seulement sur sa capacité à satisfaire ses clients, ses partenaires, ses investisseurs et ses salariés, mais aussi sur l'acceptation de sa présence par les communautés dans lesquelles elle est présente. Une entreprise qui ne s'engagerait pas ouvertement et régulièrement auprès de ces communautés locales risquerait ainsi de voir sa réputation impactée, son droit d'exercer son activité contesté et pourrait s'exposer à d'éventuels litiges avec ses riverains. Implantée dans 109 pays, Bolloré Logistics, au travers de ses activités et de ses relations avec les communautés locales, est un acteur incontournable du développement social et économique des territoires. Elle se doit donc de prévenir, d'atténuer et de compenser les externalités potentielles générées par son activité tout en maximisant les impacts bénéfiques pour les populations locales et ses territoires d'implantation.

S'implanter dans le tissu local et démontrer son impact positif est donc essentiel pour préserver la capacité d'une entreprise à mener efficacement ses activités quotidiennes. À travers le dialogue avec ces communautés, et sa contribution aux initiatives locales, Bolloré Logistics entend être une entreprise citoyenne, dont la réussite bénéficie à tous.

Dans toutes ses activités, Bolloré Logistics décline la politique du Groupe Bolloré qui compte, parmi ses enjeux prioritaires, la contribution au développement des territoires, et qui passe avant toute chose par le recrutement et la formation de collaborateurs locaux.

Bolloré Logistics favorise le développement des territoires de plusieurs manières :

- fluidification de la logistique nécessaire à l'essor des activités industrielles et commerciales des territoires du réseau, par une approche globale et intégrée;
- contribution au désenclavement et développement économique de territoires, particulièrement en Afrique (y compris les pays voisins des pays d'implantation et les territoires ruraux ou éloignés des principales zones commerciales), grâce à ses opérations d'importation et d'exportation;
- développement d'infrastructures locales sur lesquelles s'appuient le développement de services et constructions (transports en commun, accès routiers...), et dont la modernité permet à l'économie locale de prospérer;
- contribution à l'emploi local direct, indirect et induit grâce à ses activités et leur impact positif sur le développement économique des territoires où elle opère.



Conformément à la politique du Groupe, la politique de développement local de Bolloré Logistics vise à garantir un impact positif sur le développement économique et social local, en mettant l'accent sur :

- l'utilisation de la main-d'œuvre et de la fabrication locale;
- le développement des compétences locales et le transfert de technologies;
- la fourniture des biens et des services essentiels aux populations;
- l'apport de soutien aux communautés locales à travers des actions solidaires.

Une partie importante de cette politique consiste à veiller à ce que les normes d'entreprise en matière de santé, de sécurité et de protection de l'environnement, de conformité réglementaire, de pratiques anticorruption et d'assurance qualité soient mises en œuvre efficacement dans tous les lieux.

Les relations nouées avec les communautés et acteurs locaux lui permettent de s'inscrire au mieux dans la dynamique des territoires et d'être au plus proche de leurs enjeux.

À travers ses engagements sociétaux, Bolloré Logistics cible plus particulièrement les Objectifs de Développement Durable suivants :

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE VISÉS	CIBLES
ODD 3 Bonne santé et bien-être	3.8 3.d
ODD 4 Éducation de qualité	4.b
ODD 8 Travail décent et croissance économique	8.2 8.3 8.4
ODD 11 Villes et communautés durables	11.a 11.c
ODD 12 Consommation et production responsables	12.6 12.8 12.a
ODD 13 Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques	13.1 13.2 13.3 13.b
ODD 17 Partenariat pour la réalisation des objectifs	17.8 17.9 17.10 17.16

Pour plus de détails sur la contribution de Bolloré Logistics aux ODD, voir page 152.

KPIs du programme Powering Sustainable Logistics

OBJECTIFS	DATE D'ÉCHÉANCE	RÉSULTATS 2019	RÉSULTATS 2018
ACCROÎTRE LA CRÉATION DE VALEUR PARTAGÉE DANS NOS PARTENARIATS			
70% des pays ont développé des relations écoles dans le but d'alimenter leurs filières métiers	2027	25 pays, soit 33% de l'ensemble du réseau	17 pays, soit 16 %
CONTRIBUER AU DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES DE NOTRE RÉSEAU			
90% d'emplois locaux comptabilisés parmi nos effectifs	Objectif atteint	98,93% d'emplois locaux	92 % d'emplois locaux
85% de managers locaux comptabilisés parmi nos effectifs	2020	84,3 % de managers locaux	86% de managers locaux
70% des pays ont organisé une ou des campagne(s) de vaccination, de dépistage ou de sensibilisation à destination des salariés, des familles ou des communautés locales	2027	26 pays, soit 24 % de l'ensemble du réseau. Nouvel objectif défini en 2020	23 pays, soit 21 %
70% des projets en faveur de l'autonomisation de la jeunesse	2027	63% des projets en faveur de l'autonomisation de la jeunesse	35%



2.4

1 MESURER LES IMPACTS

Pour mieux comprendre et mesurer l'impact de nos activités sur le développement des territoires où nous opérons, nous procédons depuis 2017 à l'évaluation de notre empreinte socio-économique.

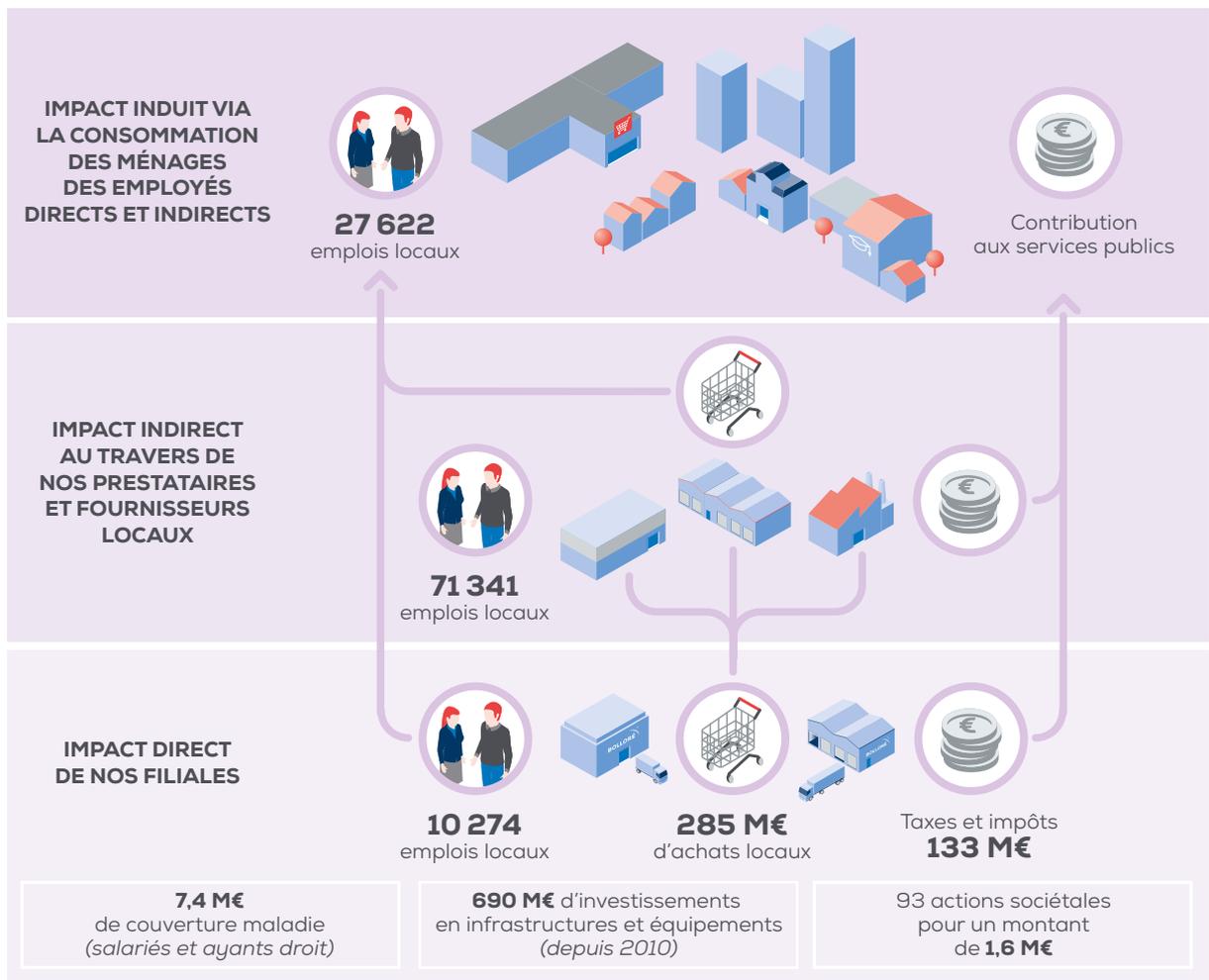
Les études d'impact socio-économique réalisées dans 8 pays en Afrique quantifient les nombreux impacts positifs, notamment en termes de :

- création d'emplois (directs, indirects et induits);
- contribution des activités à l'économie du pays par l'analyse des flux économiques induits par les achats locaux de biens et de services;
- contribution aux services publics;
- couverture maladie;

- développement des collaborateurs (formation, transfert de compétences, promotion, etc.);
- développement des communautés locales.

Les résultats montrent l'ancrage territorial de l'entreprise à travers son impact positif sur les emplois, la montée en compétences des populations et l'amélioration des conditions de vie des communautés locales, notamment en matière de valeur créée, mais également sur la santé et l'éducation, grâce aux initiatives sociales et sociétales menées par les filiales. D'autres études seront progressivement étendues à d'autres pays.

CONTRIBUTION SOCIO-ÉCONOMIQUE DE BOLLORÉ TRANSPORT & LOGISTICS DANS 8 PAYS D'AFRIQUE SUBSAHARIENNE SUR UN AN*



*Contribution générée sur un an par nos activités dans huit pays d'Afrique subsaharienne (Cameroun, Comores, Congo-Brazzaville, Gabon, Kenya, Ouganda, Sierra Leone et Tanzanie). Résultats issus des études d'impact socio-économique réalisées en 2018 et 2019 et vérifiés par un cabinet conseil externe qui en a validé la sincérité et les conclusions.



2 CONTRIBUER ET PROMOUVOIR L'EMPLOI LOCAL

Bolloré Logistics est présente sur les 5 continents et s'engage dans tous les pays où elle est implantée à être un employeur de référence localement, et recrute en grande majorité au niveau local. Sur les 20 951 salariés de Bolloré Logistics présents au 31 décembre 2019, 99 % des collaborateurs et 84 % des managers sont employés localement.

Bolloré Logistics contribue également à la création d'emplois indirects et induits en favorisant l'approvisionnement en matériaux et en biens dans les pays où elle opère et la sous-traitance des tâches appropriées à des entreprises locales.

Au-delà de la création d'emplois, Bolloré Logistics contribue à améliorer l'employabilité des populations locales à travers :

- le transfert de connaissances et la formation ;
- le développement des compétences des citoyens locaux (formation de nos collaborateurs, actions solidaires en faveur de l'éducation et de la formation des jeunes) ;
- l'amélioration des performances et la capacité des entreprises locales à soutenir la croissance économique (mise en application de nos normes d'entreprise dans toute notre chaîne de valeur, actions solidaires en faveur d'entreprises locales dans ce domaine, promotion de la coopération en matière d'éducation, de formation, de recherche et de développement des entreprises).

La politique de mécénat du groupe Bolloré participe également au développement des compétences de la jeunesse locale, sa mission prioritaire étant depuis 2018 : « Participer à l'indépendance et à l'autonomisation des jeunes par l'accès aux ressources économiques et à l'éducation, à l'entrepreneuriat et à la formation ».



Dans ce cadre, la France, le Congo, le Cameroun, la Guinée et l'Afrique du Sud soutiennent des jeunes par le biais de bourses étudiantes leur permettant de poursuivre leurs études et de bénéficier, pour certains, d'un accompagnement des collaborateurs du Groupe. Des programmes concernent également la création d'emploi pour les jeunes à travers le soutien de projets de start-up.

Bolloré Logistics porte également une attention particulière au parcours professionnel des femmes, notamment dans le cadre de sa politique RH. Pour plus de détails sur la politique RH, voir pages 82 et 98.

L'entreprise porte également une attention particulière au développement de l'emploi des jeunes, ce qui se concrétise notamment dans le cadre de la politique d'attractivité talents avec le développement dynamique des relations écoles (voir page 85), et également avec la politique de mécénat axée sur l'éducation et la jeunesse (voir page 158).



2.4

3 INVESTIR DANS L'ÉCONOMIE LOCALE

Au travers de ses implantations dans les pays en développement, et notamment en Afrique, Bolloré Logistics est un acteur engagé dans le développement économique de ses territoires d'implantation.

Par ses investissements dans ses solutions logistiques de pointe, elle contribue à la croissance économique. Bolloré Logistics exerce une activité non seulement en matière d'emplois directs, mais rayonne également de manière indirecte via les achats réalisés auprès des fournisseurs et prestataires locaux.

Pour l'activité de commission de transport, les achats locaux regroupent principalement des frais de sous-traitance (sécurité, gardiennage, loyer...), la location de matériel et l'achat de carburants. Ils ont représenté dans les pays du corridor d'Afrique de l'Est (Kenya, Tanzanie, Ouganda) 65 millions d'euros en 2018.

Toutes les installations logistiques, industrielles et commerciales opérées avec des partenaires de référence et les États sont moteurs de création d'emplois et de richesses pour les pays d'implantation de l'entreprise. À travers ces activités, l'entreprise contribue au désenclavement des territoires et à leur dynamisme économique (achats locaux, taxations et impôts).



2.4

4 VALORISER L'ESPRIT DE SOLIDARITÉ DES ÉQUIPES

Engager des actions sociétales au bénéfice des populations locales

En cohérence avec sa culture d'entreprise et sa démarche de partenaire engagé et responsable, Bolloré Logistics met en œuvre différentes actions sociétales et contribue efficacement à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales.

Ainsi, à travers la compétition interpays mise en œuvre par le challenge AcTogether, les collaborateurs de Bolloré Logistics sont invités à entreprendre des actions auprès de leur environnement local ; que ce soit en faveur du développement durable et/ou pour créer de la valeur sociale et environnementale au sein de l'organisation et tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

À cela s'ajoutent les multiples actions sociétales menées par les filiales dans des domaines d'intervention qui varient selon les territoires et les besoins locaux : éducation, santé, solidarité, environnement, etc.

Pour fédérer les collaborateurs autour d'événements solidaires d'envergure, des actions sont proposées au siège et dupliquées dans l'ensemble des pays comme, par exemple, en 2019 :

- la mobilisation de la Côte d'Ivoire lors de la Journée internationale de lutte contre le cancer du sein. Une journée d'actions de sensibilisation et de dépistage gratuit à destination des collaboratrices. Au Timor, les équipes ont collecté des dons pour le programme HALIKU de la Fondation Alola. Ce programme soutient les femmes dans la détection précoce et le traitement du cancer du sein, mais mène également des actions de prévention dans la région ;
- le 29 mars, les collaborateurs du monde entier ont été invités à éteindre de façon symbolique les lumières pendant une heure, en témoignage de leur soutien au mouvement Earth Hour, journée de grande mobilisation citoyenne pour la planète. Cette initiative vient réaffirmer l'engagement de l'entreprise vis-à-vis des enjeux environnementaux.





Une course solidaire mondiale

Depuis 2016, Bolloré Logistics participe à l'évènement phare du Groupe Bolloré, le Marathon Day, course solidaire annuelle. Pour l'édition 2019, et en adéquation avec la politique mécénat en faveur de la jeunesse, le Groupe Bolloré a choisi de soutenir l'association SOS Villages d'enfants pour la deuxième année consécutive. Plus de 17 000 collaborateurs répartis dans 104 pays ont couru ou marché 5 kilomètres. En parallèle de cette course solidaire, des collaborateurs bénévoles ont donné de leur temps en s'investissant aux côtés des communautés locales. En soutien à la jeunesse, plus d'une soixantaine d'actions solidaires ont été menées dans toutes les régions du monde où le Groupe est présent.

En Afrique du Sud, les collaborateurs de Johannesburg se sont rendus dans l'association Little Children, qui accueille 300 enfants et adultes en situation de handicap mental, pour rénover les logements des pensionnaires.

Les équipes béninoises, quant à elles, ont su répondre efficacement à un besoin exprimé par les 4 écoles situées dans les communautés lacustres en offrant des barques et une centaine de gilets de sauvetage. Ces dons facilitent l'accès et améliorent la sécurité des enfants durant leur transport jusqu'à l'école.

Les collaborateurs de Bolloré Logistics s'engagent régulièrement auprès de leur communauté partout dans le monde



En août 2019, Bolloré Logistics Vietnam a parrainé cinq bibliothèques de classe STEAM (Sciences, Technologie, Ingénierie, Art et Maths) pour une école élémentaire rurale afin d'aider 275 étudiants du delta rural du Mékong. Chaque salle de classe a reçu 100 livres de grande qualité ainsi que des informations sur l'environnement et l'égalité des sexes. Chacune a aussi été équipée de jeux pour la réflexion critique créative, d'un kit d'activité, d'un globe terrestre, de cartes et d'affiches éducatives. Bolloré Logistics Vietnam a également organisé un programme d'alphabétisation STEAM, qui comportait cinq expériences scientifiques différentes.

En février 2020, Bolloré Logistics Chine Centrale, en signe de soutien dans la lutte contre l'épidémie Covid, a mobilisé gratuitement les ressources de ses entrepôts de Kunshan et de Baoshan pour assurer le comptage de pièces, l'étiquetage, le reconditionnement et les opérations de sortie pour 10 000 pièces de crèmes pour les mains et de lotions pour le corps afin de les livrer le plus rapidement possible à la Fondation chinoise Soong Ching Ling. Ces produits ont été remis aux médecins de huit hôpitaux de Wuhan, où le personnel devait se désinfecter plusieurs fois par jour, ce qui entraînait des gerçures aux mains et des peaux crevassées. Grâce aux efforts de l'équipe logistique, qui a fait face à de multiples défis, cette opération a été accomplie en toute sécurité et dans les délais.

Suite au Marathon Day 2020, les collaborateurs de Bolloré Logistics USA ont choisi de soutenir Whispering Manes, un centre d'équithérapie situé au cœur de Horse Country, à Kendall, en Floride. Cette association permet à des enfants handicapés physiquement et mentalement de réaliser des sessions d'équithérapie, activités éducatives et de soin psychique pratiquées par des thérapeutes spécialisés par la médiation du cheval.



Une politique mécénat tournée vers la jeunesse

Bolloré Logistics contribue aussi à l'amélioration des conditions de vie des communautés locales par le déploiement d'actions sociétales dans le cadre de la politique de mécénat du Groupe Bolloré, qui a engagé son harmonisation au bénéfice de projets d'intérêt général portés par des associations et des structures à but non lucratif, en Europe et à l'international, en faveur de l'autonomisation de la jeunesse, nouvelle ambition du programme international de solidarité Earthtalent.

La politique mécénat de l'ensemble du Groupe Bolloré a en effet, depuis 2018, pour mission prioritaire de « Participer à l'indépendance et à l'autonomisation des jeunes par l'accès aux ressources économiques et à l'éducation, à l'entrepreneuriat et à la formation ». Elle permet de verser plus de deux millions d'euros par an à des associations, actives en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé.

Une plateforme digitale d'appel à projets « Earthtalent by Bolloré » a été lancée en juin 2018. Elle s'adresse aux organisations d'intérêt général qui œuvrent en faveur de l'autonomisation des jeunes générations dans les pays où le Groupe est implanté. Les projets retenus permettent également aux collaborateurs de s'impliquer en mettant à disposition leur temps et leurs compétences.

Mécénat et actions de solidarité

		2019	2018
Projets à impact sociétal	Nombre de projets	258	128
Dont dépenses en faveur de l'éducation	% des dépenses	54%	ND
Dont dépenses en faveur de la jeunesse (0-30 ans)	% des dépenses	63%	ND





Éducation des jeunes

En 2019, le Groupe Bolloré s'est engagé dans le programme Défi Jeunesse, lancé par United Way l'Alliance le 9 novembre 2018, contre le décrochage scolaire.

Dans ce cadre, la France, le Congo, le Cameroun, la Guinée et l'Afrique du Sud soutiennent des jeunes, par le biais de bourses étudiantes, leur permettant de poursuivre leurs études et de bénéficier, pour certains, d'un accompagnement des collaborateurs. À titre d'illustration, le Congo soutient deux étudiants en filière transport et logistique, et ce, pendant trois ans. Cet accompagnement pérenne favorisera l'insertion professionnelle des étudiants.

Bolloré Logistics Singapour a signé un partenariat avec l'association Passerelles numériques qui offre une formation IT à des jeunes défavorisés au Cambodge, aux Philippines et au Vietnam. Près de 1.500 jeunes bénéficieront d'un diplôme dans le numérique.



Soutenir l'esprit d'innovation des jeunes

Soutenir la structuration des écosystèmes de l'innovation sociale permet de favoriser la création d'emploi pour les jeunes, notamment à travers la collaboration avec les universités et les start-ups.

En 2019, un second B.Lab a été lancé à Singapour (espace de 1 000 m²) avec l'objectif de favoriser la collaboration entre les différents acteurs du secteur et développer des solutions créatrices de valeur utilisant la robotique ainsi que des technologies digitales et durables. Dans la lignée de la Smart Nation de Singapour, Bolloré Logistics utilisera par ailleurs le B.Lab pour travailler avec le milieu universitaire local et ainsi former de jeunes talents à la pensée créative et à l'élaboration de solutions logistiques (universités et écoles polytechniques de Singapour). Il offre également des possibilités de co-innovation avec les start-ups.

Le Maroc a procédé à la signature d'une convention, en partenariat avec l'association et Essaouira – Mogador, le complexe OFPPT – Essaouira, et l'école supérieure de technologie. À travers cette signature, la direction locale s'est engagée à soutenir le projet de création d'un incubateur d'accompagnement de jeunes entrepreneurs, en faisant don de deux conteneurs aménagés. Ces conteneurs serviront d'espaces de coworking, de formation et d'échanges, ouverts à des projets grand public. Cette démarche rejoint la méthodologie proposée par le B.Lab.





3

AUTRES INDICATEURS ESG ET ÉLÉMENTS DE REPORTING



3.1 Note méthodologique relative au reporting





3.1

1 NOTE MÉTHODOLOGIQUE DU REPORTING SOCIAL

Le reporting des indicateurs extra-financiers de Bolloré Logistics s'appuie sur le référentiel interne élaboré par le Groupe Bolloré, le protocole de reporting des données sociales. Ce dernier a été complètement refondu en 2018 et afin de collecter les indicateurs attendus et de permettre l'application des définitions, des règles de collecte, de validation et de consolidation homogènes au sein des entités du Groupe.

Le processus de reporting s'appuie sur trois niveaux d'acteurs :

- *au niveau Groupe Bolloré : la Direction des rémunérations et systèmes d'information des ressources humaines du Groupe organise et supervise la remontée des informations durant toute la collecte. Elle consolide les indicateurs sociaux de l'ensemble des entités du Groupe;*



- *au niveau local : les correspondants locaux se chargent de saisir les indicateurs de collecte en respectant le protocole de reporting, en apportant des commentaires en cas de variation significative des indicateurs par rapport à la précédente collecte.*

L'outil Enablon a permis la mise en place d'un flux de validation des données à chaque niveau de l'organisation permettant de fiabiliser la saisie des indicateurs et la pertinence des commentaires associés.

Les données relatives à l'année du reporting sont collectées en janvier de l'année suivante pour la période du 1^{er} janvier au 31 décembre. Le périmètre de collecte concerne toutes les sociétés consolidées par intégration globale, dès lors que la société comporte des effectifs. Le reporting social comptabilise chaque salarié pour une unité, quel que soit le temps de travail effectué dans l'année. Les thèmes abordés dans la collecte sont les effectifs, la diversité, les mouvements de personnel, la formation, l'absentéisme, les relations professionnelles, l'organisation du travail et l'insertion professionnelle. Afin de pouvoir assurer la fiabilité des indicateurs, la Direction des rémunérations et systèmes d'information des ressources humaines du Groupe Bolloré a mis en place :

- *des réunions préparatoires préalablement à l'ouverture de la collecte;*
- *un guide utilisateur et des aides interactives;*
- *une hotline qui assure un support auprès des correspondants.*

Les objectifs du contrôle et de la validation sont les suivants :

- *détecter les incohérences saisies dans l'outil de reporting;*
- *s'assurer de la fiabilité des données par validation à deux niveaux (division et local).*

Afin d'assurer la cohérence des données saisies dans l'outil de reporting, un contrôle est établi pour s'assurer de la pertinence des valeurs saisies pour les indicateurs de cette collecte, mais également en variation par rapport à la collecte de l'an passé. Elles sont, enfin, auditées par un Organisme tiers indépendant selon les normes de la « Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) ».

- *au niveau division/régions : le correspondant de division ou zone géographique au sein de Bolloré Logistics veille au bon déroulement du processus, il valide l'ensemble des indicateurs collectés sur son périmètre; il fait l'interface entre le niveau local et le niveau central pour son périmètre de responsabilités en cas de difficultés pour la remontée des données;*

3.1

2 NOTE MÉTHODOLOGIQUE DU REPORTING ENVIRONNEMENTAL

Conformément aux dispositions du décret n° 2017-1265 du 9 août 2017, visant à appliquer l'ordonnance n° 2017-1180 du 19 juillet 2017 relative à la publication d'informations non financières par certaines grandes entreprises et certains groupes d'entreprises, ainsi qu'aux recommandations de l'AMF concernant les informations à publier par les sociétés en matière de responsabilité sociale et environnementale, le Groupe Bolloré a revu son protocole de reporting et a défini un tableau d'indicateurs significatifs au regard des risques identifiés sur les activités diversifiées du Groupe. Les principes retenus dans ce protocole sont conformes, notamment, avec les lignes directrices de l'IFRS, de l'ISO 26000 et du Global Reporting Initiative (GRI). Ce protocole est diffusé et appliqué à l'ensemble des entités qui collectent et communiquent au Groupe leurs informations extra-financières. Il est revu chaque année et définit les conditions de collecte et de vérification des données. Le document de référence présente les axes stratégiques et grands engagements sociaux, environnementaux et sociétaux du Groupe.

Il est complété par la DPEF du Groupe Bolloré qui regroupe les informations concernant les actions RSE des divisions et business units.

Le périmètre des sociétés interrogées correspond au périmètre financier d'intégration consolidée (hors sociétés mises en équivalence financières et opérationnelles) arrêté au 31 décembre 2018. Pour l'année 2019, le périmètre de reporting comprend les sociétés qui ont :

- un effectif supérieur ou égal à 20 personnes; et/ou
- un chiffre d'affaires supérieur ou égal à 10 millions d'euros; et
- au moins un an d'existence (réalisation d'un exercice comptable plein au 31 décembre).

Le Groupe Bolloré a mis en place un logiciel spécialisé en reporting de développement durable, Enablon, permettant une collecte décentralisée et une consolidation centralisée des indicateurs extra-financiers. Les sociétés des divisions de transport et logistique et de stockage d'électricité et solutions ainsi que Bolloré SE ont déployé le même outil dans toutes les entités. La consolidation des données se fait au siège par l'équipe RSE Groupe. Pour les entités multisites de la division logistique, les données énergétiques et de déchets consolident a minima les sites les plus représentatifs. 72 entités, représentant 92% du chiffre d'affaires de Bolloré Logistics, participent aux campagnes annuelles de ce reporting, et chacune d'elles a un contributeur dédié chargé d'y répondre. Les données collectées pour chaque entité sont validées par le directeur pays concerné puis vérifiées par l'équipe dédiée à la Direction RSE de Bolloré Logistics.





Protocole du reporting RSE

Ce document rappelle les enjeux du reporting RSE, décrit les rôles et responsabilités respectifs des administrateurs, valideurs de rang un et deux et des contributeurs, ainsi que l'organisation de la campagne. Il est diffusé à l'ensemble des personnes concernées avant le début de la campagne. Il est également archivé et mis à disposition de tous dans l'outil de reporting. 286 indicateurs ont été définis, dont 99 sont audités par un organisme tiers indépendant. Ils couvrent l'ensemble des domaines de la RSE et répartis en quatre thèmes : santé et sécurité, environnement, éthique et informations sociétales. Les indicateurs ont été mis à disposition de tous lors de l'envoi du protocole de reporting.

Le questionnaire du reporting est divisé en cinq parties liées les unes aux autres :

- *structure de l'entité;*
- *santé et sécurité;*
- *maîtriser notre impact environnemental;*
- *informations environnementales;*
- *déchets.*

Des tests de cohérences sont mis en place afin de répondre aux demandes des Commissaires aux comptes dans l'optique d'améliorer la fiabilité du reporting.

Les données sont collectées pour l'année (soit du 1^{er} janvier au 31 décembre). La période de collecte des données se déroule du 1^{er} décembre au 31 janvier N+1. Dans le cas de données manquantes, des estimations peuvent être faites.

Méthode de calcul des émissions de GES

Pour les scopes 1 et 2, la méthode de calcul utilisée est celle de la base carbone de l'ADEME en date du 8 novembre 2019. À l'international, les facteurs d'émissions de certaines consommations énergétiques hors électricité n'étant pas disponibles, c'est le facteur d'émissions français qui a été appliqué. Pour les émissions de GES liées à l'électricité, lorsque le facteur d'émissions n'existait pas, c'est celui du pays limitrophe le plus élevé qui a été retenu.

Pour le scope 3, le Groupe Bolloré a identifié les postes d'émissions les plus importants. Satisfaisant à son obligation d'affichage CO₂e des prestations de transport et d'informations auprès de ses clients, Bolloré Logistics calcule et communique les émissions de CO₂e des expéditions de marchandises. Ce tableau de bord automatisé est relié aux systèmes de gestion de transport de l'entreprise. Pour alimenter le reporting environnemental, une extraction annuelle est établie permettant d'obtenir le total des tonnes.kilomètre par mode de transport et ainsi estimer la correspondance en émissions de CO₂e. Les données concernant les déplacements des collaborateurs totalisent les données liées aux déplacements en avion et en train. Pour les déplacements en avion, sont différenciés les vols moyen-courriers (inférieurs à 2 000 km) et les vols long-courriers. Pour les vols moyen-courriers, le facteur d'émissions utilisé est celui des vols de 100 à 180 passagers entre 1 000 et 2 000 km. Pour les vols long-courriers, le facteur d'émission utilisé est celui des vols de plus de 250 passagers entre 8 000 et 9 000 km (estimation du vol moyen sur un périmètre Groupe). Pour les émissions liées aux déplacements en train, le Groupe a décidé d'utiliser le facteur d'émissions pour les TER Gazoles dans la base ADEME. Le scope 3 correspond l'amont de l'énergie, les déchets, la combustion des produits pétroliers et les émissions liées au transport de marchandises lors des prestations de commissions de transport, et aux déplacements professionnels.

3.2 Autres indicateurs ESG





INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

DROITS HUMAINS

Alertes relatives aux droits humains (discrimination, harcèlement, travail des enfants...)	Nbre d'alertes	0	ND		GRI 103, 204, 404, 406, 408, 409, 411, 412
Employés ayant suivi le e-learning «RSE, droits humains et devoir de vigilance» hors Afrique	% d'employés	70%	ND		GRI 103, 204, 404, 406, 408, 409, 411, 412
Entités ayant répondu au questionnaire sur les cartographies des risques Droits humains locaux	% d'entités	96	ND		GRI 103, 204, 404, 406, 408, 409, 411, 412

ÉTHIQUE

Code de conduite

Alertes relatives à l'éthique des affaires, à la concurrence déloyale et à la corruption	Nbre d'alertes	17	ND		GRI 205
Entités ayant un système de gestion anticorruption certifié	% d'entités	0	0		GRI 205

167

Achats responsables

Fournisseurs et sous-traitants ayant fait l'objet d'un audit RSE sur site	Nombre de transporteurs routiers	294	ND		GRI 204
Code de conduite et Charte Achats Responsables envoyés à tous les fournisseurs à risque majeur ou élevé	% de fournisseurs à risque majeur ou élevé	100	ND		GRI 204
Présence d'une clause RSE dans tous les contrats d'achats de fret maritime et aérien représentant 66% du montant total des achats de Bolloré Logistics	% des contrats d'achat de fret	100	100		GRI 204

Sécurité de l'information

Incidents critiques de sécurité de l'information	Nbre d'incidents	3	ND		GRI 418-1
Audits des procédures de contrôle pour prévenir les atteintes à la sécurité de l'information	Nbre d'audits	9	3		GRI 418-1

INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	--	--------------------

SOCIAL
Emploi

Total employés	Nbre d'employés	21 014	20 676	*	GRI 102-7
Contrats à durée indéterminée (CDI)	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	18 618 (88,6%)	18 753 (90,7%)	*	GRI 102-8
Contrats à durée déterminée (CDD)	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	2 396 (11,4%)	1 923 (9,3%)	*	GRI 102-8
Effectif à temps partiel	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	414 (2%)	429 (2,1%)		GRI 102-8
Répartition de l'effectif par région					
France & Dom-Tom	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	4 444 (21,1%)	4 406 (21,3%)		GRI 405-1
Europe (hors France)	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	1 557 (7,4%)	1 577 (7,6%)		GRI 405-1
Afrique	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	8 186 (39%)	8 263 (40%)		GRI 405-1
Asie-Pacifique	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	5 011 (23,8%)	4 667 (22,6%)		GRI 405-1
Moyen-Orient/Asie du Sud	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	665 (3,2%)	643 (3,1%)		GRI 405-1
Amériques	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	1 151 (5,5%)	1 120 (5,4%)		GRI 405-1
Répartition de l'effectif par âge					
Moins de 25 ans	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	1 240 (5,9%)	1 199 (5,8%)		GRI 405-1
25-34 ans	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	5 884 (28%)	5 355 (25,9%)		GRI 405-1
35-44 ans	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	6 788 (32,3%)	6 803 (32,9%)		GRI 405-1
45-54 ans	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	4 917 (23,4%)	4 983 (24,1%)		GRI 405-1
Plus de 54 ans	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	2 185 (10,4%)	2 336 (11,3%)		GRI 405-1



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
Recrutements externes en CDI et CDD	Nbre d'employés	3939	3971	✖	GRI 401-1
Dont recrutements externes en CDI	Nbre d'employés (% de l'effectif total CDI et CDD recruté)	2628 (66,7%)	2707 (68,2%)	✖	GRI 401-1
Dont recrutements externes managers CDI	Nbre d'employés (% des recrutements externes en CDI)	212 (8,1%)	ND		GRI 401-1
Dont recrutements en CDD	Nbre d'employés (% de l'effectif total CDI et CDD recruté)	1311 (33,3%)	1264 (31,8%)	✖	GRI 401-1
Dont recrutements en CDD transformés en CDI	Nbre d'employés (% des recrutements en CDD)	476 (36,3%)	ND	✖	GRI 401-1
Total des départs (hors mutations)	Nbre d'employés	3684	3733		
Démission	Nbre d'employés (% du total des départs)	1532 (41,6%)	2002 (53,6%)	✖	GRI 401-1
Fin de contrat à durée déterminée (CDD)	Nbre d'employés (% du total des départs)	1336 (36,3%)	543 (14,5%)	✖	GRI 401-1
Licenciement économique	Nbre d'employés (% du total des départs)	39 (1,1%)	419 (11,2%)	✖	GRI 401-1
Licenciement individuel	Nbre d'employés (% du total des départs)	346 (9,4%)	329 (8,8%)	✖	GRI 401-1
Retraite	Nbre d'employés (% du total des départs)	219 (5,9%)	215 (5,8%)		GRI 401-1
Autres	Nbre d'employés (% du total des départs)	212 (5,7%)	226 (6,1%)		GRI 401-1
Mobilité interne					
Mobilités internes en provenance d'une autre société juridique du Groupe Bolloré (entrées)	Nbre d'employés	117	170		GRI 401-1
Mobilités internes vers une autre société juridique du Groupe Bolloré (sorties)	Nbre d'employés	99	147		GRI 401-1
Turnover	Nombre de démissions/ nombre de contrats CDI au 31/12 de l'année précédente	9,2%	11,6%		GRI 401-1



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

SOCIAL

Santé & sécurité

Audits et inspections HSE réalisés en interne	Nbre d'audits et inspections	84 370	85 708		
Audits et inspections HSE menés chez les sous-traitants et réalisés par les équipes Bolloré Logistics	Nbre d'audits et inspections	294	ND		
Formations sur les thématiques hygiène, sécurité et/ou environnement (HSE) pour les employés	Nbre d'heures	147 496	160 366		GRI 403-5
Formations HSE pour les intérimaires et sous-traitants	Nbre d'heures	28 863	29 698		GRI 403-5
Accidents du travail avec arrêt	Nbre d'accidents	120	103	**	GRI 403-9
Taux de fréquence des accidents du travail avec arrêt (LTIFR)	Nbre d'accidents ayant entraîné un arrêt de travail) x 200 000 / Nbre total d'heures travaillées	0,50	0,43	**	GRI 403-9
Taux de gravité des accidents du travail avec arrêt	Nbre de journées d'incapacité liées à un accident du travail) x 200 000 / Nbre total d'heures travaillées	21,74	17,56	**	GRI 403-9
Employés ayant eu au moins une journée d'absence	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	11 527 (54,9%)	11 612 (56,2%)	**	
Total journées d'absences	Nbre de jours	161 895	166 011	**	
Dont maladie	Nbre de jours (% du total d'absences)	97 284 (60,1%)	99 579 (60%)		
Dont maternité/paternité	Nbre de jours (% du total d'absences)	37 096 (22,9%)	41 243 (24,8%)		
Employés pouvant bénéficier d'une couverture sociale	% de l'effectif	90,5%	89,6%		GRI 401-2
Entités où la couverture santé couvre les ayants droit	% d'entités	86,0%	ND		GRI 403
Entités où la couverture santé est plus favorable que ce que prévoit l'obligation légale	% d'entités	85,5%	ND		GRI 401-2
Entités où la couverture santé n'est pas une obligation légale	% d'entités	47,9%	ND		GRI 401-2
Salariés pouvant bénéficier d'un suivi médical régulier proposé par l'entreprise	% de l'effectif	75,3%	69,8%		GRI 401-2
Entités où le service médical proposé est gratuit pour les collaborateurs	% d'entités	91,4%	ND		GRI 401-2
Salariés et ayants droit ayant bénéficié d'une vaccination organisée par l'entreprise	Nbre de salariés	1 319	285		GRI 403-6
Salariés et ayants droit ayant participé à une campagne de dépistage ou de sensibilisation organisée par l'entreprise	Nbre de salariés	4 186	5 297		GRI 403-6



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

Diversité et inclusion sociale

Effectif femmes	Nbre d'employées (% de l'effectif total)	8 354 (39,8 %)	8 118 (39,3 %)	✖	GRI 405-1
Index égalité femmes-hommes (France)		85	69		GRI 405-1
Femmes managers	Nbre d'employées (% de l'effectif managers)	3 282 (35,9 %)	3 480 (34,7 %)	✖	GRI 405-1
Femmes employées dans les 40 pays les moins bien notés de l'Index GII de l'ONU (présence de Bolloré Logistics dans 28 de ces pays)	Nbre d'employées (% de l'effectif total)	1 213 (21,5 %)	1 201 (21,1 %)		GRI 405-1
Femmes managers employées dans les 40 pays les moins bien notés de l'Index GII de l'ONU (présence de Bolloré Logistics dans 28 de ces pays)	Nbre d'employées (% de l'effectif managers)	218 (28,1 %)	263 (27,8 %)		GRI 405-1
Femmes recrutées à l'externe en CDI	% vs le nombre total de recrutements externes en CDI	43,6 %	ND		GRI 401-1
Femmes ayant bénéficié d'une formation (hors HSE)	% vs l'effectif total formé	43,1 %	40,9 %		GRI 404-1
Personnes en situation de handicap	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	217 (1,03 %)	175 (0,85 %)		GRI 405-1
Salariés en situation de handicap recrutés	% vs effectif total recruté à l'externe en CDI et CDD	1,4 %	0,8 %		GRI 405-1
Salariés en situation de handicap formés	Nbre de salariés (% évolution 2019/2018)	141 (+26,6 %)	112		GRI 405-1
Employés ayant été recrutés à 50 ans et plus, toujours en poste	Nbre de salariés	263	ND		GRI 405-1
Employés de 50 ans et plus recrutés	% vs effectif total recruté à l'externe en CDI et CDD	6,7 %	ND		GRI 405-1

173

Formation professionnelle

Employés ayant bénéficié d'une formation (hors HSE)	Nbre d'employés (% de l'effectif total)	13 733 (65,4 %)	14 692 (71,1 %)	✖	GRI 404-1
Heures de formation dispensées (hors HSE)	Nbre d'heures	182 013	224 500	✖	GRI 404-1
Moyenne d'heures de formation par employé formé	Nbre d'heures	13,3	15,3		
Salariés formés au management	Nbre de salariés (% de l'effectif total formé)	834 (6,1 %)	836 (5,7 %)		GRI 404-1
Employés sensibilisés à la RSE	Nbre d'employés	18 232	35 206		
Entités ayant organisé au moins un Comité carrière dans l'année	% d'entités	58,1 %	ND		

INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

Dialogue social

Entités où les salariés bénéficient d'une représentation syndicale et/ou d'une représentation du personnel	% d'entités	56%	44%	*	GRI 407-1
Accords collectifs signés ou renouvelés dans l'année (France uniquement)	Nbre d'accords (% évolution 2019/2018)	35 (+338%)	8		GRI 407-1
Accords collectifs signés ou renouvelés dans l'année (monde hors France)	Nbre d'accords (% évolution 2019/2018)	37 (+16%)	32		GRI 407-1
Effectif soumis à une obligation légale d'avoir une instance suivant les questions de santé et sécurité au travail représenté dans un comité paritaire de santé et sécurité au travail	% d'effectif	100%	100%		GRI 407-1
Application des conventions collectives pour l'effectif situé dans des pays dans lesquels il existe des conventions collectives formelles concernant les conditions de travail	% d'entités	100%	100%		GRI 407-1
Election formelle de représentants pour l'effectif situé dans des pays dans lesquels il existe des législations prévoyant que les salariés soient représentés par des représentants formellement élus	% d'entités	100%	100%		GRI 407-1

Avantages sociaux

Entités où les employés bénéficient d'une assurance décès	% d'entités	50,0%	ND		GRI 401-2
Entités où les employés bénéficient d'une assurance incapacité/invalidité	% d'entités	46,6%	ND		GRI 401-2
Entités où les employés bénéficient d'un dispositif de retraite allant au-delà des obligations légales	% d'entités	28,4%	ND		GRI 401-2
Entités où les employés bénéficient au moins d'un de ces trois avantages	% d'entités	71,6%	ND		GRI 401-2
Entités où les employés bénéficient de ces trois avantages	% d'entités	13,8%	ND		GRI 401-2
Entités où les employés bénéficient d'une assurance décès et d'une assurance incapacité/invalidité	% d'entités	37,1%	ND		GRI 401-2

ENVIRONNEMENT

Sites tertiaires et industriels en propre et en location

Surfaces d'entreposage par région	m²	2338048,53	2202868,24	*	GRI 102-7
Afrique	m²	1639840,91	1498237,91	*	GRI 102-7
Amériques	m²	52956,07	56978,96	*	GRI 102-7
Asie	m²	336621,55	311900,37	*	GRI 102-7
Europe	m²	293412	320533,00	*	GRI 102-7
Moyen-Orient	m²	15218	15218,00	*	GRI 102-7



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

Sites tertiaires et industriels en propre et en location

Installations classées pour l'environnement (ICPE)					
Sites soumis à déclaration (ICPE)	Nbre de sites	4	2	✖	GRI 307
Sites soumis à autorisation (ICPE)	Nbre de sites	9	6	✖	GRI 307
Contrôles ICPE réalisés	Nbre de contrôles	2	3	✖	GRI 307
Infractions constatées à l'occasion de contrôles ICPE ou d'autorités locales	Nbre d'infractions	0	2	✖	GRI 307

Émissions de CO₂ – Scopes 1 et 2

Scope 1	Tonnes CO ₂ eq	71 793	70 946	✖	GRI 305-1
Scope 2	Tonnes CO ₂ eq	37 076	32 888	✖	GRI 305-2
Total scopes 1 & 2	Tonnes CO₂eq	108 869	103 834	✖	

Émissions de CO₂ – Scope 3

Déplacements professionnels	Tonnes CO ₂ eq	14 974	15 199	✖	GRI 305-3
Amont des carburants	Tonnes CO ₂ eq	5 795	5 233	✖	GRI 305-3
Déchets générés par les sites	Tonnes CO ₂ eq	2 831	2 672	✖	GRI 305-3
Exécution des prestations de transport	Tonnes CO ₂ eq	4 092 895	4 396 957	✖	GRI 305-3
Transport aérien	%	67	69	✖	GRI 305-3
Transport maritime	%	24	22	✖	GRI 305-3
Transport routier	%	9	9	✖	GRI 305-3

Consommations énergétiques

Total électricité	MWh	91 434 922	81 584 467	✖	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Entités détenant en propre ou en leasing des véhicules électriques utilisés pour les déplacements locaux de certains collaborateurs	Nbre d'entités	7	ND		GRI 302-1, 302-3, 302-4
Véhicules électriques détenus par ces entités	Nbre de véhicules	18	ND		GRI 302-1, 302-3, 302-4



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
Consommations énergétiques					
Fioul domestique	m ³	86,70	194,19	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Gaz naturel	m ³	699940,91	605381,06	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Total groupes électrogènes	m ³	2080,61	2013,47	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Gazole	%	99,85	99,86	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Essence	%	0,14	0,14	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Consommations des véhicules en propre ou en leasing dédiés au transport de marchandises	m ³	17386,32	17371,43	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Gazole	%	98,36	97,86	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Essence	%	0,45	0,48	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Fioul lourd, diesel DDO (distillate diesel oil)	%	1,19	1,66	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Consommations des véhicules en propre ou en leasing dédiés au transport de personnes	m ³	2727,31	2412,68	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Gazole	%	68,28	66,46	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
GPL (gaz de pétrole liquéfié)	%	0	0,88	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Essence	%	31,71	32,66	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Consommations des engins de manutention	m ³	4780,05	4762,26	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Gazole ou GNR (gazole non routier)	%	75,84	75,86	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
GPL (gaz de pétrole liquéfié)	%	25,12	24,10	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4
Gaz naturel	%	0,03	0,03	*	GRI 302-1, 302-3, 302-4



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

Consommations énergétiques

Total fluides frigorigènes	kg	2 149,89	2 416,82	✖	GRI 302-4
R22	%	40,32	22,07	✖	GRI 302-4
R134a	%	39,06	66,95	✖	GRI 302-4
R404a	%	0,88	1,49	✖	GRI 302-4
R407c	%	6,87	1,10	✖	GRI 302-4
R410a	%	12,86	8,39	✖	GRI 302-4
Installations et matériel IT					
Serveurs virtuels	Nbre de serveurs	4 123	3 621		GRI 302-4
Serveurs physiques	Nbre de serveurs	1 451	1 214		GRI 302-4

Actions de réduction d'émissions de CO₂

Entités ayant mis en œuvre des actions environnementales permettant d'améliorer la performance énergétique	% d'entités	46	ND		GRI 302-4
Actions environnementales majeures menées par les entités	Nbre d'actions	61	ND		GRI 302-4
Entités détenant au moins une certification environnementale reconnue pour l'un de leurs sites (LEED®, BREEAM, EDGE Building, ISO 50001 et HQE)	% d'entités	15	ND		GRI 302-4
Salles de visioconférence	Nbre de salles	166	117		GRI 302-4
Achat de matériel IT à haute efficacité énergétique (label Energy Star)	% des achats	100%	ND		GRI 302-4

Eau

Consommations d'eau (eau de réseau et eau prélevée dans le milieu naturel)	m ³	780 095,98	746 452,64	✖	GRI 303
Entités disposant d'installations de recyclage ou de réutilisation de l'eau usée	% d'entités	4	ND		GRI 303

Biodiversité

Sites certifiés Ecocert « Engagement biodiversité »	Nbre de sites	4	4	✖	GRI 304
Sites labellisés BiodiverCity®	Nbre de sites	4	3	✖	GRI 304
Sites ayant fait d'objet d'étude d'empreinte biodiversité	Nbre de sites	81	80	✖	GRI 304

INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
Déchets					
Quantité totale de déchets dangereux	Tonnes	538,46	545,37	*	GRI 306
Part des déchets dangereux recyclés ou valorisés	Tonnes	288,29	195,46	*	GRI 306
Bois traités ou souillés	%	0,34	0	*	GRI 306
Emballages vides souillés	%	0,02	0,27	*	GRI 306
Autres déchets souillés (chiffons, sciures, filtres)	%	0,03	0	*	GRI 306
Eaux souillées	%	60,73	38,11	*	GRI 306
Huiles usagées	%	0	36,20	*	GRI 306
Hydrocarbures	%	15,77	0,10	*	GRI 306
Batteries/piles	%	1,77	4,19	*	GRI 306
Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)	%	0,92	0,77	*	GRI 306
Aérosols	%	0,05	0	*	GRI 306
Matériels infectieux d'infirmierie (seringues, pansements)	%	14,94	0	*	GRI 306
Fourniture de bureau (cartouches d'imprimante/toners...)	%	0,48	1,23	*	GRI 306
Autres déchets dangereux	%	4,93	19,12	*	GRI 306
Quantité totale de déchets non dangereux (ou banals)	Tonnes	12879,87	15372,41	*	GRI 306
Part des déchets non dangereux recyclés ou valorisés	Tonnes	4459,69	4738,82	*	GRI 306
Bois non traités/palettes	%	22,93	25,68	*	GRI 306
Carton	%	25,24	18,82	*	GRI 306
Papier	%	5,95	6,20	*	GRI 306
Plastiques (bouteilles, emballages, sachets, films...)	%	4,80	6,00	*	GRI 306
Restes d'aliments	%	0,07	0,06	*	GRI 306
Déchets verts	%	0,07	0	*	GRI 306
Métaux ferreux	%	11,53	6,34	*	GRI 306
Métaux non ferreux	%	0,05	0,03	*	GRI 306
Gravats et ballast	%	0	0,02	*	GRI 306
Caoutchouc	%	11,86	13,13	*	GRI 306
DIB (déchets non triés)	%	1,02	14,37	*	GRI 306
Autres déchets non dangereux	%	16,48	9,34	*	GRI 306



INDICATEUR	UNITÉ	2019	2018	AUDITÉ PAR UN ORGANISME TIERS	CONCORDANCE GRI
------------	-------	------	------	-------------------------------	-----------------

Accidents industriels et achats durables

Déversements accidentels reportés	Nbre de déversements	26	ND		GRI 306-3
Sites non concernés par les déversements accidentels	% de sites	91%	98		GRI 306-3
Nombre d'entités certifiées ICMC	Nbre d'entités	5	3		GRI 103, 307
Quantité totale de cartons achetés [t (metric)]	Tonnes	5 744,45	5 006		GRI 301-1
Carton recyclé et labellisé acheté	%	16%	13%		GRI 301-2
Quantité totale de palettes de bois achetées	Tonnes	8 795,52	9 615,7		GRI 301-1
Palette de bois recyclée et labellisée	%	21%	20%		GRI 301-2
Quantité totale de papiers de bureau achetés	Tonnes	1 770,85	2 055		GRI 301-1
Papier de bureau recyclé et labellisé achetés	%	32%	28%		GRI 301-2

177

SOCIÉTAL

Mécénat et actions de solidarité

Projets à impact sociétal	Nbre de projets	258	128		GRI 203-1
Dont dépenses en faveur de l'éducation	% des dépenses	54%	ND		GRI 203-1
Dont dépenses en faveur de la jeunesse (0-30 ans)	% des dépenses	63%	ND		GRI 203-1

Relations écoles

Partenariats écoles	Nbre de partenariats	77	79		GRI 413
Afrique	Nbre de partenariats	36	43		GRI 413
Europe	Nbre de partenariats	28	24		GRI 413
Asie-Pacifique	Nbre de partenariats	11	10		GRI 413
Amériques	Nbre de partenariats	2	2		GRI 413
Moyen-Orient/Asie du Sud	Nbre de partenariats	0	0		GRI 413
Stagiaires et alternants	Nbre de stagiaires et alternants	2 295	1 128		GRI 413
Stagiaires et alternants recrutés	Nbre de stagiaires et alternants (% de l'effectif en stage)	162 (7,4%)	ND		GRI 413
Dont stagiaires et alternants recrutés issus de nos partenariats	Nbre de stagiaires et alternants (% de l'effectif recruté)	23 (13,9%)	ND		GRI 413



Index du contenu des Normes GRI

À travers son programme RSE Powering Sustainable Logistics, Bolloré Logistics a développé des indicateurs de performance qui suivent les lignes des Global Reporting Initiative (GRI) Standards. Les tableaux suivants signalent les indications contenues dans le rapport qui s'avèrent ainsi en cohérence avec les indicateurs de la GRI, selon les dernières mises à jour des standards au 31 décembre 2019.

Éléments généraux de profil – 102

SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
102-1	Core	Nom de l'organisation		Présentation de Bolloré Logistics	13
102-2	Core	Activités, marques, produits et services		Présentation de Bolloré Logistics	13
102-3	Core	Lieu géographique du siège		Présentation de Bolloré Logistics	13
102-4	Core	Lieux géographiques des sites d'activités		Notre modèle de croissance et de création de valeur	14
102-5	Core	Capital et forme juridique		Notre modèle de croissance et de création de valeur	16
102-6	Core	Marchés desservis		Notre modèle de croissance et de création de valeur	15
102-7	Core	Taille de l'organisation		Notre modèle de croissance et de création de valeur	14
102-8	Core	Effectif de l'organisation		Notre modèle de croissance et de création de valeur	14
102-9	Core	Chaîne d'approvisionnement de l'organisation		Notre modèle de croissance et de création de valeur	14
102-10	Core	Modification significative de l'organisation et de sa chaîne d'approvisionnement		Notre modèle de croissance et de création de valeur	14
102-11	Core	Principe de précaution		Garantir la santé et la sécurité au quotidien pour les collaborateurs et les fournisseurs de proximité	102
102-12	Core	Chartes, principes et autres initiatives externes		Une politique RSE structurée dans un programme engageant	26
102-13	Core	Adhésion à des associations nationales ou internationales		<ul style="list-style-type: none"> • Une politique RSE structurée dans un programme engageant • Dialogue avec les parties prenantes 	30 28
102-14	Core	Déclaration du décideur le plus haut placé sur la pertinence du développement durable pour l'organisation et sa stratégie		Éditorial du CEO	3
102-15	Core	Description des principaux impacts, risques et opportunités clés		Cartographie des risques extra-financiers	32
102-16	Core	Valeurs, principes, normes et règles de l'organisation tels que les codes de conduite et codes d'éthique		<ul style="list-style-type: none"> • Cartographie des risques vigilance • Une démarche éthique, née en 2003, devenue un dispositif global pour garantir l'intégrité de la supply chain 	34 65
102-17	Core	Mécanismes internes et externes pour obtenir des conseils sur les comportements éthiques et respectueux de la loi		Une démarche éthique, née en 2003, devenue un dispositif global pour garantir l'intégrité de la supply chain	65
102-18	Core	Structure de la gouvernance de l'organisation, y compris les comités de l'instance supérieure de gouvernance.		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-19	Core	Processus de délégation des pouvoirs de l'instance supérieure de gouvernance aux cadres dirigeants et autres salariés		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-20	Core	Cadres dirigeants nommés responsables des thèmes RSE et si ils dépendent de l'instance supérieure de gouvernance.		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
102-21	Core	Consultation entre les parties prenantes et l'instance supérieure de gouvernance concernant les thèmes RSE		Une politique RSE structurée dans un programme engageant	27
102-22	Core	Composition de l'organe de gouvernance le plus élevé et de ses comités		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-23	Core	Présidence de l'organe de gouvernance le plus élevé		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-24	Core	Nomination et sélection des membres de l'organe de gouvernance le plus élevé		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-25	Core	Conflits d'intérêts		<ul style="list-style-type: none"> Cartographie des risques extra-financiers Une adaptation permanente du système anticorruption de Bolloré Logistics dans le respect des recommandations de l'AFA 	32 68
102-26	Core	Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans la définition de l'objet social, des valeurs et de la stratégie		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-27	Core	Connaissance partagée de l'organe de gouvernance le plus élevé		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-28	Core	Évaluation de l'organe de gouvernance le plus élevé		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-29	Core	Identification des impacts économiques, environnementaux et sociaux		Assurer une pratique des affaires éthique et responsable dans notre chaîne de valeur logistique	54
102-30	Core	Efficacité des des procédures de gestion des risques		Gestion des risques opérée par une approche transverse multi-dimensionnelle	140
102-31	Core	Examen des enjeux économiques, environnementaux et sociaux		Une politique RSE structurée dans un programme engageant	27
102-32	Core	Rôle de l'organe de gouvernance le plus élevé dans le reporting du développement durable		Une politique RSE structurée dans un programme engageant	27
102-33	Core	Communication des préoccupations majeures		Une politique RSE structurée dans un programme engageant	27
102-34	Core	Nature et nombre total de réclamations majeures		Fournir un haut niveau de qualité de service pour la performance de la supply chain des clients	144
102-35	Core	Politiques de rémunération en vigueur à l'égard de l'instance supérieure de gouvernance et des cadres dirigeants		Une Gouvernance RSE matricielle unissant les différents niveaux de l'organisation	10
102-36	Core	Processus de détermination de la rémunération		Favoriser le dialogue social	93
102-37	Core	Implication des parties prenantes dans la rémunération		Mesures mises en place par Bolloré Logistics pour exercer sa vigilance raisonnable sur l'ensemble de sa chaîne de valeur	64

Correspondance totale :
les données sont présentées dans le rapport

Correspondance partielle :
les données sont présentées partiellement ou de manière implicite dans le rapport

Pas de correspondance



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
102-38	Core	Ratio de la rémunération annuelle totale		Favoriser le dialogue social	93
102-39	Core	Pourcentage d'augmentation du ratio de rémunération totale annuelle		Favoriser le dialogue social	93
102-40	Core	Liste des groupes de parties prenantes avec lesquels l'organisation a noué un dialogue		<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des enjeux développement durable à travers la matrice de matérialité Dialogue avec les parties prenantes 	31 28
102-41	Core	Pourcentage de l'ensemble des salariés couverts par une convention collective		Favoriser le dialogue social	93
102-42	Core	Critères retenus pour l'identification et la sélection des parties prenantes avec lesquelles établir un dialogue		<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des enjeux développement durable à travers la matrice de matérialité Dialogue avec les parties prenantes 	31 28
102-43	Core	Approche de l'implication des parties prenantes		<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des enjeux développement durable à travers la matrice de matérialité Dialogue avec les parties prenantes 	31 28
102-44	Core	Enjeux et préoccupations majeures soulevées		<ul style="list-style-type: none"> Évaluation des enjeux développement durable à travers la matrice de matérialité Dialogue avec les parties prenantes 	31 28
102-45	Core	Entités incluses dans la consolidation financière : incluant les justifications d'exclusion		Maintenir le système de procédures opérationnelles et le système de contrôle pour renforcer l'efficacité de ses opérations	79
102-46	Core	Définition du contenu du rapport et des périmètres des enjeux		Une politique RSE structurée dans un programme engageant	27
102-47	Core	Liste des enjeux pertinents		Intégration globale des impacts environnementaux et sociaux dans la chaîne de valeur	40
102-48	Core	Réaffirmation des informations		Autres indicateurs ESG et éléments de reporting	163
102-49	Core	Modifications relatives au reporting		Autres indicateurs ESG et éléments de reporting	163
102-50	Core	Période de reporting		Autres indicateurs ESG et éléments de reporting	163
102-51	Core	Date du dernier rapport publié, le cas échéant		2019	
102-52	Core	Cycle de reporting		Annuel	
102-53	Core	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu		Odile Maarek odile.maarek@bollore.com	
102-54	Core	Option de « conformité » choisie par l'organisation et l'Index du contenu		Essentiel	
102-55	Core	Table de correspondance GRI		3.2. Autres indicateurs ESG et éléments de reporting	178
102-56	Core	Vérification externe du rapport		Vérification par un tiers de la DPEF du Groupe Bolloré dans lequel les données de Bolloré Logistics sont consolidées	



Éléments spécifiques

SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
ÉCONOMIE – 200					
201 Performance économique	Matériel				
201-1		Valeur économique directe créée et distribuée		Contribuer au développement des territoires de notre réseau	151
201-2		Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés au changement climatique		<ul style="list-style-type: none"> • Powering Sustainable Logistics, le programme d'engagements durables • Une Gouvernance RSE global - local permettant de répondre aux défis mondiaux mais aussi aux enjeux locaux spécifiques • Identification des risques, opportunités et impacts. 	39 27 122
201-3		Étendue de la couverture des régimes de retraite à prestations définies		Favoriser le dialogue social	93
201-4		Aides publiques reçues			
202 Présence commerciale	Matériel				
202-1		Ratios du salaire d'entrée de base par sexe par rapport au salaire minimum local sur les principaux sites opérationnels		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
202-2		Proportion des cadres dirigeants embauchés localement sur les principaux sites opérationnels		Contribuer au développement des territoires de notre réseau	152
203 Impacts économiques indirects	Matériel				
203-1		Développement et impact des investissements en matière d'infrastructures et d'appui aux services		Contribuer au développement des territoires de notre réseau	153
203-2		Impacts indirects significatifs		Contribuer au développement des territoires de notre réseau	153
204 Pratiques d'approvisionnement	Matériel				
204 -1		Part des dépenses auprès des fournisseurs locaux		Contribuer au développement des territoires de notre réseau	153
205 Anticorruption	Matériel				
205-1		Activités évaluées en termes de risque liés à la corruption		Prévenir la corruption et le trafic d'influence	66
205-2		Communication et formation relative aux politiques et procédures de lutte contre la corruption		Prévenir la corruption et le trafic d'influence	66
205-3		Cas avérés de corruption et mesures prises		Prévenir la corruption et le trafic d'influence	66

Correspondance totale : les données sont présentées dans le rapport

Correspondance partielle : les données sont présentées partiellement ou de manière implicite dans le rapport

Pas de correspondance



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
206 Pratiques anticoncurrentielles	Matériel				
206-1		Actions en justice contre le comportement anticoncurrentiel et les pratiques antitrust		Prévenir la corruption et le trafic d'influence	66

ENVIRONNEMENT - 300

301 Matières	Matériel				
301-1		Matières utilisées par poids ou par volume		Autres indicateurs ESG	177
301-2		Matières recyclées utilisées		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Le challenge AcTogether, une compétition interpays pour booster le programme RSE Autres indicateurs ESG 	108 45 177
301-3		Produits et matériaux d'emballage valorisés		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Le challenge AcTogether, une compétition interpays pour booster le programme RSE Autres indicateurs ESG 	108 45 177
302 Énergie	Matériel				
302-1		Consommation énergétique au sein de l'organisation		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 174
302-2		Consommation énergétique en dehors de l'organisation		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 174
302-3		Intensité énergétique		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 174
302-4		Réduction de la consommation énergétique		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 174



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
303 Eau et effluents	Matériel				
303-1		Volume total d'eau prélevé par source		Autres indicateurs ESG	175
303-2		Sources d'approvisionnement en eau très touchées par les prélèvements		Autres indicateurs ESG	175
303-3		Pourcentage et volume total d'eau recyclée et réutilisée		Autres indicateurs ESG	175
304 Biodiversité	Matériel				
304-1		Sites d'activité détenus, loués ou gérés situés dans ou bordant des aires protégées et des zones riches en biodiversité		<ul style="list-style-type: none"> Préservation de la biodiversité et gestion de l'eau Autres indicateurs ESG 	130 175
304-2		Impacts significatifs des activités, produits et services sur la biodiversité		<ul style="list-style-type: none"> Préservation de la biodiversité et gestion de l'eau Autres indicateurs ESG 	130 175
304-3		Habitats protégés ou restaurés		<ul style="list-style-type: none"> Préservation de la biodiversité et gestion de l'eau Autres indicateurs ESG 	130 175
304-4		Espèces sur la zone rouge de l'UICN et sur la liste de conservation nationale dont les habitats dans des zones affectées par les opérations			
305 Émissions	Matériel				
305-1		Émissions directes de gaz à effet de serre (Scope 1)		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 173
305-2		Émissions indirectes de gaz à effet de serre (Scope 2) liées à l'énergie		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 173
305-3		Autres émissions indirectes de gaz à effet de serre (Scope 3)		<ul style="list-style-type: none"> Offrir à nos clients des solutions supply chain durables Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables Autres indicateurs ESG 	108 126 173

Correspondance totale : les données sont présentées dans le rapport

Correspondance partielle : les données sont présentées partiellement ou de manière implicite dans le rapport

Pas de correspondance



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
305-4		Intensité des émissions de gaz à effet de serre		• Offrir à nos clients des solutions supply chain durables	108
				• Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables	126
				• Autres indicateurs ESG	174
305-5		Réduction des émissions de gaz à effet de serre		• Offrir à nos clients des solutions supply chain durables	108
				• Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables	126
				• Autres indicateurs ESG	174
305-6		Émissions de substances appauvrissant la couche d'ozone (SAO)		• Offrir à nos clients des solutions supply chain durables	108
				• Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables	126
305-7		NOX, SOX, et autres émissions atmosphériques substantielles		• Offrir à nos clients des solutions supply chain durables	108
				• Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables	126
306 Effluents et déchets	Matériel				
306-1		Total des rejets d'eau, par type et par destination		• Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense	116
				• Optimisation de la gestion des déchets	119
306-2		Poids total de déchets, par type et par mode de traitement		• Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense	116
				• Optimisation de la gestion des déchets	119
				• Autres indicateurs ESG	176
306-3		Nombre et volume total des déversements substantiels		• Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense	116
				• Prévention des risques liés au transport et stockage de marchandises dangereuses	118
				• Optimisation de la gestion des déchets	119
				• Autres indicateurs ESG	177
306-4		Transport de déchets dangereux		• Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense	116
				• Prévention des risques liés au transport et stockage de marchandises dangereuses	118
				• Optimisation de la gestion des déchets	119
				• Autres indicateurs ESG	176



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
306-5		Masses d'eau affectées par le déversement ou ruissellement		<ul style="list-style-type: none"> Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense Prévention des risques liés au transport et stockage de marchandises dangereuses Optimisation de la gestion des déchets 	116 118 119
307 Conformité environnementale	Matériel				
307-1		Non-conformité à la législation et à la réglementation environnementale		Maîtriser les risques environnementaux industriels à travers une politique QHSE étendue et un maillage réseau dense	116
308 Évaluation environnementale des fournisseurs	Matériel				
308-1		Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères environnementaux		<ul style="list-style-type: none"> Déployer une politique d'achats responsables Risques climatiques intégrés dans la stratégie et l'organisation Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables 	71 124 126
308-2		Impacts environnementaux négatifs sur la chaîne d'approvisionnement et mesures prises		<ul style="list-style-type: none"> Risques climatiques intégrés dans la stratégie et l'organisation Mesures d'adaptation et d'atténuation pour accroître notre résilience : plan d'action climat et développement de l'offre de solutions supply chain durables 	124 126
SOCIAL - 400					
401 Emploi	Matériel				
401-1		Recrutement de nouveaux employés et rotation du personnel		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
401-2		Avantages accordés aux salariés à temps plein et non aux employés temporaires ou à temps partiel		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
401-3		Congé parental		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
402 Management des relations du travail	Matériel				
402-1		Délai minimal de préavis en cas de changement opérationnel, en indiquant si ce délai est précisé dans une convention collective		Garantir le respect des droits humains pour tous	60

Correspondance totale : les données sont présentées dans le rapport

Correspondance partielle : les données sont présentées partiellement ou de manière implicite dans le rapport

Pas de correspondance



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
403 Santé et sécurité au travail	Matériel				
403-1		Représentation des travailleurs dans les comités de santé et sécurité officiels impliquant travailleurs et direction		<ul style="list-style-type: none"> Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs Garantir la Santé et la sécurité au quotidien pour les collaborateurs et les fournisseurs de proximité 	80 99
403-2		Taux et types d'accidents du travail, maladies professionnelles, absentéisme, journées de travail perdues et nombre de décès liés au travail		<ul style="list-style-type: none"> Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs Garantir la Santé et la sécurité au quotidien pour les collaborateurs et les fournisseurs de proximité 	80 99
403-3		Salariés exposés directement et fréquemment à des maladies liées à leur activité		<ul style="list-style-type: none"> Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs Garantir la Santé et la sécurité au quotidien pour les collaborateurs et les fournisseurs de proximité 	80 99
403-4		Thèmes de santé et de sécurité couverts par des accords formels avec les syndicats		<ul style="list-style-type: none"> Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs Garantir la Santé et la sécurité au quotidien pour les collaborateurs et les fournisseurs de proximité 	80 99
404 Formation et éducation	Matériel				
404-1		Nombre moyen d'heures de formation par an, réparti par salarié, par sexe et par catégorie professionnelle		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
404-2		Programmes de mise à niveau des compétences des employés et d'aide à la transition		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
404-3		Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens périodiques d'évaluation et d'évolution de carrière, par sexe et catégorie professionnelle		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
405 Diversité et égalité des chances	Matériel				
405-1		Diversité des organes de gouvernance et des employés		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
405-2		Ratio du salaire de base et de la rémunération des femmes et des hommes		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
406 Non-discrimination	Matériel				
406-1		Cas de discrimination et mesure correctives prises		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80
407 Liberté d'association et négociations collectives	Matériel				
407-1		Opérations et fournisseurs pour lesquels le droit de négociation syndicale et de négociation collective peut être en péril		Agir en employeur engagé envers nos collaborateurs	80



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
408 Travail des enfants	Matériel				
408-1		Opérations et fournisseurs présentant un risque significatif de cas de travail des enfants		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
409 Travail forcé ou obligatoire	Matériel				
409-1		Opérations et fournisseurs présentant un risque significatif de cas de travail forcé ou obligatoire		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
410 Pratiques sécuritaires	Matériel				
410-1		Formation du personnel de sécurité aux politiques et procédures relatives aux droits humains		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
411 Droits des peuples indigènes	Matériel				
411-1		Cas de violation des droits des peuples autochtones		<ul style="list-style-type: none"> Garantir le respect des droits humains pour tous Contribuer au développement des territoires de notre réseau 	60 150
412 Évaluation des droits humains	Matériel				
412-1		Opérations ayant été soumises à un contrôle du respect des droits humains ou des évaluations des impacts		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
412-2		Formation des employés sur les politiques ou procédures relatives aux droits humains		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
412-3		Accords et contrats d'investissements importants incluant des clauses relatives aux droits humains ou soumis à une vérification des antécédents		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
413-1		Activités impliquant la communauté locale, évaluation des impacts et programmes de développement		Garantir le respect des droits humains pour tous	60
413 Communautés locales	Matériel				
413-2		Activités générant des impacts négatifs substantiels, réels ou potentiels sur les communautés locales		Contribuer au développement des territoires de notre réseau	150

Correspondance totale :
les données sont présentées dans le rapport

Correspondance partielle :
les données sont présentées partiellement ou de manière implicite dans le rapport

Pas de correspondance



SOURCE GRI	NIVEAU	DISCLOSURE	CORRESPONDANCE	RÉFÉRENCE	PAGES DU RAPPORT RSE 2020
414 Évaluation sociale des fournisseurs	Matériel				
414-1		Nouveaux fournisseurs analysés à l'aide de critères sociaux		<ul style="list-style-type: none"> • Déployer une politique d'achats responsables • Contribuer au développement des territoires de notre réseau 	71 150
414-2		Impacts sociaux négatifs sur la chaîne d'approvisionnement et mesures prises		<ul style="list-style-type: none"> • Déployer une politique d'achats responsables • Contribuer au développement des territoires de notre réseau 	71 150
415 Politique publique	Non matériel				
415-1		Valeur totale des contributions politiques par pays et par bénéficiaire			
416 Santé et sécurité des consommateurs	Non matériel				
416-1		Évaluation des impacts de produits et de services sur la santé et la sécurité des consommateurs			
416-2		Cas de non-conformité concernant les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité			
417 Marketing et étiquetage	Non matériel				
417-1		Exigences relatives à l'information sur les produits et services et l'étiquetage			
417-2		Cas de non-conformité concernant l'information sur les produits et services et l'étiquetage			
417-3		Cas de non-conformité concernant la communication marketing			
418 Confidentialité client	Matériel				
418-1		Plaintes fondées relatives aux attentes et à la confidentialité des données clients et aux pertes de données clients		Garantir la protection des données dans le cadre d'une digitalisation croissante des activités	78
419 Conformité socio-économique	Non matériel				
419-1		Non-conformité à la législation et aux réglementations sociales et économiques			

Correspondance totale :
les données sont présentées dans le rapport

Correspondance partielle :
les données sont présentées partiellement ou de manière implicite dans le rapport

Pas de correspondance





Mentions légales :

Conception et réalisation : DIRECTION RSE/DÉVELOPPEMENT DURABLE BOLLORÉ LOGISTICS.

CE RAPPORT EST IMPRIMÉ SUR DU PAPIER ISSU DE FORÊTS GÉRÉES DURABLEMENT (PEFC), décembre 2020.

Crédits photos libres de droits : Getty Images - Adobe Stock - Shutterstock - PHOTOTHÈQUE BOLLORÉ LOGISTICS.

